

Sociologie des mondes ruraux en Pologne et en France : terrains et études

édité par

Josette Debroux, Anna Matuchniak-Mystkowska, Pawel Starosta



**Sociologie
des mondes ruraux
en Pologne et en France :
terrains et études**



WYDAWNICTWO
UNIWERSYTETU
ŁÓDZKIEGO

Sociologie des mondes ruraux en Pologne et en France : terrains et études

édité par

Josette Debroux, Anna Matuchniak-Mystkowska, Pawel Starosta

ÉDITEURS

Josette Debroux – Centre Max Weber UMR 5283, Université Lumière Lyon 2
UFR Anthropologie, Sociologie et Science politique
Département de sociologie, 69676 Bron, 5 avenue Pierre Mendès France
Anna Matuchniak-Mystkowska – Université de Łódź, Faculté d’Economie et de Sociologie
Département de sociologie de l’art, 90-214 Łódź, ul. Rewolucji 1905 r. 41/43
Paweł Starosta – Université de Łódź, Faculté d’Economie et de Sociologie
Département de sociologie rurale et urbaine, 90-214 Łódź, ul. Rewolucji 1905 r. 41/43

CRITIQUE

Ewa Malinowska, Sylwia Michalska

ÉDITEUR EN CHEF

Katarzyna Włodarczyk

RÉDACTEUR DE FOND

Joanna Balcerak

MISE EN PAGE

AGENT PR

RÉDACTEUR TECHNIQUE

Leonora Gralka

COUVERTURE

Polkadot Studio Graficzne Aleksandra Woźniak, Hanna Niemierowicz

© Copyright by Authors, Łódź 2023

© Copyright for this edition by Université de Łódź, Łódź 2023

<https://doi.org/10.18778/8331-165-4>

Publication de Presses Universitaires de Łódź

I^e édition. W.10218.20.0.K

Feuilles d’impl. 12,8 ; feuilles d’impr. 14,0

ISBN 978-83-8331-165-4

e-ISBN 978-83-8331-166-1

Presses Universitaires de Łódź
90-237 Łódź, ul. Jana Matejki 34A
www.wydawnictwo.uni.lodz.pl
e-mail : ksiegarnia@uni.lodz.pl
tél. (42) 665 58 63

Sommaire

| | |
|--|-----|
| Introduction (<i>Anna Matuchniak-Mystkowska, Paweł Starosta</i>) | 7 |
| <i>Andrzej Kaleta</i> Sociologie rurale polonaise | 11 |
| <i>Josette Debroux</i> La sociologie rurale française : de la spécialisation à une « sociologie transversale » | 25 |
| <i>Maria Halamska</i> Changements de la structure sociale de la Pologne rurale entre 1991 et 2015 | 45 |
| <i>Josette Debroux</i> Le « choix » d'une localisation résidentielle en zone périurbaine : une analyse par les trajectoires sociales | 65 |
| <i>Zbigniew Drąg</i> Les stratégies de la vie quotidienne des agriculteurs polonais | 85 |
| <i>Eric Charmes, Josette Debroux</i> Au-delà des images d'Epinal : les relations de voisinage dans les communes rurales périurbaines françaises | 129 |
| <i>Katarzyna Zajda</i> Caractéristiques distinctives des institutions publiques rurales mettant en œuvre des innovations sociales locales. Rapports de la Pologne | 155 |
| <i>Anna Matuchniak-Mystkowska</i> Le village et la culture folklorique en Pologne centrale (étude empirique) | 177 |
| <i>Paweł Starosta</i> La participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France | 199 |
| Remarques de l'auteur | 221 |

Introduction

La publication présentée au lecteur est le résultat d'une collaboration de longue date entre des sociologues de l'Université de Lyon II et de l'Université de Lodz. En particulier, la collaboration d'**Anna Matuchniak-Mystkowska** avec **Josette Debroux** est d'une importance capitale dans ce contexte. Toutefois, les textes présentés ne proviennent pas exclusivement des communautés universitaires de Lodz et de Lyon. Des sociologues ruraux reconnus représentant les centres universitaires de Varsovie, Cracovie et Toruń ont été invités à travailler conjointement. L'analyse des problèmes sociaux du milieu rural dans les sociétés françaises et polonaises contemporaines découle à la fois de l'importance de cet élément structurel pour les deux pays et de la volonté de poursuivre la longue tradition de coopération qui s'est instaurée entre les sociologues analysant les transformations du milieu rural dans les deux universités, en se référant à la tradition de la sociologie rurale en tant que sous-discipline importante des sciences sociologiques au sein de ces deux pays.

Le volume s'ouvre sur des textes d'**Andrzej Kaleta** « **Sociologie rurale polonaise** » et de **Josette Debroux** « **La sociologie rurale française : de la spécialisation à une "sociologie transversale"** » dans lesquels les auteurs évoquent les principaux courants de recherche entreprise sur le long terme en matière d'environnement rural, tant en France qu'en Pologne. Les deux auteurs effectuent ainsi une présentation de la sous-discipline dans une perspective historique, en prêtant attention à la variabilité et à la continuité tant de l'objet d'étude que de la stratégie méthodologique d'analyse. Le texte de **Maria Halamska** « **Changements de la structure sociale de la Pologne rurale entre 1991 et 2015** » propose une présentation synthétique de la dynamique de la structure sociale dans les zones rurales de Pologne entre 1991 et 2015. Dans le texte suivant intitulé « **Le "choix" d'une localisation résidentielle en zone**

périurbaine : une analyse par les trajectoires sociales », **Josette Debroux** propose une analyse des problèmes sociaux concentrés dans les zones périurbaines en France. **Zbigniew Drag**, quant à lui, présente, dans son texte « **Les stratégies de la vie quotidienne des agriculteurs polonais** », une dimension empirique de la qualité de vie des agriculteurs polonais à l'ère de la mondialisation. **Eric Charmes et Josette Debroux**, dans le chapitre « **Au-delà des images d'Epinal : les relations de voisinage dans les communes rurales périurbaines françaises** », abordent la question de la transformation des relations de voisinage dans les communes rurales françaises situées en zone périurbaine. Dans son texte ayant pour titre « **Caractéristiques distinctives des institutions publiques rurales mettant en œuvre des innovations sociales locales. Rapports de la Pologne** », **Katarzyna Zajda** présente les résultats d'une analyse menée sur la manière dont les ONG rurales entreprennent des activités innovantes au sein des structures socio-spatiales locales en Pologne. **Anna Matuchniak-Mystkowska** dans son article portant sur « **Le village et la culture folklorique en Pologne centrale (étude empirique)** » présente, d'autre part, les caractéristiques spécifiques et les transformations de la culture folklorique et du folklore rural propres à la région du centre de la Pologne. Le volume se termine par un texte de **Paweł Starosta** intitulé « **La participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France** » qui est consacré à l'analyse de la participation civique des habitants des zones rurales en Pologne et en France sur la base des données issues de l'Enquête sociale européenne.

Comme on peut aisément le constater, le volume présenté n'est pas une monographie au sens strict du terme. Néanmoins, les questions soulevées dans les différents textes sont importantes pour comprendre les transformations qui se produisent dans l'environnement rural contemporain de la Pologne et de la France.

Il est intéressant de comparer la sociologie rurale polonaise et la sociologie rurale française en ce qui concerne l'histoire de cette sous-discipline dans chaque pays, ainsi que la problématique et la méthodologie de recherche. Une telle approche renvoie aux considérations de Pierre Francastel, éminent sociologue de l'art français, qui, en présentant cette sous-discipline, posait la question suivante : « la sociologie de l'art – méthode ou problématique ». Une question similaire s'applique à la sociologie rurale et l'histoire de la sociologie rurale ainsi que la méthodologie de recherche sont des questions étroitement liées à la démarche scientifique. En outre, la problématique, qui évolue au fil du temps, illustre également le développement de la discipline et la transformation de la réalité sociale. En utilisant le concept de l'homologie des champs sociaux du célèbre

sociologue français Pierre Bourdieu, il est possible d'indiquer l'influence du monde politique sur le monde scientifique, ainsi que sur l'histoire de la sociologie rurale dans les deux pays.

La différence temporelle entre l'émergence de la sociologie rurale polonaise et celle de la France est frappante. En France, la sociologie rurale n'a émergé qu'à partir des années 1960. Les sociologues ruraux sont issus du groupe des anthropologues culturels qui étudiaient les communautés exotiques et qui ont perdu leur objet et leur champ d'étude avec l'indépendance des anciens pays colonisés. Ironiquement, on peut dire que le « paysan français » a remplacé le « sauvage » comme objet d'étude et que la France a remplacé les pays africains comme terrain d'étude, ce qui n'est pas sans conséquence pour les chercheurs (la théorie de la paysannerie).

En Pologne, la sociologie rurale est apparue comme l'une des premières sous-disciplines des sciences sociales avec la restauration de l'indépendance en 1918, déjà au commencement de la formation de la sociologie, tant dans ses aspects théoriques qu'empiriques, comme en témoignent les travaux de Stefan Czarnowski (études sur la religiosité rurale, les outils de migration et la résistance de la culture), de Florian Znaniecki (« Le paysan polonais en Europe et en Amérique »), de Józef Chałasiński (« La jeune génération de paysans ») ou de Jan Szczepański (« Enraciné dans le sol »). Les classiques de la sociologie polonaise ont mené des études empiriques approfondies sur des problèmes sociaux importants, tels que la structure sociale, la culture nationale, la migration, l'adaptation, l'acculturation, la tradition et le changement culturel. Un intérêt particulier a toujours été porté à la communauté rurale, paysanne, ouvrière-paysanne, à l'intelligentsia, ainsi qu'à l'espace rural, urbain et suburbain dans lequel les habitants « natifs » de la campagne polonaise se sont installés et ont travaillé, et aussi au travail (dans l'agriculture ou non), à l'organisation de la vie sociale, à la culture (religiosité, coutumes, arts et artisanat). Les tentatives de création d'une sous-discipline sociologique traitant d'une certaine question, étudiée à l'aide de diverses méthodes et techniques (qualitatives et quantitatives), permettent de distinguer plusieurs courants de la sociologie rurale. Comme l'écrit Andrzej Kaleta : « La sociologie rurale polonaise est l'une des plus anciennes sous-disciplines sociologiques et son développement a été déterminé par des événements cruciaux de l'histoire de la Pologne au XX^e siècle : le recouvrement de l'indépendance (1918) et sa perte à la suite du début de la Seconde Guerre mondiale (1939), la fin de la guerre ayant entraîné la création de la Pologne populaire (1945) et son démantèlement à la suite de l'émergence du mouvement social Solidarité (1980–1989) et, enfin, les pourparlers de la Table ronde (1989) qui ont lancé

le processus de transformation politique. Ces faits définissent ses trois principales étapes de développement : l'institutionnalisation (1918–1939), la modernisation socialiste des zones rurales (1945–1989) et la recherche d'un nouveau paradigme (après 1989) » (Kaleta 2023). Il convient de souligner la réalisation d'études empiriques sur le monde rural dès le XIX^e siècle et tout au long des deux premières décennies du XX^e siècle, dite la phase sociographique « pré-sociologique ».

Dans la sociologie française, les phénomènes d'institutionnalisation de la sociologie rurale (relations avec les institutions scientifiques, le monde académique, les organismes administratifs et gouvernementaux), la spécialisation de la sous-discipline sociologique et sa transformation ultérieure (le mot rural en français est remplacé par le mot terrain/spatial ou le mot environnement et les communautés villageoises apparaissent, à la place de l'opposition ville-campagne) sont significatifs. Comme le remarque Josette Debroux, « Les catégories de la pratique (rural, urbain, loisir, travail) découpent alors le champ de la sociologie en domaines ou spécialisations, manifestant souvent la rencontre entre une demande sociale (essentiellement ministérielle) et une offre de recherche ». La sociologie rurale est censée contribuer à la modernisation de l'agriculture et des zones rurales. Actuellement, tant en Pologne qu'en France, les objectifs de la société civile, les relations de voisinage, les stratégies de vie qui se manifestent dans les lieux de travail et de résidence, les phénomènes de reproduction du statut social, la promotion ou l'évitement de la dégradation sont pertinents.

Les changements concernant la structure sociale et l'organisation des zones rurales, impliquant toutes les sphères de la vie sociale (famille, travail, culture) ont conduit à l'émergence d'un nouveau paradigme de la sociologie rurale, comme l'écrit Josette Debroux : « Le "rural" », un terrain pour des problématiques transversales ». Tous les textes de la monographie traitent de la situation sociale contemporaine en Pologne et en France, vue sous l'angle du territoire, de la structure sociale, de la culture et de l'organisation de la vie. Les chercheurs notent également que la transformation de la réalité sociale et l'adaptation de la discipline scientifique à la réalité conduisent non seulement à l'émergence d'un nouveau paradigme de la sociologie rurale, mais aussi à la confusion des problématiques et donc à une remise en question de la discipline.

Anna Matuchniak-Mystkowska, Paweł Starosta

Sociologie rurale polonaise

Andrzej Kaleta

Introduction

La sociologie rurale polonaise est l'une des plus anciennes sous-disciplines sociologiques et son développement a été déterminé par des événements cruciaux de l'histoire de la Pologne au XX^e siècle : le recouvrement de l'indépendance (1918) et sa perte à la suite du début de la Seconde Guerre mondiale (1939), la fin de la guerre ayant entraîné la création de la Pologne populaire (1945) et son démantèlement à la suite de l'émergence du mouvement social Solidarité (1980–1989) et, enfin, les pourparlers de la Table ronde (1989) qui ont lancé le processus de transformation politique. Ces faits définissent ses trois principales étapes de développement : l'institutionnalisation (1918–1939), la modernisation socialiste des zones rurales (1945–1989) et la recherche d'un nouveau paradigme (après 1989).

En Pologne également, le développement de la discipline, en tant que discipline scientifique à part entière, a été précédé d'une phase dite « pré-sociologique » (Winclawski, 1985 : 4) ou « pré-institutionnelle » (Bodenstedt, 2003 : 283), datant approximativement de tout le XIX^e siècle et des deux premières décennies du XX^e siècle (jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale). Contrairement à l'étude sociologique des villages et de leurs habitants censée n'être pratiquée qu'après 1918, la précédente devait se concentrer exclusivement sur la collecte et la description de matériel empirique, c'est-à-dire qu'elle n'allait pas au-delà de la sociographie¹.

1 Il existe des divergences considérables entre les sociologues ruraux polonais à cet égard. Parfois, ils posent la question suivante : pourquoi certaines questions ayant fait l'objet de nombreuses études sur la vie rurale au sens large dès le XVIII^e siècle, ne peuvent-elles pas encore/déjà être considérées comme de la sociologie rurale ?

Institutionnalisation – la période « dorée » (1918–1939)

Si l'on considère qu'une discipline scientifique naît lorsqu'elle se voit attribuer un nom, les débuts de la sociologie rurale, telle qu'elle est assez communément admise, sont à rechercher aux États-Unis d'Amérique (Gałęski, 1966 : 7), où elle est apparue au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Quelques années plus tard, les processus d'institutionnalisation de la sociologie rurale ont été lancés en Pologne. De même qu'outre-mer, elle a été causée par la crise profonde des zones rurales et le développement rapide de la recherche socio-économique, socio-pédagogique et ethnographique des communautés rurales, largement sponsorisée par l'État (Winclawski, 1985 : 6).

C'est principalement grâce à elles qu'au cours des années 1920, dans les cercles d'économistes et de politiciens agraires concentrés à l'Université des sciences de la vie de Varsovie et à l'Institut National Polonais d'Économie Rurale de Puławy, une initiative visant à séparer la sociologie rurale en tant que discipline autonome a pu apparaître. Le premier défenseur et animateur de ces activités fut Władysław Grabski, qui, au début des

Le discours dominant, du moins aujourd'hui, sur cette question a été imposé par Władysław Grabski (1874–1937), considéré comme le père de la sociologie rurale polonaise. Commentant la question dès les années 1930, Grabski a déclaré que les monographies agraires caractéristiques des deux disciplines, publiées tout au long du XIX^e siècle, «... ne contenaient pas beaucoup de matériel pour la sociologie rurale » (Grabski, 1936 : 19). Il n'a considéré comme une percée significative à cet égard que les monographies du XX^e siècle sur les zones rurales de Franciszek Bujak (1875–1953), qui, selon Grabski (1936 : 21), «... ont donné un modèle digne de nombreuses imitations. Pour l'instant, cependant, il n'existait aucune institution susceptible d'encourager et de publier des travaux de ce type. Ce n'est qu'après la création de l'État polonais que les conditions favorables à l'organisation du travail scientifique ont été créées ». Plus ou moins la même chose sera dite plusieurs décennies plus tard par Zbigniew Tadeusz Wierzbicki (2012 : 410), et aussi par Włodzimierz Winclawski. Ce dernier ajoute qu'outre le « déficit » institutionnel, la pensée pré-sociologique polonaise était conceptuellement peu développée car elle manquait de références aux théories sociologiques, ce qui se traduisait par une grande liberté dans l'interprétation des questions analysées (Winclawski, 1985 : 5).

Les modes de pensée et d'argumentation indiqués n'ont cependant jamais été les seuls. Selon l'avis d'Izabela Bukraba-Rylska, entièrement partagé par l'auteur de cette étude (Kaleta, 2019), « si l'on part du principe que l'on peut parler de l'existence d'une discipline dès lors qu'elle choisit son objet d'intérêt, définit des fondements méthodologiques et mène des recherches, même si cela ne se fait pas dans le cadre d'institutions académiques (...), il faut alors supposer que la sociologie rurale est pratiquée en Pologne depuis environ 200 ans, les premiers travaux sur la question dite paysanne datant de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle » (Bukraba-Rylska, 2008 : 17).

années 1920, justifia la nécessité d'enseigner cette discipline au niveau académique, tout d'abord, par les besoins liés à l'éducation des agriculteurs : « En agriculture, nous avons un tel éventail de questions économiques et sociales qu'elles devraient former conjointement un ensemble approprié d'enseignement supérieur qui fournirait à l'agriculture des forces essentiellement très instruites. Un tel niveau de qualification des personnes qui s'expriment sur les questions économiques et sociales est un enjeu extrêmement important pour l'agriculture. Le secteur agricole a déjà beaucoup souffert d'un trop grand dilettantisme de la part de ceux qui ont soit mal défendu ses intérêts, soit inefficacement » (Grabski, 1930 : 29). En conséquence de cette conviction, un cours d'agronomie sociale a été créé à l'Université des sciences de la vie de Varsovie, englobant, outre l'économie agricole, la politique sociale et l'andragogie, la sociologie rurale, n'ayant jamais été enseignée auparavant et nulle part ailleurs en Pologne (Grabski, 1936 : 18). Cependant, l'année 1936 est considérée comme absolument cruciale pour l'institutionnalisation de la sociologie rurale en Pologne. La partie introductive du manuel, intitulée « Système de sociologie rurale », a été publiée la même année dans *Rocznik Socjologii Wsi*, l'organe académique de l'Institut de sociologie rurale, une institution académique indépendante et nationale également créée à l'initiative de Grabski. Le processus d'institutionnalisation a été complété par le lancement, à la même période, de l'Institut national de la culture rurale au sein du ministère de l'agriculture et de la réforme agricole, en tant qu'organe consultatif et auxiliaire de l'administration gouvernementale.

La sociologie rurale polonaise est ainsi entrée dans l'apogée de son développement. Faute de soutien significatif de la part de la sociologie générale, elle a dû chercher ses propres solutions théoriques et méthodologiques, parfois en relation trop étroite avec des programmes de réforme sociale concurrents, non exempts des convictions idéologiques de certains leaders des cercles réformistes.

Le premier de ces cercles était dirigé intellectuellement par Władysław Grabski, dont il a déjà été question à plusieurs reprises et qui soulignait la nécessité de construire un système théorique et méthodologique utile à la compréhension de la réalité sociale de la campagne polonaise, en vue d'une reconstruction systématique, cohérente et à long terme de son économie et de sa culture. Une base scientifique assez éclectique, se référant aux hypothèses du positivisme, de l'évolutionnisme social et de l'enseignement social de l'Église, a été présentée dans trois volumes d'avant-guerre de *Rocznik Socjologii Wsi* (Grabski, 1936).

Le second groupe de chercheurs, réuni autour de l'Institut de gestion sociale (IGS), dirigé par Ludwik Krzywicki, se caractérisait par un degré

de radicalisme social beaucoup plus important, puisqu'il se référait au marxisme dans ses hypothèses théoriques et cognitives. En exposant les devoirs de démasquage de la sociologie, ils ont réalisé toute une série d'études et d'analyses socio-économiques montrant la situation économique difficile des campagnes et des paysans. Leurs réalisations théoriques, méthodologiques et empiriques sont résumées dans *Pamiętniki chłopów* [Mémoires des paysans] (Krzywicki, 1935), qui résulte d'un concours organisé par l'IGS (Turowski, 1992 : 7).

Sans aucun doute, le cercle le plus important et le plus reconnu était représenté par l'école sociologique de Poznań de Florian Znaniecki (1882–1958), avec une attitude clairement scientifique, préférant la cognition pure et la correction méthodologique et théorique. Znaniecki et ses étudiants avaient pour objectif de créer une théorie (véritable connaissance du monde social) comme un instrument de contrôle rationnel de la réalité. Son reflet le plus complet est *The Polish Peasant in Europe and America* (Thomas, Znaniecki, 2018–2020), largement considéré « comme l'ouvrage de départ de la sociologie rurale polonaise » (Grabski, 1936 : 11). En abordant la question de la transformation du paysan, de membre d'un groupe primitif en un citoyen conscient, participant à la création de la nation, il a également fixé de nouvelles orientations pour le développement de la sociologie générale, tant sur le plan méthodologique (la base scientifique pour appliquer la méthode innovante d'analyse des documents personnels) que théorique (les fondements de la sociologie dite humaniste). Un ouvrage tout aussi excellent sur le plan théorique et méthodologique, inspiré à bien des égards par *The Polish Peasant in Europe and America* est *La jeune génération de paysans* (Chałasiński, 1938), écrit par Józef Chałasiński (1904–1979)². Cette étude en quatre volumes, intitulée « Les processus et les problèmes de formation de la couche paysanne en Pologne », constitue l'analyse la plus approfondie de la question paysanne en Pologne et l'œuvre la plus remarquable, selon Znaniecki lui-même, de la littérature sociologique mondiale utilisant des matériaux autobiographiques.

2 Élève de Florian Znaniecki, directeur de l'Institut national de la culture paysanne.

Dans les chaînes de la doctrine – la période de modernisation socialiste des campagnes (1945–1989)

La mise en place en Pologne, après 1945, du modèle soviétique d'un État totalitaire et d'une société asservie par l'idéologie du communisme a provoqué de profonds changements dans la science, notamment en sociologie. Les restrictions doctrinales ont également affecté la sociologie des zones rurales, qui a été imposée administrativement pour changer le sujet de la pénétration empirique couvrant les zones rurales et l'agriculture soumises à des processus d'industrialisation³ et d'urbanisation socialistes intensifs.

Indépendamment des pressions politiques, ainsi que des graves pertes humaines causées par la guerre, dès le début de la République populaire de Pologne, des efforts ont été faits pour réactiver la sociologie rurale. Quelques pas dans cette direction ont été faits dans sa patrie d'avant-guerre, c'est-à-dire à l'Université des sciences de la vie de Varsovie. Pour diverses raisons, elle a eu plus de chances de réussite à l'Université de Lodz, où Józef Chałasiński a enseigné entre 1945 et 1952, et à l'Université catholique de Lublin, et son effet le plus tangible a été la finalisation de plusieurs thèses de doctorat (Winclawski, 1985 : 11).

Dans la première moitié des années 1950, cependant, son développement a été brutalement interrompu par la décision des autorités communistes d'éliminer la sociologie des structures de l'enseignement supérieur. Cependant, même pendant la période stalinienne, la sociologie rurale en Pologne n'a pas cessé d'exister⁴. À l'Institut d'Économie Agricole de l'Académie polonaise des sciences à Varsovie, les études empiriques sur la structure sociale des zones rurales ont été poursuivies selon les modèles de recherche de l'Institut de l'agriculture sociale d'avant-guerre, et à l'Université Jagellonne, sous la direction de Kazimierz Dobrowolski (1894–1987), des études ethnographiques de terrain à orientation socio-historique ont été menées. Tout cela, entre autres, a permis une réactivation relativement rapide de la discipline après 1956⁵.

3 Jusqu'en 1956, elles ont également été soumises au processus de collectivisation.

4 Dans d'autres pays du soi-disant « socialisme réel », entre 1945 et 1990, la discipline n'a eu pratiquement aucune possibilité de développement, au mieux (en Allemagne de l'Est, en Tchécoslovaquie) elle a fonctionné dans le cadre du soi-disant communisme scientifique, s'occupant de justifier les bénéfices de la collectivisation de l'agriculture et de la modernisation socialiste des campagnes.

5 La mort de Staline en 1953 a eu pour effet, entre autres, de libérer les sciences sociales du joug idéologique qui les enserrait et de rétablir la sociologie dans la recherche et l'enseignement universitaires.

Malheureusement, cette réactivation a eu lieu principalement dans la dimension organisationnelle et institutionnelle, dépassant même ce que la discipline avait à sa disposition dans la « période dorée » de son développement dans les années 1930⁶. À partir de la seconde moitié des années 1950, dans le cadre des études de sociologie générale de certaines universités (Varsovie, Jagellonne, Lodz, Université catholique de Lublin), il était possible de se spécialiser en sociologie rurale (de la même manière que dans d'autres sous-disciplines de la sociologie). Contrairement à l'Allemagne, et surtout aux États-Unis, où, dans les années 1950, pratiquement toutes les universités agricoles proposaient au moins un cours de sociologie rurale et agricole à leurs étudiants (Rogers, 1960 : 29), malgré la tradition de l'Université des sciences de la vie d'avant-guerre, la popularisation de la sociologie rurale par le biais de ses cours dans les académies agricoles et les écoles techniques n'a pas pu avoir lieu en République populaire de Pologne. Une certaine percée, plutôt éphémère à cet égard, n'a eu lieu qu'au début des années 1980 avec la création de la faculté de sociologie de l'Université Nicolas-Copernic de Toruń. L'une des premières initiatives du nouveau centre sociologique a été la création, en 1983, d'études de troisième cycle en sociologie rurale, brisant ainsi l'impasse de près de quarante ans dans la formation de spécialistes de haut niveau dans ce domaine. S'appuyant sur l'expérience de l'enseignement post-universitaire (suspendu à la fin des années 1990), l'Université Nicolas-Copernic a même lancé en 1989 pour la première fois dans l'histoire

6 Des recherches sur les problèmes sociaux des zones rurales et de l'agriculture, en dehors des facultés et instituts de sociologie fonctionnant dans les universités (Varsovie, Cracovie, Lodz, Lublin) et les écoles supérieures d'agriculture (l'Université des sciences de la vie de Varsovie, l'Université Agricole de Poznań) ont également été entreprises dans plusieurs unités de l'Académie polonaise des sciences : à la faculté de sociologie rurale de l'Institut de philosophie et de sociologie, à la section de sociologie rurale de l'Institut d'économie agricole, ainsi qu'au comité et à la faculté de recherche sur les régions industrialisées qui ont publié 79 volumes de la publication intitulée *Zeszyty Badań Rejonów Uprzemysławianych* [Études des régions industrialisées]. Au cours de la période en question, de nombreux livres ont également été publiés, le plus remarquable étant le 9^e volume de la *Jeune génération de paysans*, qui fait référence à la *Jeune génération de la Pologne rurale* (édité par une équipe dirigée par Chałasiński) et des centaines d'articles publiés tant dans *Rocznikach Socjologii Wsi* [Annuaire de sociologie rurale], réactivés en 1963, que dans de nouveaux périodiques sociologiques, qui présentent régulièrement des études sur la sociologie rurale : *Wiś Współczesna* (1957–1990), *Kultura i Społeczeństwo* (1957), *Przegląd Socjologiczny* (1957), *Etnografia Polska* (1958). Depuis 1973, il existe sur le marché de l'édition un deuxième périodique spécialement dédié à la sociologie rurale, le trimestriel *Wiś i Rolnictwo*, qui est un organe scientifique de l'Institut du développement rural et agricole de l'Académie Polonaise des Sciences, créé au début des années 1970.

de l'enseignement supérieur en Pologne des études de maîtrise à temps plein en sociologie rurale⁷.

On ne peut pas dire grand-chose de bon sur la dimension théorique et méthodologique de la sociologie polonaise de la campagne après le tournant de 1956, séduite par les théories de la modernisation et les procédures d'enquête quantitative, importées du soi-disant monde occidental, principalement de la sociologie américaine. Les études sociologiques sur les zones rurales et l'agriculture dans les années 1960 et 1970 ont sans aucun doute été caractérisées par un grand élan de recherche quantitative et empirique sur le terrain, avec des réalisations proportionnellement moins importantes dans le domaine de la théorie et des études synthétiques, c'est-à-dire à l'opposé des années de splendeur de l'entre-deux-guerres auxquelles elle tente parfois de se référer.

Dès la fin des années 1960, des phénomènes de crise ont commencé à se manifester, consistant en la divergence des intérêts de la recherche par rapport aux problèmes réels des communautés rurales (Turowski, 1983). Dans le système du soi-disant socialisme réel, dans lequel la doctrine remplissait les fonctions fondamentales d'intégration du système, le dialogue entre la sociologie et la doctrine condamnait d'avance la première à l'échec, en définissant clairement des limites cognitives. La sociologie des zones rurales n'a donc pas pu aborder les questions fondamentales, telles que la place de la paysannerie dans le macro-système social et son rôle dans la formation de l'État, ce qui a été à l'origine de la multiplication des phénomènes destructeurs au sein de la discipline. Elle s'est largement et clairement réalisée au tournant des années 1970 et 1980, lorsque la sociologie polonaise de la campagne, avec son appareil théorique et conceptuel, s'est trouvée démunie face aux problèmes de l'agriculture et de la paysannerie de la période de la révolution de Solidarité, puis de la transformation politique (Winclawski, 1985 : 14).

7 Malheureusement, ce n'est qu'après un an d'existence que ce diplôme a été transformé par une loi réformant l'enseignement supérieur en un master en sociologie, avec possibilité de spécialisation en sociologie rurale.

Transformation systémique – la période de recherche d’un nouveau paradigme de développement rural et agricole (après 1989)

Les années 1980 ont apporté de nouvelles tâches à la sociologie rurale polonaise, liées à l’analyse des effets sociaux des événements historiques : la révolution de Solidarité (1980/1981) et la nomination du gouvernement non communiste de Tadeusz Mazowiecki (1989). En fait cette dernière a marqué le début du processus connu sous le nom de transformation systémique, qui se poursuit jusqu’à aujourd’hui⁸.

Les réformes politiques et socio-économiques initiées à la fin des années 1980 ont fait entrer la campagne et l’agriculture polonaises dans une phase de transformations, décrites comme des processus d’adaptation de la campagne et de l’agriculture aux conditions de développement de la société capitaliste. La sociologie, y compris la sociologie rurale, surtout dans la première période de transformations, a généralement fait preuve de compréhension non seulement de ces décisions doctrinales, mais aussi de leurs conséquences pratiques. Elle se référait directement ou indirectement à différentes versions du positivisme⁹, fonctionnant sous forme de théories : les théories de la modernisation (industrialisation de l’agriculture et urbanisation des zones rurales), du développement endogène (zones rurales en tant que périphéries des villes) ou du développement régulateur (gestion du développement rural et agricole), et de surcroît, légitimées (soi-disant) par la pratique de la vie sociale des démocraties occidentales. Une thèse a parfois été formulée selon laquelle la Pologne entrait dans le processus complexe et difficile de transformation avec un héritage structurel défavorable aux transformations capitalistes, et que le problème principal, mais pas unique, était la population rurale, surtout les paysans, chez qui le socialisme avait façonné une solidarité de groupe exceptionnellement forte et des intérêts revendicatifs envers l’État (Adamski, 1995 : 7). Il a été souligné que l’amélioration de la qualité

8 Il s’agit d’un changement social évolutif qui consiste à passer d’un système totalitaire à un système démocratique sur le plan politique, d’une économie centralisée à une économie de marché sur le plan économique, et d’une société asservie à l’idéologie du parti dominant à une société pluraliste et civile.

9 Nous attribuons au positivisme l’opinion selon laquelle le changement est naturel, c’est-à-dire qu’il est le reflet de lois objectives, qui ne dépendent généralement pas des personnes. Selon ce raisonnement, la campagne est soumise aux mêmes lois de développement que toutes les autres formes de vie sociale, y compris et surtout la ville, mais en étant au moins un cran au-dessus dans l’échelle du progrès social.

de vie de près de 40 % de la population vivant dans des zones rurales arriérées sur le plan de la civilisation, y compris les propriétaires de plus de deux millions d'exploitations agricoles relativement petites, exigeait des transformations radicales, tout d'abord par l'industrialisation de l'agriculture sur le modèle occidental (parfois appelée « farmerisation »), l'urbanisation de la campagne, c'est-à-dire l'introduction de la rationalité urbaine dans les modes de vie de ses habitants et sa désagrarisation, c'est-à-dire la réduction essentielle du nombre d'exploitations et de familles d'agriculteurs. Ce type de reconstruction, certes non dénué de simplifications, s'est accompagné de nombreuses études et analyses sur les transformations pro-capitalistes de l'agriculture polonaise, montrant la transformation du paysan traditionnel en fermier ou en agriculteur avec la mentalité d'un entrepreneur capitaliste (Gorlach, 1995, 2009). La nature exogène (c'est-à-dire principalement externe : technocratique, urbaine, européenne, mondiale) des impulsions de développement a été soulignée, forçant à la fois la farmerisation de l'agriculture polonaise ainsi que l'adoption des modèles de fonctionnement de la campagne modernisée occidentale, en recherchant des opportunités pour améliorer le faible niveau des différents types de capital : matériel, humain, culturel ou social, afin de construire une société civile (Szafraniec, 2006).

Ce premier type d'orientation théorique et empirique de la sociologie polonaise des zones rurales dans la période de transformation politique a été critiqué dans les années 1990 d'abord timidement, puis de plus en plus, par des sociologues moins orientés technocratiquement, qui ont souligné que l'idéologie de l'industrialisation socialiste de l'agriculture et de l'urbanisation des zones rurales avait été remplacée par une doctrine tout aussi idéologique de la « main invisible » du marché libre, et les modèles étrangers de la collectivisation soviétique par les modèles des agriculteurs occidentaux guidés dans leur activité économique par la rationalité du fonctionnement des entreprises (Bukraba-Rylska, 2012 : 309). Dans les années 1990, les contestations de plus en plus nombreuses du modèle importé de l'Ouest ont également été soutenues par la pratique sociale, sous la forme d'une prise de conscience des consommateurs, de plus en plus sensibles à la question des risques sanitaires résultant de l'utilisation d'engrais artificiels, de produits phytosanitaires chimiques et d'élevages d'animaux à croissance accélérée ou manipulés génétiquement, ainsi que de mouvements civiques et d'ONG qui ont poussé comme des champignons après la pluie et ont préconisé des stratégies de développement rural et agricole plus durables.

Le résultat des phénomènes décrits a été une réorientation théorique et empirique tout à fait visible de la sociologie polonaise des zones

rurales, qui a eu tendance à chercher de nouvelles solutions dans la vie économique et sociale, en se référant parfois à la rationalité technologique (agriculture biologique) et aux solutions organisationnelles (ferme familiale, communauté locale) de la société préindustrielle, considérée, rappelons-le, dans les concepts de modernisation comme le symptôme d'un retard civilisationnel. Dans la soi-disant nouvelle sociologie des zones rurales, également appelée sociologie des espaces ruraux, apparaît une question sur la manière de poursuivre les transformations, avec la perspective clairement définie d'une alternative anti-modernisation, qui est une tentative de revenir à une agriculture relativement normale et de traiter les zones rurales comme un complexe de valeurs écologiques et socioculturelles intemporelles et inestimables.

La réorientation idéologique annoncée ne s'est toutefois pas accompagnée du développement d'un fond théorique cohérent permettant d'expliquer et de prévoir les changements sociaux en cours. Leur description était plutôt limitée à l'utilisation de concepts théoriques très divers, aussi bien ceux du canon sociologique (théories de la modernisation, du développement dépendant, du développement intégré) que ceux appartenant à la mode sociologique actuelle (théories de la régulation, du développement intégré, de la société en réseau), malheureusement souvent de manière purement déclarative «... sans aucune tentative de généralisation théorique, ce qui peut résulter du manque de conceptualisation adéquate de la recherche ou des faibles compétences analytiques de leurs auteurs » (Gorlach *et al.*, 2012 : 253). L'absence caractéristique, et pas seulement pour la sociologie rurale polonaise, d'une théorie cohérente du développement rural dans la société post-moderne, la condamne à ce que l'on peut appeler une simple théorisation.

Les fondements méthodologiques de la sociologie polonaise des zones rurales après 1989, tout comme dans la première période de son développement (jusqu'en 1939), étaient basés sur la croyance dérivée de la sociologie humaniste de Florian Znaniecki selon laquelle celle-ci devait expliquer les phénomènes et les processus se produisant dans la société, ce qui est possible en combinant deux modes de cognition : d'une part, un mode rationnel, utilisant des procédés logiques et mathématiques, et d'autre part, un mode plus émotionnel, faisant appel à notre capacité humaine à vivre les événements.

Cette deuxième façon de penser a été représentée de manière prépondérante, principalement sous la forme de recherches sociales sur les villages, effectuées selon une méthode biographique et monographique, qui constitue à ce jour sa caractéristique la plus reconnaissable dans le monde scientifique. Bien que, pour diverses raisons, ce type de recherches

n'ait pas dominé dans la période que nous analysons ici¹⁰, elles ont néanmoins joué un rôle important dans la sociologie rurale polonaise des trois dernières décennies, servant fréquemment à falsifier les diagnostics et les prévisions formulés sur la base de la théorie dite valide et des études quantitatives. Dans le flot de centaines d'études empiriques, plus ou moins grandes, propres à la tendance à la recherche plus rationalisée, c'est-à-dire celles qui se réfèrent principalement à une description plus ou moins indicielle de la réalité, à l'enquête diagnostique comme méthode de résolution des problèmes de recherche et aux techniques de l'interview et du questionnaire comme moyen dominant d'établir des faits, cette perspective méthodologique se caractérise par une certaine constance des perspectives cognitives. Tout d'abord, on trouve un certain scepticisme à l'égard des généralisations sociologiques trop fréquentes ; deuxièmement, une application cohérente des principes de la cognition inductive et une méfiance à l'égard des règles de la cognition déductive ; troisièmement, une technique de recherche spécifique, de caractère éminemment qualitatif, avec la domination de la connaissance narrative et des préférences pour la reconstruction des processus sociaux dans une perspective tant diachronique que synchronique. Une telle méthode de recherche semble permettre d'apprendre les régularités et les mécanismes de la vie sociale par la lecture des relations entre les fondements culturels de la personnalité des individus et les changements qui s'opèrent dans les dimensions économiques, politiques et morales de leur existence.

Conclusion

L'évaluation généralement positive des réalisations de la sociologie rurale polonaise après 1989 ne signifie pas l'absence de nouveaux défis difficiles.

Même si nous considérons comme toujours vrai le dogme du lien structurel entre les zones rurales et l'agriculture, nous ne pouvons ignorer des faits tout à fait évidents, à savoir que ce type d'activité économique est marginalisé dans les zones rurales. En Pologne, comme dans tous les pays dits occidentaux, la culture et l'élevage ne garantissent plus depuis longtemps un revenu permettant d'assurer les besoins croissants d'un ménage agricole

10 Selon Władysław Kwaśniewicz, la raison fondamentale de cet état de fait réside dans le faible niveau de conscience méthodologique, notamment de la jeune génération de sociologues (Kwaśniewicz, 1993).

familial, ce qui met à l'ordre du jour la popularisation de moyens combinés pour assurer la satisfaction des besoins matériels. Le travail à la ferme, qui constituait encore dans un passé relativement récent la base des modes de vie d'abord paysans, puis ruraux, est donc en train de perdre son influence autrefois dominante sur les comportements non seulement dans la sphère économique, mais aussi dans la sphère culturelle.

Pour ne rien arranger, la négation du postulat de l'agriculture comme type dominant d'activité économique des habitants des campagnes s'accompagne de doutes croissants sur la stabilité d'un autre fondement de notre discipline, à savoir la conviction selon laquelle l'environnement social de la campagne est un alter-ego de l'environnement social de la ville. De nombreuses études empiriques et des observations quotidiennes soutenues par le soi-disant bon sens montrent que les raisons justifiant l'attribution d'un type d'organisation sociale distinct aux zones rurales (en règle générale, en référence à la formule du type idéal de Weber), prétendument plus proche de la notion sociologique de communauté que de celle d'association, disparaissent les unes après les autres. D'autres critères, moins sociologiques, de la ruralité modèle ont également cessé d'être confirmés empiriquement. À la thèse historique de l'agriculture comme sphère dominante de l'activité économique de la population rurale, qui fait faillite sous nos yeux, s'ajoutent des références à des formes spécifiques de son implantation et de sa mobilité géographique ou à ses relations avec l'environnement naturel. Depuis plusieurs décennies, les termes combinaison/déconnexion du travail et du ménage, dispersion/concentration spatiale, mobilité spatiale plus/moins intensive, dépendance plus/moins grande vis-à-vis des forces naturelles, etc. décrivent de manière tout aussi inadéquate les processus sociaux qui se déroulent dans les villages, les petites villes et les grandes agglomérations urbaines.

La disparition des spécificités de l'espace rural et la similitude connexe des conditions et des modes de vie de ses habitants avec ceux qui caractérisent d'autres environnements sociaux font que la conviction que certains domaines problématiques de la sociologie rurale ont été dématérialisés, tandis que d'autres sont soumis au processus d'universalisation, gagnent une citoyenneté de plus en plus large. Par conséquent, il n'y a pas de sens cognitif à les analyser comme étant spécifiques au type d'établissement rural et aux relations et institutions sociales déterminées par celui-ci, ce qui a pour conséquence de nier le besoin d'existence d'une sociologie rurale. Il est souligné que le domaine de ses recherches est repris par d'autres sociologies détaillées (par exemple, économie, alimentation, environnement, développement, animaux, plantes) fonctionnant selon des principes plus proches des besoins d'analyses adéquates de la modernité.

La sociologie des zones rurales, autrefois séparée de la sociologie générale dans la formule d'un ensemble de groupes, d'institutions et de processus sociaux déterminés par des conditions de vie spécifiques, dans une société post-moderne de processus sociaux relativement homogènes se produisant dans tout type de communautés humaines, s'apparente à un anachronisme. Dans cette situation, les sociologues ruraux, s'ils veulent maintenir le statut scientifique et, en même temps, la base institutionnelle de leur discipline, doivent relever le défi difficile de redéfinir l'objet de leurs recherches, c'est-à-dire de trouver de nouveaux domaines d'intérêt.

Malheureusement, la possibilité de relever les défis mentionnés devrait au moins être remise en question, car au cours des dernières décennies, la sociologie rurale polonaise a systématiquement affaibli sa base institutionnelle. Si l'on confronte les caractéristiques de base définissant le statut de toute discipline au sein des sciences sociales, à savoir le nombre d'institutions de recherche scientifique axées uniquement ou principalement sur la recherche sociologique rurale, les revues professionnelles, l'enseignement universitaire, les publications de manuels scolaires, avec ce que nous avons à cet égard au début de la transformation politique (1989), nous devons malheureusement reconnaître la régression. On ne peut se consoler de la situation tout aussi complexe de notre discipline dans d'autres pays européens, où elle lutte également pour sa survie avec un désespoir croissant.

Bibliographie

- Adamski W., 1995, « Wprowadzenie : Dylematy chłopów i socjologów », [in :] B. Fedyszak-Radziejowska (dir.), *Wieś i jej mieszkańcy. Zróżnicowania i strategie zachowań*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN, p. 5–7.
- Bodenstedt A., 2003, *Agrar-Kultur-Soziologie*, Gießen : Focus Verlag.
- Bukraba-Rylska I., 2008, *Socjologia wsi polskiej*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe PWN.
- Bukraba-Rylska I., 2012, « Socjologia wsi w Polsce. Przemiany dyscypliny badawczej, przemiany etosu badacza », [in :] A. Kaleta (dir.), *Cztery dekady socjologii na Uniwersytecie Mikołaja Kopernika. Socjologia i socjologowie wsi krajów Europy Środkowej*, Toruń : Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Mikołaja Kopernika, p. 293–320.
- Chałasiński J., 1938, *Młode pokolenie chłopów. Procesy i zagadnienia kształtowania się warstwy chłopskiej w Polsce*, Warszawa : Spółdzielnia Wydawnicza „Pomoc Oświatowa”.

- Gałęski B., 1966, *Socjologia wsi. Pojęcia podstawowe*, Warszawa : PWN.
- Gorlach K., 1995, *Chłopi, rolnicy, przedsiębiorcy: „kłopotliwa klasa” w Polsce postkomunistycznej*, Kraków : Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego.
- Gorlach K., 2009, *W poszukiwaniu równowagi. Polskie rodzinne gospodarstwa rolne w Unii Europejskiej*, Kraków : Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego.
- Gorlach K., Klekotko M., Nowak P., 2012, « W obliczu globalnego dyskursu. Współczesna polska socjologia wsi w relacji do anglosaskich studiów nad obszarami wiejskimi », [in :] A. Kaleta (dir.), *Cztery dekady socjologii na Uniwersytecie Mikołaja Kopernika. Socjologia i socjologowie wsi krajów Europy Środkowej*, Toruń : Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Mikołaja Kopernika, p. 219–268.
- Grabski W., 1930, *Zagadnienie postępu rolniczego wobec kryzysu*, Toruń : Pomorska Drukarnia Rolnicza S.A.
- Grabski W., 1936, « System socjologii wsi », *Roczniki Socjologii Wsi. Studia i Materiały*, t. 1, p. 1–68.
- Kaleta A., 2019, « Socjografia czy socjologia wsi », *Zagadnienia Ekonomiki Rolnej*, n° 3 (360), p. 127–141.
- Krzywicki L., 1935, *Pamiętniki chłopów*, Warszawa : Instytut Gospodarstwa Społecznego.
- Kwaśniewicz W., 1993, « Badania monograficzne », *Kultura i Społeczeństwo*, n° 3, p. 153–160.
- Rogers E. M., 1960, *Social change in rural society*, New York : Appleton-Century-Crofts, Inc.
- Szafraniec K. (dir.), 2006, *Kapitał ludzki i zasoby społeczne wsi*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN.
- Thomas I., Znaniecki F., 1918–1920, *The Polish Peasant in Europe and America*, Boston : The Gorham Press.
- Turowski J., 1983, « Koncepcje i problematyka socjologii wsi », [in :] *Materiały na konferencję naukową*, Poznań–Sielinko [materiał powielony : Ośrodek Doradztwa Rolniczego, Akademia Rolnicza w Poznaniu].
- Turowski J., 1992, *Socjologia wsi i rolnictwa. Metody i wyniki badań*, Lublin : Norbertinum.
- Wierzbicki Z. T., 2012, « Ludwik Górski. Prekursor polskiej socjologii wsi », [in :] A. Kaleta (dir.), *Cztery dekady socjologii na Uniwersytecie Mikołaja Kopernika. Socjologia i socjologowie wsi krajów Europy Środkowej*, Toruń : Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Mikołaja Kopernika, p. 395–411.
- Winclawski W., 1985, « Socjologia wsi w Polsce Ludowej na tle jej dziejów », *Zagadnienia Ekonomiki Rolnej*, n° 2, p. 3–21.

La sociologie rurale française : de la spécialisation à une « sociologie transversale »

Josette Debroux

Introduction

La sociologie rurale française fait partie des spécialisations de la sociologie qui apparaissent au Centre d'Études Sociologiques (CES) rattaché au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) après la Seconde Guerre mondiale et qui repose sur un découpage empirique reproduisant les « divisions spontanées inspirées par l'expérience commune du monde physique ou du monde social » (Grignon, Weber, 1993 : 59). Elle est fortement associée au Groupe de Sociologie Rurale (qui deviendra le Groupe de Recherches Sociologiques lorsqu'il s'installera à l'Université de Nanterre en 1968), dirigé par Henri Mendras. Cette équipe, connaîtra son apogée dans les années 1960–1975. Outre ses nombreuses publications, elle sera à l'origine de la création d'un enseignement de 3^e cycle de sociologie rurale. Dans les années 1980, la sociologie rurale perd de sa visibilité : H. Mendras comme la plupart des membres de l'équipe se sont tournés vers d'autres « objets » et depuis, plus aucun laboratoire de recherche n'affiche cette spécialisation.

Comment est née la sociologie rurale en France ? Comment comprendre son effacement à partir des années 1980 et le passage du « rural » comme objet de questionnement au « rural » comme « terrain » ?

La construction d'une spécialisation¹

Un contexte d'expansion et de fragmentation des sciences sociales

C'est au cours de la période qui s'étend de l'après-guerre aux années 1970 que sont mis en place les principaux éléments du dispositif de la recherche publique en France (Berthelot *et al.*, 2005 : 32). Parmi les organismes créés figurent le Centre d'études sociologiques rattaché au CNRS, la VI^e section à l'École pratique des hautes études, les Instituts d'études politiques, l'Institut national de la statistique et des études économiques... Le rythme des créations s'accélère au début des années 1960, laboratoires et groupes de recherche en sciences sociales se multiplient, les effectifs de chercheurs s'accroissent (en sociologie, par exemple, le nombre de chercheurs CNRS passe de 56, en 1960, à 90 en 1964, il y avait en 1954, 48 directeurs d'études à la VI^e section de l'École pratique des hautes études en section sciences économiques et sociales et 80 en 1962 (Drouard, 1983)) entraînant une augmentation du volume de la production intellectuelle dont la visibilité est améliorée grâce au développement des médias, à l'essor global du nombre de livres et revues corrélatif de l'élargissement du marché de la lecture. L'augmentation du nombre d'enseignants-chercheurs, consécutive à la démocratisation de l'enseignement supérieur, contribue à l'expansion de la production intellectuelle.

Les transformations du champ politique avec la construction d'une demande sociale et une impulsion interne au champ scientifique constituant une offre de recherche figurent parmi les principaux facteurs explicatifs du développement des sciences sociales, demande et offre ne s'articulant pas l'une à l'autre mais se transformant en partie de façon indépendante l'une de l'autre.

La crise des années 1930, la situation de pénurie des années 1940 ont favorisé le renforcement de courants plus interventionnistes en matière économique au niveau de l'État. L'État dont le pouvoir est renforcé par le biais de l'administration elle-même entraînée par des hauts fonctionnaires réformateurs (Fraisie, 1981 : 370) met en place la planification dont le but est de développer la croissance de l'économie de manière rationnelle. La préparation des plans nécessite le recours à des connaissances sur le monde social permettant l'analyse et la prévision : « Les planificateurs, hauts fonctionnaires directement ou indirectement rattachés au Commissariat au Plan et responsables d'entreprises engagés

1 Certaines parties de ce texte sont issues de l'ouvrage *Les ruralistes et les études rurales* (Debroux 2009).

dans la lutte pour la "modernisation" de l'économie découvrent la nécessité d'expliquer ou d'analyser la réalité sociale. Il s'agit alors de rendre compte ou d'éclairer la dimension "sociale" des problèmes économiques ou techniques qui ont retenu, en priorité, l'attention des dirigeants économiques et politiques. Depuis les origines de la planification, l'idéologie de la "modernisation" du "progrès technique" et du "changement" incite les dirigeants de la société française à poser les problèmes sociaux en termes économiques ou techniques. Dans cette perspective, les sciences sociales se voient confier la tâche d'analyser les obstacles ou les freins à la "modernisation". Le social apparaît alors, soit comme un "résidu" qu'il faut s'efforcer de comprendre pour pouvoir avoir prise sur lui, soit comme une dimension supplémentaire qu'il faut intégrer dans les prévisions économiques pour accroître leur efficacité » (Drouard, 1983 : 19). Les scientifiques doivent aussi tenir un discours prospectif. Bernard Cazes, alors commissaire général au Plan, expose l'intérêt de la démarche : « je voudrais dire ce que l'approche prospective peut apporter à une administration. Il y a d'abord, pourquoi le nier, des usages tactiques. Lancer une étude prospective peut être, pour une administration un moyen de renforcer son prestige intellectuel (...). Un autre usage est celui du "détour rassurant" : un problème délicat sera étudié dans une optique prospective pour apaiser les craintes qu'une étude plus directement décisionnelle aurait suscitées (...). En troisième lieu, la prospective devrait, au moins en théorie, permettre de repérer la "bonne décision" au sein de l'éventail des choix possibles » (Drouard, 1983 : 245).

Les liens entre pouvoir politique et champ scientifique se concrétisent par la création de la Direction Générale de la Recherche Scientifique et Technique (DGRST) placée sous la tutelle du Premier Ministre et qui a pour mission d'élaborer, en liaison avec le Plan, la politique scientifique. L'instrument privilégié va être d'abord « la convention de recherche » c'est-à-dire un contrat passé avec une équipe de recherche, puis « l'action concertée », ensuite les Actions Thématiques Programmées du CNRS.

Si la « demande » faite aux sciences sociales est entendue c'est parce que les chercheurs eux-mêmes ou une partie d'entre eux partagent les présupposés, les valeurs des planificateurs et notamment l'idée que « le progrès technique est le facteur essentiel du développement économique et social » (Drouard, 1983 : 60). Par ailleurs, la logique du travail scientifique conduit à l'expansion du champ scientifique, à sa complexification.

C'est dans ce contexte général d'expansion des sciences sociales que se dessine progressivement l'ossature institutionnelle du domaine « rural » et plus particulièrement en sociologie. En effet, on ne retrouve

pas, dans les disciplines connexes comme l'histoire ou la géographie, de laboratoires ou instituts publics affichant de spécialisation rurale. Dans une société prônant le « changement », la « modernisation », valorisant l'innovation, ces disciplines sont moins immédiatement sollicitées. L'État dont le rôle est croissant dans le développement des sciences sociales après la guerre, privilégie les disciplines travaillant sur le contemporain. La faible institutionnalisation de ces disciplines en sous-champs « ruralistes » n'empêche pas des chercheurs d'une même discipline travaillant sur le monde rural, de constituer des sous-groupes au sein de laboratoires généralistes ou de former, le temps d'une recherche, une équipe pluridisciplinaire spécialisée dans le domaine « rural ».

Le renouveau de la sociologie

Discipline « productive et prestigieuse » avant 1920, la sociologie durkheimienne en France a décliné tant au plan des recherches (les détenteurs de postes universitaires ne fondent pas empiriquement leurs recherches) que de son institutionnalisation : avant la Seconde Guerre mondiale, la France ne compte que quatre chaires de sociologie. Dans l'immédiat après-guerre, les figures marquantes de l'École Durkheimienne ont disparu, d'autres émergent comme celles de George Friedmann, Georges Gurwitsch ou Jean Stoetzel, porteurs d'autres traditions, d'autres conceptions de la discipline (Heilbrun, 1985 : 204). À la conception trop philosophique, trop spéculative, trop essayiste de la sociologie, certains de ces nouveaux cadres de la sociologie comme Jean Stoetzel opposent une sociologie plus empirique. Les États-Unis deviennent un lieu d'inspiration des sociologues influents grâce aux programmes de recherche sur contrats financés notamment par la Fondation Rockefeller.

Après-guerre, la sociologie acquiert sa légitimité institutionnelle avec la création du Centre d'études sociologiques du CNRS, en 1945 à l'initiative G. Gurwitsch, professeur à la Sorbonne, et qu'il dirige de 1945 et 1949 et l'élection, en 1955, de Raymond Aron à la chaire de sociologie à la Sorbonne. Si toute la sociologie française ne se résume pas aux recherches menées au CES, ce centre s'impose comme un élément constitutif, essentiel de la sociologie renaissante : « En affirmant l'utilité sociale de la sociologie, en réhabilitant la pratique du terrain, en formant les chercheurs à une sociologie non plus universitaire mais de recherche, non plus rattachée à la philosophie mais à des données observées et souvent quantifiées, le CES va réactiver l'opposition entre sociologie spéculative et sociographie » (Vannier, 2000 : 125).

Dans les dix premières années de son existence, ce centre recrute des chercheurs aux formations et parcours très divers : « ... à côté de jeunes licenciés ou agrégés, parfois anciens élèves de l'École Normale Supérieure (Ulm) et d'élèves de diverses grandes écoles (notamment l'Institut d'Études Politiques de Paris), on trouve des chercheurs souvent un peu plus âgés, passés par la Résistance et par des expériences professionnelles variées » (Chapoulie, 1991 : 333). La sociologie, pour laquelle il n'existe pas encore de formation (la licence de sociologie sera créée en 1958) attire ceux qui ont échoué à l'une des agrégations : « la sociologie est pour eux une voie de remplacement d'accès moins sévère » (Tréanton, 1991 : 391).

Les catégories de la pratique (rural, urbain, loisir, travail...) découpent alors le champ de la sociologie en domaines ou spécialisations. Tous les domaines de la sociologie n'ont pas la même légitimité. Dans le contexte de l'après-guerre, le domaine « rural » est peu valorisé. Lors de la deuxième Semaine sociologique, organisée par le Centre d'études sociologiques en 1951 intitulée « Villes et campagnes, civilisation urbaine et civilisation rurale » réunissant universitaires consacrés mais aussi administrateurs du Plan, le développement urbain occupe la quasi-totalité des séances. Du côté de la géographie, le président de séance André Allix érige « la ville » comme un « fait essentiel de la géographie humaine » et en France comme dans d'autres pays, « le premier » : « on ne peut contester la prééminence du fait urbain dans la géographie humaine ; nous sommes là en présence d'une réalité statistique et d'une expérience quotidienne » (Friedmann, 1953 : 40-41). C'est suite à l'intervention de Pierre Coutin (directeur d'études à l'École pratique des hautes études et parallèlement directeur du Centre d'études économiques) et au débat sur les « classes rurales » que Georges Gurvitch déclare qu'il « ... faut promouvoir en France une "sociologie rurale" comme elle se développe déjà dans certains autres pays et qui serait tout à fait indispensable pour pouvoir parler des classes rurales ainsi que pour les confronter avec les classes urbaines » (Friedmann, 1953 : 150). Ce soutien ne suffit pas à revaloriser le domaine aux yeux des chercheurs qui s'y attèlent.

L'institutionnalisation d'une sociologie spécialisée

Henri Lefebvre, philosophe de formation mais non agrégé est le premier sociologue à s'atteler à l'analyse du monde rural dès 1946 au Centre d'études sociologiques. Il s'intéresse à l'histoire des paysans, aux formes de propriété, aux effets de la modernisation. Sa thèse de doctorat d'État porte sur les communautés rurales des Pyrénées qui deviendra quelques

années plus tard un ouvrage, *La Vallée de Campan. Étude de sociologie rurale* (Lefebvre, 1963). Ses interrogations sur le monde paysan s'inscrivent dans une problématique marxiste et spéculative même si son « point d'application » se situe dans les Pyrénées, non loin de son village natal. Il quitte assez rapidement ce domaine pour s'intéresser à l'urbain. En 1950, c'est à Henri Mendras, diplômé de Sciences Politiques et ayant séjourné aux États-Unis qu'est confiée la tâche de former une équipe. Il s'impose rapidement comme le spécialiste français de la sociologie rurale en France de l'après-guerre à la fin des années 1970. Dans le célèbre *Traité de sociologie* de Georges Gurvitch (Gurvitch, 1958), il publie un article intitulé « Sociologie du milieu rural » placé dans la section « Problèmes de morphologie sociale » entre « Le problème de la sociologie des villes » développé par Louis Chevallier et la « Sociologie des régions sous-développées » de Georges Balandier : « ... Gurvitch me fit assez confiance pour me demander d'écrire le chapitre de sociologie rurale (...) dans son traité de sociologie. Je n'avais pas trente ans et j'étais publié à côté de mes maîtres les plus chevronnés et les plus célèbres ; Le Bras, Friedmann, Stoetzel, Lévy-Bruhl, Braudel (...). Par la suite, ce chapitre me fit apparaître à l'étranger comme un maître de la sociologie française alors que j'étais encore un jeune apprenti autodidacte » (Mendras, 1995 : 21).

En 1962, un autre groupe se forme autour de Placide Rambaud à l'École pratique des hautes études (devenue en 1975, l'École des hautes études en sciences sociales). Cette dernière développe, dans les différentes disciplines, des champs analogues à ceux relevant du CNRS. Titulaire d'une licence de sociologie, Placide Rambaud est un ancien séminariste d'origine agricole modeste, qui a fait partie de la vague des prêtres-ouvriers condamnés par Rome en 1954 (les prêtres-ouvriers sont alors contraints de choisir entre l'Église et les usines). Avant de créer ce groupe, Placide Rambaud était vacataire au Centre d'études économiques.

Les deux équipes ne sont pas véritablement en concurrence pour le recrutement des chercheurs qui diffèrent par leur origine. Les chercheurs du groupe de Placide Rambaud sont plutôt d'origine rurale, ils sont plus souvent militants, proches, pour certains, du terrain et notamment des mouvements d'Action Catholique alors que le Groupe de sociologie rurale du CES attire des transfuges mais aussi et surtout des chercheurs d'origine favorisée en rupture de ban.

La sociologie se développe également dans le sillage de l'économie rurale autour des « laboratoires de chaire » dirigés par des enseignants en économie agricole rattachés aux établissements d'enseignement supérieur (les établissements concernés sont alors ceux de Grignon, Montpellier, Rennes et Paris) transformés au début des années 1960

en unités de recherches ou en « centres régionaux ». La mission de l'INRA-économie, limitée à la l'étude de la « rentabilité technique » par le décret de 1955, est étendue à « toutes les recherches à caractère économique et sociologique, intéressant l'agriculture et le monde rural » par un décret de 1961. Ces recherches seront menées au sein du département d'économie et de sociologie rurales.

Une sociologie rurale utile ou l'accompagnement de la « modernisation de l'agriculture »

Les pionniers de la sociologie rurale du Centre d'études sociologiques défendent l'idée d'une sociologie utile. Dès l'après-guerre, Henri Lefebvre affirme qu'entre « les branches de la sociologie, la sociologie rurale se trouve aujourd'hui peut-être plus que les autres, mêlée à la vie, à l'action pratique, à l'efficacité. Les réformes agraires à l'ordre du jour dans une grande partie du monde ne peuvent s'accomplir sans les sociologues parce qu'elles posent des problèmes sociologiques » (Lefebvre, 1970 : 80). Henri Mendras ne se démarque pas de son prédécesseur sur ce point : « Une sociologie de la France rurale étayée sur des recherches nombreuses et fiables donnerait aux responsables de notre politique agricole des éléments de décisions moins fragiles et moins disparates ; elle réapprendrait aussi aux citoyens à apprécier avec équité ceux qui les nourrissent et aiderait les paysans à prendre une juste conscience de leur situation et de leur rôle dans l'économie moderne » (Mendras, 1971 : 7). Il participe d'ailleurs au débat organisé en 1964 à la Société française de sociologie au cours duquel Claude Gruson, alors directeur de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) rend compte des attentes des planificateurs à l'égard de la sociologie.

La théorie de la paysannerie au cœur de la sociologie rurale jusqu'aux années 1970

L'opposition ville-campagne et les communautés villageoises

La division ville/campagne, rural/urbain qui se confond avec l'opposition tradition/modernité, très présente chez les planificateurs, est partagée par la plupart des savants : historiens, géographes, économistes et sociologues

vont s'attacher sinon à la théoriser, au moins à chercher des explications savantes qui justifient cette opposition (et par là-même la renforce). La deuxième Semaine sociologique peut être considérée comme fondatrice de la sociologie rurale par son intitulé « Villes et campagnes, civilisation urbaine et civilisation rurale » en marquant une frontière entre deux sous-champs disciplinaires. Lors de ces journées, Georges Friedmann cite Maurice Halbwachs² : « En réalité, il y a une différence fondamentale entre les groupes ruraux, pris dans leur ensemble, et les groupes urbains, qui s'opposent par leur genre de vie comme deux civilisations différentes » (Friedmann, 1953 : 253). Les sociologues auront à s'atteler à deux questions : « la première consiste à identifier et à caractériser les sociétés ou communautés paysannes tout en s'interrogeant sur leur résistance aux bouleversements en cours ; la seconde concerne l'évaluation de la capacité des sociétés rurales, et plus précisément des paysans, à entrer dans la modernisation dans laquelle est engagée une part croissante de la société française » (Hervieu, Purseigle, 2013).

La sociologie rurale qui mobilise les travaux des historiens et géographes, se veut pluridisciplinaire. Or, ces disciplines ont insisté, chacune à leur manière, sur la spécificité de chaque village, sur leur autonomie relative. « Le sociologue va, dès lors, être porté à considérer chacun de ces villages comme un échantillon de cette "civilisation rurale", qui s'oppose en tout point à la civilisation urbaine, et dont les spécificités ont été jusqu'à présent insuffisamment explorées » (Hervieu, Purseigle, 2013).

La disparition progressive des activités villageoises a conduit la sociologie rurale à identifier le « rural » à l'agricole, réduisant la sociologie rurale à une sociologie de la paysannerie.

Les pionniers de la sociologie rurale appréhendent le monde rural à partir de la notion de « civilisation paysanne », celle-ci étant organisée autour des « communautés ». Pour Henri Lefebvre, l'objet de la sociologie est l'étude de la « communauté rurale » : « la communauté rurale (paysanne) est une forme de groupement social, organisant selon des modalités historiquement déterminées, un ensemble de familles fixées au sol. Ces groupes élémentaires possèdent d'une part des biens collectifs ou indivis, d'autre part des biens "privés", selon des rapports variables, mais toujours historiquement déterminés. Ils sont liés par des disciplines collectives et désignent – tant que la communauté garde une vie propre – des responsables mandatés pour diriger l'accomplissement de ces tâches d'intérêt général » (Lefebvre, 1949 : 92-93).

2 Maurice Halbwachs, 1939, *Les classes sociales*, Paris : Centre de documentation universitaire, p. 62-63, cité par Jollivet (1972 : 79-106).

Henri Mendras définit la sociologie rurale comme « l'étude des sociétés rurales ». La sociologie rurale se définit donc « par son champ d'étude, les sociétés rurales, et exige le concours de toutes les sciences sociales pour aboutir à une intégration des divers aspects de la vie rurale. Dans cette perspective, le sociologue rural s'attribue une double tâche, d'une part étudier lui-même les aspects de la société qui relèvent de sa ou de ses spécialités et d'autre part, réinterpréter et intégrer de son point de vue les matériaux que lui fournissent les chercheurs des autres disciplines » (Mendras, 1958 : 316).

Les premiers travaux d'Henri Mendras sur la diffusion des innovations vont s'employer à analyser la manière dont les « communautés » réagissent face au changement. Il s'agit d'études comparatives sur la « modernisation » de l'agriculture dans le contexte plus général de « modernisation » de l'appareil productif français. Une des premières recherches réalisée dans le Haut-Rhin doit répondre à la question suivante : les économistes et agronomes veulent moderniser la région (ici, introduire la maïs hybride) mais qu'en pensent les agriculteurs ? Pour H. Mendras, répondre à cette question suppose de s'intéresser aux moyens d'informations dont disposent les agriculteurs, aux mécanismes de décisions des groupes influents préoccupés de progrès. Plus largement, étudier un changement spécifique dans une collectivité est une des meilleures voies pour comprendre son fonctionnement. En effet, selon lui, « l'ouverture au progrès n'était pas d'ordre individuel mais commandée par la structure du village » considérant que « la globalité du système social local était une tradition de ruraliste » (Mendras, 1995 : 54). L'étude comparative des sociétés rurales françaises qui se déploie de 1962 à 1972 repose sur l'idée selon laquelle le « monde rural » est une juxtaposition de « sociétés locales » (parfois appelées « collectivités locales », parfois « villages ») qui sont représentatives de régions culturellement et socialement homogènes (15 « villages » ont été étudiés) et une méthode, la monographie qui « permet de faire le portrait d'un groupe social "primaire" dans une localité précise » (Alphandéry, Sencébé, 2009).

Ces travaux empiriques sont au service d'une ambition théorique : « caractériser un type d'agencement social qui apparaît avec la féodalité, arrive à son apogée avec la naissance du capitalisme et voit son existence remise en question par les développements actuels du système industriel. Pendant ce millénaire, à l'extrême pointe du continent eurasiatique, les caractéristiques essentielles de la paysannerie demeurent, me semble-t-il, présentes et significatives à travers les diversités régionales (géographiques et sociales) et les transformations de la société globale (différentes formes de féodalité et de capitalisme). La permanence

de ces traits et la variété de leurs formes historiques sont le sujet de ma recherche... Mon analyse se situe délibérément à l'échelle de la collectivité locale » (Mendras, 1974 : 12–13).

Des sociétés paysannes à la fin des paysans

Henri Mendras rappelle que la théorie de la paysannerie (Mendras, 1976) qu'il va construire, s'inspire des catégories de l'anthropologue américain, Robert Redfield souvent résumées par la formule du « folk-urban continuum » (Deverre, 2009 : 41–50). Selon Redfield, les sociétés paysannes occupent une position intermédiaire dans le processus de décomposition des sociétés « sauvages » sous l'effet du développement des villes. Ces « sociétés paysannes » se distinguent des villes sans être indépendantes. Les paysans ne sont ni des « sauvages », ni des « modernes », mais une « espèce sociale » autre (Jollivet, 2003 : 43–60).

Adaptant ce modèle aux sociétés occidentales, H. Mendras décrit les deux pôles du continuum. Le « sauvage » vit dans une collectivité restreinte, coupée du monde extérieur avec lequel elle n'entretient d'autres rapports que la guerre et le troc. Il vit de ce qu'il produit. Il n'y a pas de spécialisation des tâches, chacun participant à l'ensemble des tâches. Tout le monde connaît tout le monde, au sein de la collectivité, la position de chacun et les tâches qui lui incombent sont définies par son appartenance à son lignage, son sexe, son âge. A l'autre pôle, on trouve l'agriculteur qui lui vit dans une société industrielle où les collectivités locales n'ont pas plus d'autonomie que d'autres groupes ou organisations (dont il fait également partie) et sont le dernier échelon d'un réseau politico-administratif. La production agricole est commandée par le marché, elle se fait le plus souvent dans des entreprises familiales mais l'autoconsommation ayant disparue, la production est sans rapport avec la consommation, elle est toute entière commercialisée.

Dans la société paysanne, le paysan qui constitue l'archétype des « ruraux » vit sa vie entière dans une collectivité locale peu nombreuse qui est une société d'interconnaissance c'est-à-dire qu'il connaît tout le monde et tous les aspects de la personnalité d'autrui. Il sait qu'à l'extérieur il existe une société englobante qu'il connaît et à laquelle il doit se soumettre. Le paysan va reconnaître plusieurs catégories d'autrui, l'en-groupe et le hors groupe (qui peut aussi être paysan). Les collectivités paysannes jouissent d'une autonomie relative dans tous les domaines, démographique, économique et culturel. En effet, cette autonomie est relative parce qu'il y a des étrangers, des échanges avec l'extérieur, la culture englobante

pénètre et influence la culture locale. Les collectivités paysannes sont toujours subordonnées à la société englobante, ce qui ne les empêche pas d'influer plus ou moins sur cette dernière. Entre la société paysanne et la société englobante, on trouve le notable qui joue le rôle de médiateur.

Henri Mendras assiste à la dissolution des « sociétés paysannes » et à la « fin des paysans » et donc finalement de l'objet sur lequel il travaillait : « Ayant passé vingt ans à se faire une compétence sur son domaine, à soutenir une thèse qui a fait date, il (le mandarin) a le sentiment d'avoir épuisé son sujet, ou simplement il en est fatigué, ou encore son sujet a disparu. C'est ce qui m'est arrivé avec les paysans : du jour où je les avais tués dans ma thèse (intellectuellement s'entend), je n'avais plus d'objet, puisque l'agriculture ne m'intéressait pas. J'étais en quelque sorte au chômage technique » (Mendras, 1995 : 291-292).

Cependant, dans un appendice ajouté vingt après la « fin des paysans », H. Mendras constate la persistance de l'exploitation agricole dans l'agriculture française malgré son internationalisation, la persistance d'une différence « entre Rus et Urbs » malgré l'urbanisation des campagnes dans leur mode de vie » (Mendras, 1984 : 326). Il va cependant se détourner de la sociologie rurale laissant à d'autres le soin notamment « d'apporter une définition nouvelle de la ruralité ».

La théorie des sociétés paysannes en question

Le modèle des « sociétés paysannes », au cœur de la sociologie rurale, a fait l'objet de controverses. Marcel Jollivet, un des premiers membres de l'équipe, revient sur l'analyse des transformations de l'agriculture et de la paysannerie dans la France des années 1960 et 1970 et sur la théorie de la paysannerie proposée par H. Mendras (Jollivet, 2003). Selon lui, le modèle idéal-typique bâti sur le rapport à la société globale, évacue la question centrale des processus de transformations et d'intégration de l'agriculture et des sociétés locales dans la société dans son ensemble. Marcel Jollivet considère que les paysans et agriculteurs qui sont socialement diversifiés ont toujours été intégrés à la société globale mais que leur intégration prenait sans cesse des formes différentes, correspondant aux caractéristiques de la « société englobante » aux différentes époques. L'approche marxiste dans laquelle il s'inscrit le conduit à nier la spécificité du monde rural et donc le postulat de l'opposition ville-campagne sur lequel est fondé le modèle des sociétés paysannes : « les évolutions différentes constatées entre les villes et les campagnes sont solidaires car elles sont toutes consécutives à l'accentuation de l'inscription dans

l'espace de la division du travail social tel que l'opère le développement du capitalisme » (Duby, Wallon, 1976 : 13).

D'autres considèrent que cette théorie répondant, avant tout, à des préoccupations proprement politiques de « modernisation » de la société française a conduit à faire croire à l'existence de groupes substantifiés (comme le village, la commune...), reprenant à son compte des oppositions de sens communs comme l'opposition ville-campagne, tradition-modernité, local-global, la résistance au changement pensé comme inévitable... (Grignon, Weber, 1993).

Le modèle des sociétés paysannes est au cœur des questionnements portant sur la crise des « études rurales » des années 1980. Cette « crise » repose sur le constat d'un recul des études rurales dans toutes les disciplines, avec une diminution des enseignements, des effectifs et des productions.

En 1986, André Frémont, alors directeur du Département des sciences de l'homme et de la société du CNRS et Marcel Jollivet, conseiller scientifique auprès de la direction de ce même département, prennent l'initiative d'engager une réflexion sur la « relance des recherches en sciences sociales sur l'agriculture et l'espace rural » (*Bulletin de l'ARF*, 1985). Une table-ronde sur la « spécificité des études rurales » est organisée par l'Association des Ruralistes Français³ présidé alors par Marcel Jollivet. A cette occasion, les approches théoriques du monde rural sont interrogées et en particulier la « logique isolationniste des problématiques » qui tend « ... à surestimer la spécificité du rural et à ignorer les avancées théoriques et méthodologiques réalisées ailleurs, le caractère répétitif des recherches localisées... ». Pour certains participants, le « rural » serait devenu un domaine de recherche marginalisé qui, en considérant le monde rural comme un objet et non comme un terrain, se serait progressivement coupé de l'univers académique et celui des « relations publiques ». Pour d'autres, « si "le rural" ne constitue plus, en tant que tel, un objet de recherche, il reste, parmi d'autres, un secteur particulier de la société. Il convient de l'appréhender comme un ensemble de lieux caractérisés dans lesquels les éléments constitutifs de la dynamique sociale s'exercent de façon éventuellement originale et depuis lesquels ces éléments peuvent être en tout cas analysés de façon originale » (*Bulletin de l'ARF*, 1985 : 76).

Les postulats communs aux travaux des sociologues ruraux (l'opposition ville-campagne, le présupposé d'un particularisme du monde rural, la réduction de la ruralité aux « paysans », la question de l'entrée des

3 L'Association des Ruralistes Français (ARF) est une association pluridisciplinaire créée en 1974 destinée à « organiser » les études rurales (Debroux, 2004).

paysans dans la modernité) apparaissent de moins en moins pertinents pour comprendre les transformations des espaces ruraux (l'inversion des flux migratoires dans les communes rurales qui jusqu'aux années 1975 étaient marquées par l'exode rural, les transformations de l'agriculture, l'effondrement de la population agricole...) (Laferté, 2014).

Une diversification des objets et des problématiques

Du rural à l'environnement

Dans les années 1980, une partie de ces sociologues ruraux s'intéresse toujours à l'espace rural mais l'envisage comme support « d'objets de nature » (Perrier-Cornet, 2017). L'ouvrage intitulé *Du rural à l'environnement, la question de la nature aujourd'hui* s'inscrit dans les questions du moment, les problèmes d'environnement prenant une ampleur croissante. Parce que dans les représentations communes « l'environnement » c'est la « nature » et la « nature » c'est la « campagne », la question de l'environnement ne peut manquer d'interpeller les ruralistes (Mathieu, Jollivet, 1989 : 11). Elle apparaît comme une occasion de voir dans quelle mesure, les « recherches en sciences sociales portant sur le milieu rural (et ceci inclut évidemment les recherches portant sur l'agriculture) apportent une contribution à la "question de l'environnement" en traitant de la "question de la nature", c'est-à-dire en analysant les rapports que l'homme entretient avec la nature » (Mathieu, Jollivet, 1989 : 12).

Le passage du « rural » à « l'environnement » suppose l'interdisciplinarité et la confrontation à l'écologie et aux sciences de la nature. L'orientation souhaitée est de traiter de manière conjointe le « rural » jusque-là pensé comme l'espace des « sociétés rurales » et la « nature » comme ce qui avait échappé aux transformations agricoles et urbaines. Finalement, les sciences sociales et la sociologie rurale ne doivent plus seulement s'intéresser aux ressorts et conséquences des mutations du monde rural mais elles doivent analyser leurs rapports avec le milieu naturel.

Cette réorientation programmatique n'est pas pour autant une rupture avec les questionnements antérieurs. L'agriculture apparaît comme au cœur des enjeux environnementaux et en filigrane, on retrouve la question des liens entre paysanneries et changement social (Perrier-Cornet) et la question de la localité. Des travaux sont engagés à partir

des années 1990 autour de la question de l'application des mesures agri-environnementales et notamment de l'article 19 de la politique européenne qui interroge la référence à l'excellence productiviste qui domine alors en France au sein de la Profession Agricole. La manière dont les agriculteurs s'approprient, font avec ces mesures est analysée à partir du « local ». Ces mesures environnementales posent la question de la place de l'agriculture comme pivot du monde rural, avec des variations selon les contextes locaux, selon les « collectivités rurales » (Alphandéry, Billaud, 1996 : 15).

Les questions environnementales constituent un « enjeu » pour les ruralistes. Si la distinction rural-urbain n'apparaît plus comme un « outil d'analyse » pertinent au vu de divers changements (une moindre différenciation des modes de vie entre ces deux « entités », l'augmentation des mobilités notamment), certains se demandent si, malgré tout, avec les questions environnementales, l'opposition ne serait pas en train de « regagner une nouvelle actualité » (Alphandéry, Billaud, 1996 : 19).

L'analyse des mondes agricoles

Les années 2010 ont vu apparaître une « sociologie des mondes agricoles dans la globalisation » qui s'inscrit dans le sillage des travaux antérieurs de sociologie rurale avec le passage d'une sociologie des « collectivités » à celle des « agriculteurs ». Alors que les fondateurs de la sociologie rurale ont cherché à comprendre et à accompagner « l'entrée en modernité » des paysans, un nouveau modèle adossé au précédent doit permettre d'interpréter les processus de « disqualification et de congédiement, pour les uns, de requalification et d'intégration à la mondialisation, pour les autres sachant qu'entre ces deux polarités se découvre une population aux multiples visages » (Hervieu, Purseigle, 2013).

Prenant acte de différents « bouleversements » qu'a connus l'agriculture (« le développement d'une agriculture plus capitaliste, la présence d'acteurs extra-agricoles producteurs, de nouvelles formes de propriété du capital, l'augmentation du salariat et l'individualisation du métier » (Hervieu, Purseigle, 2013)), ces sociologues proposent la construction idéal-typique du travail en agriculture, selon la méthode wébérienne : les trois formes d'organisation du métier agricole qu'incarnent « la subsistance » et « la famille », « la ferme » et « la firme » s'inscrivent dans le prolongement de la trilogie proposée par Redfield et Mendras (« le sauvage », « le paysan » et « l'agriculteur ») et qui se retrouvent, au même moment, dispersées à la surface du globe.

En France, ces auteurs observent que les agriculteurs, exerçant encore souvent leur activité dans un cadre familial sont, plus que jamais, divisés. Ils repèrent la présence de trois formes d'agriculture : « l'agriculture familiale pluriactive et territoriale, l'agriculture familiale spécialisée et standardisée, et l'agriculture familiale sociétaire ». Entre les deux pôles que sont « l'agriculture paysanne » et « l'agriculture de firme », on trouve également une « agriculture paupérisée » (Hervieu, Purseigle, 2013).

Le « rural », un terrain pour des problématiques transversales

Depuis les années 1990, des sociologues qui n'ont pas été formés à la « sociologie rurale » et donc qui mobilisent des modèles et concepts de la sociologie générale se sont intéressés à différents objets localisés dans l'espace rural.

Certains travaux prenant comme objet « les agriculteurs » analysent leur positionnement social dans la société française en recourant aux méthodes et aux outils conceptuels habituellement utilisés pour l'étude des autres groupes sociaux (Bessière *et al.*, 2014).

D'autres se sont intéressés à la recomposition sociale des espaces ruraux notamment aux migrations vers l'espace rural isolé à partir de l'analyse des trajectoires sociales et résidentielles et des caractéristiques de ces espaces ruraux, montrant qu'au-delà de leur diversité, ces « nouveaux habitants » partagent une « marginalité originelle » (Debroux, 2003).

Les classes populaires qui ont été ignorées par les sociologues ruraux des années 1960/1970 pourtant surreprésentées dans les zones rurales ont fait l'objet de différents travaux. Benoît Coquart, par exemple, analyse le mécanisme de tri social qui s'opère dans les « campagnes en déclin » c'est-à-dire de vieilles régions industrielles où l'activité a périclité, marquées par l'exode et une forte présence des classes populaires. A rebours des représentations misérabilistes ou populistes des habitants de la « France périphérique », l'enquête ethnographique de Benoît Coquart montre la diversité des strates des catégories populaires qui résident dans ces espaces, la complexité des rapports sociaux qui s'y nouent au fil du temps. Dans les « campagnes en déclin », ceux qui y vivent sont « ceux qui restent » faute de ressources pour pouvoir partir. L'enquête donne à voir l'importance des sociabilités locales, des groupes de pairs au sein desquels ces jeunes ruraux se définissent et construisent leur « vision du monde » (Coquart, 2019).

De manière plus générale, dans ces travaux, le « rural » n'est pas considéré comme un objet à investiguer en tant que tel mais comme

« terrain ». Il s'agit d'observer, dans des espaces ruraux, des changements sociaux dont l'explication se situe ailleurs. Pour autant, avec l'analyse des « espaces sociaux localisés », certains sociologues qui ont tourné le dos aux modèles de la sociologie des années 1960/1970, considèrent que les mondes ruraux contemporains ont bien été travaillés par des politiques et plus largement des évolutions plus larges mais qu'ils « ... gardent une forte singularité car leur composition, et donc les rapports sociaux qui s'y jouent, ne sont à la fois ni "moyens", ni "locaux". Ils présentent bien des configurations récurrentes sur l'ensemble du territoire ». Les « espaces sociaux localisés » sont « le produit de la localisation d'activités économiques spécialisées (industrielles, touristiques, agricoles, sylvicoles...) et donc de franges singulières de la population (marquée par la sous-représentation des cadres supérieurs et de la bourgeoisie culturelle, la sur-représentation des classes populaires et notamment des ouvriers, minorité agricole, et la multiplication des doubles résidences...). Cette perspective permet d'enrichir les approches par la distance des espaces ruraux » (Laferté, 2014 : 425).

Conclusion

Depuis son apparition, après la seconde guerre mondiale, dans un contexte d'expansion et de fragmentation des sciences sociales liées, en partie, aux transformations du champ politique avec la construction d'une « demande sociale », la sociologie rurale s'est imposée comme une spécialisation reposant sur l'opposition ville-campagne, le présupposé d'une forte spécificité et d'un particularisme du monde rural et une analyse du changement à travers l'entrée des paysans dans la modernité (Perrier-Cornet, 2017). La théorie des sociétés paysannes et plus largement l'outillage conceptuel de la sociologie rurale qui ont accompagné les transformations de la paysannerie avec la redéfinition de sa place dans la société française ne permettent pas de rendre compte des changements observables depuis les années 1975 : l'opposition ville-campagne est plus que jamais intenable avec l'intensification des mobilités entre les villes et les campagnes, l'effondrement de la population agricole devenue nettement minoritaire dans la plupart des espaces ruraux, les transformations de l'agriculture.

L'effacement institutionnel de la sociologie rurale ne signe pas la fin des travaux portant sur le monde rural. On observe une diversification des productions tant du point des thématiques que des problématiques. Si certains travaux s'inscrivent dans le sillage de la sociologie rurale des années 1960–1970, d'autres sont produits par une nouvelle génération de sociologues qui n'a pas été formée à la « sociologie rurale » avec ses présupposés, ses concepts spécifiques. C'est à partir des champs de la sociologie dans lesquels ils s'inscrivent (sociologie politique, sociologie économique, sociologie du genre, sociologie de la socialisation...) qu'ils investissent les terrains ruraux, ce qui n'exclue pas de considérer que les « espaces ruraux », au-delà de leur diversité, conservent certains traits spécifiques.

Bibliographie

- Alphandéry P., Billaud J.-P., 1996, « L'agriculture à l'article de l'environnement », *Études rurales*, n° 141–142, p. 9–20.
- Alphandéry P., Sencébé Y., 2009, « L'émergence de la sociologie rurale en France (1945–1967) », *Études rurales*, n° 183, <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8896>
- Berthelot J.-M., Martin O., Collinet C., 2005, *Savoirs et savants, les études sur la science en France*, Paris : PUF.
- Bessière C., Bruneau I., Laferté G. (dir.), 2014, « Les agriculteurs dans la France contemporaines », *Sociétés contemporaines*, n° 96, p. 5–26. *Bulletin de l'ARF* : « Les recherches sur le monde rural, diagnostics et propositions », 1985, n° 42–43.
- Chapoulie J.-M., 1991, « La seconde fondation de la sociologie française, les Etats-Unis et la classe ouvrière », *Revue française de sociologie*, n° 32, p. 321–364.
- Coquart B., 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris : La Découverte.
- Debroux J., 2003, « La dynamique complexe des migrations d'actifs vers l'espace "rural isolé" », *Espaces et sociétés*, n° 113 (144), p. 215–232.
- Debroux J., 2004, « Une association pour organiser les études rurales, l'Association des ruralistes français », *L'Homme et la société*, n° 154, p. 199–220.
- Debroux J., 2009, *Les ruralistes et les études rurales*, Paris : L'Harmattan.

- Deverre C., 2009, « Robert Redfield et l'invention des "sociétés paysannes" », *Études rurales*, n° 183, <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8908>
- Drouard A., 1983, *Le développement des sciences sociales en France au tournant des années 1960*, Paris : Éditions du CNRS.
- Duby G., Wallon A. (dir.), 1976, *Histoire de la France rurale, la fin de la France paysanne*, t. 4, Paris : Seuil.
- Fraisse R., 1981, « Les sciences sociales : utilisation, dépendance, autonomie », *Sociologie du travail*, n° 4, p. 369–383.
- Friedmann G. (dir.), 1953, *Villes et campagnes, civilisation urbaine et civilisation rurale en France*, Paris : CES, Armand Colin.
- Grignon C., Weber F., 1993, « Sociologie et ruralisme ou les séquelles d'une mauvaise rencontre », *Cahiers d'économie et de sociologie rurales*, p. 59–75.
- Gurvitch G. (dir.), 1958, *Traité de sociologie*, Paris : PUF.
- Heilbron J., 1985, « Les métamorphoses du durkheimisme, 1920–1940 », *Revue française de sociologie*, n° 26 (2), p. 203–237.
- Hervieu B., Purseigle F., 2013, « Le "village" comme société paysanne », [in :] *Sociologie des mondes agricoles*, Paris : Armand Colin, p. 57–104, <https://www-cairn-info.bibelec.univ-lyon2.fr/sociologie-des-mondes-agricoles-9782200354404-page-57.htm>
- Jollivet M., 1972, « Sociétés rurales et classes sociales », [in :] Y. Tavernier, M. Gervais, C. Servolin, *L'univers politique des paysans dans la France contemporaine*, Paris : Presses de Science Po, p. 79–106.
- Jollivet M., 2003, « Comment se fait la sociologie : à propos d'une controverse en sociologie rurale », *Sociétés contemporaines*, n° 49–50, p. 43–60.
- Laferté G., 2014, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, n° 4 (5), p. 423–439.
- Lefebvre H., 1949, « La communauté paysanne et ses problèmes historico-sociologiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 6, p. 78–100.
- Lefebvre H., 1963, *La vallée de Campan. Étude de sociologie rurale*, Paris : PUF.
- Lefebvre H., 1970, *Du rural à l'urbain*, Paris : Anthropos.
- Mathieu N., Jollivet M. (dir.), 1989, *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui*, Paris : Association des ruralistes français, L'Harmattan.
- Mendras H., 1958, « Sociologie du milieu rural », [in :] G. Gurvitch (dir.), *Traité de sociologie*, Paris : PUF, p. 315–331.
- Mendras H., 1971, *Sociologie de la campagne française*, Paris : PUF, 3^e édition.
- Mendras H., 1974, « Un schéma d'analyse de la paysannerie française », [in :] M. Jollivet (dir.), *Sociétés paysannes ou luttes de classes au village*, Paris : Armand Colin, p. 11–38.
- Mendras H., 1976, *Sociétés paysannes : éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris : Armand Colin.

- Mendras H., 1984, *La fin des paysans, vingt ans après*, Arles : Actes Sud.
- Mendras H., 1995, *Comment devenir sociologue, souvenirs d'un vieux mandarin*, Arles : Actes Sud.
- Perrier-Cornet Ph., 2017, « Les sciences sociales et les mutations des mondes ruraux », *Études rurales*, n° 200, p. 28–41.
- Tréanton J.-R., 1991, « Les premières années du Centre d'Études Sociologiques (1946/1955) », *Revue française de sociologie*, n° 32, p. 381–404.
- Vannier P., 2000, « Les caractéristiques dominantes de la production du Centre d'Études Sociologiques (1946–1968) : entre perpétuation durkheimienne et affiliation marxiste », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 1 (2), p. 125–145.

Changements de la structure sociale de la Pologne rurale entre 1991 et 2015

Maria Halamska

Introduction

L'analyse concerne les changements de la structure sociale qui « caractérise toujours l'état d'une société donnée, constitue une sorte de sa légitimation, l'ensemble des propriétés de son identité, étant en même temps un élément et un facteur causal de la dynamique sociale » (Gilejko, 2010 : 17). Cette constatation succincte montre la signification de recherches consacrées à la structure sociale, qui sont essentielles pour établir un diagnostic de l'état et de la dynamique d'une société soumise à des changements importants sous l'effet de facteurs politiques, économiques et globaux. Ces facteurs, leur succession et leur co-occurrence, ont été l'objet de plusieurs analyses, tout comme les conséquences sociales qui en découlent, en particulier les changements dans la structure sociale de la société polonaise.

Comme tous les phénomènes sociaux, la structure sociale change. Dans l'histoire il y a eu des temps de « longue durée » ; d'autres changements ont été accélérés par la révolution industrielle et la naissance de la société industrielle. Les changements survenus à cette période établirent les bases des relations entre les deux composantes essentielles de toute société – la ville et la campagne. La population rurale perdait de l'importance du point de vue quantitatif ainsi que relativement à l'ensemble de la population nationale, ce qui constitue l'essence du processus de déruralisation ; en même temps, elle perdait sa spécificité sous l'influence de l'urbanisation. La structure sociale des collectivités rurales changeait aussi : le segment agraire diminuait et subissait de profonds changements, ce que les sociologues appelèrent « la fin des paysans » (Mendras, 1967) ; des représentants des couches sociales non-paysannes firent leur apparition à la campagne. Le déroulement des processus du changement a suivi un ordre similaire

dans tous les pays développés de l'Ouest qui fonctionnaient selon les règles de l'économie du marché. La transition vers les sociétés post-industrielles de la modernité tardive s'est traduite par une nouvelle série de changements de la structure sociale de la campagne. Ces changements démographiques et sociaux affectant la composition des structures locales, ainsi que l'arrivée de divers nouveaux groupes socio-professionnels, ont été l'objet de l'analyse de Bernard Kayser, publiée sous le titre significatif *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental* (1990).

Les changements de la structure sociale des campagnes eurent lieu aussi dans « l'autre Europe », dont en Pologne. Le substrat en était toutefois spécifique, dû au caractère périphérique de ce territoire (Wallerstein, 1974). Il suffit de rappeler qu'en Pologne en 1950 60 % des employés étaient engagés dans le secteur primaire, alors que les deux autres secteurs ne formaient qu'environ 20 % chacun. La suite des changements correspondait à la période communiste¹, avec toutefois une différence clé par rapport au reste de l'Europe centre-orientale, à savoir que le projet de collectivisation y a été abandonné (Swain, 2000). La structure de l'emploi proche de celle d'une société industrielle n'apparut en Pologne que vers 1970, et celle propre aux sociétés post-industrielles au début des années 1990. En 1992, la part des employés dans le secteur primaire était d'environ 28 %, 30 % dans le secondaire et 42 % dans le tertiaire. Les valeurs correspondantes pour 2015 sont respectivement de 10 %, 30 % et 60 %. C'est précisément cette période des changements dynamiques de la structure sociale de la Pologne rurale, qui coïncide avec la transformation post-communiste, qui sera analysée dans cette étude.

La base empirique de l'analyse est constituée par les données des sondages sociologiques représentatifs menés à partir du début des années 1990, à savoir le *Polski Generalny Sondaż Społeczny* en 1992 [Sondage social général de la Pologne ; abrégé PGSS 1992] et les *Diagnoza Społeczna* de 2003 et 2015, ainsi que l'*European Social Survey* (ESS 2010). C'est en suivant ces recherches que nous avons adopté la subdivision en groupes socio-professionnels, constituant une classification universelle, utilisée par le *Główny Urząd Statystyczny* [Bureau statistique principal]. Il s'agit d'une classification hiérarchisée de professions et spécialités présentes sur le marché du travail ; elle comporte cinq niveaux. Au fur et à mesure de cette classification, les professions sont de plus en plus regroupées ; il y a également des noms et des symboles standardisés². Les notions-clés

1 Cette période couvre les années 1944–1989.

2 La classification ISCO-08 distingue 10 groupes majeurs, 43 grands groupes, 132 groupes moyens et 444 groupes élémentaires. Ainsi par exemple le groupe majeur des « ouvriers et ouvriers agricoles » se compose de trois grands groupes, neuf groupes moyens et 17 groupes élémentaires.

sont ici : profession, spécialité, qualifications et savoir-faire professionnel. Ici nous utilisons le degré maximal d'agrégation des professions, regroupées au sein de dix groupes professionnels majeurs (voir Tableau 1) ; chacun de ces groupes prend en compte le niveau d'éducation nécessaire pour exercer une profession donnée.

Évolution de la structure socio-professionnelle de la campagne

L'analyse de l'évolution de la structure sociale de la campagne est conduite selon l'approche catégorielle, conçue en tant que système de catégories sociales séparées (Tableau 1). La profession constitue l'indicateur de l'appartenance à une catégorie donnée, car une profession remplit « les critères essentiels d'un indicateur sommaire au sein d'une structure sociale » (Domański *et al.*, 2012 : 21). On crée des classifications de professions existantes qui peuvent être définies comme « un ensemble de catégories servant à identifier les éléments essentiels d'une structure sociale, sans toutefois préjuger dans quelle mesure ces catégories reflètent une hiérarchie » (Domański *et al.*, 2012 : 21).

Tableau 1. Structure socio-professionnelle de la population rurale active entre 1991 et 2015 (en %)

| Groupes socio-professionnels | PGSS 1992 | DS 2003 | DS 2015 |
|---|-----------|---------|---------|
| 0. Professions militaires | 0 | 0,5 | 0,5 |
| 1. Directeurs, cadres de direction et gérants | 0,5 | 3 | 3 |
| 2. Professions intellectuelles et scientifiques | 2 | 7 | 8 |
| 3. Professions intermédiaires | 7 | 8 | 7 |
| 4. Employés de type administratif | 3 | 5 | 5 |
| 5. Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs | 7 | 9 | 11 |
| 6. Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche | 46 | 38 | 26 |
| 7. Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat | 16 | 16 | 20 |
| 8. Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage | 8 | 9 | 11 |
| 9. Professions élémentaires | 10 | 7 | 9 |

Source : élaboration propre d'après les bases des données des sondages PGSS 1992, DS 2003, DS 2015.

En 1992, au début de la période analysée, la structure socio-professionnelle de la campagne différait significativement de celle du reste du pays, car à la campagne les agriculteurs constituaient le groupe dominant (46 %), plus nombreux que tous les groupes des ouvriers, y compris le personnel des services directs et commerçants (41 %), sans parler des divers « cols blancs » (intelligentsia) dont l'ensemble (groupes 1–4) ne correspondait qu'à environ 12 % de la population rurale. Douze ans après, en 2003, le groupe des agriculteurs diminue de 8 points de pourcentage, tandis que les ouvriers, commerçants et le personnel des services directs deviennent le groupe dominant des actifs ruraux (40 %). L'intelligentsia augmente pour correspondre à plus du cinquième (22 %) des actifs. Cette tendance se poursuit dans la décennie suivante : le groupe socio-professionnel des agriculteurs diminue, celui des ouvriers et du personnel des services directs augmente significativement, celui des cols blancs (intelligentsia) s'accroît de façon plus modérée (jusqu'à 22 %).

La direction principale de ces changements devient plus apparente, si l'on regroupe les groupes socio-professionnels en unités plus englobantes, utilisées souvent par les analyses de la structure sociale ; il s'agit donc des agriculteurs (groupe socio-professionnel par essence rural), d'ouvriers et de la classe moyenne³. Selon une telle division, l'évolution de la structure sociale de la campagne se présente comme suit (Tableau 2).

Tableau 2. Vue simplifiée de l'évolution de la structure socio-professionnelle de la campagne (en %)

| Segment de la structure socio-professionnelle | PGSS 1992 | DS 2003 | DS 2015 | Dynamique 1992/2015 |
|---|-----------|---------|---------|---------------------|
| Agriculteurs* | 46 | 38 | 26 | 57 |
| Ouvriers** | 33 | 36 | 45 | 136 |
| Classe moyenne*** | 15 | 26 | 28 | 187 |

Légende : * groupe 6 moins les représentants de « l'ancienne » classe moyenne (travailleurs indépendants – petits entrepreneurs, artisans) ; ** groupes 5 et 7–9 moins comme ci-dessus ; *** groupes 1–4 (« nouvelle » classe moyenne), plus travailleurs indépendants dans les segments « ouvriers » et « agriculteurs ».

Source : élaboration propre d'après les données de la PGSS 1992 et les DS 2003, DS 2015.

3 La définition de cette dernière n'a pas été sans problème, ce qui est dû à sa constitution complexe car aussi bien « l'ancienne » que « la nouvelle » classe moyenne en font partie. La « nouvelle » est formée par des groupes socio-professionnels de l'intelligentsia, tandis que « l'ancienne » correspond aux personnes travaillant à leur propre compte, c'est-à-dire aux artisans et aux producteurs de petite taille.

La structure socio-professionnelle de la population rurale perd son caractère propre, son expressivité, définis jusque-là par son caractère agrarien. On observe avant tout deux processus : l'augmentation de la proportion relative de la « classe moyenne » et la diminution de la proportion des agriculteurs. Ce sont les ouvriers qui deviennent le segment dominant dans la structure socio-professionnelle, tandis que la proportion du groupe des agriculteurs est comparable à celle des différents représentants de la classe moyenne. Dans la période analysée ici, la part relative des agriculteurs dans la structure sociale des campagnes diminue de plus de 40 %, celle de la classe moyenne augmente de manière significative (la « nouvelle » classe moyenne, c'est-à-dire les groupes 1-4, fait plus que doubler), celle enfin des groupes socio-professionnels qu'on peut classer comme ouvriers, augmente d'un tiers environ.

Ces changements significatifs ont rapproché la structure de la Pologne rurale à celle de l'Europe rurale, sans toutefois avoir fait disparaître la spécificité de sa structure sociale. Elle est définie par une large proportion d'agriculteurs (anachronique à l'échelle européenne) et une part importante des groupes socio-professionnels classifiés comme représentants de la nouvelle classe moyenne (fait rare dans les pays post-communistes)⁴. Cette présentation succincte de l'évolution de la structure sociale de la Pologne rurale n'est pas sans susciter quelques questions, auxquelles nous essaierons maintenant de répondre.

Processus du changement de la structure sociale

Il y a trois processus fondamentaux qui se produisent et se superposent pendant la période analysée : la dépaysonisation, la prolétarianisation et l'embourgeoisement (appelé aussi gentrification). Leur action conjointe résulte en une professionnalisation de la structure sociale de la campagne, c'est-à-dire par l'apparition d'une structure où la place d'un individu est définie par sa profession et non par son statut social fondé sur la quantité de terre en sa possession (ou bien par la non-possession de terre). Aucun de ces trois processus n'était nouveau, chacun avait eu son histoire commençant en des moments variés au cours du XX^e siècle. Chacun de ces processus pris séparément a conduit à la désagrarisation de la campagne, c'est-à-dire à une diminution du rôle de l'agriculture

4 Une analyse détaillée de ce problème a été donnée par Halamska (2015).

dans la structure de l'emploi et les sources de revenus de ses habitants. La part de l'agriculture dans la structure des sources des revenus tombe à 5 % pour la population totale de la Pologne et à environ 12–13 % pour la population rurale. L'agriculture qui à la charnière des années 1980–1990 était pour la population rurale la source de subsistance la plus fréquente (paysans, paysans-salariés et 400 000 travailleurs des fermes de l'État, PGR), devient vers 2015 une source secondaire, bien que, depuis l'accession à l'UE, les revenus des agriculteurs aient augmenté plus que les revenus des autres catégories de la population rurale. La période pendant laquelle se sont opérés les changements majeurs qui ont donné la forme actuelle de la structure des sources de revenus de la population rurale, est celle comprise entre 1995, d'une part et 2005–2007, d'autre part.

Dépaysanisation

Il s'agit du processus conduisant à la « fin des paysans » dans son acception classique, c'est-à-dire la disparition des règles particulières de fonctionnement des exploitations familiales et la subordination de ce fonctionnement aux mécanismes de l'économie du marché (Halamska, 2004). En Pologne la vitesse du processus de « disparition des paysans »⁵ fut bien moindre qu'à l'Ouest. On peut distinguer deux phases de son accélération. La première est celle liée à ce que l'on appelle la modernisation socialiste de l'agriculture ; elle débute dans les années 1960 pour être continuée avec plus de vigueur dans les décennies suivantes. La deuxième phase de la disparition des paysans commence avec la transition systémique au lendemain de 1989.

Pendant cette période, la dépaysanisation n'a toutefois pas été un processus uniforme. Au début des années 1990, le nombre des employés dans l'agriculture s'élève de 11 %, ce qui résulte entre autres de la disparition des paysans-ouvriers qui reviennent travailler sur leurs exploitations, suite à la transformation des entreprises industrielles. Cette repaysanisation de l'agriculture ne fut toutefois que provisoire car dans la période 1996–2002 le même chiffre de l'emploi tombe de 44,4 % (Frenkel, 2007 ; Bład, 2009). Ce chiffre continue à décroître dans la décennie suivante, ce qui s'explique, entre autres, par les changements dans la manière de fonctionner des exploitations familiales. Depuis 1990 les exploitations paysannes post-traditionnelles se retrouvent dans un contexte d'une économie de marché agressive. Une telle influence

5 Voir à ce sujet Maurel *et al.* (2003).

se traduit par une diversification des exploitations et, conjointement, en des changements du statut des exploitants. On peut distinguer deux trajectoires typiques : ascension ou déclin. La première concerne environ un tiers des exploitations familiales qui resserrent leurs liens avec le marché, augmentent leur taille et intensifient la production. Cela s'accompagne d'une évolution de l'identité sociale de ce groupe d'exploitants : les paysans d'autrefois deviennent des agriculteurs professionnels, agriculteurs-producteurs, agriculteurs-entrepreneurs, ce sont donc des groupes économiquement forts et bien intégrés dans la société d'un point de vue culturel et appartenant ou aspirant à appartenir aux classes moyennes. En définissant leur identité, ils soulignent plus souvent des éléments liés à la propriété et à la possession, et notent plus souvent leurs liens avec d'autres entrepreneurs (non-agricoles) (Gorlach, 2001, 2009). S'ils mentionnent dans leur auto-identification le caractère paysan, il ne s'agit que de la coquetterie ou encore un ressentiment agrarien. On peut trouver ce « fondamentalisme agrarien » aussi chez les agriculteurs européens, et il sert à édifier un lobby politique efficace qui soit le gardien des intérêts économiques de ce groupe.

La deuxième trajectoire, celle du déclin, conduit soit à la désintégration, soit à la marginalisation des exploitations. Entre 1988 et 2010 le nombre d'exploitations individuelles de taille supérieure à 1 ha diminue de 600 000, c'est-à-dire d'environ 30 %. C'est la voie de « l'auto-élimination » selon laquelle un grand nombre d'agriculteurs (ou de leurs héritiers) transite dans des groupes sociaux non-agricoles, en cessant d'exploiter et devenant soit des ouvriers soit des représentants de la classe moyenne. Leurs exploitations liquidées « nourrissent » les exploitations en fonctionnement, ce qui permet l'augmentation de la taille moyenne de l'exploitation⁶. Ce départ peut n'être que partiel, quand l'exploitation ne disparaît pas, mais continue à fonctionner, tandis que le changement est celui de l'identité sociale de l'exploitant, qui procède de son travail en dehors de l'agriculture et du revenu lié à celui-ci. Dans ce cas, le travail dans l'exploitation et le revenu qui en découle constituent pour beaucoup de familles de campagne une source additionnelle (parfois assez importante) de revenu (moyens de subsistance) ; dans ce cas ce ne sont pas seulement les agriculteurs qui possèdent la terre, mais des représentants de presque toutes les catégories professionnelles habitant à la campagne, y compris parfois ceux venus des villes. C'est pourquoi le nombre de ceux travaillant dans l'agriculture (la plupart du temps à temps partiel assez limité) est bien plus grand que

6 A noter toutefois que cela s'est fait principalement grâce à une privatisation (d'ailleurs toujours partielle) des terres du secteur d'État dans l'agriculture.

celui des agriculteurs⁷. Après l'entrée dans l'UE, les paiements directs firent apparaître un groupe significatif de « pseudo-exploitants » : soit des exploitants qui ne font que maintenir la terre en bonne condition (sans quoi on ne peut recevoir le paiement), soit des exploitants n'exploitant pas la terre, mais la mettant sous bail informel, tout en continuant de recevoir le paiement⁸.

Ce processus se reflète par des changements de la structure socio-professionnelle de la campagne. Si, au début des années 1990, un habitant de la campagne sur deux était agriculteur, un quart de siècle plus tard la même proportion est d'un sur quatre. La part des agriculteurs dans la structure sociale des campagnes diminue ; elle est moindre dans les territoires dont l'économie est diversifiée, qu'ils soient multifonctionnels ou suburbains. Ce processus est facile à voir, ce qui ne peut être sans conséquence pour la conscience sociale, même si la désagrarisation de la conscience sociale est (ou sera) un processus bien plus long et plus compliqué.

Prolétarianisation

La « prolétarianisation » de la campagne n'est pas une notion nouvelle ; déjà les marxistes ont effectué plusieurs analyses de ce problème. Ici toutefois on utilisera ce terme selon une acception différente. La prolétarianisation signifie ici le processus consistant à « imbiber » les sociétés rurales de groupes socio-professionnels appartenant à la catégorie des ouvriers. A la campagne polonaise les ouvriers ne sont pourtant pas un groupe nouveau. Le prolétariat rural a été nombreux dans l'entre-deux-guerres, mais ce n'étaient pas des ouvriers industriels. Leur apparition massive à la campagne polonaise a débuté dans les années 1950 comme une conséquence du processus d'industrialisation (socialiste) du pays. En 1970, Ryszard Turcki résume ce processus comme suit : « La participation de la population rurale dans le processus de l'industrialisation de la Pologne trouve une expression indéniable dans le fait qu'une main d'œuvre nombreuse et relativement bon marché ait été engagée dans la production industrielle, soit par le biais de la migration vers les villes et les pôles industriels, soit par celui des trajets quotidiens à destination du lieu de travail. Ce second groupe était la source particulièrement importante d'une main d'œuvre relativement bon marché.

7 Voir l'analyse détaillée dans la suite de ce chapitre.

8 Les règles de ces baux découlent des coutumes locales : la plupart du temps ils sont à court terme, le propriétaire reçoit le paiement et c'est lui aussi qui paie la taxe agricole ; l'utilisateur ne paie aucune redevance au propriétaire.

Les ouvriers recrutés parmi la population rurale, en particulier ceux vivant sur des exploitations agricoles individuelles, se contentaient de salaires relativement bas et de postes moins attrayants du point de vue financier » (Turski, 1970 : 239). La dynamique de ce processus était particulièrement forte dans les régions en transformation industrielle. Selon certaines estimations, en 1988 de tels ouvriers étaient présents dans plus de la moitié des exploitations agricoles. Une nouvelle étape de ce processus a commencé avec la transformation systémique, conséquence de la restructuration de l'économie. Il en a résulté une diminution de l'emploi dans l'industrie, plus particulièrement dans les années 1990 : le nombre des employés dans l'industrie est de 3 728 000 en 1995, 2 858 000 en 2005 et 2 909 000 en 2010. Un processus analogue concerne la construction, un autre secteur employant souvent les habitants de la campagne. De 1995 environ jusqu'au début des années 2000, la proportion des ouvriers dans la structure sociale de la campagne (voir Tableau 1) subit une diminution passagère ; l'augmentation ne reprend qu'à partir de 2004. Sa structure interne change aussi : le groupe des ouvriers qualifiés augmente (employés des services et du commerce, ouvriers industriels et opérateurs des machines), la proportion d'ouvriers non qualifiés et de personnes exécutant des travaux simples diminue. Il s'agit d'un effet conjoint de la modernisation technologique de la production et de l'entrée sur le marché du travail d'une génération nouvelle, mieux éduquée.

Dans cette période, le processus de la prolétarianisation de la campagne a lieu avant tout sous l'effet de processus externes par rapport au monde rural, à savoir la restructuration de l'économie ; certains secteurs de l'économie diminuent, en liquidant des emplois, tandis que d'autres, au contraire, augmentent et offrent de nouveaux emplois. La structure de la propriété des entreprises change aussi : en 1990, 67 % des agents économiques relevaient de l'État, alors que le nombre correspondant pour 2013 est 0.4 % (3,5 % si l'on compte les sociétés avec une participation du trésor public). En 2015, les ouvriers appartiennent avant tout au secteur privé⁹, souvent dans de petites entreprises. Ces petites entreprises, très fréquentes à la campagne, forment ce qu'on appelle un secteur périphérique, lequel utilise souvent des technologies peu modernes, rémunère moins ses employés et a de moindres exigences quant à leurs qualifications.

Dans le quart de siècle en question ici, les ouvriers ont changé, y compris quant à leur conscience et leur identité sociale. Les recherches de Juliusz Gardawski montrent que aussi bien des ouvriers qualifiés que non qualifiés

9 Le nombre des employés du secteur privé est le quadruple de ceux employés dans les secteurs public ou de l'État.

n'adoptaient le qualificatif de la « classe ouvrière » ou d'« ouvriers » que très rarement, mais définissaient leur groupe comme celui de « ceux qui travaillent », ou encore comme celui appartenant à un groupe « moyen » ou « inférieur ». Cela veut dire que la notion d'« ouvrier » ou de la « classe ouvrière » a été partiellement chassée de la conscience d'une bonne partie des ouvriers polonais (Gardawski, 2008 : 97). Les raisons en sont sans doute une meilleure éducation (70 % des employés de l'industrie et du commerce a une éducation secondaire, 40 % dans les trois autres groupes ouvriers), le changement du caractère du travail pour lequel de simples besoins physiques « ouvrières » sont de plus en plus minoritaires. Pour ce qui concerne les ouvriers habitant à la campagne, les tendances sont analogues.

Embourgeoisement

Le processus de la croissance de la classe moyenne à la campagne est appelé ici l'embourgeoisement de la campagne. Il avait été observé dès les années 1960 par Ruth Glass, qui décrivait le processus complexe « d'améliation » d'un quartier ouvrier et industriel de Londres par le terme métaphorique de *gentrification* (du mot *gentry*). Cette notion a été transférée pour décrire les processus qui avaient cours à la campagne ; les auteurs utilisent aussi le mot « embourgeoisement rural » (Guimond, Simard, 2010), la « gentrification » (Philips 1993) ou encore « gentrification in rural settings » (Maloutas, 2011 : 35). A noter que les analyses de la gentrification insistent sur la migration de la classe moyenne vers les campagnes. Ici toutefois, en utilisant le vocable de l'embourgeoisement de la campagne, nous voulons décrire les changements de la structure socio-professionnelle de la population rurale, consistant en une augmentation de la proportion relative de divers groupes de la classe moyenne, sans que l'origine citadine de cette dernière ne soit une condition nécessaire. Ce processus consiste donc à imbiber, si l'on peut dire, la structure sociale de la campagne par les personnes occupant des positions supérieures dans la stratification sociale par rapport à celles typiques de la population rurale traditionnelle. Ces personnes ont un plus grand capital culturel, des revenus plus importants, et un style de vie différent de celui caractérisant le monde rural et populaire. Un meilleur terme serait celui de « moyennisation », une notion utilisée par Henri Mendras dans *La seconde Révolution française 1965–1984* (Mendras, 1994).

Nulle part la « classe moyenne » n'est un phénomène rural. Elle apparaît dans la société capitaliste industrielle, croît et subit des changements au fur et à mesure de l'évolution de cette société. Aujourd'hui, dans les sociétés

à économie du marché les plus développées, sa proportion relative dans la structure sociale des campagnes est à peu près la même que dans les villes. En Grande-Bretagne, dont l'agriculture a suivi un développement particulier, elle est plus nombreuse dans les campagnes que dans les villes (Halamska, 2015). Dans la campagne polonaise, encore un exemple de trajectoire particulière du développement, elle apparaît au début du XX^e siècle sous forme d'un membre plutôt solitaire de l'intelligentsia : normalement d'abord le prêtre ou l'instituteur, puis l'agronome ou le fonctionnaire communal, parfois le médecin. Ils n'appartenaient toutefois guère à la campagne, mais à un « monde différent », comme l'a résumé Józef Chałasiński dans *La nouvelle génération de paysans* (1938). Mais il existe un deuxième groupe de la classe moyenne « ancienne », celui-ci plus nombreux : il s'agit des artisans ruraux, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale très souvent d'origine juive, donc encore une fois « étrangers ». Lors de la Guerre, cette dernière communauté a disparu des campagnes à la suite de la Shoah. Le groupe des artisans et petits entrepreneurs se désintégra encore davantage à la suite de la nationalisation de l'économie. Même si l'agriculture est restée dans les mains de propriétaires privés, l'intégralité de son environnement est devenu « socialisé », les services étant assurés par des travailleurs salariés, dont les mieux éduqués entraient dans la couche de l'« intelligentsia travailleuse ». Les critères de l'appartenance à cette dernière n'étaient guère rigides.

La montée significative de la part relative de la classe moyenne, donc l'embourgeoisement de la campagne, ne commence en Pologne qu'à partir de 1989. Il devient possible de détecter statistiquement une classe moyenne lorsque le degré d'éducation de la population rurale augmente, ce qui donne la possibilité d'exercer des métiers considérés comme caractéristiques de la classe moyenne¹⁰. C'est au cours de cette période que ce processus est devenu le plus dynamique. Il est important de noter qu'il s'agit avant tout de l'augmentation de la proportion de la « nouvelle » classe moyenne. Au début de la période analysée, la proportion de « l'ancienne » composante de la classe moyenne (artisans et marchands) était bien plus grande que la moyenne nationale : en 1991 un représentant de « l'ancienne » classe moyenne par rapport à 1,5 de la « nouvelle » classe moyenne. En 2015, le chiffre correspondant est de 3,5. La composition interne de la classe moyenne se rapproche de celle

10 Ce dont témoigne la vitesse de l'augmentation de la proportion de la population ayant une éducation au moins secondaire: en 1960 il s'agissait de 3,7 % de la population rurale, en 1970 - 5,7 %, en 1978 - 9,8 %, en 1988 - 14,9 %, en 2002 - 26,7 %, et en 2011 - 33,0 % (Frenkel, 2003, 2014).

caractérisant la Pologne dans son intégralité et l'embourgeoisement de la campagne se réalise principalement par la montée de la « nouvelle » classe moyenne.

Le processus de l'embourgeoisement de la structure sociale de la campagne polonaise atteint le maximum de sa dynamique dans les années 1990 et ralentit significativement après 2003. Ses sources sont doubles : endogènes et exogènes. La source endogène consiste dans l'augmentation du niveau d'éducation de la population rurale, plus particulièrement l'augmentation de la proportion de personnes ayant reçu une éducation supérieure, ce qui donne accès à de plus hautes positions dans la structure socio-professionnelle. Dans la période analysée, la proportion des habitants de la campagne possédant une éducation supérieure a quintuplé (selon les NSP : 1988 – 1.8 % ; 2002 – 4.2 % ; 2011 – 9.9 %¹¹). Un autre facteur important était la diminution de la vitesse de l'exode de la jeunesse éduquée vers les villes. En 1990, le solde des migrations intérieures entre les campagnes et les villes est négatif pour les campagnes (-112 000), depuis 2000 il est positif (4 000), depuis 2003 il est devenu à peu près constant avec une valeur annuelle comprise entre 30 000 et 40 000 (Frenkel, 2014). Ce changement s'est opéré sous l'influence de plusieurs éléments dont l'intensité a varié dans la période analysée : crise liée aux transformations des années 1990 et le chômage en résultant ; transformations de l'économie rurale et apparition de nouveaux agents, principalement non-agricoles ; amélioration des conditions de vie à la campagne, ce qui fait que de nombreux jeunes éduqués veulent continuer à habiter à la campagne. Les recherches réalisées vers 2000 montrèrent qu'un jeune éduqué habitant à la campagne sur deux voulait y habiter, mais plus de 70 % d'entre eux voulaient travailler en ville, car ce n'est que là qu'ils pouvaient trouver un travail satisfaisant et réaliser des aspirations professionnelles (Gorlach *et al.*, 2003). Cela se traduit par des changements du peuplement des territoires agricoles : les communes dont la population (y compris bien éduquée) augmente, sont situées au voisinage des agglomérations urbaines, tandis que des communes périphériques perdent leurs habitants.

Si l'on parle des sources exogènes de la montée de la classe moyenne à la campagne, il s'agit des migrations des villes vers les campagnes. Cette influence de la ville sur les campagnes est décrite comme de nombreuses variantes de « l'urbanisation de la campagne », suburbanisation, reruralisation, semi-urbanisation, contre-urbanisation, ou *urban sprawl*. Ces termes signalent différentes phases ou différents aspects du même

11 En 1960 0,3 % des habitants de la campagne avaient une éducation supérieure, en 1978 ce nombre était de 1,0 %.

phénomène, à savoir l'influence des villes sur la campagne. Les migrations des villes vers les campagnes appartiennent aux éléments caractéristiques du processus de gentrification. Les analyses montrent qu'il y a deux groupes de personnes migrant vers les campagnes : les représentants de la classe moyenne et les retraités qui recherchent souvent une sorte d'idylle rurale, « l'évaluation positive de la campagne comme milieu amical, sain et proche à l'homme (...). La vision d'une idylle rurale exprime le désir de l'harmonie résultant du contact avec la nature et de la proximité sociale » (Wójcik, 2011 : 47). Depuis 2000 environ, le solde des migrations intérieures est positif pour la campagne (Rosner, 2012). Les données statistiques montrent que les migrants des villes vers les campagnes sont avant tout les jeunes entre 25 et 44 ans, ayant fondé des familles, tandis que les migrations des personnes âgées sont relativement rares¹².

Les analyses du processus de l'embourgeoisement (gentrification) se basent sur deux conceptions théoriques différentes. La première s'articule autour de la notion de production, ou plus précisément des structures présentes dans l'économie. Dans les sociétés à économie de marché les formes variées de la généralisation de la propriété conduisent à l'éclipse des divisions aiguës entre classes, appelée la « mort des classes ». Ces changements sont graduels, mais de plus en plus de personnes deviennent propriétaires ou co-propriétaires de quelque chose, ce qui a une signification capitale pour la définition de leur propre place dans la société. Ce courant d'analyse explique les transformations de l'économie rurale, dont l'augmentation de la proportion du secteur des services, y compris services sociaux, comme l'éducation, la santé ou l'assistance sociale. Tous ces services ont besoin d'un personnel qualifié. Cela concerne aussi une bureaucratie rurale (administration locale) grandissante, dont une partie importante est ce qu'on appelle la classe des projets¹³.

La deuxième conception s'articule autour de la notion de consommation dont décident les ressources culturelles. Les ressources culturelles et sociales permettent d'occuper des positions sociales supérieures, et avec elles des revenus plus importants et un plus haut niveau de vie, mais avant tout

12 Frenkel dit qu'en 2008, 2010 et 2012 les indicateurs de la proportion de la tranche d'âge 25-29 ans était de 14,8, 14,8 et 13,0 par mille personnes de la population rurale de la tranche d'âge donnée, dans la tranche d'âge 30-44 ans - 11,8, 13,1 et 12,2, tandis que pour les plus de 60 ans - 3,2, 3,5 et 3,4. Dans tous les cas la proportion des personnes mariées était autour de 70 % (Frenkel, 2014 : 40). Les tranches d'âge inférieures sont mieux éduquées que les tranches d'âge supérieures et ce fait seul, malgré le manque de données sur l'éducation, peut permettre de conclure qu'elles ont aussi des facteurs de la gentrification.

13 C'est ainsi qu'Imre Kovach (2000) appela les fonctionnaires préparant des projets variés pour gagner des moyens financiers en provenance de l'UE.

elles apportent un style différent de consommation, des comportements et des aspirations différentes. On se réfère ici aux théories de Max Weber et de Pierre Bourdieu. L'embourgeoisement concerne donc ici les ressources culturelles de l'individu et se manifeste dans le domaine de la culture. C'est d'ailleurs précisément la définition des dictionnaires de sociologie où l'embourgeoisement est « le processus par lequel la classe ouvrière accepte les aspirations, standards et styles de vie bourgeois » (Marshall, 2004 : 36). L'auto-identification des habitants de la campagne indique de telles aspirations : les 3/5^e d'entre eux appartiennent à la classe moyenne, peu à la classe supérieure, un peu moins des 2/5^e à la classe inférieure (Halamska, 2018). L'apparition des personnes occupant des positions sociales supérieures (sur la base de leur capital culturel), possédant des ressources matérielles plus importantes et ayant un style de vie différent, procède de la « gentrification » de la société, ce qui est reflété par deux processus simultanés : diversification et homogénéisation (Maloutas, 2011).

En Pologne l'embourgeoisement de la campagne est un processus relativement nouveau, dynamique et ayant un avenir devant lui, comme le montre l'état de la conscience sociale. Ce processus enrichit le capital humain, social et culturel de la campagne, comme si comblant la lacune créée autrefois par les migrations des campagnes vers les villes qui ont privé ces premières de personnes jeunes et mieux éduquées. Une recomposition et une recomplexification du tissu social de la campagne a donc lieu. Ce processus conduit à la formation de sociétés rurales qui devront organiser leur vie sociale de façon différente.

Sommaire : universalité et spécificité des changements

Les processus du changement des structures sociales, ayant eu cours pendant le quart de siècle en question, ne sont pas spécifiques en eux-mêmes. Ils ont eu lieu en Europe de l'Ouest depuis les années 1950 et étaient aussi soumis aux changements concernant l'intégralité de l'économie. La reconstruction des économies après la guerre passait par l'industrialisation des États et la modernisation de l'agriculture qui devait fournir la main d'œuvre à l'industrie en développement, localisée avant tout en ville. De multiples changements à la campagne en résultèrent. Tout d'abord, la modernisation de l'agriculture, sa mécanisation et son intensification, induisirent des changements radicaux dans la manière d'exploiter la terre (« la fin des paysans »). D'autre part, une main d'œuvre

redondante fut libérée, conduisant à « l'exode agricole et rural », c'est-à-dire à la migration des campagnes et vers l'emploi dans l'industrie. Il en résulta une diminution du nombre de la population rurale et de sa proportion relative dans les sociétés (« dé-ruralisation »), ainsi que la « désertification » des territoires ruraux périphériques, dont la conséquence furent les changements de la structure sociale de la campagne : les sociétés rurales cessèrent d'être des structures homogènes, dominées par les agriculteurs (« désagrarisation »). Pour devenir des communautés hétérogènes, à structure professionnelle diversifiée, mais dominée dans toute l'Europe par les ouvriers (« prolétarisation »). Il s'agit d'une logique de changements sociaux à la campagne conforme à la logique du développement de la société industrielle. De nouvelles tendances sont apparues – en des moments différents selon les pays – dans le dernier quart du XX^e siècle, avec l'entrée des sociétés européennes dans la phase post-industrielle. Ce phénomène s'accompagne de la contestation du modèle du développement jusque-là en vigueur et d'un regain d'intérêt pour une campagne urbanisée et désagrarisée, considérée dorénavant non seulement comme lieu de production, mais un endroit attrayant de consommation et à consommer. Cet intérêt est avant tout celui de la partie la plus importante de la société post-industrielle de consommation, à savoir la classe moyenne. Ce phénomène est considéré parfois comme une renaissance de la campagne, et certainement comme le changement de sa structure sociale par l'augmentation de la proportion relative d'une classe moyenne diversifiée : « l'embourgeoisement ou gentrification ».

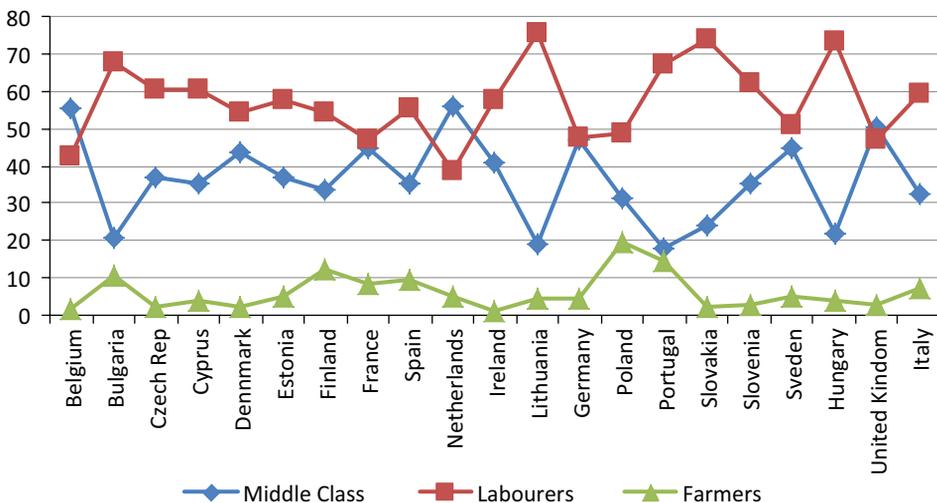


Figure 1. Structure de la population rurale par segments socio-professionnels dans les pays de l'UE en 2010 (en %)

Source : élaboration propre selon la base des données ESS 2010.

On peut discuter s'il est justifié de traiter les processus ayant eu lieu à l'Ouest de l'Europe comme le modèle auquel on puisse comparer ceux se produisant en Pologne. Cette remarque se base sur la théorie de la convergence : la Pologne (ainsi que la Tchéquie et la Hongrie), depuis les années 1990, se trouve sur la voie vers des macro-structures sociales modernes (Domański, 1996). Il est aussi évident que les processus en cours en Pologne doivent prendre forme différemment par rapport aux pays occidentaux, ce qui s'explique par son caractère périphérique en Europe (selon les règles de la théorie de la dépendance), un relatif isolement entre 1945 et 1989, et le contexte global de ces processus. Il serait toutefois difficile de montrer un facteur dominant dans les transformations en cours. Je suis d'avis que ce facteur est le temps social dans lequel s'opèrent ces transformations. Si, à l'Ouest, les changements de la structure sociale des campagnes étaient régis avant tout par l'expansion d'une société industrielle, en Pologne ces changements prennent cours dans une période de désindustrialisation progressive, sous l'effet de mécanismes d'une société post-industrielle de consommation. La Pologne est entrée dans les années 1990 sans avoir terminé la modernisation de son agriculture (laquelle n'avait pas englobé la modernisation des structures de production), avec une économie peu moderne nécessitant la restructuration et la désindustrialisation, et avec une main d'oeuvre peu qualifiée à l'échelle européenne.

Le contexte des changements de la structure sociale des pays de l'Europe centre-orientale semble similaire, mais ces changements s'opèrent de manière différente (voir Figure 1). On note une proportion notable, la plus grande parmi les pays inclus dans l'EES 2010 (*Européenne enquête sociale*), des personnes employées dans l'agriculture, mais aussi une part significative de la classe moyenne, proche de celle des pays de l'Ouest, enfin une proportion bien moindre d'ouvriers. C'est un écho de l'absence de collectivisation en Pologne, tandis que dans les autres pays de la région la collectivisation a dépaysonné la campagne dans les années 1950 et 1960.

Le schéma du processus des changements esquissé ci-dessus et sa juxtaposition avec le schéma « occidental » veulent montrer la logique de leurs apparitions successives. En simplifiant, on peut dire que depuis les années 1950 jusqu'à aujourd'hui la structure sociale de l'Europe rurale subissait la dépaysonnement, ensuite la prolétarianisation, enfin l'embourgeoisement. Le cours de ces processus en Pologne n'est pas le même. Ils commencent plus tard, et sont ainsi retardés par rapport à l'Ouest. Leurs conditions sont donc aussi différentes : par exemple, la main d'oeuvre quittant l'agriculture ne peut être absorbée par l'industrie, étant donnée la désindustrialisation déjà en cours. Il est vrai

que la prolétarianisation et la dépaysonisation ont commencé en Pologne presque en même temps qu'à l'Ouest, mais l'industrialisation polonaise a d'abord absorbé la surpopulation agricole, tandis que par la suite les deux processus s'opèrent de manière spécifique, comme si arrêtés dans leur cours, ce qui se traduit par l'installation à la campagne des paysans-ouvriers. Ces processus n'accélèrent que dans la période 1990–2010, accompagnés de l'embourgeoisement. Ce décalage et la simultanéité des processus se superposant l'un à l'autre définit la spécificité des processus des changements de la structure sociale de la Pologne rurale.

Bibliographie

- Błąd M., 2009, « Rolnictwo jako przechowalnia nadwyżek siły roboczej w okresie transformacji systemowej w Polsce », *Więś i Rolnictwo*, n° 4, p. 144–156.
- Chałasiński J., 1938, *Młode pokolenie chłopów*, Warszawa : LSW (1984 – réédition).
- Domański H., 1996, *Na progu konwergencji: stratyfikacja społeczna w krajach Europy Środkowo-Wschodniej*, Warszawa : Wydawnictwo Instytutu Filozofii i Socjologii PAN.
- Domański H., 2002, *Polska klasa średnia*, Wrocław : Fundacja na rzecz Nauki Polskiej.
- Domański H., 2004, *Struktura społeczna*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Domański H., 2009, *Spółczeństwa europejskie. Stratyfikacja i systemy wartości*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Domański H., Pokropek A., Żóttak T., 2012, *Stratyfikacja społeczna a zachowania polityczne. Kraje europejskie w latach 2002–2012*, Warszawa : Wydawnictwo Instytutu Filozofii i Socjologii PAN.
- GUS, 2015, *Polska 1989–2014*, Warszawa : Zakłady Wydawnictw Statystycznych.
- Frenkel I., 2003, *Ludność, zatrudnienie i bezrobocie na wsi. Dekada przemian*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN, Fundacja Wspomagania Wsi.
- Frenkel I., 2007, *Pracujący w gospodarstwach rolnych – według spisów 2002 i 2005*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN.
- Frenkel I., 2014, « Ludność wiejska », [in :] I. Nurzyńska, W. Poczta (dir.), *Polska wieś 2014. Raport o stanie wsi*, Warszawa : FDPA – Wydawnictwo Naukowe Scholar, p. 27–84.

- Gardawski J., 2008, « Degradacja i wykluczenie klasy pracowniczej », [in :] M. Jarosz (dir.), *Wykluczeni. Wymiar społeczny, materialny, etniczny*, Warszawa : Instytut Studiów Politycznych PAN, p. 69–106.
- Gilejko L. K., 2010, « Klasy i warstwy we współczesnym społeczeństwie polskim », [in :] M. Jarosz (dir.), *Polacy równi i równiejsi*, Warszawa : Instytut Studiów Politycznych PAN, p. 17–44.
- Gorlach K., 2001, *Świat na progu domu. Rodzinne gospodarstwa w Polsce w obliczu globalizacji*, Kraków : Uniwersytet Jagielloński.
- Gorlach K., 2009, *W poszukiwaniu równowagi. Polskie rodzinne gospodarstwa rolne w Unii Europejskiej*, Kraków : Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego.
- Gorlach K., Seręga Z., Drąg Z., 2003, *Młode pokolenie III Rzeczypospolitej. Aspiracje życiowe w przeddzień integracji z Unią Europejską*, Warszawa : Instytut Spraw Publicznych.
- Guimond L., Simard M., 2010, « Gentrification and neo-rural population in the Quebec countryside: representations of various actors », *Journal of Rural Studies*, n° 4, p. 449–469.
- Halamska M., 2004, « A different end of the peasants? », *Polish Sociological Review*, n° 3 (147), p. 245–268.
- Halamska M., 2015, « Zróżnicowanie społeczne „wiejskiej Europy” », *Więś i Rolnictwo*, n° 4, p. 47–64.
- Halamska M., 2016, « Zmiany struktury społecznej wiejskiej Polski », *Studia Socjologiczne*, n° 1, p. 37–66.
- Halamska M., 2018, *Studia nad strukturą wiejskiej Polski*, vol. 3: *Świadomościowe korelaty struktury społecznej*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar, Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN.
- Kayser B., 1990, *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris : Armand Colin.
- Kovach I., 2000, « LEADER, a new social order, and the Central- and East-European Countries », *Sociologia Ruralis*, n° 2 (40), p. 181–189.
- Maloutas Th., 2011, « Contextual diversity in gentrification research », *Critical Sociology*, n° 1 (38), p. 33–48.
- Marshall G. (dir.), 2004, *Słownik socjologii i nauk społecznych*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe PWN.
- Maurel M.-C., Halamska M., Lamarche I., 2003, *Le repli paysan. Trajectoires de l'après-communisme en Pologne*, Paris : L'Harmattan.
- Mendras H., 1967, *La fin des paysans*, Paris : Sédésis.
- Mendras H., 1994, *La Seconde Révolution française 1965–1984*, Paris : Gallimard.
- Phillips M., 1993, « Rural gentrification and the processes of class colonisation », *Journal of Rural Studies*, vol. 9 (2), p. 123–140.
- Rosner A., 2012, *Zmiany rozkładu przestrzennego zaludnienia obszarów wiejskich*, Warszawa: Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN.

- Swain N., 2000, « Rurality in modern societies with a particular focus on the countries of Central and Eastern Europe », [in :] D. Brown, A. Bandlerowa (dir.), *Rural Development in Central and Eastern Europe: Proceedings of Research Conference, December 6–9, 1999, Podbanske, Slovakia*, Nitra : Slovak Agricultural University, p. 21–34.
- Turski R., 1970, « Przemiany struktury społecznej wsi », [in :] W. Wesołowski (dir.), *Struktura i dynamika społeczeństwa polskiego*, Warszawa : PWN, p. 207–248.
- Wallerstein I., 1974, *The modern world-system: Capitalist agriculture and the origins of the European world-economy in the sixteenth century*, New York : Academic Press.
- Wójcik M., 2011, « Geografia wsi – nowe wyzwania badawcze », [in :] M. Halamska (dir.), *Wieś jako przedmiot badań naukowych*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar, p. 45–48.
- Wójcik M., 2013, « Gentryfikacja wsi – jak daleko od miasta? », [in :] J. Jakóbczyk-Gryszkiewicz (dir.), *Procesy gentryfikacji*, vol. 2, Łódź : Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, p. 165–174.

(Traduit du polonais: Adam T. Halamski)

Le « choix » d'une localisation résidentielle en zone périurbaine : une analyse par les trajectoires sociales

Josette Debroux

Introduction

Après un siècle de dépeuplement de l'espace rural français, le Recensement Général de la Population de 1975 met en évidence l'inversion du flux migratoire dans les communes rurales situées à proximité des villes. L'étalement des villes, déjà repéré en région parisienne dans les années 1960, s'intensifie dans les années 1970 et concerne progressivement les métropoles et pôles urbains de province. Ces espaces « hybrides », « ... où le rural et l'urbain sont fortement « imbriqués » et où « la frontière entre ville et campagne devient indécise... » (Berger, 2004 : 31) seront nommés successivement « ville diffuse », « ville émergente », « tiers espace ». C'est en 1996 que ces espaces à la périphérie des villes constitueront une nouvelle catégorie statistique « le périurbain ». L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) définit alors comme périurbaines les communes présentant simultanément deux caractéristiques : une caractéristique fonctionnelle (au moins 40 % des actifs résidant dans la commune occupent un emploi situé hors de la commune et dans une ou plusieurs aires urbaines) et une caractéristique paysagère (une zone bâtie doit être séparée du pôle urbain dont elle dépend par une bande non bâtie d'une largeur supérieure à 200 mètres)¹.

Différents travaux ont cherché à expliquer ce phénomène. Pour les géographes, il résulte à la fois d'une concentration des emplois dans les villes et du départ de nombreux ménages qui quittent les centres-villes saturés pour s'installer dans les communes rurales en périphérie

1 Pour la définition statistique du « périurbain » et de son évolution voir Cusin *et al.* (2016).

(Le Jeannic, 1997). L'étalement urbain a été possible grâce à la construction d'infrastructures routières et l'équipement des ménages en automobiles, l'essor du crédit immobilier et les politiques d'aide à l'accession à la propriété à un moment où une majorité de Français souhaite devenir propriétaire d'une maison individuelle. Dans un contexte d'augmentation générale du niveau de vie, les ménages en quête d'espace et d'une qualité de vie inaccessible en ville se sont donc prioritairement dirigés vers les territoires où le foncier était abondant et abordable (Cusin *et al.*, 2016).

Les sociologues se sont intéressés tardivement à ces espaces « périurbains ». L'opposition rural/urbain qui structure les spécialisations de la sociologie ne permet pas de saisir les transformations des villes au niveau de leur périphérie et donc « à ce qui pourrait s'apparenter à du périurbain » (Damon *et al.*, 2016). C'est essentiellement en lien avec la question des « classes moyennes » et plus particulièrement des « nouvelles classes moyennes salariées » que des sociologues vont aborder le périurbain. Ces « nouvelles classes moyennes salariées » rassemblant des professions liées au déploiement de l'État-Providence qui se traduit par le « gonflement des administrations centrales et territoriales mais également par les organismes de protection sociale et surtout les services publics au premier rang desquels l'éducation et la santé » (Bosc, 2008 : 27) se construisent en tant que « classe » autour d'un « modèle culturel » s'exprimant dans la vie hors-travail et en particulier dans l'espace résidentiel (Bidou-Zachariasen, 2004). Malgré des origines sociales diverses, ces salariés ont acquis « une sorte d'auto-reconnaissance, de langage et de sensibilité communes » par leur participation aux mouvements sociaux à tonalité contestataire des années 1970 (Bidou, 1984 : 11). Le « modèle culturel » qu'ils « inventent » leur permet de se différencier des autres groupes sociaux. Dans l'espace périurbain, ils peuvent mettre en pratiques l'importance qu'ils accordent au cadre de vie, à la sociabilité, à l'implication dans la vie locale. La maison individuelle leur offre davantage d'espace pour faire ce qu'ils aiment, « musique, peinture, jardinage » (Bidou, 1984 : 91) dans un environnement plus « naturel », à distance de la pollution et de l'anonymat de la ville. Dans un espace périurbain moins concurrentiel que la ville, ils peuvent avoir des « contacts », « s'intégrer », jouer « un rôle au niveau local » (Bidou, 1984 : 93).

Dans les années 1990, dans un contexte économique transformé, la représentation des « classes moyennes » conquérantes a fait place à celle de « classes moyennes » « repliées sur elles-mêmes », « fragilisées » (Jaillet, 2004). Selon le modèle de la « ville à trois vitesses », l'étalement urbain aurait contribué à exacerber les logiques ségréguatives au sein des villes (Donzelot, 2009). À une relative unité de la société urbaine se serait

substituée une polarisation spatiale : les classes moyennes « déstabilisées ou à la dérive, repliées sur elles-mêmes ou sécessionnistes » (Bacqué, Vermeersch, 2007), réfugiées dans l'espace périurbain se tiennent à distance des espaces de relégation, (les cités d'habitat social) et des centres anciens « gentrifiés ». Entre la crainte du déclassement et un espoir d'ascension qui s'éloigne, certaines fractions, fragilisées trouveraient, dans les zones périurbaines, « matière à se réassurer » (Jaillet, 2004). L'installation dans le périurbain de ces couches moyennes fragilisées leur permettrait d'inscrire « le groupe familial dans un univers "tranquille", choisi, à l'abri de tout risque supplémentaire de déclassement, au regard de celui qu'il court déjà » (Jaillet, 2004 : 53-54), la sphère résidentielle serait un pôle de stabilité comme pendant de l'instabilité professionnelle. « À défaut d'une position professionnelle durablement assurée dans la sphère du travail, on s'achète une "position résidentielle" qui semble d'autant mieux affirmée que les voisins sont supposés être des pairs : ils ont payé à peu près le même prix, pour accéder au même mode de vie et disposent de revenus supposés équivalents » (Berger, 2004 : 98).

En établissement un lien entre localisation résidentielle périurbaine et position sociale « fragilisée », ces travaux rappellent l'enjeu que peut représenter l'espace résidentiel dans les situations d'incertitudes sociales. Refuge identitaire à travers les revendications d'appartenance locales quand, dans une situation de crise de la socialisation professionnelle les affiliations professionnelles s'affaiblissent (Chamboredon *et al.*, 1984) le lieu de résidence peut être un soutien dans les situations de petites mobilités sociales (Cartier *et al.*, 2008).

Pour autant, la relation entre « classes moyennes fragilisées » et localisation périurbaine n'a rien de mécanique. Les classes moyennes constituent la catégorie la moins ségréguée et si elles investissent les zones périurbaines, leur présence se renforce aussi dans certaines zones urbaines (Oberti, Préteceille, 2004). La disqualification sociale qui plane sur les strates inférieures des catégories moyennes ne se traduit pas par une mobilité résidentielle vers l'espace périurbain de l'ensemble de ces fractions, ni d'elles seules. Le contexte est toujours perçu subjectivement et, dans cette évaluation subjective, les expériences passées jouent un rôle déterminant. L'individu n'agit pas en fonction d'une situation objective mais du jugement qu'il porte sur cette situation. Les manières de gérer, de traiter cette situation sont autant le produit de la socialisation primaire, de la trajectoire scolaire et professionnelle que du « contexte ». Les choix résidentiels réactivent les modèles familiaux pouvant « élargir (assurer une fonction d'appui) ou au contraire délimiter le champ des possibles résidentiels (exercer une force de rappel) » (Bonvalet, Gotman, 1993 : 10).

Pour montrer les relations entre choix résidentiel périurbain et trajectoire sociale, nous nous appuyons sur une enquête par entretiens réalisée dans deux communes périurbaines équidistantes d'une trentaine de kilomètres de Grenoble au profil social contrasté, auprès de ménages socialement diversifiés qui ont fait construire ou, plus rarement, acheté une maison individuelle entre 1996 et 2008.

Ces entretiens éclairent à la fois les logiques des choix résidentiels et les ressorts du développement des zones périurbaines. Après avoir présenté la méthode et le terrain d'enquête, nous montrerons que selon les caractéristiques de la trajectoire sociale des enquêtés, ce choix résidentiel ne revêt pas les mêmes enjeux : schématiquement, il peut conforter une position sociale « fragile » suite à une mobilité sociale ascendante rendant peu assurée la nouvelle position occupée ou compenser une identité professionnelle insatisfaisante dans les situations de déclassement ou de mobilité ascendante interrompue².

Questions de méthode et présentation des terrains d'enquête

En raison de la forte corrélation existant entre le statut professionnel et les autres éléments de statuts, niveau de diplôme, revenus, pratiques sociales, la profession reste un indicateur fort de la position sociale³. Mais, à profession équivalente, on n'occupe pas tout à fait la même position sociale selon son origine sociale, sa trajectoire scolaire (Merllié, 1994). L'objectif est d'analyser plus finement les milieux d'origine, le rapport de chaque parent à sa propre position sociale, les « attentes » éventuelles en termes de réussite sociale pour leurs enfants. Le rapport aux études, au choix du métier, les modalités d'entrée dans le métier... permettent de comprendre les éventuels tiraillements entre la position attendue,

2 Ce texte reprend des éléments issus de différentes publications (Debroux, 2011 ; 2013).

3 Pour saisir, de manière plus fine, la position sociale des ménages, nous avons privilégié des éléments « objectifs », comme la manière d'accéder au métier mais aussi des représentations comme le « besoin de changement ». Les interprétations du sociologue qui reposent sur l'objectivation, la comparaison, la mobilisation de modèles théoriques coïncident rarement avec les représentations des acteurs. Parce que nous considérons que le rôle du sociologue ne consiste pas à attendre des acteurs la validation de ses hypothèses, nous ne nous fondons pas uniquement sur les rationalisations des enquêtés mais nous mobilisons des aspects de leur existence qu'ils ne relient pas toujours, eux-mêmes, à leurs pratiques.

espérée et celle occupée et plus largement le rapport plus ou moins assuré à la position sociale.

Alors que l'approche statistique « réduit » la position sociale à la profession de la personne de référence en l'occurrence l'homme, nous nous intéresserons à la situation professionnelle de chacun des conjoints ainsi qu'à leurs trajectoires sociale et résidentielle respectives qui ne sont pas nécessairement homologues.

Des entretiens biographiques ont été réalisés auprès d'une quarantaine de ménage qui ne sont pas originaires des deux communes étudiées. Ces communes, localisées en Rhône-Alpes, à environ 30 km de Grenoble, ont connu une forte augmentation de leur population⁴.

Appartenant à la 3^e couronne, elles se différencient nettement par leur profil social, opposant espace de « qualité » générant potentiellement des profits d'espace (Bourdieu, 1997 : 165) et espace « ordinaire », démuné de propriétés distinctives. Les communes ont à leur disposition différents moyens pour trier la population qui s'y installe : imposition d'une taille des parcelles minimales pour la construction, politiques de construction des équipements locaux, des logements sociaux. Aucune voie rapide ne relie les deux communes à Grenoble, le temps de trajet, en dehors des heures de pointe, est voisin.

Dans la première commune Cercy⁵ comptant 2500 habitants, située à 1000 m d'altitude, la périurbanisation s'est amorcée dans un espace « naturalisé ». L'orientation touristique déjà ancienne (elle commence dans les années 1930 avec le « tourisme sanitaire », se renforce après les jeux olympiques d'hiver de Grenoble de 1968, une petite station de ski est créée) s'accompagne d'un travail de redéfinition symbolique du lieu. Les lotissements, de petites tailles, se démarquent du modèle pavillonnaire populaire par l'absence de maisons en série et par la quasi-absence de clôtures artificielles. Par ses services concentrés dans le bourg, ses activités culturelles, ses manifestations sportives, la commune conserve un aspect « village ».

La population passe de 859 habitants en 1975 à 2474 en 2008 et se recompose socialement : alors que les catégories populaires représentent en 1975, les trois quarts de la population active des 25/54 ans (les agriculteurs, ouvriers, employés en représentent alors respectivement 30, 20 et 15 %) à partir de 1982, les catégories intermédiaires et cadres et professions

4 Grenoble compte un peu plus de 150 000 habitants et l'aire urbaine 530 000 habitants. La région grenobloise ne se démarque pas du mouvement général d'étalement urbain en France : entre 1990 et 1999, la population de la ville-centre augmente de 0,6 % par an, celle de la banlieue de 0,5 % et celle du périurbain de 1,6 %.

5 Pour préserver l'identité des enquêtés, le nom des communes a été changé.

intellectuelles supérieures représentent près de 45 % de la population active de 25/54 ans (respectivement 30 et 15 %), et 60 % en 2006 (la part des catégories intermédiaires reste stable contrairement à celle des catégories supérieures qui atteint 30 %)⁶. Dans le même temps, la part des ouvriers et employés se maintient alors que celle des agriculteurs s'effondre.

L'augmentation sans précédent du prix du mètre carré constructible à partir de 1990, la pénurie de logements en location à l'année attestent de la valeur symbolique de cet espace, il s'agit d'un espace disputé.

La seconde commune, Rovel, est située en plaine, dans un environnement agricole. Les services et équipements sont encore rares (l'école maternelle est localisée dans la commune voisine à 7 km, le collège se situe à 12 km...). La construction récente d'un lotissement de 31 maisons en série de qualité médiocre, avec un agencement minimal (absence d'espaces publics, d'éléments végétaux paysagers) au cœur du village et de logements sociaux a permis l'ouverture d'une supérette et d'un restaurant. La population municipale, de 214 habitants en 1975 passe à environ 600 en 2008. L'augmentation de la population se traduit par des changements dans sa composition sociale, une augmentation forte des catégories intermédiaires : alors qu'en 1982, les professions intermédiaires représentaient 12 % de la population active de 25 à 54 ans, leur part s'élève à 27 % en 2006. La part des cadres et professions intellectuelles supérieures passe de 8 à 12 %. La représentation des catégories populaires (ouvriers et employés) reste stable (50 %) alors que celle des agriculteurs d'effondre (passant de 20 à 3 %).

La population enquêtée a été constituée à partir du registre des permis de construire. Contrairement à l'achat, la construction d'une maison permet de jouer sur son prix de revient avec la prise en charge d'une partie plus ou moins importante des travaux notamment. Ce mode de sélection permet d'accéder à une population socialement plus diversifiée. Pour éviter des comparaisons risquées entre des ménages s'installant à des périodes différentes (les mobilités résidentielles transforment, au cours du temps, le profil sociodémographique des communes, accentuant leur marquage social) et des générations différentes (qui ne bénéficient pas des mêmes possibilités d'emplois et de mobilité sociale) nous avons limité l'analyse aux ménages ayant obtenus un permis de construire entre 1996 et 2007, avec des conjoints nés dans les années 1960 (dans quelques cas, les enquêtés sont nés à la fin des années 1950), non-originares de la commune.

6 Pour permettre les comparaisons entre les différents recensements, ont été exclus de la population active les plus de 54 ans, ce qui accentue l'affaiblissement des catégories vieillissantes comme les agriculteurs.

La plupart des enquêtés travaillent à Grenoble ou dans une commune limitrophe. A Cergy, les enquêtés (et leur conjoint) exercent des professions diverses avec une forte représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures et des catégories intermédiaires. Parmi les enquêtés relevant des catégories supérieures, on compte de nombreux ingénieurs, des cadres techniques, quelques enseignants certifiés ou enseignants du supérieur, une psychologue... Les enquêtés appartenant aux professions intermédiaires relèvent de l'éducation (enseignants du primaire) de la santé (infirmières) et du travail social (éducateurs). On trouve également des techniciens, plus rarement des artisans et commerçants. Dans plus de la moitié des ménages au moins un conjoint et parfois les deux sont rattachés au secteur public.

A Revol, les enquêtés sont très souvent ouvriers ou employés. Les autres relèvent des professions intermédiaires (infirmière, technicien...) et un seul appartient aux catégories supérieures (architecte).

Conforter une position sociale « fragile »

Des trajectoires sociales ascendantes

Si on mobilise les catégories de l'INSEE et que l'on ne considère que la seule situation de la personne de référence du ménage au moment de l'enquête (la majorité des personnes de référence ont entre 40 et 45 ans et il s'agit très souvent de l'homme), près des deux tiers des ménages enquêtés sont en situation d'ascension sociale. Les situations de mobilité de forte amplitude, peu nombreuses, concernent des enfants d'ouvriers devenus enseignants certifiés ou officiers dans l'armée, plus exceptionnellement cadres dans le secteur public, professions néanmoins assimilables aux classes moyennes. Les enfants d'employés, de professions intermédiaires ou d'artisans sont devenus plus souvent ingénieurs dans le secteur privé ou semi-public. Un des conjoints (et parfois les deux) a vécu dans un milieu familial marqué par une mobilité sociale accompagnée, dans de nombreux cas, d'une morale de l'effort.

Leurs parents, d'origine populaire (agricole ou ouvrière et, dans ce cas, ils sont souvent issus de l'immigration italienne, belge...) ont tiré parti de la tertiarisation de la société. Nombreux sont les enquêtés qui ont été encouragés à réussir leurs études pour accéder à des métiers valorisés. Dans certains cas, le parcours de réussite d'un de leurs parents s'impose à eux

comme un modèle à suivre. Camille, professeur de musique a maintes fois entendu le récit de son père, bûcheron puis ouvrier dans l'industrie et qui, après avoir suivi pendant plusieurs années des cours du soir, est devenu enseignant d'électronique : « ouais c'est quelque chose qui revenait, qui pour lui était de dire où qu'on soit même si on se trouve dans le pire des milieux même si on a des problèmes, on s'en sort toujours si on en a envie, ça c'est quelque chose et ça j'y crois ».

La plupart des enquêtés poursuivent donc la trajectoire sociale ascendante intergénérationnelle de la famille d'origine ou rétablissent les situations en porte-à-faux, les « incohérences de statut » des pères devenus cadres malgré l'absence de diplôme par exemple. Ils ont quasiment tous eu accès aux études supérieures (85 % sont diplômés de l'enseignement supérieur dont 45 % titulaires d'un diplôme de 3^e cycle).

Une trajectoire scolaire sans éclat et une entrée laborieuse dans le métier

Les enquêtés se décrivent souvent comme ayant été des élèves « moyens », progressant parfois très lentement vers l'enseignement supérieur, empruntant exceptionnellement les filières nobles, comptant sur le temps qui passe et leurs performances scolaires pour « se déterminer ». Maxime, par exemple, qui a suivi les voies de relégation scolaire est néanmoins parvenu à devenir architecte : « ... d'abord j'avais pas les moyens d'aller en seconde, pas de moyens eh, j'étais un peu fumiste » (architecte, BEP puis bac technique, École d'architecture, père agriculteur).

L'accès planifié à une profession où le diplôme permet d'intégrer une filière professionnelle au terme d'un « curriculum préétabli » favorise « l'identification anticipée » qui n'est pas sans effet sur le degré d'engagement des individus dans leur emploi et sur la construction de leur « identité professionnelle » (Dubar, 2000).

De ce point de vue, le choix des études, le rapport aux études et l'entrée dans le métier des périurbains enquêtés qui ont connu une mobilité sociale ascendante semblent peu propices à cette « identification anticipée ». Les trajectoires scolaires se caractérisent par des hésitations, des cursus commencés puis abandonnés, des choix d'orientation vécus comme « contraints ».

Très souvent, ces enquêtés ne savent pas vers quelle filière se diriger comme Patrice. Issu d'un milieu populaire, le seul de la fratrie à avoir obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur, Patrice peine à trouver sa « voie » :

« Q. Jusqu'à quel moment vous étiez indéterminé, jusqu'en terminale ?
– Oh plus que ça, j'ai trainé de nombreuses années en fac, y'a fallu que j'attende l'âge de 25, 26 ans pour savoir, pour me déterminer, pour passer vraiment.

Q. Le concours, et vous avez fait quoi une fac de médecine ?

– Alors j'ai fait un IUT de bibliothécaire, la première année et ensuite j'ai fait la géographie, j'ai échoué, enfin j'ai trainé, j'ai passé en 2^e année et c'est tout

Q. De géo ? Mais vous étiez accroché ?

– Non pas du tout,

Q. Vous vous êtes arrêté en 2^e année ?

– Non plus que ça, j'ai trainé 4 ou 5 ans,

Q. Vous travailliez à côté ?

– J'étais maître d'internat sinon j'ai fait des p'tits boulots à côté » (Patrice, infirmier).

Certains enquêtés (et leurs conjoints) disent avoir été contrariés dans leur choix professionnel et/ou tiraillés entre différentes voies d'études supérieures. Nombreux sont ceux qui auraient souhaité faire de leur « passion » ou de leur « loisir » un métier. Alain aurait bien aimé faire de la musique : « je voulais faire de la musique en fait, ça s'est pas fait parce que mes parents n'étaient pas trop pour et eh ça c'est pas fait... ». Sans savoir vraiment ce qu'il voulait faire, il s'est inscrit en médecine, a doublé sa première année, il tente alors la faculté de sciences avec le vague objectif de devenir professeur de biologie mais finalement il prend goût à la physique et obtient un doctorat.

Parfois, l'auto-sélection, produit de la domination sociale, peut anéantir une ambition professionnelle : « Alors moi en fait bon je suis allée au bac ensuite j'ai suivi des études de droit je suis allée jusqu'en maîtrise, moi petit à petit mon projet s'est dessiné, j'aurais voulu être magistrate, (...) en fait je me suis cassée les pattes toute seule ... » (institutrice).

Le plus souvent, les diplômes obtenus ne leur permettent pas, de briguer les postes les plus prestigieux. Ainsi, les ingénieurs sont presque toujours diplômés de l'université, ils occupent des postes techniques, les enseignants du secondaire ne sont pas agrégés par exemple. La plupart d'entre eux connaissent une entrée dans la vie professionnelle laborieuse. Certains ont connu le chômage, d'autres ont accumulé les stages, d'autres encore ont même renoncé à trouver un emploi correspondant à leur diplôme. Leur progression s'est faite « sur le tas ». Romain, titulaire d'un master d'ingénieur en environnement, a, par exemple, accepté un emploi d'ouvrier après avoir cherché pendant un an et demi un poste d'ingénieur. C'est

de manière fortuite que les responsables de l'entreprise font finalement appel à ses compétences en environnement : ayant perdu un important marché, faute d'avoir respecté les normes environnementales, ils lui proposent alors un poste d'ingénieur. Paul, qui a obtenu successivement un BEP (brevet d'études professionnelles), un baccalauréat professionnel et un DUT (diplôme universitaire de technologie), a commencé sa vie professionnelle comme ouvrier. Il est progressivement « monté dans les bureaux » et occupe, après plusieurs années, un poste de technicien. S'ils ont pu opérer un rétablissement ou éviter le déclassement, c'est, selon eux, à la faveur du « hasard », de « la chance », une lecture qui dénote un sentiment d'impuissance sociale et une distance faite de prudence et d'expectative à l'égard de leur nouvelle position sociale.

Plus exceptionnellement, lorsqu'ils détiennent des titres scolaires plus sélectifs, ils subissent « l'effet de rappel » du milieu d'origine qui influence la destinée lors de leur premier emploi et en cours de carrière en limitant les progressions. Le rendement des diplômés reste, en effet, fortement corrélé avec le milieu social d'origine (Galland, Rouault, 1998). Méconnaissant les règles du jeu de l'univers que leur ouvre leur formation, les rares diplômés d'écoles d'ingénieurs accèdent à des postes peu valorisés dans lesquels ils se maintiennent :

« Ben c'est encore particulier parce qu'en sortant de l'école j'avais choisi de faire l'aide technique, dans le cadre du service national (...) et je suis allé passer 15 mois en Nouvelle Calédonie, (...), par contre quand je suis revenu, les postes avaient été distribués au niveau de la promotion, et donc il restait 20 postes c'était ceux que personne ne voulait... » (ingénieur, fils d'un cantonnier, diplômé de l'ENTPE).

Stabilisation professionnelle et accession à la propriété d'une maison

Alors qu'ils sont encore incertains de leur appartenance professionnelle et sociale, faute d'une « identification anticipée » qui favorise la construction de « l'identité professionnelle » (Dubar, 2000) ou parce qu'ils craignent des revers, l'accès à la propriété d'une maison individuelle et à un environnement « rural » à distance de la ville et de l'emploi, permis par leur accès à un emploi qualifié et par une situation conjugale stabilisée, les rassure. Ce modèle résidentiel, incorporé au cours de la socialisation primaire (un des membres du couple, au moins, a vécu en maison et dans un environnement rural), reste associé à la réussite sociale dans leur milieu d'origine. Tandis que les cadres et ingénieurs en ascension

achètent dans la commune touristique (Cercy), accédant à un espace distinctif offrant de nombreux services, les membres des professions intermédiaires en ascension deviennent propriétaires d'une maison « à la campagne » dans une commune ordinaire (Rovel). L'éloignement géographique de Grenoble recherché par les plus diplômés leur permet d'éviter le risque d'un sur-classement, qui pourrait être source de tensions. En effet, par le tri social qu'opère le foncier, le choix d'une localisation plus proche de Grenoble les aurait non seulement davantage contraints économiquement, mais aussi amenés à voisiner avec des ménages plus aisés, plus stables professionnellement, et dont les pratiques résidentielles leur rappelleraient sans cesse la plus grande fragilité de leur position.

À l'achat d'une maison ancienne rénovée, rare et chère, à laquelle la plupart disent avoir pensé, ils ont préféré la construction neuve qui permettait d'adapter plus facilement le coût à leur budget en recourant notamment à l'auto-construction. Il s'agissait, pour les uns comme pour les autres, de « faire au plus simple » (chargé de recherche installé dans la commune touristique).

En accédant à la propriété d'une maison dans le périurbain, ils reproduisent la trajectoire résidentielle de leur milieu d'origine. Le choix résidentiel est référé spontanément au passé, « moi j'ai quand vécu à la campagne dans un tout petit village (...) j'ai l'habitude des trajets (...) on voulait être un peu en retrait » (Alain). En offrant à leurs enfants des conditions de logement analogues à celles qu'elles ont connu, les conjointes d'origine favorisée souhaitent transmettre les expériences heureuses de leur passé : « c'est vrai que cet aspect petit bout de jardin c'était une chose sur laquelle on était d'accord, on a tous les deux passé beaucoup de temps dans notre jardin (...) on espère qu'ils [les enfants] prendront autant de plaisir dans le jardin que ce que nous on a pu avoir, de magnifiques cabanes, de très bons souvenirs » (ingénieur, père et mère médecins).

Dans l'espace résidentiel, ils peuvent laisser agir leurs dispositions, faire selon leurs moyens et maintenir habitudes de vie et repères hérités, leur titre et leur poste leur permettant d'arborer l'assurance, la désinvolture de « l'homme de l'acquis » (Bourdieu, 1979) en l'absence de ménages plus ancrés dans les catégories supérieures. Ce détachement se manifeste par l'investissement limité dans la maison, la tendance à laisser traîner les travaux qu'ils réalisent seulement s'ils paraissent indispensables : « au départ c'était en friche (...) puis c'est venu avec les enfants (...) on a trop laissé à l'abandon et on pouvait rien faire alors on a fait faire » (ingénieur, conjoint ingénieur), « on n'avait pas un budget énorme, donc on a fait une maison qui faisait quoi 100 m² donc c'était un rectangle » (technicienne, conjoint cadre).

L'indifférence aux démonstrations de prestige social ne s'inscrit pas dans un discours « rebelle » à l'égard de la société de consommation, elle n'est pas revendiquée comme un moyen de se distinguer dans l'espace local, aucun n'établissant de comparaison avec le voisinage.

Dans cet environnement ajusté à leurs dispositions, ils sont « tranquilles », « en vacances », renouant avec les habitudes spatio-temporelles acquises dans leur milieu d'origine, avec lequel ils n'ont pas rompu. S'adossant à la représentation romantique de la campagne comme nature et paysage, ils peuvent s'extraire d'un univers de classe (symbolisé par le travail et la « ville »), l'opposition entre « locaux » et « nouveaux » subsumant les différences de positions sociales. Lieu de la vie quotidienne, l'espace résidentiel s'apparente à un « espace de secondarité » (Rémy, 1996) dans lequel les « rôles », en particulier celui tenu dans la sphère professionnelle, sont mis à distance.

Compenser dans la sphère professionnelle une identité sociale insatisfaisante

Une mobilité sociale non réalisée ou une situation de déclassement

Un second ensemble de ménages est formé de couples dont un des conjoints au moins est insatisfait de sa position sociale. Ils sont en situation d'immobilité sociale ou de déclassement. Faute de réussite scolaire, ils n'ont pu satisfaire les attentes de mobilité de leurs parents ou maintenir la position du milieu d'origine mais sont porteurs de dispositions à se promouvoir.

Pour cette génération, y compris pour les milieux populaires, la poursuite de l'ascension sociale intergénérationnelle passe par la réussite scolaire (Poullaouec, 2004) : « ben mes parents ça a toujours été des gens que, ils voulaient me pousser aux études. Ils m'ont fait faire des, des cours de soutien euh (...). Ah c'était, pour eux il fallait que je sois... Ben comme tous les parents hein ! Fils avocat ou médecin, tout ça ! (...) ils avaient pas fait d'études hein, c'est (...) ils savent tout juste lire et écrire pour pouvoir se débrouiller hein et c'est pour ça que mes parents ont voulu que je fasse des études. Mais bon euh... » (ouvrier, père co-gérant d'une petite entreprise). Nombreux sont ceux qui disent avoir subi des « pressions », voués à promouvoir l'ensemble de la famille par la réussite scolaire escomptée.

Plus rarement, c'est la position du milieu d'origine qui ne parvient pas à être maintenue non par manque d'ambitions (les métiers envisagés sont porteurs de « profits de distinction ») mais par impossibilités de les réaliser, la transmission de l'héritage dépend aussi des verdicts de l'institution scolaire. Jacques, fils d'un consultant après avoir été enseignant de philosophie, tente, à plusieurs reprises, d'intégrer des écoles prestigieuses. Il échoue et devient policier : « il a fait deux ans de prépa, tout ça pour rien avoir parce que quand même il était ambitieux et qu'il passait que les parisiennes et donc eh, il s'est planté il a rien eu (...) donc lui après ses deux de prépa qu'il a foirées, il a fait une prépa en sciences po, en Sciences Po Paris et là il l'a décroché, à la première année (...) mais malheureusement pour lui y'avait un concours d'entrée mais aussi de sortie (...) il l'a raté donc après ça il est parti à l'armée » (enseignante en IUT, agrégée, fille d'un cadre diplômé).

Christine, avec un père chercheur, souhaitait intégrer une grande école, « je voulais faire les Eaux et Forêt et là mes parents m'ont dit "non" ». Elle trouve une autre voie, « moi ce que je voulais faire c'est biologie marine j'ai fait ma prépa dans le but d'entrer à l'INSERM, parce qu'à côté de chez nous y'avait l'INSERM et que c'était biologie marine » mais abandonne en cours de 1^e année de classe préparatoire sans donner d'explication. Elle ne « veut plus y penser » et présente cet abandon comme s'il s'était imposé à elle, remettant en cause ses projets, « puis eh voilà ça s'est pas fait comme ça ». Elle se dirige vers un BTS (technicienne, conjoint ingénieur).

Ces cursus scolaires en partie « ratés » n'ont pas anéanti toute ambition sociale, certains tentent parfois un rétablissement dans la sphère professionnelle. Benoît, ouvrier non qualifié, fils d'un maçon devenu cogérant d'une société, cherche à faire reconnaître ses compétences de carrossier-peintre pour accéder à un poste plus qualifié au sein de son entreprise, sans y parvenir. Philippe, technicien, fils d'un cadre de promotion, prend ainsi des cours pour devenir ingénieur puis abandonne. Christine a entamé diverses formations donnant accès à des métiers qualifiés dans le tourisme : « ... c'était très lourd comme formation avec le risque de me retrouver sans travail (...) et vu que j'avais connu pas mal d'années de recherche d'emploi j'ai dit non je préfère garder mon poste ça veut pas dire que je l'ai pas en tête une mutation eh mais pour moi le gros truc c'est de ne pas me retrouver au chômage, c'est le gros truc, pas me retrouver sans emploi à partir de là faut accepter ce qui va avec quoi » (technicienne qui souhaitait obtenir un BTS de « gestion du patrimoine » pour travailler « dans la montagne »). Ces projets de mobilité, parfois virtuels, relèvent aussi d'une stratégie visant à rendre supportable une situation professionnelle insatisfaisante, l'activité professionnelle ne permettant pas de révéler « ses potentialités » :

« ouais eh et puis parce que c'est un centre de recherche non négligeable, au niveau de la recherche c'est génial quoi, quand je regarde la globalité des projets, mais quand je regarde ce que je fais moi, au jour le jour, la façon dont on me demande de le faire... ça me convient pas du tout, ça me va pas, je veux dire par là, c'est pas le cerise sur le gâteau (...) mon métier, ça n'est plus une passion, je ne suis plus passionnée, je ne suis plus capable de donner ce que je peux sur mon travail » (Christine).

Les décalages entre leurs dispositions et les exigences des postes auxquels ils accèdent s'accompagnent d'une mise à distance du métier ou de son instrumentalisation (le métier est « alimentaire ») comme l'exprime cette assistante de direction, fille de cadre :

« Ben moi j'ai toujours voulu travailler vite, en 2 ans on avait une formation un métier mais avec du recul c'était pas le bon BTS (...) je suis assistante de direction eh ça va, mais c'est vrai que c'est pas un boulot où on s'éclate c'est ce que je dis à mes filles faites pas ça ! hein et puis je me dis quand on peut vivre de sa passion c'est bien ».

Progresser dans la trajectoire résidentielle à défaut de progresser dans la trajectoire professionnelle

La progression dans la trajectoire résidentielle a souvent lieu en cours de carrière faisant suite à des tentatives de mobilité professionnelle aussi bien horizontale (changement d'emploi sans changement de catégorie socioprofessionnelle) que verticale (changement de catégorie socioprofessionnelle traduisant une ascension sociale) qui ont échoué.

Dans un premier temps, la plupart ont acquis un appartement situé en banlieue ou dans le périurbain proche, tandis qu'ils poursuivaient leurs efforts de promotion professionnelle. Mais alors que leur mobilité professionnelle semble compromise, leur mobilité résidentielle se poursuit dans un second temps avec l'acquisition d'une maison individuelle, les enquêtés d'origine populaire privilégiant la commune ordinaire, les autres la commune touristique. Leur départ ne relève pas de la fuite d'un environnement disqualifié mais plutôt de l'adhésion à ce modèle de promotion socio-résidentielle, intériorisé dans leur famille d'origine et largement soutenu et légitimé par les pouvoirs publics (Bourdieu, 1990).

Près d'un ménage sur trois évoque l'existence d'une « envie de changement » qui témoigne d'une insatisfaction, du sentiment de ne

pas « être à sa place » dans l'espace social (Baudelot, Gollac, 2003). Ils occupent leur emploi depuis plusieurs années, sont souvent propriétaires de leur logement qu'ils décrivent positivement :

« En plus on avait acheté une maison en 95, une petite maison, une vieille maison début 1900, une petite maison avec un bout de terrain mais sympa dans une petite ville, c'était pas un lieu oppressant, on était bien » (cadre, résidant alors en région parisienne),

« C'était une maison phénix clé en main (...) on était dans un petit lotissement c'était très agréable, dans un petit village » (secrétaire, résidant alors dans l'Oise).

Cette « envie » existe à l'état de veille : « en arrière-plan cette envie peut-être de partir mais qui était (...), on l'avait dans la tête c'était comme ça » (informaticien), « on avait envie d'avoir une vie différente » (secrétaire, père pharmacien, conjoint ingénieur) », « on n'avait pas vraiment de projet d'aller à la montagne, on avait dit un jour qu'on le ferait mais (...) un jour on le ferait mais y'avait pas de notions de temps » (secrétaire, conjoint artisan).

Le plus souvent, les enquêtés ont en tête un projet résidentiel qu'ils souhaitent réaliser. Tous ont intériorisé les normes d'habitat qui survalorisent la propriété et la maison individuelle : « on a dit qu'on aurait une maison » (employée).

Les décalages entre dispositions et métier exercé, entre position sociale occupée et position sociale de référence, l'existence d'un modèle résidentiel à atteindre ne déterminent pas mécaniquement la construction d'une maison en zone périurbaine. Il faut un élément « déclencheur », une « opportunité » : « saisir les opportunités, c'est aussi profiter de tout événement qui permet de déclencher le processus de remise en cause ou de changement qui débloque une situation » (Boltanski, Thévenot, 1987). Claudine et son mari envisageaient de vivre en province, ils « voulaient voir autre chose ». La proposition d'une mutation leur permet de quitter la région parisienne où ils vivent depuis une vingtaine d'année dans un appartement qu'ils ont acheté : « c'était soit on était reclassé ailleurs en région parisienne, (...) soit on partait en province donc moi comme y'avait des postes sur Grenoble, déjà on voulait partir à la montagne, j'ai postulé tout de suite quoi » (secrétaire, conjoint chauffagiste).

Parce que l'enjeu de la mobilité résidentielle est de faire correspondre la position résidentielle à la position sociale espérée, celle-ci est souvent placée sous le sceau de l'attention, de l'effort, de la privation : « la maison,

en tant que bien de consommation durable offert à la vue de tous » (Bourdieu, 1990 : 6) plus que l'appartement, permet de jouer sur l'image de soi.

Les enquêtés les plus favorisés énoncent volontiers les propriétés distinctives de leur l'habitat, « elle est en brique monomur, en briques larges en clair, chaudière granulés de bois et euh chauffage au sol » (technicienne, père chercheur, conjoint ingénieur), « un confort de vie dans une maison en bois » (employée, conjoint ingénieur). La faible assurance sociale prédispose ces périurbains qui n'ont pas atteint la position professionnelle espérée à adhérer aux « nouvelles convictions » notamment en matière de chauffage et de matériaux de construction. Ils se montrent particulièrement sensibles aux arguments écologiques et au style de vie associé, jouant ainsi le rôle de courroie d'entraînement, se distinguant des ménages moins favorisés auxquels ils servent de modèles :

« au niveau chauffage on a fait avec ce qu'on avait comme moyen au moment où on a construit, on va voir peut être si on peut pas faire une maison passive petit à petit voir si on peut pas arranger la chose pour que ça aille dans le bon sens pour la nature on va dire aussi donc on a regardé aussi pour des tuiles eh particulières mais enfin on est en train de voir pour la transformer en maison passive pour que ça devienne intéressant et pour la nature et pour nous » (enseignante de musique, père enseignant d'électronique, conjoint enseignant, père enseignant).

L'acquisition d'une maison en série (individuelle ou jumelée) est toujours présentée comme une transition comme une étape, un « tremplin », vers la vraie maison, « là ce sera, on espère, une bascule. En fait c'est juste euh un premier projet comme ça de maison (...) C'est pour y passer quelques années et après revendre et prendre quelque chose qui nous correspond mieux » (technicien, fils d'ouvrier, conjointe infirmière), ce qui peut être interprété comme un effet de légitimité, les enquêtés manifestant docilement, face à un enquêteur supposé représenter le type d'habitat légitime, leur connaissance des classements.

L'accession à la propriété d'une maison alors que la position professionnelle est restée identique suppose des efforts et des privations. Dans la hiérarchie des dépenses, les dépenses liées à la maison viennent juste après les dépenses contraintes. Les privations imposées au ménage pour améliorer la valeur de la maison et l'identité sociale associée sont décidées par le conjoint le plus insatisfait de sa situation professionnelle. Reprenons ici l'exemple de Benoît, ouvrier, fils d'un maçon immigré italien qui est devenu cogérant d'une entreprise de maçonnerie. Il a arrêté ses études en 3^e alors que ses parents souhaitaient qu'il les poursuive.

A 35 ans, Benoît regrette, « bon maintenant c'est sûr que j'ai du regret (...) euh j'aurais pu peut-être faire plus carrière euh avocat, euh je sais pas avocat aux Prudhommes... Mais bon avec les années... Quand on est jeune, on est bête ! Et quand on prend de l'âge, c'est là qu'on réfléchit ». S'il ne désespère pas de pouvoir tirer parti de son engagement syndical pour « grimper », il trouve dans la sphère résidentielle un moyen de progresser socialement, imposant à sa famille des sacrifices :

« Bon euh cette année, bon on part pas en vacances donc eu (...) Parce que euh j'ai décidé de faire les travaux là, extérieurs : terrasse euh, mes murs, tout ça. Donc j'ai préféré, en fait faut, faut faire un partage des deux. On peut pas tout avoir dans la vie. Donc euh quand on fait des travaux dans la maison, on sacrifie les vacances. Quand on veut partir en vacances, on sacrifie les travaux de la maison. Donc euh, comme j'ai dit, bon là je viens d'habiter en villa. Donc euh une année sur deux, je ferai ça. On n'est pas obligé de partir en vacances toutes les années, non ? ».

Les plus diplômés qui s'installent dans la commune touristique cherchent à convertir leur capital culturel et leurs dispositions à l'engagement en investissant la vie associative ou la scène politique locale. Maryline, fille d'un agent de maîtrise devenu cadre, titulaire d'un BTS et secrétaire, a passé différents entretiens pour quitter cet emploi qu'elle considère comme « alimentaire » pour un emploi où elle peut « s'éclater » mais sans succès. Son conjoint, fils de technicien lui-même technicien, a refusé une mobilité professionnelle ascendante à Paris. Ils vendent la maison dont ils ont hérité dans une commune périurbaine proche de Grenoble plutôt populaire pour faire construire une maison plus grande dans la commune touristique qui offre un environnement distinctif. Maryline s'implique alors très rapidement dans différentes associations ; elle préside notamment une association sportive et acquiert une notoriété locale, trouvant la reconnaissance qui lui fait défaut dans sa vie professionnelle.

Conclusion

En dépit de la diversité de leurs positions sociales, les périurbains enquêtés ont en commun d'entretenir un rapport ambivalent à leur groupe d'appartenance. L'espace résidentiel permet un ajustement social. Par ses propriétés (maison individuelle, propriété, éloignement

de la ville et de l'emploi, opportunités en termes d'investissements associatifs et politiques), l'espace périurbain est particulièrement propice à l'ajustement social des membres issus des classes populaires et petites classes moyennes. L'approche par les trajectoires sociales qui prend en compte la « relation pratique et représentée » (Bourdieu, 1984 : 14–15) à la position sociale liée à l'origine sociale, aux « aspirations sociales » et aux caractéristiques des trajectoires scolaire et professionnelle, permet ainsi de nuancer la représentation d'un espace périurbain refuge de classes moyennes globalement « fragilisées » ou fuyant des banlieues disqualifiées (Maurin, 2004 ; Charmes, 2005).

Bibliographie

- Bacqué M.-H., Vermeersch S., 2007, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Paris : Éditions de l'atelier.
- Baudelot C., Gollac M., 2003, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris : Fayard.
- Berger M., 2004, *Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?*, Paris : Éditions du CNRS.
- Bidou C., 1984, *Les aventuriers du quotidien. Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris : PUF.
- Bidou-Zachariasen C., 2004, « Les classes moyennes, l'école et la ville : la reproduction renouvelée », *Education et Sociétés*, n°14, p. 119–134.
- Boltanski L., Thévenot L., 1987, *Les économies de la grandeur*, Paris : PUF.
- Bonvalet C., Gotman A. (dir.), 1993, *Le logement une affaire de famille*, Paris : L'Harmattan.
- Bosc S., 2008, *Sociologie des classes moyennes*, Paris : La Découverte, coll. « Repères ».
- Bourdieu P., 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris : Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu P., 1984, « La représentation de la position sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52–53, p. 14–15.
- Bourdieu P., 1990, « Un placement en bon père de famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81–82, p. 6–33.
- Bourdieu P. (dir.), 1997, « Effets de lieux », [in :] *La Misère du monde*, Paris : Seuil.
- Cartier M., Coutant I., Masclat O., Siblot Y., 2008, *La France des « petits-moyens », enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris : La Découverte.

- Chamboredon J.-C., Mathy J.-Ph., Mejean A., Weber F., 1984, « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est*, n° 41-44, p. 61-82.
- Charmes É., 2005, *La Vie périurbaine face à la menace des gated communities*, Paris : L'Harmattan.
- Cusin F., Lefebvre H., Sigaud Th., 2016, « La question périurbaine : enquête sur la croissance et la diversité des espaces périphériques », *Revue française de sociologie*, n° 57-4, p. 641-679.
- Damon J., Marchal H., Stébé J.-M., 2016, « Les sociologues et le périurbain : découverte tardive, caractérisations mouvantes, controverses nourries », *Revue française de sociologie*, n° 57-4, p. 619-639.
- Debroux J., 2011, « Stratégies résidentielles et position sociale : l'exemple des localisations périurbaines », *Espaces et sociétés*, n° 144-145 (1-2), p. 123-139.
- Debroux J., 2013, « Pourquoi s'installer en zone périurbaine ? Une explication par les trajectoires sociales », *Métropolitiques*, <http://www.metro-politiques.eu>
- Donzelot J., 2009, *La ville à trois vitesses*, Paris : Éditions de la Villette.
- Dubar C., 2000, *La socialisation*, Paris : Armand Colin.
- Galland O., Rouault D., 1998, « Devenir cadre dès trente ans : une approche longitudinale de la mobilité sociale », *Économie et Statistique*, n° 316-317 (6-7), p. 97-106.
- Jaillet M.-C., 2004, « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n° 3-4, p. 40-62.
- Le Jeannic T., 1997, « Trente ans de périurbanisation : extension et dilution des villes », *Économie et Statistique*, n° 307, p. 21-41.
- Maurin É., 2004, *Le Ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris : Seuil.
- Merllié D., 1994, *Les enquêtes de mobilité sociale*, Paris : PUF.
- Oberti M., Préteceille R., 2004, « Les classes moyennes et la ségrégation urbaine », *Éducation et Sociétés*, n° 14, p. 135-153.
- Poullaouec T., 2004, « Les familles ouvrières face au devenir de leurs enfants », *Économie et Statistique*, n° 371, p. 3-22.
- Rémy J., 1996, « Mobilités et ancrages, une autre définition de la ville », [in :] M. Hirschhorn, J.-M. Berthelot, *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau mode de spatialisation ?*, Paris : L'Harmattan, p. 135-153.

Les stratégies de la vie quotidienne des agriculteurs polonais¹

Zbigniew Drağ

Remarques préliminaires

La présente étude s'intéresse aux agriculteurs et à leurs familles dans le contexte des déterminants de la qualité de vie quotidienne dans le monde contemporain. La qualité de vie et la mondialisation, les deux concepts centraux de cette étude, intéressent les représentants de nombreuses disciplines scientifiques. Si la mondialisation est particulièrement intéressante pour les économistes, elle ne l'est pas moins pour les juristes, les politologues, les pédagogues, les psychologues et surtout les sociologues (voir Beck, 1992, 2000 ; Bauman, 1998, 2000, 2005, 2007 ; Stiglitz, 2002 ; Domański, Prokopek, 2011 ; Chimiak, Fronia, 2012 ; Wasilewski, 2014 ; Walas-Trębacz, 2017). Le plus souvent, la mondialisation est associée aux procédés des « ... flux de personnes, de capitaux, de marchandises et d'information, dont la conséquence est l'interdépendance croissante des États et des économies nationales ainsi que l'émergence d'une culture supranationale » (Domański, Prokopek, 2011 : 10). Ces processus ont des conséquences sociales remarquables pour les exploitations agricoles familiales (Gorlach, Drağ, 2021b ; Gorlach *et al.*, 2021c), mais sont également importants pour les ménages agricoles et leurs membres. Jacek Wasilewski remarque qu'« ... il y a des phénomènes et des processus sur lesquels, en tant qu'individus ou membres de groupes sociaux, nous n'avons aucune influence. Ils nous sont imposés, ils ne dépendent pas de notre capacité d'action, mais en même temps – qu'on le veuille ou non – ils influent nos vies, ils nous obligent aux changements, ils nous sortent de la routine, ils nous poussent à la confrontation avec de nouvelles situations. En général, ils exigent nos réactions : l'adaptation

1 Cette étude est une version abrégée de : Drağ (2021a : 459–518).

aux conditions extérieures changeantes ou la lutte contre elles. Cela ne nous convient pas car nous aimons la stabilité, la prévisibilité, la régularité et l'ordre » (2014 : 7). Par conséquent, nous pourrions constater que les processus de la mondialisation affectent tant les conditions objectives de notre vie quotidienne en réorganisant tous ses aspects, que les états mentaux qui déterminent la qualité de notre vie en modifiant nos activités. Cependant sommes-nous effectivement confrontés à une crise des valeurs, des croyances, des habitudes, des façons de penser et d'action, diminuant la qualité de notre vie ?

Comme dans le cas de notion de mondialisation, les économistes, les sociologues, les psychologues, les pédagogues et même les représentants des sciences médicales se réfèrent souvent au concept de qualité de vie, quoiqu'ils le définissent différemment (voir Nussbaum, Sen, 1992 ; Fence, Perry, 1995 ; Czapiński, Panek, 2011, 2013, 2015 ; Trzebiatowski, 2011 ; Włodarczyk, 2015). Jakub Trzebiatowski, en reconsidérant les concepts de la qualité de vie dans les sciences sociales, distingue quatre catégories de définitions (2011 : 26–29). Les définitions découlant de l'optique « existentielle » dans une plus ou moins grande mesure se réfèrent à l'opposition entre « l'être » et « l'avoir ». Ainsi, la qualité de vie est déterminée par le niveau de motivation de « l'être » et non pas par la motivation de « l'avoir ». La richesse des expériences et des activités et la participation à la vie sociale s'opposent ici au désir de possession. La qualité de vie est alors assimilée à la « qualité d'homme », qui est considéré comme un sujet actif et socialement sensible. Cependant les définitions liées aux approches centrées sur le « développement » et sur la « vie » en général associent la qualité de vie à la capacité d'assumer des rôles sociaux confiés et adoptés dans la sphère publique et privée. Le troisième groupe de définitions fait cependant référence aux besoins (à la fois objectifs et subjectifs) de l'individu et accentue la relation entre la qualité de vie et le niveau et la manière de satisfaire ses besoins. Enfin, la quatrième catégorie de définitions se caractérise par la distinction entre les déterminants objectifs et subjectifs de la qualité de vie. Dans la dimension objective, la qualité de vie est définie par le niveau de vie lié au degré de satisfaction des besoins, tant d'ordre matériel, qu'immatériel, concernant la santé, l'activité sociale, le développement personnel ou les loisirs. Cependant dans la dimension subjective, elle est déterminée par les états mentaux accompagnant la satisfaction de ces besoins. Il convient de noter ici que de nombreux chercheurs établissent une distinction entre le concept de niveau de vie (conditions de vie) et le concept de qualité de vie. En conséquence, le concept de niveau de vie est souvent associé à la situation

objective de vie (aux conditions de vie) pendant que la notion de qualité de vie fait référence à l'estimation subjective de la qualité de vie. Comme le constatent Janusz Czapiński et Tomasz Panek, « ... la division des indicateurs sociaux en conditions de vie et qualité de vie correspond grosso modo à la division en *description objective* de la situation de vie (conditions) et en son importance psychologique exprimée par l'*estimation subjective* du répondant (qualité de vie) » (2015 : 14). Ainsi, la caractéristique de la qualité de vie à partir des opinions des individus résulte de l'adoption d'une conception subjective de la qualité de vie dont l'indicateur fondamental est le niveau de satisfaction à l'égard de ses différents aspects (Trzebiatowski, 2011 : 29 ; Włodarczyk, 2015 : 5-6). En effet, c'est la conception que nous adoptons dans nos réflexions.

La première sous-section de cette étude sera consacrée à la question de la qualité de vie (bien-être psychologique) des agriculteurs. Ainsi, à part d'un indicateur aussi universel que la satisfaction générale à l'égard de la vie, nous nous référerons également aux états mentaux tels que le sentiment d'optimisme, d'harmonie intérieure, de soutien social ou d'activisme, ainsi que la perception des dangers et des défis entraînés par les processus de la mondialisation. Dans la deuxième sous-section, nous viserons l'analyse des stratégies de vie (modes de vie) adoptées par les agriculteurs et nous déterminerons dans quelle mesure elles affectent la qualité de vie des agriculteurs. L'objet principal de notre étude sera l'analyse de la qualité de vie et des stratégies de vie des agriculteurs que nous effectuerons en prenant en compte l'organisation territoriale et au moyen de la modélisation multiniveaux. Par conséquent, la présente étude visera à déterminer dans quelle mesure la qualité de vie des agriculteurs dépend de leur lieu de résidence et de leur appartenance à une communauté locale spécifique. En particulier, nous considérerons si les caractéristiques des communautés locales peuvent limiter ou renforcer, chez les agriculteurs, la perception des dangers et des défis découlant du monde postmoderne et globalisé. En d'autres termes, nous réfléchirons si les communautés locales constituent pour les agriculteurs une sorte de « tampon protecteur » atténuant la confrontation à venir (ou peut-être déjà en cours ?) avec le nouveau quotidien et conditionnant la qualité de leur vie.

Les indicateurs de la qualité de vie des agriculteurs

L'un des indicateurs les plus universels de la qualité de vie (sur le plan subjectif : du bien-être psychologique) est le niveau de satisfaction à l'égard de la vie. Visant à approfondir la question de la qualité de vie des agriculteurs nous avons appliqué également d'autres indicateurs mesurant leurs états mentaux durables, ayant un rapport avec la qualité de vie. Cependant, avant de présenter des résultats pertinents concernant le groupe des agriculteurs interrogé, nous discuterons des résultats de l'étude du sentiment de satisfaction à l'égard de la vie des Polonais.

En 2014, à la question du Centre de recherche de l'opinion publique [*Centrum Badania Opinii Społecznej*, CBOS] : « Êtes-vous généralement satisfait(e) de votre vie ? », 72 % des Polonais ont répondu qu'ils étaient satisfaits de leur vie, 24 % se sont déclarés moyennement satisfaits et seulement 3 % ont déclaré l'insatisfaction de leur vie (CBOS, 2015 : 6). La même question leur a été posée en 2019. Alors, 83 % des Polonais ont déclaré se sentir satisfaits dans leur vie (24 % très satisfaits et 59 % plutôt satisfaits), 15 % se sont déclarés moyennement satisfaits et 2 % ont indiqué l'insatisfaction (CBOS, 2020 : 8-9). Les résultats d'autres études confirment également l'amélioration successive de la qualité de vie des Polonais au cours des dernières années. En plus, à la question : « Comment estimez-vous votre vie dans son ensemble ? », posée dans les enquêtes cycliques « Social Diagnosis » en 2011, 78,2 % des répondants ont déclaré la satisfaction (« vie splendide », « réussie », « assez bonne »), 16,0 % ont répondu « ma vie n'est ni bonne, ni mauvaise » et 5,8 % des répondants ont indiqué se sentir insatisfaits de leur vie (« vie pas très réussie, malheureuse, terrible ») (Czapiński, Panek, 2011 : 115). En 2015, 81,5 % des répondants se sont déclarés satisfaits de leur vie, 4,8 % étaient insatisfaits et l'attitude neutre (« ma vie n'est ni bonne ni mauvaise ») était déclarée par 3,7 % des personnes interrogées (Czapiński, Panek, 2015 : 193).

Ainsi, en termes de satisfaction à l'égard de la vie, comment les agriculteurs se placent-ils par rapport à la population générale ? Les résultats de l'enquête effectuée en 2017 auprès d'un groupe représentatif de 3551 chefs d'exploitations agricoles constitueront une base de nos analyses plus approfondies concernant cette catégorie sociale².

2 La recherche a été effectuée dans le cadre du projet MAESTRO 7 « Myśl lokalnie, działaj globalnie: Polscy rolnicy w globalnym świecie rozwoju zrównoważonego i odporności na kryzys » [Pensez localement, agissez globalement : les agriculteurs polonais au monde

Les agriculteurs interrogés ont été demandés d'exprimer leur opinion par rapport à l'énoncé : « Généralement, je suis satisfait(e) de ma vie », sur une échelle de 1 à 7, où « 1 » signifiait une désapprobation – « je suis en désaccord avec cet énoncé », « 7 » exprimait une approbation – « je suis tout à fait en accord avec cet énoncé » et « 4 » signifiait – « je ne suis ni en désaccord ni en accord avec cet énoncé ». La répartition des réponses à cette question est présentée dans le Tableau 1 (cette question, ainsi que d'autres questions basées sur l'échelle similaire de 7 points et présentées dans les analyses ultérieures, ont été pris de la recherche de Wasilewski avec le consentement de l'auteur; voir Wasilewski, 2014).

Tableau 1. Niveau de satisfaction à l'égard de la vie, d'optimisme et de sentiment d'harmonie intérieure des agriculteurs en 2017 (échelle : 1-7, où 1 – valeur minimale, 4 – valeur moyenne, 7 – valeur maximale ; exprimé en % ; N = 3551)

| Énoncé (indicateur) | Catégorie de réponses | | |
|--|---|--|--|
| | approbation (l'ensemble des réponses 5-7) | attitude ambivalente (réponse 4) | désapprobation (l'ensemble des réponses 1-3) |
| En général, je suis satisfait(e) de ma vie (satisfaction à l'égard de la vie) | 79,7 | 14,2 | 6,1 |
| Je suis optimiste quant à l'avenir (optimisme) | 74,6 | 16,7 | 8,7 |
| Maintenant il est plus facile pour moi de vivre conformément à mes valeurs morales (harmonie intérieure) | 60,3 | 26,5 | 13,2 |

Source : élaboration propre.

En considérant le niveau de satisfaction générale à l'égard de la vie, les agriculteurs ne diffèrent pas significativement de la population générale des Polonais. Si les réponses 5-7 de l'échelle de 7 points susmentionnée indiquent le sentiment de satisfaction, il est à noter que 79,7 % des agriculteurs déclarent se sentir satisfaits de leur vie, 14,2 % déclarent être partiellement satisfaits et 6,1 % sont insatisfaits. Le niveau de sentiment d'optimisme des agriculteurs est également relativement haut et semble être un bon indicateur de bien-être psychologique (Tableau 1). En effet 74,6 % des exploitants des fermes agricoles sont optimistes quant à l'avenir, 16,7 % déclarent l'attitude ambivalente

globalisé du développement durable et de la résilience face à la crise], financé par Centre national des sciences [Narodowe Centrum Nauki], UMO-2015/18/A/HS6/00114, superviseur : prof. Krzysztof Gorlach. La description détaillée de la méthodologie de recherche, voir : Drąg, Gorlach (2021a : 99-117).

et 8,7 % sont pessimistes. Il s'avère même que le niveau d'optimisme des agriculteurs quant à leur avenir est plus haut que celui de la population générale. Comme l'indiquent les données du Centre de recherche de l'opinion publique, en 2019, 51 % des Polonais étaient satisfaits des perspectives pour l'avenir, 33 % étaient moyennement satisfaits et 9 % étaient insatisfaits (CBOS, 2020 : 2).

Le sentiment de bien-être psychologique des agriculteurs décrit (évalué à la base de niveau de satisfaction générale à l'égard de la vie et de niveau d'optimisme quant à l'avenir) est légèrement affaibli par le niveau d'harmonie intérieure (mesuré au moyen de l'énoncé : « Il est maintenant plus facile pour moi de vivre conformément à mes valeurs morales »). Bien que les personnes pour lesquelles il est aujourd'hui plus facile de mener une vie conforme à leurs valeurs morales dominant nettement (60,3 %), il existe aussi un groupe important de celles qui présentent l'attitude ambivalente (26,5%) ou qui formulent l'opinion contraire (13,2 %) déclarant le sentiment de déséquilibre (Tableau 1). Il se peut que les données ci-dessus indiquent des dilemmes moraux d'une partie importante des agriculteurs. Ces dilemmes ne concernent pas cependant les éléments centraux de leurs systèmes de valeurs (au moins d'une partie des agriculteurs), car ils n'entraînent pas l'affaiblissement considérable du niveau de bien-être.

Un autre facteur important déterminant la qualité de vie (niveau de bien-être psychologique) concerne la conviction que nous sommes capables de faire face à chaque nouvelle situation. Une telle confiance en soi, en ses capacités d'adaptation, que nous appelons ici l'activisme d'adaptation, peut être fortement liée au sentiment de satisfaction à l'égard de la vie et au sentiment d'harmonie intérieure, ainsi qu'au niveau d'optimisme. Les répondants ont été demandés de se référer (sur l'échelle de 7 points déjà discutée) à l'énoncé : « Je me considère comme une personne qui recherche activement le plus d'informations possible dans de nouvelles situations ». La répartition des réponses est présentée dans le Tableau 2.

Le sentiment d'activisme d'adaptation des agriculteurs atteint le niveau similaire au celui du sentiment d'harmonie intérieure. 58,0 % des agriculteurs se considèrent comme des personnes qui recherchent activement le plus d'informations possible dans de nouvelles situations, mais jusqu'à 21,1 % des agriculteurs ne s'y identifient pas et 20,9 % des répondants adoptent l'attitude ambivalente en matière de cette question. Par conséquent, la conscience du faible niveau ou du manque de capacité d'adaptation aux nouvelles situations ne doit pas affaiblir les niveaux élevés de satisfaction à l'égard de la vie ou d'optimisme et elle n'y est

pas fortement liée, au moins dans le cas d'une partie des agriculteurs. Le rôle de ce facteur pour le sentiment de bien-être psychologique est sans doute limité par le sentiment de soutien social. Avec l'énoncé : « Il y a des personnes qui m'aideront quand j'en aurai besoin » se sont identifiés 88,7 % des répondants, 7,4 % ont déclaré l'attitude ambivalente et seulement 3,9 % des agriculteurs se sont déclarés être en désaccord avec cet énoncé (Tableau 2).

Tableau 2. Niveau d'activisme d'adaptation et de sentiment de soutien social des agriculteurs en 2017 (échelle : 1-7, où 1 - valeur minimale, 4 - valeur moyenne, 7 - valeur maximale ; exprimé en % ; N = 3551)

| Énoncé (indicateur) | Catégorie de réponses | | |
|---|---|--|--|
| | approbation (l'ensemble des réponses 5-7) | attitude ambivalente (réponse 4) | désapprobation (l'ensemble des réponses 1-3) |
| Je me considère comme une personne qui recherche activement le plus d'informations possible dans de nouvelles situations (activisme d'adaptation) | 58,0 | 20,9 | 21,1 |
| Il y a des personnes qui m'aideront quand j'en aurai besoin (soutien social) | 88,7 | 7,4 | 3,9 |

Source : élaboration propre.

En supposant que toutes les caractéristiques discutées ici correspondent à la qualité de vie (bien-être psychologique), elles devraient être significativement corrélées les unes aux autres. Est-ce bien le cas ? Les données du Tableau 3 le confirment clairement (le résultat similaire a été obtenu par Wasilewski, cependant, les caractéristiques du bien-être psychologique qu'il a analysées ont été construites conformément à des principes légèrement différents des nôtres ; Wasilewski, 2014 : 56-59). Les valeurs des coefficients de corrélation sont comprises entre 0,187 et 0,559, ainsi elles sont relativement élevées. Comme prévu, l'optimisme (0,559) et le sentiment de soutien social (0,448) sont le plus fortement corrélés avec la satisfaction à l'égard de la vie, ainsi que ces deux caractéristiques sont fortement corrélées mutuellement (0,470). L'harmonie intérieure et l'activisme d'adaptation présentent cependant le lien d'interdépendance le plus faible (0,187).

Tableau 3. Corrélation de Pearson entre la satisfaction à l'égard de la vie et l'optimisme, le sentiment d'harmonie intérieure, l'activisme d'adaptation et le soutien social (toutes les variables sont mesurées sur l'échelle de 7 points)*

| | Satisfaction à l'égard la vie | Optimisme | Harmonie intérieure | Activisme d'adaptation | Soutien social |
|----------------------------------|-------------------------------|-----------|---------------------|------------------------|----------------|
| Satisfaction à l'égard de la vie | 1 | 0,559 | 0,283 | 0,300 | 0,448 |
| Optimisme | | 1 | 0,315 | 0,348 | 0,470 |
| Harmonie intérieure | | | 1 | 0,187 | 0,235 |
| Activisme d'adaptation | | | | 1 | 0,272 |
| Soutien social | | | | | 1 |

Source : élaboration propre ; * – tous les coefficients de corrélation significatifs au niveau de 0,01.

Les cinq caractéristiques du bien-être psychologique analysées ci-dessus peuvent être dénommées « déterminants universels » car leur essence n'est pas spécifiquement liée aux processus de la mondialisation en cours. En d'autres termes, la mondialisation ne détermine définitivement ni la satisfaction à l'égard de la vie, ni l'optimisme ni le soutien social, car les gens étaient toujours (également avant la période de la mondialisation) plus ou moins satisfaits de leur vie, ils étaient optimistes ou pessimistes quant à leur avenir, ils affrontaient de nouvelles situations de manière plus ou moins réussie et leur vie leur paraissait plus ou moins conforme à leurs valeurs morales. Mais sans aucun doute, le bien-être psychologique de l'homme contemporain – déterminé par les caractéristiques universelles en question – est façonné dans une plus ou moins grande mesure par de nouvelles situations ou phénomènes qui résultent directement des processus de la mondialisation et qui peuvent être perçus par les individus comme dangers et défis qui seront soumis à l'analyse dans la sous-section suivante.

Les déterminants de la qualité de vie : dangers et défis de la mondialisation

Les analyses de Wasilewski de la prise de conscience des changements de la mondialisation parmi les résidents des zones non urbaines, jeunes et d'âge adulte (16–43 ans), démontrent que les agriculteurs sont la catégorie sociale qui ressent le moins les dangers et les défis résultant

des processus progressifs de la mondialisation (Wasilewski, 2014). Est-ce que nos recherches le confirment ? En nous référant à quelques indicateurs des dangers et des défis, nous analyserons cette question par rapport à l'ensemble de la communauté agricole, indépendamment du critère d'âge.

En considérant les dangers et les exigences ainsi qu'en tenant compte des cinq dernières années, les répondants ont été demandés de répondre à 11 énoncés sur l'échelle de 7 points, où 1 signifiait « je suis en désaccord avec cet énoncé » et 7 – « je suis tout à fait en accord avec cet énoncé ». Cinq énoncés concernaient les dangers et sept énoncés – les exigences. Les dangers ont été classifiés comme les dangers sur le plan professionnel, les dangers sur le plan existentiel (dans la dimension financière et culturelle) ainsi que ceux dans la sphère morale (dans le contexte du relativisme moral et des perspectives du développement du pays). Le niveau de sentiment de dangers en question est présenté dans le Tableau 4.

Tableau 4. Sentiment de dangers de la mondialisation des agriculteurs en 2017, en tenant compte des cinq dernières années (échelle: 1-7, où 1 – « je suis tout à fait en désaccord avec cet énoncé », 4 – « je ne suis ni en désaccord ni en accord avec cet énoncé », 7 – « je suis en désaccord avec cet énoncé » ; exprimé en % ; N = 3551)

| Énoncé (indicateur) | Catégorie de réponses | | | Moyenne et écart-type |
|---|--|----------------------------------|---|-----------------------|
| | désapprobation (l'ensemble des réponses 1-3) | attitude ambivalente (réponse 4) | approbation (l'ensemble des réponses 5-7) | |
| Il est plus difficile de planifier ma carrière professionnelle (travail) | 29,0 | 21,8 | 49,2 | 4,3 (1,9) |
| Il est plus probable maintenant qu'à cause des possibilités d'utilisation des cartes de paiement, d'accès facile aux crédits et aux prêts qu'offrent les technologies modernes, je risque de perdre contrôle de mes finances (existence – finances) | 49,2 | 21,1 | 29,7 | 3,4 (2,0) |
| Ma vie quotidienne est davantage influencée par les coutumes et les traditions d'autres cultures (existence – culture) | 67,0 | 16,7 | 16,3 | 2,7 (1,7) |

Tableau 4 (suite)

| Énoncé (indicateur) | Catégorie de réponses | | | Moyenne et écart-type |
|--|--|----------------------------------|---|-----------------------|
| | désapprobation (l'ensemble des réponses 1-3) | attitude ambivalente (réponse 4) | approbation (l'ensemble des réponses 5-7) | |
| La distinction entre le bien et le mal est moins claire (moralité – relativisme moral) | 19,8 | 31,5 | 48,7 | 4,5 (1,5) |
| Je suis de plus en plus préoccupé par l'orientation que nous prenons en tant que pays et en tant que société (moralité – orientation du développement) | 15,5 | 19,4 | 65,1 | 4,9 (1,6) |

Source : élaboration propre.

Les dangers dans la sphère morale étaient les plus fortement ressentis, un peu moins ceux dans le domaine du travail, pendant que les inquiétudes existentielles étaient le moins ressenties. La moyenne de l'échelle des préoccupations concernant les perspectives du développement du pays et de la société était de 4,9, la moyenne de l'échelle du relativisme moral (incertitude quant à la définition de ce qui est bon et de ce qui est mauvais) était de 4,5, pendant que la moyenne de l'échelle des dangers dans le domaine du travail (difficulté à planifier la carrière) était de 4,3. Les moyennes des échelles des inquiétudes existentielles étaient cependant significativement inférieures à la valeur moyenne, tant dans la dimension financière (3,4) que culturelle (2,7). Par conséquent, il est possible de constater que le sentiment de dangers s'affaiblit à mesure qu'augmente le degré de sentiment de « contrôle » des domaines particuliers de la réalité sociale dans la vie quotidienne. En d'autres termes, quand les problèmes financiers résultant d'un découvert bancaire touchent directement l'individu, il peut, voire doit, réagir à cette situation d'une manière ou d'une autre et pareillement, il répond à la nécessité de s'adapter dans sa vie quotidienne à certaines coutumes extérieures à sa propre culture. Ces sont les situations qui exigent la réaction directe de la part de l'individu et, par conséquent, l'individu garde le contrôle de la situation à un certain niveau. Ainsi, premièrement il est possible de « vérifier » empiriquement les inquiétudes existentielles et secondement, l'intensification de leur perception dépende des expériences de l'individu dans sa vie quotidienne.

Le faible niveau de sentiment d'inquiétudes existentielles parmi les agriculteurs semble être principalement dû au fait qu'ils ne rencontraient, jusqu'à présent, ni de difficultés importantes concernant l'utilisation de cartes de paiement ou les emprunts, ni de problèmes liés à la nécessité de changer des habitudes en raison de l'influence des cultures étrangères. En plus, il semble aussi que l'expérience personnelle influe l'intensification de la perception des dangers sur le plan professionnel (mesurés ici par les difficultés à planifier la carrière, et donc par l'incertitude quant à l'avenir de l'exploitation agricole). La possibilité du « contrôle » de la situation par l'agriculteur dans les conditions de la concurrence sur le marché, mais aussi à l'égard de nombreuses réglementations résultant de la politique agricole mise en œuvre, semble être limitée. Ainsi, plus grande est la dépendance de la situation de l'exploitation agricole dans son fonctionnement quotidien aux facteurs externes, plus grande est l'inquiétude pour l'avenir de cette exploitation, mais aussi pour l'avenir professionnel de l'individu.

Comment expliquer cependant le fait que les dangers dans la sphère morale paraissent-ils les plus importants aux répondants ? Il semble que pour les agriculteurs ce domaine reste entièrement hors de leur « contrôle » direct. En observant les tendances globales sur ce champ, les agriculteurs doutent de plus en plus de la pérennité des normes et des valeurs reconnues et, en même temps, ils ont l'impression de n'avoir aucune influence réelle sur le processus de la redéfinition de ce qui est bon et de ce qui est mauvais, en général, sur l'orientation du développement du pays et de la société.

Dans ce contexte il convient de se référer aux résultats des analyses de Wasilewski, qui indiquent que les dangers liés aux processus de la mondialisation sont ressentis dans une moindre mesure par les agriculteurs que par la population générale des zones non urbaines. Étant donné les résultats des échelles de dangers discutées ici, nos analyses confirment ces conclusions, mais uniquement en ce qui concerne les inquiétudes existentielles et les dangers dans le domaine du travail. Ce n'est pas le cas des dangers dans la sphère morale. En effet, les agriculteurs que nous avons interrogés ont obtenu des scores plus élevés sur les deux échelles discutées ici non seulement par rapport aux agriculteurs interrogés par Wasilewski, mais aussi généralement par rapport à la population générale des zones non urbaines (2014 : 39, 107–109). Peut-être est-ce dû au fait que la période entre les deux études était de 8 ans (notre étude a été réalisée en 2017 et celle de Wasilewski en 2009), quand se sont manifestés des conflits normatifs en Pologne, soit concernant la crise qui a débuté en 2015, soit liés à la question des droits des minorités sexuelles. Il semble que l'âge des répondants pourrait également jouer un rôle ici. L'attachement

aux normes et aux valeurs reconnues est plus typique de personnes âgées que de personnes plus jeunes, par conséquent l'émergence des processus potentiellement entraînant un changement de l'ordre normatif existant pourrait être ressentie plus fortement en termes de dangers par ce premier groupe que par les plus jeunes. Rappelons ici que l'étude de 2009 était menée auprès des personnes relativement jeunes (16–43 ans), pendant que l'âge moyen des agriculteurs participant à notre recherche était de près de 51 ans.

Alors que les dangers ont une connotation négative, les défis (exigences) n'ont pas d'interprétation explicite. Pour les uns, ils peuvent évoquer les sentiments négatifs – lorsqu'ils sont ressentis par l'individu comme un facteur qui l'oblige à prendre des mesures qu'il ne prendrait pas ayant le libre choix. Pour les autres, les défis (au moins certains) peuvent constituer une motivation positive et ils peuvent mobiliser l'individu à entreprendre des actions nécessaires, surtout lorsqu'il considère leurs résultats comme importants. Dans l'analyse, nous avons pris en compte les défis sur le plan professionnel et existentiel. En ce qui concerne cette première catégorie, nous avons pris en compte l'exigence d'indépendance et d'autonomie ainsi que l'exigence d'amélioration des compétences. Sur le plan existentiel les exigences concernant la culture, l'éducation, les finances et l'apparence physique ont été prises en compte (Tableau 5).

Tableau 5. Sentiment de défis de la mondialisation des agriculteurs en 2017 en tenant compte des cinq dernières années (échelle : 1–7, où 1 – « je suis en désaccord avec cet énoncé », 4 – « je ne suis ni en accord ni en désaccord », 7 – « je suis tout à fait en accord avec cet énoncé » ; exprimé en % ; N = 3551)

| Énoncé (indicateur) | Catégorie de réponses | | | Moyenne et écart-type |
|---|--|----------------------------------|---|-----------------------|
| | désapprobation (l'ensemble des réponses 1–3) | attitude ambivalente (réponse 4) | approbation (l'ensemble des réponses 5–7) | |
| Mon travail m'oblige maintenant d'être plus indépendant et autonome (travail – indépendance et autonomie) | 17,8 | 17,9 | 64,3 | 4,9 (1,7) |
| Actuellement je dois consacrer une plus grande partie de mon temps libre à la formation continue et à l'amélioration des compétences (travail – amélioration des compétences) | 50,6 | 19,4 | 30,0 | 3,4 (1,8) |

| | | | | |
|--|------|------|------|--------------|
| Je dois maintenant accepter davantage le mode de vie des autres (existence – autres cultures) | 33,4 | 27,2 | 39,4 | 4,0 (1,7) |
| Actuellement je dois élargir mes horizons pour suivre les innovations techniques dans la vie quotidienne (existence – approfondissement des connaissances) | 28,1 | 20,4 | 51,5 | 4,4 (1,8) |
| Actuellement je dois veiller à assurer mes moyens financiers pour la vieillesse (existence – sécurité financière) | 13,7 | 12,6 | 73,7 | 5,2 (1,6) |
| Actuellement je dois prendre soin de mon apparence et de ma silhouette pour que les autres me remarquent (existence – apparence physique) | 41,0 | 24,3 | 34,7 | 3,8 (1,8) |

Source : élaboration propre.

En général, l'augmentation des exigences imposées à l'individu dans les différents domaines de vie est ressentie par la plupart des agriculteurs, mais ils n'accordent pas la même importance à toutes ces exigences. Ainsi, sur le plan professionnel, ils accentuent nettement l'exigence de plus grandes indépendance et autonomie (ce qui résulte probablement de la nécessité de prendre des décisions de la production indépendante en se basant sur une analyse individuelle de la situation sur le marché agricole) plutôt que l'exigence de formation continue et d'amélioration des compétences (ce qui indique que les agriculteurs considèrent que leurs connaissances en matière de la gestion agricole sont suffisantes dans les conditions économiques et sociales actuelles). Il est à noter également que c'est l'augmentation de l'exigence de perfectionnement professionnel qui est la moins ressentie par les agriculteurs parmi toutes les exigences prises en considération (moyenne de 3,8 sur l'échelle de 7 points). En plus, une seule exigence sur le plan existentiel est plus ressentie que l'exigence d'indépendance et d'autonomie (4,9) : celle dont l'essence est la planification de la pension vieillesse (5,2). Serait-il un indice que de plus en plus d'agriculteurs rejettent le modèle d'un agriculteur à la retraite vivant très modestement avec une petite pension des fonds d'assurance sociale

dans le secteur agricole [*Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego*, KRUS] ? Vraisemblablement. Cela fait preuve indirectement de la croissance des aspirations matérielles et sociales des agriculteurs et peut-être suggère aussi le contraste entre l'image de l'agriculteur vu en tant que paysan traditionnel et la vision de l'agriculteur en tant qu'entrepreneur moderne, représentant de la classe moyenne qui, grâce à ses compétences, est capable d'assurer une vie aisée à la vieillesse. Dans une certaine mesure, ce second image de l'agriculteur-entrepreneur moderne est confirmé par la nécessité d'élargir les horizons vue comme une condition pour suivre les innovations techniques dans la vie quotidienne (4,4). En revanche, le scepticisme envers l'importance de prendre soin de son apparence et de sa silhouette (3,8) périclité cette vision. En plus, la nécessité d'une plus grande acceptation des modes de vie des autres n'est pas fortement ressentie (4,0), ce qui peut faire preuve du fait que la campagne polonaise reste relativement homogène sur le plan culturel et que les agriculteurs dans leur vie quotidienne ont rarement un contact direct avec des représentants d'autres cultures ayant des modes de vie différents.

En général, les exigences de la mondialisation discutées ci-dessus, tout comme les dangers, sont moins ressenties par les agriculteurs interrogés que par la population générale de zones non urbaines (Wasilewski, 2014 : 45, 103). Cependant, il est possible d'observer une exception. Les agriculteurs ressentent plus la nécessité de prendre des mesures pour se procurer un plan financier à la retraite. Il semble que la structure d'âge des deux groupes enquêtés soit également important dans ce cas-là. Rappelons que les agriculteurs interrogés par nous sont relativement beaucoup plus âgés que les représentants des résidents de zones non urbaines, donc la question du plan d'épargne retraite est plus centrale pour ceux premiers que pour les personnes plus jeunes. Cependant les aspirations des agriculteurs de vivre une vie aisée, observées ces dernières années, peuvent aussi contribuer à ce phénomène.

En général, la perception des dangers et des exigences de la mondialisation par les agriculteurs est moins intense par rapport aux autres catégories sociales, d'où il est possible de conclure que dans les campagnes polonaises l'affrontement au processus de la mondialisation est retardé et les changements y viennent via des messages sociaux généraux et ambigus et ils y sont interprétés de manière assez fragmentaire. Par conséquent, ont-ils également un moindre impact sur le bien-être psychologique (qualité de vie) des agriculteurs que sur celui d'autres groupes sociaux ? Les analyses de Wasilewski ont démontré qu'en ce qui concerne les habitants de zones non urbaines, la corrélation entre l'intensification du sentiment de dangers et les caractéristiques du bien-être psychologique est négative

(2014 : 59). En est-il de même pour les agriculteurs ? Les données concernant la corrélation entre les types de dangers analysés et les caractéristiques de la qualité de vie sont présentées dans le Tableau 6.

Tableau 6. Corrélation de Pearson entre les dangers de la mondialisation et les caractéristiques de la qualité de vie : la satisfaction à l'égard de la vie, l'optimisme, le sentiment d'harmonie intérieure, l'activisme d'adaptation et le soutien social (toutes les variables sont mesurées sur l'échelle de 7 points)

| Dangers de la mondialisation | Caractéristiques de la qualité de vie (bien être-psychologique) | | | | |
|--|---|-----------|------------------------|----------------|---------------------|
| | satisfaction à l'égard de la vie | optimisme | activisme d'adaptation | soutien social | harmonie intérieure |
| Dangers sur le plan professionnel – difficulté de planifier la carrière professionnelle | 0,026 | 0,058* | 0,261* | 0,076* | 0,083* |
| Inquiétudes existentielles concernant les finances – perte de contrôle des finances | 0,022 | 0,087* | 0,201* | -0,009 | 0,045** |
| Inquiétudes existentielles sur le plan culturel – influence des autres cultures | -0,120* | -0,018 | -0,014 | -0,127* | -0,004 |
| Dangers dans la sphère morale – relativisme moral | 0,123* | 0,129* | 0,167* | 0,152* | 0,163* |
| Dangers dans la sphère morale – préoccupation de l'orientation du développement du pays et de la société | 0,150* | 0,151* | 0,221* | 0,173* | 0,248* |

Source : élaboration propre; * - $p < 0,01$, ** - $p < 0,05$.

Les résultats de nos analyses sont assez surprenants. Il en résulte qu'un seul type de dangers est négativement corrélé aux caractéristiques du bien-être psychologique : celui sur le plan culturel. Ainsi, l'inquiétude fortement ressentie concernant l'impact des coutumes et des traditions des cultures étrangères sur la vie quotidienne de l'individu s'accompagne de niveau inférieur de tous les déterminants de la qualité de vie, mais cette relation n'est statistiquement significative que dans deux cas. Dans le cas du soutien social, le coefficient de corrélation atteint une valeur de $-0,127$ et dans le cas de la satisfaction à l'égard de la vie : $-0,120$. Par conséquent, dans ces deux cas les corrélations ne sont pas très fortes. Il est possible d'observer la même

tendance dans le cas des autres corrélations, quoique celles-ci soient positives. La corrélation supérieure à 0,200 ne concerne que quatre cas. Il est possible de l'observer entre l'activisme d'adaptation et les dangers liés au domaine du travail mesurés par le sentiment de difficulté à planifier la carrière professionnelle (0,261), les dangers concernant les finances mesurés par la préoccupation de perdre le contrôle de ses finances (0,201) et les dangers dans la sphère morale mesurés par la préoccupation du développement du pays et de la société (0,221). Le quatrième cas de la corrélation positive concerne le dernier type de dangers et le sentiment d'harmonie intérieure (0,248). Avant d'interpréter les informations ci-dessus, les données sur la corrélation entre les caractéristiques du bien-être psychologique et les différents types de défis de la mondialisation seront analysées. Elles sont présentées dans le Tableau 7.

Tableau 7. Corrélation de Pearson entre les défis de la mondialisation et les caractéristiques de la qualité de vie : la satisfaction à l'égard de la vie, l'optimisme, le sentiment d'harmonie intérieure, l'activisme d'adaptation et le soutien social (toutes les variables sont mesurées sur l'échelle de 7 points)

| Défis de la mondialisation | Caractéristiques de la qualité de vie (bien-être psychologique) | | | | |
|---|--|-----------|------------------------|----------------|---------------------|
| | satisfaction à l'égard de la vie | optimisme | activisme d'adaptation | soutien social | harmonie intérieure |
| Défis sur le plan professionnel – plus d'indépendance et d'autonomie | 0,250* | 0,268* | 0,373* | 0,165* | 0,325* |
| Défis sur le plan professionnel – amélioration des compétences | 0,119* | 0,165* | 0,381* | 0,025 | 0,043** |
| Défis sur le plan existentiel – l'acceptation de mode de vie d'autres personnes | 0,155* | 0,186* | 0,332* | 0,113* | 0,135* |
| Défis sur le plan existentiel –l'approfondissement de ses connaissances en matière d'innovations techniques | 0,273* | 0,315* | 0,539* | 0,177* | 0,191* |
| Défis sur le plan existentiel – nécessité de se procurer un plan financier à la vieillesse | 0,178* | 0,179* | 0,259* | 0,191* | 0,169* |
| Défis sur le plan existentiel – nécessité de prendre soin de son apparence et de sa silhouette | 0,130* | 0,198* | 0,256* | 0,091* | 0,152* |

Source : élaboration propre; * - $p < 0,01$, ** - $p < 0,05$.

Il est à observer que toutes les corrélations sauf une sont statistiquement significatives et toutes sont positives. En plus, dans de nombreux cas, ces corrélations atteignent un niveau beaucoup plus élevé que les corrélations entre les caractéristiques du bien-être psychologique et les dangers. La valeur la plus élevée du coefficient de corrélation est de 0,539 concernant la relation entre l'exigence d'approfondir des connaissances en matière d'innovations techniques et l'activisme d'adaptation. Ce dernier est également le plus fortement lié à la perception de tous les autres types de défis. La corrélation entre l'activisme d'adaptation et les défis dans le domaine du travail est de 0,373 – en ce qui concerne l'exigence d'indépendance et d'autonomie et dans le cas de l'exigence d'amélioration des compétences sa valeur est de 0,381. Le coefficient de corrélation dépasse la valeur de 0,300 également dans le cas de l'exigence d'accepter le mode de vie d'autrui (0,332) et il dépasse la valeur de 0,250 quant à la nécessité de se procurer un plan financier à la vieillesse (0,259) et de prendre soin de son apparence et de sa silhouette (0,256).

La relation entre les défis analysés et les autres caractéristiques du bien-être psychologique est relativement plus faible, bien que dans certains cas les coefficients de corrélation dépassent la valeur de 0,200. À ce niveau, il est possible d'observer la corrélation entre l'exigence d'être plus autonome et indépendant dans le domaine du travail et l'harmonie intérieure (0,325), entre l'optimisme (0,268) et la satisfaction à l'égard de la vie (0,250), ainsi qu'entre l'exigence d'approfondir les connaissances en matière d'innovations techniques et l'optimisme (0,315) et la satisfaction à l'égard de la vie (0,273).

Nous souhaitons revenir ici à l'interprétation des résultats de nos analyses concernant la relation entre le bien-être psychologique des agriculteurs et le sentiment de dangers et de défis entraînés par les processus de la mondialisation, laissant ouverte la question de distinction entre ce qui en est la cause et ce qui en est l'effet (autrement dit, nous négligeons la question de savoir si c'est le bien-être psychologique qui détermine le sentiment de dangers et de défis, ou si c'est le sentiment de dangers et de défis qui affecte le bien-être psychologique). La relation entre l'intensification du sentiment d'influence des cultures étrangères sur la vie quotidienne et la diminution du niveau de bien-être psychologique peut être facilement interprétée. Le fait de subir dans la vie quotidienne des situations qui exigent d'adapter son comportement à de nouveaux phénomènes culturels, souvent jusqu'alors critiqués, peut être ressenti comme un attaque non seulement contre l'identité de l'individu ou de la communauté, mais aussi contre l'ordre social qui garantit les relations sociales existantes. Cela rend l'avenir incertain et en conséquence diminue

la satisfaction à l'égard de la vie. Comment ainsi interpréter la situation où le bien-être psychologique accru s'accompagne du sentiment d'exigences et de dangers accru ? Compte tenu du fait qu'il ne s'agit pas de tous les types de dangers, et probablement de tous les types de défis, il conviendrait peut-être considérer que le sentiment de leur croissance ne diminue pas la qualité de vie, car il ne résulte pas d'expérience de situations de la vie quotidienne, mais il reste dans la sphère de l'imaginaire des agriculteurs, fondée sur des informations assez générales provenant de l'extérieur des communautés locales. Par conséquent il n'occupe pas de place importante dans leur conscience (au moins il n'est pas essentiel au point d'avoir l'impact important sur le bien-être psychologique). Dans une certaine mesure, une telle interprétation pourrait être confirmée par la thèse sur le retard de la campagne polonaise face aux processus de la mondialisation et à leurs conséquences. Certes, il ne s'agit pas encore d'une situation où le bien-être psychologique est garanti par « le monde au niveau du foyer » (Gorlach, 2001), mais peut-être d'une situation où il est garanti par « le monde au niveau de la communauté locale ». Mais probablement l'interprétation inverse serait encore plus appropriée, que la connaissance des processus de la mondialisation est suffisante pour permettre aux agriculteurs d'en reconnaître les conséquences réelles pour eux-mêmes et pour leur environnement immédiat.

Il est à souligner ici que tous les types de dangers, à l'exception d'un seul type, ainsi que tous les types de défis, sont fortement corrélés positivement avec l'activisme d'adaptation, dont l'essence est de se définir comme personne qui recherche activement le plus d'informations possible dans de nouvelles situations. Par conséquent, une meilleure reconnaissance de l'essence des phénomènes ou des processus, que nous appelons dangers ou défis de la mondialisation, permet d'acquérir la conviction qu'au moins certains d'entre eux sont positifs et contribuent au développement de l'individu (comme par exemple l'exigence de plus grande autonomie et indépendance au travail, l'exigence d'amélioration des compétences professionnelles, ou l'exigence d'approfondissement des connaissances en matière d'innovations techniques). Il semble que ils ne doivent pas nécessairement « bouleverser le monde actuel » et que dans les nouvelles conditions il est aussi possible de « vivre normalement ». Cette façon de penser peut aider à préserver le bien-être psychologique. En plus, il semble que la nature de relation entre les dangers et les défis de la mondialisation ressentis et la qualité de vie est déterminée également par le choix des stratégies d'adaptation face aux exigences du monde moderne. La sous-section suivant sera consacrée à cette question.

Les stratégies de contrôle des changements entraînés par la mondialisation et le monde postmoderne

Tous les changements sociaux ont généralement un impact négatif sur le bien-être psychologique des individus et des groupes sociaux entiers. Afin de le préserver, les individus peuvent entreprendre de diverses actions d'adaptation. La réussite est conditionnée par les réactions adéquates d'adaptation aux nouvelles situations sociales. L'étude de l'efficacité des stratégies d'adaptation peut alors être limitée dans ce cas à l'étude des actions concrètes entreprises par les individus. Cependant, dans le monde contemporain, où « ... les changements postmodernes et entraînés par la mondialisation sont rapides, multidirectionnels et globaux, il serait difficile d'étudier comment les gens y répondent (comment ils y font face) en s'interrogeant sur des mesures correctives spécifiques... Aujourd'hui, ce ne serait pas une bonne façon de procéder, étant donné l'ampleur des changements et la multiplicité des réactions possibles à ces changements » (Wasilewski, 2014 : 134). Que propose-t-on d'étudier au lieu de se concentrer sur des actions spécifiques de l'individu ? L'une des propositions concerne des aptitudes mentales orientant l'individu à atteindre son objectif ou à s'en retirer dans certaines situations. Ces prédispositions générales déterminent les différentes stratégies adoptées par l'individu pour contrôler les changements de la mondialisation et pour s'y adapter, ainsi que pour faire face aux dangers et défis postmodernes. En plus, trois types de stratégie active (orientée vers un objectif) et deux types de stratégie d'évitement (orientée à éviter la réalisation d'un objectif) sont à distinguer. La théorie du contrôle, conceptualisée dans la psychologie comme une théorie motivationnelle du développement dans la vie sert de base théorique de l'approche adoptée par Wasilewski dans son étude des changements entraînés par la mondialisation et des stratégies pour les maîtriser (voir Wasilewski, 2014 : 133-174). En étudiant les réactions d'adaptation des agriculteurs interrogés sur les dangers et les défis de la mondialisation, nous aussi adoptons cette approche et nous nous référerons à la conception de stratégie active de contrôle des changements et à la notion de stratégie d'évitement. Cependant uniquement les modèles généralisés de ces stratégies sont soumis à l'analyse, sans prendre en considération leurs variantes. Qui plus est, notre analyse diffère de celle effectuée dans la recherche standard sur la conscience des changements liés à la mondialisation. En effet, pour chaque stratégie nous appliquons

un seul indicateur au lieu de leur série. En plus, au lieu d'effectuer des analyses spécifiques de stratégies pour des types particuliers de dangers et de défis, nous construisons une échelle généralisée pour les dangers et une autre pour les défis. En d'autres termes, nous faisons abstraction ici d'un certain nombre d'analyses détaillées réalisées dans le cadre de la recherche standard sur ce sujet, visant à donner un aperçu général de la manière dont les agriculteurs polonais contrôlent et maîtrisent des changements entraînés par la mondialisation.

La stratégie active était caractérisée par la question sur l'activisme d'adaptation (« *Je me considère comme une personne qui recherche activement la plus d'informations possible dans de nouvelles situations* »), cependant la question sur la religiosité était celle qui déterminait la stratégie d'évitement (« *Ma foi me permet de passer les moments les plus difficiles* »). En tenant compte des cinq dernières années, les répondants ont été demandés de répondre à deux énoncés sur l'échelle de 7 points, où 1 signifiait « *je suis en désaccord avec cet énoncé* » et 7 – « *je suis tout à fait en accord avec cet énoncé* ». Considérer l'activisme d'adaptation comme l'indicateur de la stratégie active repose sur l'hypothèse que grâce à la connaissance des dangers et des défis de la mondialisation il est plus facile de les maîtriser, tandis que la relation entre la religiosité et la stratégie d'évitement est motivée par l'hypothèse que le recours plus fort vers le facteur transcendant (vu comme une source de protection contre quelque chose de nouveau et d'incompréhensible) résulte de l'incapacité de contrôler les changements en se basant sur le facteur rationnel et de l'impossibilité d'obtenir des informations adéquates sur les changements. En même temps les deux types de réactions ne sont pas antagonistes et elles ne doivent pas s'exclure l'une de l'autre. Elles peuvent être employées par l'individu simultanément, non seulement face à différents types de dangers et de défis. Dans notre étude, la corrélation entre les deux stratégies était positive (0,150) et significative au niveau de 0,01. La moyenne et l'écart-type pour l'activisme d'adaptation étaient respectivement de 4,6 et 1,6 et pour la religiosité de 5,1 et 1,6.

Afin de préciser dans quelle mesure ces stratégies peuvent être employées par les agriculteurs en réponse aux dangers et défis, nous avons construit une échelle générale des dangers sur la base de leurs cinq types déjà analysés et une échelle générale des défis basée sur leurs six types mentionnés précédemment. Par conséquent, la moyenne et l'écart-type pour l'échelle (de 7 points) de dangers étaient de 4,35 et 1,14 et pour l'échelle de défis étaient de 4,05 et 0,97 respectivement. Bien entendu, il faut être conscient des limites de ces échelles, car elles comprennent de différents types de dangers et de défis qui, conformément aux résultats des analyses précédentes, sont ressentis par les agriculteurs avec l'intensité différente.

Par conséquent, dans cette analyse au lieu de préciser les mesures que les agriculteurs peuvent adopter face aux dangers et aux défis particuliers, nous souhaitons déterminer l'intensité du sentiment général de dangers et de défis et les réactions d'adaptation dominantes.

Tableau 8. Saturations factorielles des composantes principales des stratégies de communication sociale des agriculteurs (rotation Varimax, saturations inférieures à 0,20 n'ont pas été pris en compte ci-dessous ; toutes les variantes mesurées sur l'échelle de 7 points, où 1 – « jamais », 4 – « plus ou moins une fois par mois », 7 – « au moins quelques fois par semaine »)

| Variable (question) À quelle fréquence... | Composantes | | |
|---|------------------------|----------------------|---------------------------|
| | communauté en ligne | communauté locale | communauté des proches |
| suivez-vous l'actualité locale sur Internet ? | 0,814 | | |
| cherchez-vous des informations sur d'autres sites web locales ? | 0,807 | 0,223 | |
| cherchez-vous des informations sur les sites web de votre commune ? | 0,800 | 0,246 | |
| utilisez-vous votre courrier électronique ? | 0,799 | | |
| cherchez-vous des informations sur Facebook ou sur d'autres réseaux sociaux ? | 0,693 | | |
| obtenez-vous des informations des feuillets, des affiches et des annonces ? | | 0,708 | |
| l'organe exécutif de votre village est votre source d'information ? | | 0,674 | |
| des prêtres sont votre source d'information ? | | 0,667 | |
| d'autres résidents sont votre source d'information ? | | 0,621 | 0,343 |
| la presse locale est votre source d'information ? | 0,280 | 0,560 | |
| les membres de famille et vos amis sont votre source d'information ? | | 0,552 | 0,407 |
| recevez-vous vos amis à la maison ? | | | 0,748 |
| parlez-vous avec votre voisin ? | | | 0,676 |
| rendez-vous visite à votre famille ? | | | 0,676 |
| pourcentage de la variance expliquée | 23,1 | 18,4 | 12,9 |
| pourcentage total de la variance expliquée | 54,4 | | |

Source : élaboration propre.

En supposant que le choix des stratégies particulières de contrôle des changements s'accompagne de certains types d'activités liées à la communication sociale et aux moyens d'obtenir des informations (y compris celles concertantes le fonctionnement de la communauté locale,

car c'est là où de divers dangers et défis de la mondialisation peuvent se manifester aux répondants), nous avons présenté aux répondants un questionnaire de 14 questions concernant la fréquence d'obtenir des informations provenant de différentes sources. Les répondants se sont référés à chaque question sur l'échelle de 7 points, de 1 – « *jamais* » à 7 – « *au moins quelques fois par semaine* », alors que 4 signifiait « *plus ou moins une fois par mois* ». À la suite de l'analyse factorielle des réponses, nous avons distingué trois types de communication sociale et de sources d'information : la communication de la communauté en ligne (centrée sur l'obtention des informations via Internet), la communication de la communauté locale (dont source d'information sont d'autres résidents et des supports de communication traditionnelle tels que presse locale, affiches et annonces) et la communication des proches (famille, amis, voisins). Les questions et les saturations factorielles obtenues sont présentées dans le Tableau 8. Bien que les types de communication et de moyens d'obtenir des informations distingués soient indépendants les uns des autres, certains éléments leur sont communs. Ainsi, la communication de la communauté en ligne et celle de la communauté locale présentent la tendance d'obtenir des informations des sites web des communes [gmina], d'autres sites locaux ou de la presse locale. La communication de la communauté locale et de la communauté des proches se caractérisent cependant par le fait d'obtenir des informations de la famille, des amis et d'autres résidents.

Commençons notre analyse des stratégies d'adaptation par la stratégie active orientée à atteindre l'objectif : le contrôle des changements. Nous l'analysons en nous recourant à l'activisme d'adaptation, c'est-à-dire à la disposition à la recherche active des informations sur de nouvelles situations. Quels sont donc les déterminants de ces actions ? Ces dernières, sont-elles également motivées par le sentiment de dangers et de défis de la mondialisation ? Pour répondre à ces questions, nous avons appliqué l'analyse de régression. Le Tableau 9 présente les coefficients de régression pour les trois modèles. Le modèle 1 ne comprend que les caractéristiques sociodémographiques élémentaires (taille de l'exploitation agricole, activité professionnelle non agricole, sexe, âge et éducation) et deux variables statistiques subjectives concernant le niveau de perception des dangers et le niveau de perception des défis de la mondialisation. Dans le modèle 2 quatre types de communication sociale et d'obtention des informations ont été introduits : trois types distingués à partir de l'analyse factorielle et le quatrième type : « communication de la communauté spirituelle » se caractérisant par la participation aux cérémonies religieuses (mesurée sur l'échelle de 7 points, de 1 – « *jamais* », à 7 – « *au moins quelques fois*

par semaine »). Enfin, le modèle 3, a été complété par d'autres variables subjectives concernant le bien-être psychologique : l'harmonie intérieure, le soutien social, l'optimisme et la satisfaction à l'égard de la vie.

Tableau 9. Analyse de régression de l'échelle d'activisme d'adaptation – stratégie active Les coefficients de régression standardisés (β)

| Nom de variable | Valeur de variable | Modèle 1 | Modèle 2 | Modèle 3 |
|--|--|------------------|------------------|------------------|
| | | β | β | β |
| Taille de l'exploitation agricole | nombre d'hectares | 0,051*** | 0,039** | 0,032* |
| Activité professionnelle non agricole | 0. Non 1. Oui | 0,034* | 0,024 | 0,017 |
| Sexe | 0. Homme 1. Femme | -0,007 | -0,011 | -0,018 |
| Âge | Exprimée en années | -0,081*** | -0,034* | -0,033* |
| Éducation | Exprimée en nombre de classes de scolarité terminées | 0,144*** | 0,102*** | 0,094*** |
| Perception des dangers | Échelle 1-7 | 0,090*** | 0,092*** | 0,096*** |
| Perception des défis | Échelle 1-7 | 0,432*** | 0,401*** | 0,337*** |
| Communication: communauté spirituelle | Échelle 1-7 | | 0,002 | -0,008 |
| Communication : communauté en ligne | Échelle 1-7 | | 0,157*** | 0,156*** |
| Communication : communauté locale | Échelle 1-7 | | 0,041** | 0,031* |
| Communication : communauté des proches | Échelle 1-7 | | 0,041** | -0,002 |
| Harmonie intérieure | Échelle 1-7 | | | 0,013 |
| Soutien social | Échelle 1-7 | | | 0,108*** |
| Optimisme | Échelle 1-7 | | | 0,094*** |
| Satisfaction à l'égard de la vie | Échelle 1-7 | | | 0,056** |
| R ² corrigée et écart-type | | 0,331 (1,343) | 0,350 (1,324) | 0,388 (1,285) |

Source : élaboration propre ; * - p<0,05, ** - p<0,01, *** - p<0,001.

Il est à observer que le modèle 1 explique déjà jusqu'à 33 % de la variance d'une variable dépendante lorsque l'introduction des autres variables entraîne l'intensification progressive de cette proportion – dans le modèle 2 jusqu'à 35 %, et dans le modèle 3 jusqu'à presque 39 %. C'est un résultat très élevé dans les analyses sociologiques. En ce qui concerne les caractéristiques

sociodémographiques, l'impact « net » du sexe n'a pas l'importance pour le choix de la stratégie active. On note ici également une faible influence de l'activité professionnelle non agricole. Elle n'est visible que dans le modèle 1, mais l'inclusion des autres variables dans les modèles 2 et 3 la rend statistiquement non significative. Les influences des autres caractéristiques s'affaiblissent également quand elles sont accompagnées de l'inclusion des autres variables, mais elles restent au niveau statistiquement significatif. La préférence pour la stratégie active augmente avec la taille de l'exploitation agricole, et comme prévu, avec le niveau d'éducation (mesuré par le nombre de classes de scolarité terminées) et elle diminue avec l'âge des répondants. En même temps, l'impact « net » de l'éducation est beaucoup plus important que celui de la taille de l'exploitation et celui de l'âge et compte tenu de toutes les variables, il reste significatif au plus haut niveau (0,001). La perception des dangers s'avère être également un déterminant ayant l'influence importante. En même temps, son impact « net » a tendance à croître à mesure que les autres variables sont incluses et c'est un cas exceptionnel. Mais c'est la perception des défis qui influence le plus l'adoption de la stratégie active. Certes, cette influence diminue avec l'inclusion des autres variables, mais dans tous les modèles, elle reste à un niveau beaucoup plus élevé que l'influence des autres variables. L'inclusion des modèles de communication et d'obtention des informations dans le modèle 2 révèle que la participation aux cérémonies religieuses (communication de la communauté spirituelle) n'a aucune influence sur la préférence pour la stratégie active. Compte tenu des variables de personnalité (modèle 3), la communication de la communauté des proches (modèle 2) perd sa signification statistique et l'influence la communication de la communauté locale s'affaiblit. Parmi les modèles de communication distingués, c'est la communication de la communauté en ligne qui a ici l'impact « net » le plus important (modèle 2), et le niveau de cet impact se maintient lorsque les variables de personnalité sont incluses dans l'analyse (modèle 3). Parmi les variables de personnalité (modèle 3) introduites dans l'analyse, seul le sentiment d'harmonie intérieure n'indique aucune influence, alors que le sentiment de soutien social et d'optimisme ont l'influence relativement la plus importante.

Ainsi comment pouvons-nous commenter les résultats de l'analyse de régression menée sur l'échelle d'activisme d'adaptation ? Qu'est-ce qui détermine la préférence pour la stratégie active ? Le déterminant le plus important ici est la perception des défis de la mondialisation, mais aussi – dans une moindre mesure – c'est la perception des dangers du monde postmoderne. L'utilisation d'Internet comme source d'information sur l'environnement social joue également un rôle très important à cet égard,

pendant que le contact direct au niveau de la communauté locale n'est pas sans importance. Le niveau élevé de bien-être psychologique (en particulier de sentiment de soutien social, d'optimisme et de satisfaction à l'égard de la vie), ainsi que la meilleure éducation et l'âge plus jeune contribuent de manière significative au choix de cette stratégie.

Il convient donc de nous demander qui préfère la stratégie d'évitement ? Les résultats de l'analyse de régression de l'échelle de religiosité émotionnelle sont présentés dans le Tableau 10. Elle a été effectuée à partir des principes similaires à ceux de l'échelle d'activisme d'adaptation, au moyen de trois modèles de régression.

Tableau 10. Analyse de régression de l'échelle de religiosité émotionnelle – stratégie d'évitement Les coefficients de régression standardisés (β)

| Nom de variable | Valeur de variable | Modèle 1 | Modèle 2 | Modèle 3 |
|---------------------------------------|--|------------------|------------------|------------------|
| | | β | β | β |
| Taille de l'exploitation agricole | Nombre d'hectares | -0,039* | -0,031* | -0,039** |
| Activité professionnelle non agricole | 0. Non 1. Oui | -0,035* | -0,006 | -0,011 |
| Sexe | 0. Homme 1. Femme | 0,133*** | 0,101*** | 0,088*** |
| Âge | Exprimée en années | 0,143*** | 0,107*** | 0,079*** |
| Éducation | Exprimée en nombre de classes de scolarité terminées | -0,054** | -0,027 | -0,032* |
| Perception des dangers | Échelle 1-7 | 0,146*** | 0,106*** | 0,101*** |
| Perception des défis | Échelle 1-7 | 0,177*** | 0,173*** | 0,042** |
| Stratégie : communauté spirituelle | Échelle 1-7 | | 0,320*** | 0,290*** |
| Stratégie : communauté en ligne | Échelle 1-7 | | -0,075*** | -0,082*** |
| Stratégie : communauté locale | Échelle 1-7 | | 0,082*** | 0,067*** |
| Stratégie : communauté des proches | Échelle 1-7 | | 0,079*** | 0,017 |
| Harmonie intérieure | Échelle 1-7 | | | 0,212*** |
| Soutien social | Échelle 1-7 | | | 0,059*** |
| Optimisme | Échelle 1-7 | | | 0,119*** |
| Satisfaction à l'égard de la vie | Échelle 1-7 | | | 0,114*** |
| R ² corrigée et écart-type | | 0,101 (1,541) | 0,231 (1,426) | 0,344 (1,316) |

Source : élaboration propre ; * - $p < 0,05$, ** - $p < 0,01$, *** - $p < 0,001$.

Il est à observer que le modèle 1 n'explique que 10 % de la variance d'une variable dépendante. Cependant, l'inclusion des variables concernant les modèles de communication (modèle 2) a augmenté la proportion de la variance expliquée à 23 %, et l'introduction des variables de personnalité a augmenté la proportion de la variance expliquée à 34 %. C'est aussi le résultat relativement satisfaisant. Dans le modèle 1, toutes les caractéristiques sociodémographiques se sont avérées statistiquement significatives, bien que l'âge et le sexe aient l'impact « net » le plus important. Les préférences pour la stratégie d'évitement augmentent avec l'âge et sont nettement plus fortes chez les femmes, chez les personnes ayant suivi moins années d'études, chez les agriculteurs ayant de petites exploitations et ceux qui ne travaillent que dans leurs propres exploitations. Il est possible de constater que cette stratégie est clairement préférée par les paysans traditionnels, ou plutôt (visant le rôle du sexe ici) par les paysannes traditionnelles. L'adoption de cette stratégie était cependant la plus motivée par la perception des défis de la mondialisation et, dans une moindre mesure, par la perception des dangers (modèle 1). Cependant l'inclusion dans l'analyse des variables supplémentaires a définitivement affaibli l'impact « net » de la plupart des variables. L'activité professionnelle non agricole est statistiquement insignifiante, pendant que l'impact « net » de l'éducation, du sexe et de l'âge s'est affaibli (cependant les deux derniers facteurs ont gardé le plus haut niveau de signification $-0,001$). L'impact « net » des dangers perçus est aussi plus faible, mais après avoir pris en compte des variables de personnalité (modèle 3) sa plus forte diminution a été observée dans le cas des défis. Par conséquent, c'est la perception des dangers et non pas des défis, qui est devenue le déterminant le plus important pour la préférence de la stratégie d'évitement.

En ce qui concerne les modèles de communication, c'est la participation aux cérémonies religieuses qui présente le plus grand impact « net », cependant il est clairement moindre dans le cas de la communication au niveau de la communauté locale et en ce qui concerne la communication des proches. L'effet similaire mais de nature négative a été relevé dans le cas de l'utilisation d'Internet comme source d'information : l'utilisation d'Internet affaiblit le niveau de religiosité et contribue au rejet de la stratégie d'évitement (modèle 2). En plus, l'inclusion des variables de personnalité dans l'analyse a influencé l'importance des types particuliers de communication. La communication de la communauté des proches s'est avérée alors statistiquement non significative, ainsi que l'impact de la participation aux cérémonies religieuses et des contacts au niveau de la communauté locale était légèrement plus faible. Cependant

l'impact négatif de la communication en ligne a légèrement augmenté (modèle 3). En ce qui concerne les variables de personnalité, il conviendrait d'observer ici l'impact « net » très important de l'harmonie intérieure, ainsi que l'impact relativement important des autres caractéristiques du bien-être psychologique : de l'optimisme, de la satisfaction à l'égard de la vie et du soutien social (modèle 3). Qu'est-ce qui détermine alors le plus la préférence pour la stratégie d'évitement ? Ce sont surtout la participation aux cérémonies religieuses et la communication au niveau de la communauté locale, accompagnées d'un haut niveau de bien-être psychologique (en particulier d'harmonie intérieure) et d'une perception des dangers de la mondialisation. C'est aussi une stratégie privilégiée principalement par les femmes plus âgées, moins instruites, gérant de plus petites exploitations et n'utilisant pas Internet comme source d'information sur la réalité sociale.

Pour conclure, l'analyse de régression a démontré que de différents facteurs déterminent la préférence pour la stratégie active et la préférence pour la stratégie d'évitement, mais il semble que les deux stratégies puissent servir à préserver le bien-être psychologique. La stratégie active est choisie avant tout par les agriculteurs plus jeunes et plus instruits qui savent utiliser Internet et qui savent y rechercher d'information sur leur environnement et le monde postmoderne. Elle constitue une réponse aux défis de la mondialisation dont les agriculteurs sont conscients. Dans une moindre mesure elle sert à déterminer l'essence des dangers émergents et sans doute elle permet de contrôler leur impact sur la vie quotidienne. En revanche, la stratégie d'évitement, préférée notamment par les femmes et les agriculteurs définis comme paysans traditionnels, semble constituer une réponse plutôt aux dangers imagés qu'aux défis. Il est possible que la manque de reconnaissance de la nature de ces dangers et l'impossibilité (l'incapacité) d'appliquer des mécanismes pour les contrôler et maîtriser oriente les personnes en question là où elles peuvent se sentir en sécurité et préserver leur harmonie intérieure.

Dans le cadre de cette étude d'autres questions importantes s'imposent : les stratégies analysées sont-elles appliquées indépendamment des caractéristiques de la communauté locale ? L'organisation territoriale constitue-t-elle dans ce contexte un des déterminants significatifs ? Les préférences pour les stratégies adoptées par les agriculteurs face aux dangers et aux défis de la mondialisation diffèrent-elles visant différentes régions et districts de notre pays ? Nous chercherons des réponses à ces questions dans la sous-section suivante de notre étude.

La qualité de vie, les défis, les dangers de la mondialisation et les stratégies de leur contrôle visant l'organisation territoriale

Les différents aspects concernant le bien-être psychologique, le sentiment de dangers et de défis de la mondialisation ainsi que les stratégies de leur contrôle ont été analysées jusqu'à présent sur le plan individuel (caractéristiques des agriculteurs). La question s'impose ici de savoir si les résultats de nos analyses confirment que l'importance de ces facteurs dépend du lieu de résidence des agriculteurs, ainsi du plan territorial ? Dans quelle mesure l'organisation territoriale conditionne-elle la qualité de vie (bien-être psychologique), le sentiment de dangers et de défis de la mondialisation et, enfin, le choix de stratégies d'adaptation ? Dans une mesure plus ou moins grande que le font les caractéristiques des individus, que nous avons analysées auparavant ? Visant à répondre à ces questions nous avons appliqué la modélisation multiniveaux en effectuant une analyse à deux niveaux, où le premier niveau est représenté par les agriculteurs « installés » dans les districts [powiat], cependant les districts constituent le second (supérieur) niveau de l'analyse (hypothèses détaillées de ce type de modélisation, voir Domański, Pokropek, 2011 ; Drąg, 2021b). Toutes les analyses ont été effectuées au moyen du logiciel d'analyse multiniveaux, HLM 7.03. Les variables expliquées sont les variables que nous avons analysées par rapport aux individus : le sentiment de défis (SK_WZW), le sentiment de dangers (SK_ZAG), l'adoption de la stratégie active (SK_A) et l'adoption de la stratégie d'évitement (SK_U). Le sentiment de bien-être psychologique (SK_DP) constitue la cinquième variante construite en tant qu'échelle de 7 points à la base de quatre variantes analysées précédemment : la satisfaction à l'égard de la vie, l'optimisme, le soutien social et l'harmonie intérieure. Sa valeur a été calculée en tant que la moyenne de ces variables (moyenne de cette échelle était de 5,39, lorsque l'alpha de Cronbach de 0,706).

Quelle est alors l'importance de la différenciation entre le bien-être psychologique, le sentiment de dangers et de défis, la préférence pour la stratégie d'évitement ou pour la stratégie active de contrôle des changements au niveau d'individu (exploitants des fermes agricoles) et au niveau de district ? Les paramètres obtenus par l'estimation des variances de ces cinq variables faite sur un modèle vide pour les deux niveaux apportent la réponse à cette question. Les résultats de l'estimation du modèle vide pour les moyennes de bien-être psychologique,

de sentiment de dangers et de défis, de préférences pour la stratégie active ou celle d'évitement sont présentés dans les encadrés E2.1–E2.5 (dans quatre derniers cas seuls les fragments les plus importants ont été inclus).

ENCADRÉ E2.1. RÉSULTATS DE L'ESTIMATION DU MODÈLE VIDE À DEUX NIVEAUX POUR L'ÉCHELLE DE BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE, HLM 7.03

Summary of the model specified

Level-1 Model

$$SK_DP_{ij} = \beta_{0j} + r_{ij}$$

Level-2 Model

$$\beta_{0j} = \gamma_{00} + u_{0j}$$

Mixed Model

$$SK_DP_{ij} = \gamma_{00} + u_{0j} + r_{ij}$$

Final Results – Iteration 6

Iterations stopped due to small change in likelihood function

$$\sigma^2 = 0.71577$$

Standard error of $\sigma^2 = 0.01725$

τ

INTRCPT1, β_0 0.18596

Standard error of τ

INTRCPT1, β_0 0.02929

| Random level-1 coefficient | Reliability estimate |
|----------------------------|----------------------|
| INTRCPT1, β_0 | 0.893 |

The value of the log-likelihood function at iteration 6 = $-4.547640E+003$

Final estimation of fixed effects
(with robust standard errors)

| Fixed Effect | Coefficient | Standard error | t-ratio | Approx. d.f. | p-value |
|-------------------------|-------------|----------------|---------|--------------|---------|
| For INTRCPT1, β_0 | | | | | |
| INTRCPT2, γ_{00} | 5.398100 | 0.046836 | 115.255 | 100 | <0.001 |

Final estimation of variance components

| Random Effect | Standard Deviation | Variance Component | d.f. | χ^2 | p-value |
|---------------|--------------------|--------------------|------|----------|---------|
|---------------|--------------------|--------------------|------|----------|---------|

| | | | | | |
|-----------------|---------|---------|-----|------------|--------|
| INTRCPT1, u_0 | 0.43123 | 0.18596 | 100 | 1020.31528 | <0.001 |
| level-1, r | 0.84603 | 0.71577 | | | |

Statistics for the current model

Deviance = 9095.280198

Number of estimated parameters = 3

ENCADRÉ E2.2. RÉSULTATS DE L'ESTIMATION DU MODÈLE VIDE À DEUX NIVEAUX POUR L'ÉCHELLE DE DÉFIS, HLM 7.03

(.....)

Mixed Model

$$SK_WZW_{ij} = \gamma_{00} + u_{0j} + r_{ij}$$

(.....)

Final estimation of fixed effects

(with robust standard errors)

| Fixed Effect | Coefficient | Standard error | t-ratio | Approx. d.f. | p-value |
|-------------------------|-------------|----------------|---------|--------------|---------|
| For INTRCPT1, β_0 | | | | | |
| INTRCPT2, γ_{00} | 4.322165 | 0.057676 | 74.939 | 100 | <0.001 |

Final estimation of variance components

| Random Effect | Standard Deviation | Variance Component | d.f. | χ^2 | p-value |
|-----------------|--------------------|--------------------|------|-----------|---------|
| INTRCPT1, u_0 | 0.50850 | 0.25857 | 100 | 979.30636 | <0.001 |
| level-1, r | 1.02121 | 1.04288 | | | |

(.....)

ENCADRÉ E2.3. RÉSULTATS DE L'ESTIMATION DU MODÈLE VIDE À DEUX NIVEAUX POUR L'ÉCHELLE DE DANGERS, HLM 7.03

(.....)

Mixed Model

$$SK_ZAG_{ij} = \gamma_{00} + u_{0j} + r_{ij}$$

(.....)

Final estimation of fixed effects

(with robust standard errors)

| Fixed Effect | Coefficient | Standard error | t-ratio | Approx. d.f. | p-value |
|-------------------------|-------------|----------------|---------|--------------|---------|
| For INTRCPT1, β_0 | | | | | |
| INTRCPT2, γ_{00} | 3.974238 | 0.057224 | 69.450 | 100 | <0.001 |

Final estimation of variance components

| Random Effect | Standard Deviation | Variance Component | <i>d.f.</i> | χ^2 | <i>p</i> -value |
|-------------------|--------------------|--------------------|-------------|------------|-----------------|
| INTRCPT1, u_0 | 0.51311 | 0.26328 | 100 | 1429.67239 | <0.001 |
| level-1, <i>r</i> | 0.82696 | 0.68387 | | | |

(.....)

ENCADRÉ E2.4. RÉSULTATS DE L'ESTIMATION DU MODÈLE VIDE À DEUX NIVEAUX POUR L'ÉCHELLE DE STRATÉGIE ACTIVE, HLM 7.03

(.....)

Mixed Model

$$ST_{-}A_{ij} = \gamma_{00} + u_{0j} + r_{ij}$$

(.....)

Final estimation of fixed effects

(with robust standard errors)

| Fixed Effect | Coefficient | Standard error | <i>t</i> -ratio | Approx. <i>d.f.</i> | <i>p</i> -value |
|-------------------------|-------------|----------------|-----------------|---------------------|-----------------|
| For INTRCPT1, β_0 | | | | | |
| INTRCPT2, γ_{00} | 4.681427 | 0.062828 | 74.512 | 100 | <0.001 |

Final estimation of variance components

| Random Effect | Standard Deviation | Variance Component | <i>d.f.</i> | χ^2 | <i>p</i> -value |
|-------------------|--------------------|--------------------|-------------|-----------|-----------------|
| INTRCPT1, u_0 | 0.53997 | 0.29156 | 100 | 531.62314 | <0.001 |
| level-1, <i>r</i> | 1.55327 | 2.41263 | | | |

(.....)

ENCADRÉ E2.5. RÉSULTATS DE L'ESTIMATION DU MODÈLE VIDE À DEUX NIVEAUX POUR L'ÉCHELLE DE STRATÉGIE D'ÉVITEMENT, HLM 7.03

(.....)

Mixed Model

$$ST_{-}U_{ij} = \gamma_{00} + u_{0j} + r_{ij}$$

(.....)

Final estimation of fixed effects

(with robust standard errors)

| Fixed Effect | Coefficient | Standard error | <i>t</i> -ratio | Approx. <i>d.f.</i> | <i>p</i> -value |
|-------------------------|-------------|----------------|-----------------|---------------------|-----------------|
| For INTRCPT1, β_0 | | | | | |
| INTRCPT2, γ_{00} | 5.122329 | 0.078470 | 65.278 | 100 | <0.001 |

Final estimation of variance components

| Random Effect | Standard Deviation | Variance Component | d.f. | χ^2 | p-value |
|-----------------|--------------------|--------------------|------|-----------|---------|
| INTRCPT1, u_0 | 0.71394 | 0.50971 | 100 | 964.25590 | <0.001 |
| level-1, r | 1.43624 | 2.06279 | | | |
| (.....) | | | | | |

Les parties les plus importantes de ces encadrés sont leurs parties supérieures et inférieures. Dans ces premières, on trouve la spécification du modèle à deux niveaux pour les moyennes d’une variable expliquée (SK_DP, SK_WZW, SK_ZAG, SK_A, SK_U respectivement), y compris la partie permettant de distinguer le niveau d’individu et le niveau de district, où :

SK_DP_{ij} (SK_WZW_{ij} , SK_ZAG_{ij} , SK_A_{ij} , SK_U_{ij} respectivement) – une variable expliquée, ainsi le bien-être psychologique (sentiment de dangers, sentiment de défis, préférence pour la stratégie active, préférence pour la stratégie d’évitement respectivement) pour i - un agriculteur de j - son district,

γ_{00} – la moyenne des moyennes pour le bien-être psychologique (sentiment de dangers, sentiment de défis, préférence pour la stratégie active, préférence pour la stratégie d’évitement respectivement) dans la population des districts,

u_{0j} – l’écart de la moyenne du bien-être psychologique (respectivement pour le sentiment de menaces, le sentiment de défis, la préférence pour la stratégie active, la préférence pour la stratégie d’évitement) pour j - ce district de la moyenne dans la population, c’est-à-dire, le « reste » pour le second niveau (des districts),

r_{ij} – l’écart du bien-être psychologique (respectivement pour le sentiment de menaces, le sentiment de défis, la préférence pour la stratégie active, la préférence pour la stratégie d’évitement) pour i - cet agriculteur de j - ce district de la moyenne de ce district, c’est-à-dire, le « reste » pour le premier niveau (des agriculteurs),

β_{0j} – l’écart de la moyenne du bien-être psychologique (respectivement pour le sentiment de menaces, le sentiment de défis, la préférence pour la stratégie active, la préférence pour la stratégie d’évitement) pour j - ce district de la moyenne pour le premier des districts distingués (visible uniquement dans l’encadre E2.1).

Les parties inférieures des encadrés comportent des informations essentielles sur les valeurs des paramètres estimées. En premier lieu, les paramètres de l’effet fixe (fixed effect) sont rapportés : la moyenne

(moyenne des moyennes) de la variable expliquée (γ_{00}), avec l'erreur type de la moyenne, ainsi que la valeur du test T avec le nombre de degrés de liberté et le niveau de signification pour l'hypothèse nulle, en supposant que le paramètre fixe est 0 (les résultats du test déterminent si l'hypothèse alternative selon laquelle le paramètre fixe s'écarte de 0 peut être acceptée – dans le cas où $p < 0,001$, l'hypothèse alternative est acceptée). En second lieu, les paramètres de l'effet aléatoire (random effect) pour le premier niveau – individus (r) et pour le second niveau – districts (u_0) sont présentés sous la forme d'écart-types et de variances. Qui plus est, nous présentons la valeur du test du khi carré avec le nombre de degrés de liberté et le niveau de signification pour l'hypothèse nulle selon laquelle l'effet aléatoire pour le second niveau est de 0 (également dans ce cas les résultats du test déterminent si l'hypothèse alternative selon laquelle le paramètre aléatoire s'écarte de 0 peut être acceptée – dans le cas où $p < 0,001$, l'hypothèse alternative est acceptée). Les résultats les plus importants des estimations effectuées sont présentés dans le Tableau 11.

Tableau 11. Résultats de l'estimation de la variance du bien-être psychologique, des défis et des dangers de la mondialisation et des stratégies du contrôle des changements : de la stratégie active et de la stratégie d'évitement, pour le niveau 1 – agriculteurs et le niveau 2 – districts (le nombre des districts = 101 ; le nombre des agriculteurs = 3543 ; Programme HLM 7.03 – modèle vide M0)

| Paramètre | Valeur pour SK_DP | Valeur pour SK_WZW | Valeur pour SK_ZAG | Valeur pour SK_A | Valeur pour SK_U |
|--|-------------------|--------------------|--------------------|------------------|------------------|
| γ_{00} | 5,40 | 4,32 | 3,97 | 4,68 | 5,12 |
| | (0,05) | (0,06) | (0,06) | (0,06) | (0,08) |
| | 0,19 | 0,26 | 0,26 | 0,29 | 0,51 |
| $Var(u_{0j}) = \tau_{00}$ | (0,03) | (0,04) | (0,04) | (0,05) | (0,08) |
| | 0,72 | 1,04 | 0,68 | 2,41 | 2,06 |
| $Var(r_{ij}) = \sigma^2$ | (0,02) | (0,03) | (0,02) | (0,06) | (0,05) |
| $ICC = \frac{\tau_{00}}{\tau_{00} + \sigma^2}$ | 0,206 | 0,199 | 0,278 | 0,108 | 0,198 |
| Deviance | 9095,28 | 10424,59 | 8969,91 | 13334,79 | 12840, 87 |

Source : élaboration propre.

Dans le tableau, outre la moyenne estimée des caractéristiques (γ_{00}) et son erreur type (entre parenthèses), on trouve les valeurs des composantes de la variance pour le second niveau – districts (τ_{00}) et pour le premier niveau – agriculteurs (σ^2), ainsi ce sont les valeurs de la variance

intergroupe et intra-groupe. Entre parenthèses les valeurs des erreurs types sont données. La valeur du coefficient de corrélation intra-groupe (ICC) a été également calculée, comme le rapport entre la variance intergroupe et la variance totale, qui est la somme de la variance intergroupe et de la variance intra-groupe. Le coefficient permet d'estimer dans quelle mesure la caractéristique particulière affecte la ressemblance des agriculteurs d'un même district. Plus sa valeur est élevée, plus grande est l'homogénéité (en ce qui concerne la caractéristique particulière) des agriculteurs d'un district donné et plus importantes sont les différences entre agriculteurs de différents districts.

La diversité de toutes les caractéristiques est beaucoup plus importante au niveau d'individus qu'au niveau de districts (dans tous les cas, la valeur de la variance intra-groupe est beaucoup plus grande que la valeur de la variance intergroupe). Néanmoins, les valeurs des paramètres obtenues indiquent clairement que cette diversité a un caractère multiniveau : la valeur des coefficients de corrélation intra-groupe varie de 0,108 dans le cas de la stratégie active, à 0,278 dans le cas du sentiment de dangers de la mondialisation. Autrement dit, il est possible de constater que l'organisation territoriale (districts) explique de 11 à 28 % de la variance totale des caractéristiques des agriculteurs analysées. La différenciation de ces caractéristiques sur le plan territorial, comprenant 101 districts, est illustrée dans les Figures 1–5. Elles montrent les répartitions des restes du second niveau (districts) pour les modèles vides qui peuvent être interprétés comme les moyennes respectivement : du bien-être psychologique, du sentiment de défis, du sentiment de dangers et de la préférence pour la stratégie active ou pour celle d'évitement. Les valeurs des moyennes les plus élevées sont marquées par les couleurs les plus intenses et les valeurs les plus basses – par les couleurs les moins intenses. Les districts qui n'ont pas été inclus dans la recherche sont marqués en bleu.

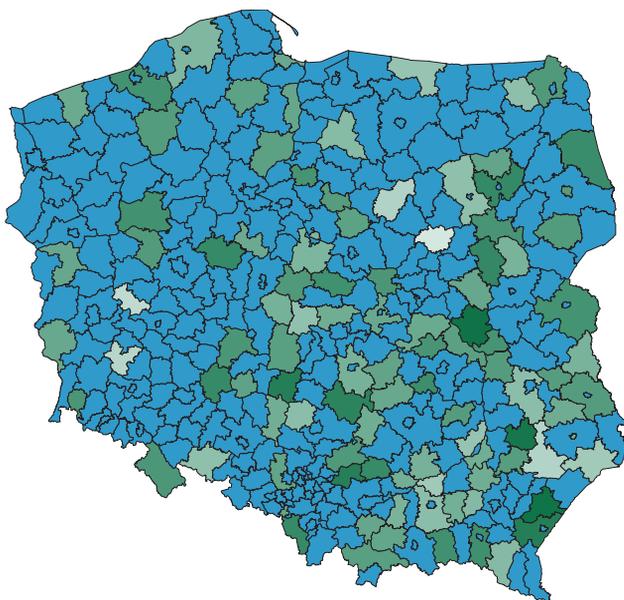


Figure 1. Répartition des moyennes pour l'échelle de bien-être psychologique dans les districts (nombre des districts inclus dans la recherche N = 101)

Source : élaboration propre.

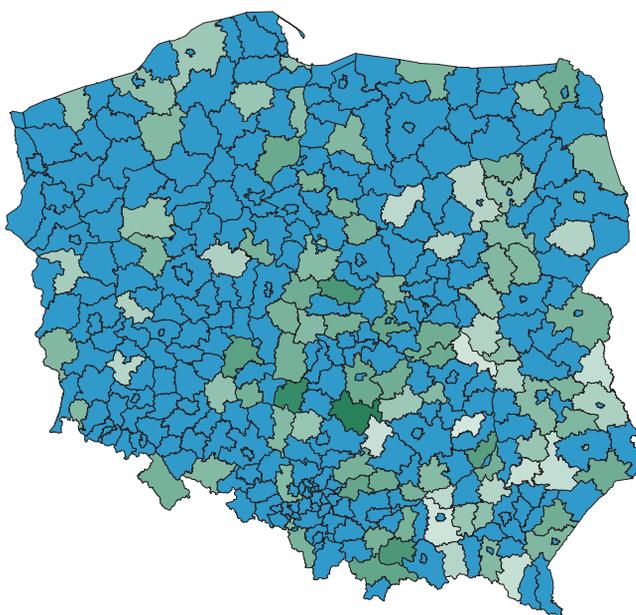


Figure 2. Répartition des moyennes pour l'échelle de défis dans les districts (nombre des districts inclus dans la recherche N = 101)

Source : élaboration propre.

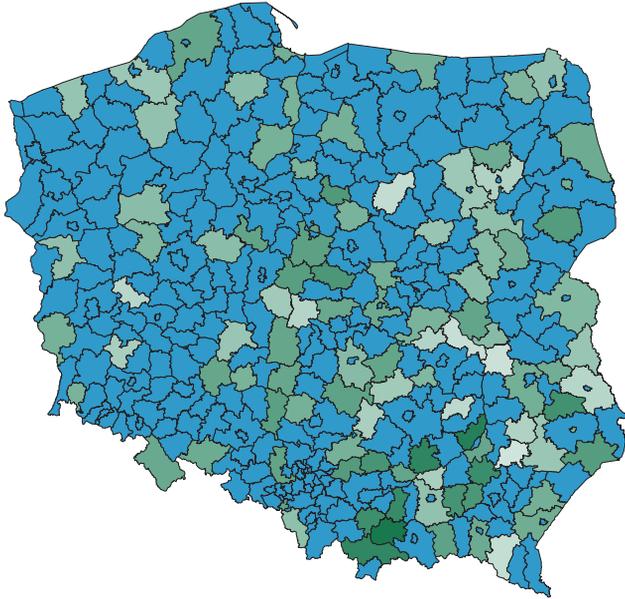


Figure 3. Répartition des moyennes pour l'échelle de dangers dans les districts (nombre des districts inclus dans la recherche N = 101)

Source : élaboration propre.

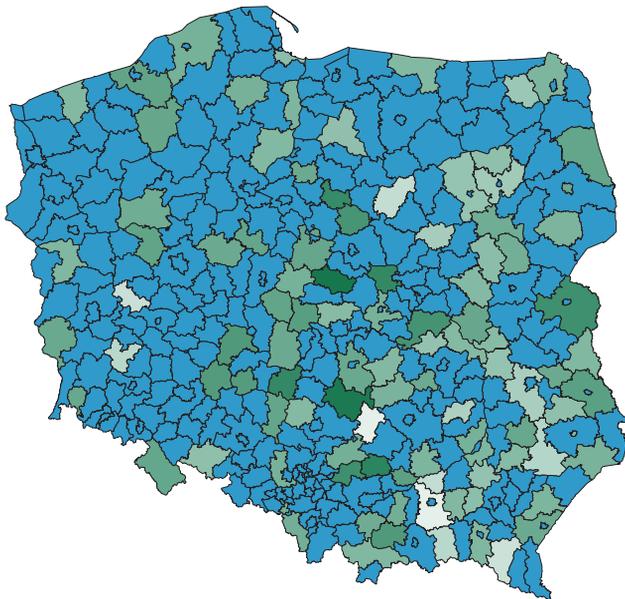


Figure 4. Répartition des moyennes pour l'échelle de stratégie active dans les districts (nombre des districts inclus dans la recherche N = 101)

Source : élaboration propre.

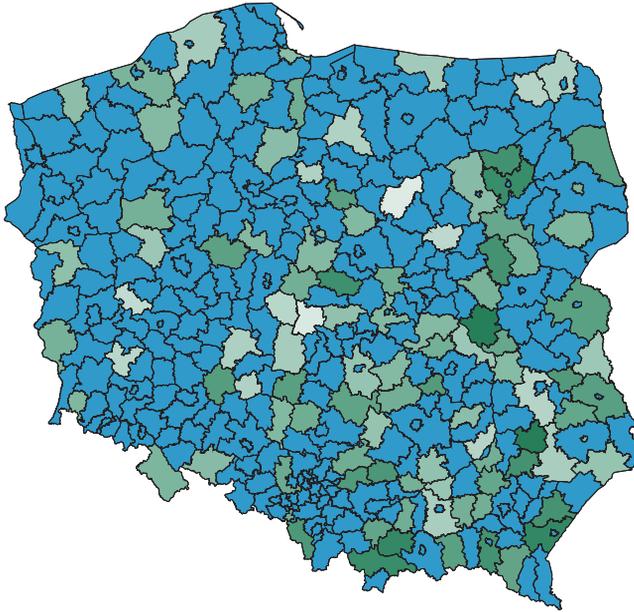


Figure 5. Répartition des moyennes pour l'échelle de stratégie d'évitement dans les districts (nombre des districts inclus dans la recherche N = 101)

Source : élaboration propre.

Vu la qualité de vie (bien-être psychologique), la Figure 1. relève qu'il n'y a pas de divisions territoriales claires du pays en la Pologne A, la Pologne B ou la Pologne C. Les districts présentant le niveau de bien-être psychologique les plus élevés et ceux ayant son niveau le plus bas sont plutôt « dispersés ». Ceux premiers se trouvent dans l'est de la Pologne (district de Jarosław, de Przemyśl, de Janów Lubelski, de Garwolin, de Węgrów, de Łomża et de Sokółka), dans l'ouest de la Pologne (district de Oleśnica, de Gniezno, de Czarnków, de Koszalin et de Wąbrzeźno), ainsi que dans le centre et dans le sud de la Pologne (district de Radomsko, de Wieluń, de Olkusz, de Miechów, de Cieszyń). Ceux seconds se trouvent cependant dans le sud et dans l'est du pays (district de Dąbrowa Tarnowska, de Tarnów, de Sanok, de Sandomierz, de Biłogaj et de Tomaszów Mazowiecki), ainsi qu'en Mazowsze, dans le nord-est de la Pologne (district de Pułtusk, de Mława, de Ostrołęka, de Bartoszyce, de Olecko et de Iława), ou dans l'ouest et dans le centre du pays (district de Polkowice, de Wolsztyn, de Nysa, de Kłobuck, de Poddębice et de Słupsk).

La carte des défis (Figure 2) et celle des dangers (Figure 3) diffèrent légèrement de la carte du bien-être psychologique. Ainsi, les défis sont ressentis un peu moins par agriculteurs de l'est de la Pologne que

par les agriculteurs de l'ouest du pays, bien qu'à l'Ouest il y ait aussi des districts où le sentiment de défis est faible (district de Polkowice, de Wolsztyn, de Gniezno). Cependant, les défis de la mondialisation sont ressentis le plus par les agriculteurs de la zone centrale, qui s'étend de Małopolska et de Śląsk à la voïvodie de Łódź avec les districts voisins. C'est là où on trouve cinq sur six districts qui ont le niveau le plus élevé de sentiment de défis (district de Radomsko, de Wieluń, de Limanowa, de Ostrów Wielkopolski et de Kutno). En général, aucun modèle de corrélation entre le bien-être psychologique et le sentiment de défis n'est dominant dans les districts. Il y a des districts où les indicateurs du bien-être psychologique et du sentiment de défis sont le plus élevés (district de Radomsko ou de Wieluń), mais il y a aussi ceux où les deux indicateurs sont les plus bas (district de Pułtusk ou de Polkowice). Cependant il y a aussi ceux où l'indicateur du bien-être psychologique est le plus élevé et l'indicateur du sentiment de défis est le plus bas (district de Gniezno ou de Jarosław). En outre, le district de Sandomierz qui présente un faible indicateur du bien-être psychologique se caractérise par l'indicateur élevé du sentiment de défis. En général, notre analyse confirme la thèse selon laquelle le bien-être psychologique et le sentiment de défis sont positivement corrélés.

Dans une certaine mesure, la carte des dangers est similaire à la carte des défis. Les districts où le sentiment de dangers est le plus faible se trouvent essentiellement dans l'est de la Pologne (district de Dąbrowa Tarnowska, de Sanok, de Nisko, de Chełmno, de Janów Lubelski, de Puławy, de Ostrowiec Świętokrzyski, de Kozienice, de Białobrzegi, de Mława et de Łomża), ils sont rares dans d'autres régions (district de Poddębice et de Polkowice). Pareillement, les districts qui se caractérisent par le plus fort sentiment de dangers sont localisés principalement dans la zone centrale où Małopolska domine (district de Limanowa, de Nowy Targ, de Bochnia, de Myślenice et de Miechów), alors que cette zone s'étend au Sud en incluant quelques districts de l'Est (district de Dębica, de Kolbuszowa, de Busko-Zdrój, de Sandomierz, de Tomaszów Mazowiecki ou de Krasnystaw). Dans le cas des dangers, comme dans le cas des défis, il est possible de trouver les districts ayant les indicateurs relativement élevés aussi bien du bien-être psychologique que des dangers (district de Miechów et de Kutno), les districts pour lesquels les deux indicateurs sont faibles (district de Mława et de Wolsztyn), mais aussi ceux qui se caractérisent par l'indicateur élevé du bien-être psychologique et l'indicateur faible des dangers (district de Łomża et de Janów Lubelski) ou par l'indicateur bas du bien-être psychologique et l'indicateur élevé des dangers (district de Sandomierz et de Tomaszów Mazowiecki). Bien que

la corrélation entre le bien-être psychologique et le sentiment de dangers soit courante, elle n'est pas aussi fréquente que la corrélation entre le bien-être psychologique et le sentiment de défis.

Dans une certaine mesure, la carte des préférences pour la stratégie active (Figure 4) est similaire à la carte des dangers et surtout à celle des défis, quoique comprenant quelques différences importantes. L'indicateur de cette stratégie est relativement plus élevé dans les districts de l'ouest de la Pologne (excepté le district de Polkowice et de Wolsztyn) que dans les districts de l'est du pays et il est le plus élevé dans les districts de la zone centrale. Les districts ayant l'indicateur le plus faible de la préférence pour la stratégie active s'étendent de l'est de Małopolska et la région de Podkarpacie (district de Dąbrowa, de Tarnów, de Gorlice et de Sanok) via la voïévodie Świętokrzyskie et la voïévodie de Lublin (district de Włoszczowa, de Ostrów Świętokrzyski, de Biłgoraj et de Lublin), jusqu'à Podlasie et le nord de Mazowsze (district de Łomża, de Olecko, de Pułtusk et de Mława), mais ils ne s'étendent pas aux zones frontalières (y compris le district de Sokółka, de Biała Podlaska, de Chełmno et de Przemyśl). Cela pourrait être lié à la plus grande participation des agriculteurs de ces districts dans la coopération avec les partenaires biélorussiens et ukrainiens. Par ailleurs, la zone des districts présentant l'indicateur de la stratégie active le plus élevé s'étend de la partie centrale de Małopolska, via la voïévodie de Łódź, jusqu'à la région de Kujawy (district de Limanowa, de Olkusz, de Miechów, de Wieluń, de Radomsko, de Kutno et de Rypin), aux districts de l'ouest de Mazowsze (district de Sierpc, de Sochaczew, de Grójec), ainsi qu'au sud de Wielkopolska, voire au nord de Dolny Śląsk (district de Kępno, de Ostrów Wielkopolski, de Oleśnica).

En ce qui concerne la stratégie d'évitement, un aperçu général de la carte démontre qu'ici la situation est inverse de celle de la stratégie active, c'est-à-dire que les districts ayant l'indicateur le plus élevé de cette stratégie sont principalement situés dans l'est de la Pologne, y compris dans la zone frontalière (district de Kolno, de Łomża, de Sokółka, de Biała Podlaska, de Łęczna, de Chełmno, de Janów Lubelski, de Nisko, de Jarosław, de Przemyśl, de Krosno, de Gorlice, de Szydłowiec, de Garwolin et de Węgrów) et les districts ayant l'indicateur le plus faible dominant dans l'ouest de la Pologne (Figure 5). En plus, l'indicateur élevé caractérise aussi une partie importante des districts de la zone centrale (district de Cieszyn, de Nowy Targ, de Limanowa, de Olkusz, de Miechów, de Radomsko, de Wieluń, de Kutno et de Rypin, mais aussi de Oleśnica et de Gniezno). Par ailleurs, la plus forte concentration territoriale des districts ayant le niveau de cet indicateur le plus bas concerne Wielkopolska

(district de Turek, de Kępno, de Szamotuły, de Ostrów Wielkopolski et de Wolsztyn) et le nord du pays (district de Słupsk, de Wąbrzeźno, de Iława, de Bartoszyce, de Olecko, de Mława, de Pułtusk et de Suwałki), mais on les trouve également dans l'est et dans le centre de la Pologne, principalement à la proximité immédiate des grandes villes ou des centres industriels (district de Tarnów, de Sandomierz, de Biłgoraj, de Lublin, de Kozienice, de Piotrków Trybunalski, de Poddębice et de Sieradz).

L'analyse des cartes concernant les préférences pour les stratégies active et d'évitement confirme la thèse selon laquelle ces stratégies ne sont pas mutuellement exclusives mais plutôt complémentaires, étant adoptées en fonction de la situation. Toutes les deux peuvent être préférées dans la même mesure (élevée ou relativement faible), mais il est possible que l'une d'elles soit plus préférée. Le premier cas (préférence élevée pour les deux stratégies) concerne les agriculteurs entre autres des districts de Limanowa, de Radomsko, de Wieluń ou de Kutno, le second cas (préférences faibles pour les deux stratégies) concerne les agriculteurs des districts de Polkowice, de Wolsztyn, de Tarnów ou de Mława. Par ailleurs, les districts de Sochaczew ou de Grójec sont les exemples des districts où la stratégie active est nettement préférée, cependant la stratégie d'évitement domine entre autres dans les districts de Nowy Targ ou de Cieszyn.

Par conséquent, comment les agriculteurs des districts particuliers se positionnent-ils par rapport aux cinq dimensions (échelles) analysées ? Il existe de nombreuses configurations : de la position la plus élevée dans toutes les dimensions (comme dans le cas des agriculteurs du district de Kutno) à la position la plus basse (comme dans le cas des agriculteurs du district de Mława). L'analyse des résultats de l'estimation des modèles vides pour toutes les dimensions (échelles) a démontré qu'en premier lieu ce sont les caractéristiques des agriculteurs qui y contribuent, mais il s'est également avéré que les caractéristiques des districts ne sont pas sans importance.

Conclusion

La présente étude s'intéressait à la problématique de la qualité de vie quotidienne des agriculteur polonais dans le monde contemporain (postmoderne). Il est possible de constater généralement que les dangers et les défis résultants des changements entraînés par la mondialisation sont déjà présents à la campagne polonaise et auprès des communautés

agricoles. Cependant ils n'ont pas d'influence négative sur la qualité de vie (bien-être psychologique) des agriculteurs. Il semble que les agriculteurs ont déjà élaboré des stratégies pour contrôler ces changements et pour affronter leurs conséquences. Ce répertoire des stratégies englobe la stratégie active, rationnelle, centrée sur la recherche d'information sur ce qui est nouveau et inconnu et la stratégie d'évitement, affective, qui supposent la recherche des réponses à des nouvelles situations par référence au facteur irrationnel, dans la foi. Cependant les deux stratégies ne sont pas antagonistes mais plutôt complémentaires et mises en œuvre en fonction du caractère des situations spécifiques. Il semble que cette complémentarité de stratégies aide les agriculteurs à préserver le niveau relativement élevé de bien-être psychologique.

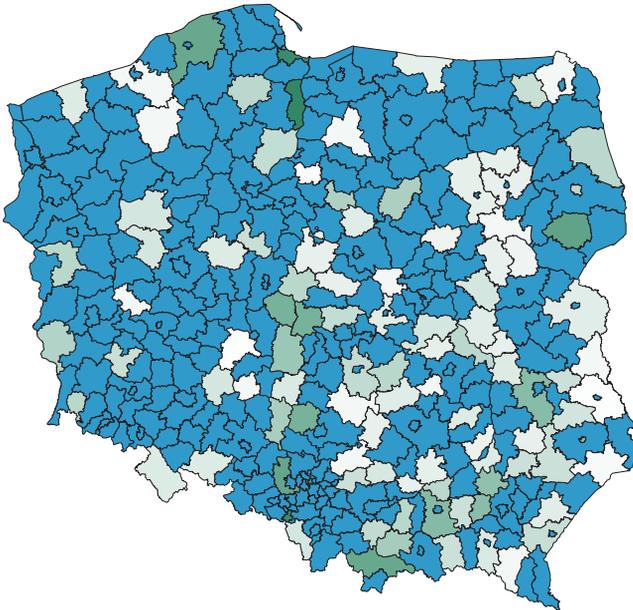


Figure 6. Niveau de confiance du public dans les districts
(nombre des districts inclus dans la recherche N = 101)

Source : élaboration propre.

En plus, les changements entraînés par la mondialisation n'influencent pas dans la même mesure la vie quotidienne de tous les agriculteurs et de toutes les communautés agricoles (définies par nous en tant que communautés des districts). Le niveau de dangers et de défis ressentis est aussi diversifié que le niveau d'aptitude à entreprendre des stratégies spécifiques et que le niveau de bien-être psychologique. L'application de l'analyse multiniveaux nous a permis de constater que ce sont les caractéristiques

des individus qui influencent essentiellement la différenciation du niveau de qualité de vie et de disposition à entreprendre des stratégies d'adaptation spécifiques ou du niveau de dangers et défis ressentis. Cependant le lieu de résidence et l'appartenance à une communauté locale spécifique (déterminée dans notre analyse par la division territoriale aux districts) ne sont pas sans importance.

Pour conclure la question s'impose de savoir comment la Pologne « agricole » est-elle définie par le profil territorial ? Est-elle une, mondialisée ? Les agriculteurs de Podkarpacie ne diffèrent-ils des agriculteurs des districts de la voïévodie Zachodniopomorskie ? Ou existe-t-elle la division, en fait encore courante dans l'opinion publique, entre la campagne de la Pologne de l'Est, plus traditionnelle et plus paysanne, et la campagne de la Pologne de l'Ouest, plus moderne et du modèle fermier ? Ce second image serait sans doute plus adéquat, néanmoins il semble que, en supposant que c'est une vision très générale, il faudrait considérer encore un autre image de la campagne polonaise : la campagne de la zone centrale, s'étendant de Małopolska et Górny Śląsk à la voïévodie de Łódź et ses alentours. En simplifiant cet image, si nous nous référons à la partition de la Pologne, dont l'incidence est encore couramment évoquée en Pologne, nous pouvons dire qu'il s'agit d'une campagne qui s'est développée dans les zones frontalières des partitions. Nous nous référons ici bien sûr exclusivement à la question du niveau de qualité de vie des agriculteurs. En outre, il est remarquable également que dans la zone en question il y a relativement le plus de districts ayant le niveau de confiance du public le plus élevé (Figure 6). Et c'est peut-être la raison pour laquelle les districts de cette zone ne dépassent pas d'autres districts en termes de niveau de qualité de vie, comme ils le font en ce qui concerne le niveau de sentiment de dangers et de défis de la mondialisation ou le niveau de disposition à entreprendre une des stratégies de leur contrôle, en particulier à adopter la stratégie active.

Bibliographie

- Bauman Z., 1998, *Globalization. The human consequences*, Cambridge : Polity Press.
- Bauman Z., 2000, *Liquid modernity*, Cambridge, Malden : Polity Press.
- Bauman Z., 2005, *Liquid life*, Cambridge, Malden : Polity Press.
- Bauman Z., 2007, *Liquid times: Living in an age of uncertainty*, Cambridge : Polity Press.

- Beck U., 1992, *Risk society. Towards a new modernity*, London : Sage Publications.
- Beck U., 2000, *What is globalization?*, Cambridge, Malden : Polity Press.
- CBOS, 2015, *Zadowolenie z życia*, Komunikat z badań, n° 3, cbos.pl/spiskom.pol/2015/K_003_15.pdf
- CBOS, 2020, *Zadowolenie z życia*, Komunikat z badań, n° 2, cbos.pl/spiskom.pol/2020/K_002_20.pdf
- Chimiak G., Fronia M. (dir.), 2012, *Globalizacja a rozwój. Szanse i wyzwania dla Polski*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Czapiński J., Panek T. (dir.), 2011, « Social Diagnosis 2011. Objective and subjective quality of life in Poland. Report », *Contemporary Economics*, n° 3 (5), p. 1–366.
- Czapiński J., Panek T. (dir.), 2013, « Social Diagnosis 2013. Objective and subjective quality of life in Poland. Report », *Contemporary Economics – special issue*, n° 3.1 (7), p. 1–490.
- Czapiński J., Panek T. (dir.), 2015, « Social Diagnosis 2015. Objective and subjective quality of life in Poland. Report », *Contemporary Economics*, n° 4 (9), p. 1–538.
- Domański H., Pokropek A., 2011, *Podziały terytorialne, globalizacja a nierówności społeczne. Wprowadzenie do modeli wielopoziomowych*, Warszawa : Wydawnictwo Instytutu Filozofii i Socjologii PAN.
- Drąg Z., 2021a, « Daily life strategies among farming families in Poland of 2017 », [in :] K. Górlach, Z. Drąg (dir.), *Think locally, act globally: Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 459–518.
- Drąg Z., 2021b, « Regional farming strategies in Poland of 2017 », [in :] K. Górlach, Z. Drąg (dir.), *Think locally, act globally: Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 417–457.
- Drąg Z., Górlach K., 2021, « Mixed methodologies, sustainable analyses », [in :] K. Górlach, Z. Drąg (dir.), *Think locally, act globally: Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 95–147.
- Fence D., Perry J., 1995, « Quality of Life: Its definition and measurement », *Research in Development Disabilities*, n° 1 (16), p. 51–74.
- Górlach K., 2001, *Świat na progu domu. Rodzinne gospodarstwo rolne w Polsce w obliczu globalizacji*, Kraków : Wydawnictwo Uniwersytetu Jagiellońskiego.
- Górlach K., Drąg Z. (dir.), 2021a, *Think locally, act globally: Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press.
- Górlach K., Drąg Z., 2021b, « Class diversification among Polish farmers in 2017 », [in :] K. Górlach, Z. Drąg (dir.), *Think locally, act globally: Polish*

- farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 373–409.
- Gorlach K., Drąg Z., Foryś G., 2021c, « In search of a balance: Some aspects of sustainable farming », [in :] K. Gorlach, Z. Drąg (dir.), *Think locally, act globally: Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 295–325.
- Nussbaum M., Sen A., 1992, *Quality of life*, Oxford : Oxford University Press.
- Raudenbush S. W., Bryk A. S., Cheong Y. F., Congdon R. T., Jr., du Toit M., 2011, *HLM 7. Hierarchical linear and nonlinear modelling*, Lincolnwood : SSI Scientific Software International.
- Stiglitz J. E., 2002, *Globalization and its discontents*, New York : W.W. Norton & Company.
- Sztompka P., 2007, *Zaufanie. Fundament społeczeństwa*, Kraków : Wydawnictwo Znak.
- Trzebiatowski J., 2011, « Jakość życia w perspektywie nauk społecznych i medycznych – systematyzacja ujęć definicyjnych », *Hygeia Public Health*, n° 1 (46), p. 25–31.
- Walas-Trębacz J., 2017, « Globalizacja – przesłanki i wyzwania dla przedsiębiorstw funkcjonujących na rynkach międzynarodowych », [in :] J. Wiktor (dir.), *Zarządzanie przedsiębiorstwem międzynarodowym. Integracja różnorodności*, Warszawa : Wydawnictwo C.H. Beck, p. 19–62.
- Wasilewski J., 2014, *Świadomość zmian globalizacyjnych na polskiej prowincji*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Włodarczyk K., 2015, « Jakość życia postrzegana przez Polaków w XXI wieku », *Konsumpcja i Rozwój*, n° 1 (10), p. 3–16.

Au-delà des images d'Epinal : les relations de voisinage dans les communes rurales périurbaines françaises

Eric Charmes, Josette Debroux

En octobre 2020, en présentant son dernier zonage dit en « aires d'attraction des villes », l'Institut national de la statistique français (l'INSEE) indiquait : « En France, neuf personnes sur dix vivent dans l'aire d'attraction d'une ville »¹. Moins d'un mois plus tard, le ministère de la Cohésion des territoires publiait un « zonage rural »². Selon la carte qui en résultait, la ruralité concerne plus de 21 millions d'habitants, soit plus du tiers de la population française, et plus de 30 000 communes, sur un total d'environ 35 000. Bref, d'un côté la ruralité est un phénomène résiduel, de l'autre elle demeure un phénomène massif (Charmes, 2021a). La réalité est que les mondes ruraux et citadins se sont hybridés au travers de la périurbanisation. La périurbanisation résulte en effet de l'intégration des campagnes à des dynamiques urbaines voire métropolitaines (Charmes, 2019). De ce fait, en France sans doute plus qu'ailleurs, il est devenu difficile de réfléchir à l'espace rural sans intégrer les problématiques de périurbanisation. D'où le choix ici de travailler sur des communes à la fois périurbaines, et même métropolitaines, car intégrées aux aires d'attraction d'une ville globale, Paris, et d'une des plus importantes métropoles françaises, Lyon, et présentant un trait démographique souvent considéré comme caractéristique de la ruralité, à savoir un peuplement inférieur à 2000 habitants³.

1 Voir *INSEE Focus*, n° 211, mis en ligne en octobre 2020.

2 Voir <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/kiosque/2020-article-zonage-rural>

3 Jusqu'en 2020, la définition exacte d'une commune rurale était que le noyau principal d'habitation, le bourg centre, doit compter moins de 2000 habitants selon INSEE. Ainsi avec les hameaux et écarts, une commune comptant plus de 2000 habitants peut encore être rurale.

Objet privilégié des sociologues ruraux de l'après-guerre au années 1970, les « communautés rurales » (Lefebvre, 1949), les « sociétés paysannes » (Mendras, 1976) ou « collectivités locales » (Jollivet, Mendras, 1971), ont été décrites comme des micro-univers se caractérisant alors par des relations de dépendance et d'interdépendance à base locale. Contraints de vivre sur place, les relations d'entraide entre voisins étaient intenses, facilitées par l'appartenance au même monde (Champagne, 1975). Si l'ampleur des transformations du monde rural (effondrement de la population agricole et recomposition sociale de la population avec l'augmentation des mobilités, moindre différenciation des modes de vie) a conduit à interroger la pertinence de ce modèle d'analyse, l'espace rural est toujours associé, dans les représentations, à un espace dans lequel les habitants sont fortement intégrés (Banos *et al.*, 2009). À l'inverse, les espaces périurbains, souvent réduits à l'habitat pavillonnaire et à la dépendance automobile, apparaissent comme des lieux où les relations de voisinage sont résiduelles (L'Heuillet, 2016), les relations des ménages étant concentrées sur d'autres sphères, familiales, amicales et professionnelles notamment. La rue pavillonnaire est réputée être une rue où il ne se passe rien, où l'engagement personnel entre voisins est minimal. Cet article propose d'aller au-delà de ces images très schématiques en explorant le cas de communes rurales récemment devenues périurbaines.

L'analyse qui suit prend appui sur l'enquête *Mon quartier, mes voisins* (MQMV), réalisée par l'Ined et le Centre Max Weber en 2018 et 2019⁴. Cette enquête a porté sur 7 contextes différents dans les régions métropolitaines de Paris et de Lyon, dont un contexte de commune rurale périurbaine, étudié à Marolles-sur-Seine, ci-après Marolles, et à La Bâtie-Montgascon, ci-après La Bâtie (voir encadré 1). L'enquête montre l'existence d'intenses relations de voisinage dans ces communes qui ont connu une recomposition sociale de leur population avec l'effondrement de la population agricole

4 Conduite au printemps 2018 par un collectif de chercheur.e.s sous la direction de Jean-Yves Authier et Joanie Cayouette-Remblière, l'enquête *Mon quartier, mes voisins* (Ined/CMW) avait pour objectif d'étudier la contribution du voisinage à l'intégration sociale et urbaine des individus dans 14 quartiers représentant sept contextes résidentiels (quartiers bourgeois, gentrifiés et populaires en ville-centre, quartiers de mixité sociale programmée, grands ensembles en rénovation urbaine, centres de petites villes du périurbain éloigné et communes rurales périurbaines) situés dans les régions métropolitaines de Paris et Lyon. La représentativité de chaque quartier a été assurée par des pondérations et la démarche a permis, contrairement à certaines enquêtes ethnographiques, d'avoir accès à tous les types d'habitants, y compris ceux qui sont en retrait de leur lieu de vie. 2572 questionnaires ont été récoltés. Une post-enquête sous forme d'entretiens semi-directifs a eu lieu un an plus tard et a permis la collecte de 210 entretiens. Pour plus d'informations sur l'enquête voir <https://mon-quartier-mes-voisins.site.ined.fr/>.

et l'augmentation des mobilités résidentielles. Une question principale guidera l'analyse : dans quelle mesure, les trajectoires résidentielles des habitants de ces communes éclairent-elles leur engagement dans les relations de proximité ? Pour répondre à cette question, après avoir présenté l'intensité des relations de voisinage qui se déploient dans les deux communes enquêtées, nous montrerons que ces dernières résultent en grande partie de la forte présence « d'anciens » c'est-à-dire de ménages installés depuis 10 ans et plus et de ménages ayant connu une trajectoire résidentielle ascendante.

ENCADRÉ 1 : DES COMMUNES RURALES PÉRIURBAINES

Marolles-sur-Seine et La Bâtie-Montgascon sont deux petites communes rurales périurbaines, situées pour la première en Seine-et-Marne, à près de 90 km de Paris, et pour la seconde en Isère à un peu plus de 70 km de Lyon. Avec 1750 habitants au dernier recensement (en 2017) pour Marolles et 1900 pour La Bâtie (en 2016), elles sont rurales au sens de l'INSEE et sont assez régulièrement perçues par leurs habitants comme des « villages ». L'enquête s'est intéressée aux communes de ce type car elles dominent les paysages périurbains : dans les couronnes périurbaines de Lyon et Paris, plus de huit communes sur dix⁵ comptent moins de 2000 habitants.

Jusqu'au début des années 2000, Marolles et La Bâtie sont restées relativement à l'écart de la métropolisation, définie comme l'intégration à l'aire urbaine d'une métropole. Les deux communes évoluaient avant tout dans l'orbite de petites villes voisines où sont localisés les collèges et lycées et plus globalement les principaux pôles de services, de commerces et d'équipements. Au cours des années 2000 toutefois, Marolles et La Bâtie sont entrées dans l'aire d'attraction de Paris et de Lyon et sont devenues périurbaines avec le zonage 2010 de l'INSEE (dit à l'époque en aires urbaines et devenu zonage en aires d'attraction des villes en 2020). Elles ont cependant conservé un caractère rural marqué du fait de leur éloignement au pôle urbain. En effet, plusieurs corps de ferme sont présents et l'agriculture conserve une place importante : elle occupe 49 % du territoire de la commune

5 81 % pour la couronne périurbaine de Lyon et 85 % pour la couronne périurbaine de Paris. D'après les données 2009 du recensement de l'INSEE utilisées pour établir le zonage de 2010, dernier en date.

de Marolles et 86 % de La Bâtie⁶. Par ailleurs, ce passé rural a laissé aux deux communes une infrastructure commerciale assez substantielle. On y trouve ainsi outre une boulangerie, une supérette et même une pharmacie, commerces rares dans des communes de peuplement comparable dans le périurbain proche de Lyon ou Paris. En outre, bien que périurbaines, ces deux communes demeurent multifonctionnelles, regroupant de l'habitat, des activités économiques, des lieux d'activités de vie sociale et de loisirs (Berroir *et al.*, 2016).

Les deux communes conservent également les traces de leur passé. La Bâtie, historiquement plus peuplée que Marolles (la première comptait plus de 1100 habitants avant la Seconde Guerre mondiale, contre moins de 500 pour la seconde) dispose d'un parc de bâtiments anciens significatif, constitué notamment de maisons ouvrières et de bâtiments industriels liés à l'activité textile. La commune abrite même un musée dédié aux tisserands du Dauphiné. Marolles a un passé plus exclusivement agricole, lié à une abbaye.

Dans les décennies récentes, malgré la périurbanisation, le développement des deux communes est resté mesuré. Elles n'ont pas connu une explosion des constructions nouvelles. A Marolles sur Seine, entre 1990 et 2017, le nombre de logements est passé de 482 à 702, soit une augmentation inférieure à 10 par an en moyenne, avec peu de grands lotissements notamment. Cette croissance est en outre assez ancienne à Marolles dont la population, après avoir stagné jusque dans les années 1960 autour de 500 habitants, a régulièrement progressé depuis. Au fil des décennies, des maisons d'architectures variées se sont ajoutées les unes aux autres. A La Bâtie, la croissance, plus modérée, commence à partir des années 1990, mais la population était alors déjà de 1 300 habitants. Les bâtiments nouveaux et leurs occupants arrivés depuis ne représentent qu'un tiers de l'ensemble de la commune.

6 Sources : Plan Local d'Urbanisme (et notamment rapport de présentation), disponible sur le site de la commune de Marolles (www.marolles-sur-seine.fr/mairie/revision-plan-local-durbanisme/) et <https://www.annuaire-mairie.fr/occupation-des-sols-la-batie-montgascon.html>

Quelques traits typiques du périurbain

On retrouve avec Marolles et La Bâtie quelques-uns des traits usuellement associés au périurbain. Tout d'abord, l'habitat est presque exclusivement individuel. 92 % des ménages de La Bâtie habitent ainsi une maison et, selon notre enquête, l'ensemble de la population de Marolles habite en maison individuelle. Ces maisons sont le plus souvent occupées par leurs propriétaires, dans 78 % des cas à La Bâtie et dans 83 % des cas à Marolles (alors que l'ensemble de la population enquêtée compte en moyenne 38 % de propriétaires). Le logement social accueille 8 % des ménages de La Bâtie, et seulement 3 % de ceux de Marolles, soit l'un des plus faibles taux des quartiers enquêtés pour la recherche *Mon quartier, mes voisins* (voire note 1).

Ensuite, en lien avec ces caractéristiques du parc de logements, ces communes sont majoritairement habitées par des ménages aux revenus moyens. Ainsi, les tranches extrêmes de revenus sont moins représentées que les tranches moyennes : la part des ménages dont le revenu mensuel est inférieur à 1000 euros est nettement moins importante que dans l'ensemble des quartiers enquêtés, particulièrement à Marolles, où elle est 6 fois plus faible (le facteur de division est de 3 pour La Bâtie). La part des plus aisés est tout aussi limitée, particulièrement pour les ménages ayant plus de 6000 euros de revenus (voir Tableau 1).

Tableau 1. L'importance des ménages aux revenus moyens

| | Marolles | La Bâtie | Ensemble des quartiers |
|----------------------|----------|----------|------------------------|
| moins de 1000 euros | 2 | 4 | 9 |
| de 1000 à 1499 euros | 8 | 12 | 12 |
| de 1500 à 1999 euros | 6 | 14 | 12 |
| de 2000 à 2999 euros | 16 | 24 | 17 |
| de 3000 à 3999 euros | 32 | 19 | 15 |
| de 4000 à 5999 euros | 14 | 16 | 12 |
| 6000 euros et plus | 3 | 4 | 9 |
| Refus de répondre | 20 | 8 | 14 |

Champ : ensemble des enquêtés (n = 2554) ; données pondérées.

Enfin, le peuplement des communes étudiées correspond assez largement à l'image d'un périurbain blanc. Bien sûr, les données sur l'origine ne doivent pas être prises pour des données sur la couleur de peau, mais elles donnent une indication. A La Bâtie par exemple, 92 %

de la population enquêtée est française de parents nés en France contre 68 % pour l'ensemble des terrains d'enquêtes. La commune compte même, parmi les enquêtés, la plus faible proportion d'enfants d'immigrés de tous les quartiers. Parmi ceux qui sont nés à l'étranger (6 % à La Bâtie et 7 % à Marolles), les Maghrébins (Tunisiens, mais aussi Algériens et Marocains) sont de loin les plus nombreux à La Bâtie. Ils sont suivis par les Italiens, ce qui n'est pas surprenant, l'Italie étant un pays assez proche. A Marolles, l'origine étrangère la plus fréquente est le Portugal, suivi assez loin derrière et à parts à peu près égales, par le Maroc, le Congo et l'Italie.

Un périurbain de « petits moyens »...

Si Marolles et La Bâtie sont bien périurbaines, elles présentent plusieurs spécificités. Le périurbain qui rassemble plus de 40 % de la population française, est loin d'être un bloc homogène. Tout d'abord, les deux communes se singularisent par une part élevée de ménages occupant des emplois modestes (cf. Tableau 2). Les ouvriers notamment sont particulièrement nombreux, avec 17 % de ménages à dominante ouvrière à La Bâtie et 18 % à Marolles, soit le double du taux observé dans l'ensemble des quartiers étudiés (9 %). Ces ménages appartiennent aux strates supérieures des classes populaires : en effet, il s'agit majoritairement d'ouvriers qualifiés qui, à l'instar des classes moyennes, sont très fréquemment propriétaires de leur logement (Rénahty *et al.*, 2015). Par ailleurs, compte-tenu des caractéristiques socio-économiques du peuplement, le chômage est bas avec un taux de 9 % de la population active pour La Bâtie et seulement 3 % à Marolles.

Ce peuplement s'explique par la rencontre de deux caractéristiques. La première est que les villages de Marolles et de La Bâtie sont encore très ruraux. Or, dans les territoires ruraux, les actifs sont très souvent ouvriers ou employés (Mischi *et al.*, 2016). La seconde est que ces communes ne sont devenues périurbaines que récemment. Ils font partie des secteurs les plus éloignés des couronnes périurbaines de Paris ou de Lyon, ceux où les prix immobiliers sont parmi les plus bas de l'aire urbaine. Ainsi, il faut compter 1650 euros par mètre carré pour une maison individuelle à La Bâtie comme à Marolles⁷.

La situation des ménages ouvriers ou employés des deux communes correspond à celle des « petits-moyens » étudiés par une équipe de sociologues dans un quartier pavillonnaire de la banlieue de Paris (Cartier *et al.*, 2008). Pour ces ménages, comme le souligne Catherine (voir

7 D'après meilleurs agents (consulté en juillet 2020) avec toutefois un « indice de confiance » assez bas, compte-tenu du faible nombre de biens vendus chaque année.

encadré 2), boucler les fins de mois, sans parler de mettre de l'argent de côté, est difficile. Comme certains travaux l'ont montré, ces difficultés se sont aggravées depuis les années 2000, notamment en raison de l'augmentation du coût des déplacements (Charmes, 2021b). L'éloignement croissant du périurbain populaire induit des charges qui croissent en valeur absolue pour des ménages dont les revenus, eux, n'augmentent guère.

Tableau 2. La prédominance des ménages à dominante ouvrière et employée

| | Marolles | La Bâtie | Ensemble des quartiers |
|---|----------|----------|------------------------|
| ...à dominante cadre (I) | 5 | 7 | 17 |
| ... à dominante cadre ou intermédiaire (II) | 21 | 22 | 22 |
| ... à dominante employée (III) | 31 | 28 | 21 |
| ... à dominante petits indépendants (IV) | 7 | 8 | 4 |
| ... à dominante ouvrière (V) | 18 | 17 | 9 |
| ... mono-actifs composés d'un employé ou ouvrier (VI) | 17 | 18 | 25 |
| ... composés uniquement d'inactifs (VII) | 1 | 0 | 3 |

Champ : ensemble des enquêtés dont on connaît la profession (n = 2554) ; données pondérées.

... des couples surreprésentés...

Les ménages avec enfants sont plus représentés dans ces deux communes que dans l'ensemble de la population (respectivement 37 et 41 % à La Bâtie et à Marolles contre 31 % dans l'ensemble des enquêtés). On relève également une forte part de ménages sans enfant (33 % à La Bâtie et 32 % à Marolles contre 20 % dans la population totale), ce qui constitue un autre écart à la représentation dominante du périurbain, qui en fait l'espace des familles avec enfants. Ces ménages sans enfant sont majoritairement âgés : 55 % d'entre eux ont 60 ans et plus à La Bâtie, cette part s'élevant à 62 % à Marolles, contre 47 % dans l'ensemble des enquêtés tous quartiers confondus.

Tableau 3. La prédominance des couples avec enfants mais aussi sans enfant

| | Marolles | La Bâtie | Ensemble des quartiers |
|-----------------------|----------|----------|------------------------|
| Solo | 14 | 21 | 31 |
| Famille monoparentale | 9 | 5 | 10 |
| Couple sans enfants | 32 | 33 | 20 |
| Couple avec enfants | 41 | 37 | 31 |
| Autres situations | 5 | 4 | 7 |

Champ : ensemble des enquêtés (n = 2554) ; données pondérées.

... et une forte présence des « anciens »

Une des caractéristiques des enquêtés de ces communes est également l'ancienneté de leur installation (cf. Figure 1).

Les « anciens » (sont ainsi nommés ceux qui se sont installés depuis 10 ans et plus) représentent à La Bâtie et à Marolles respectivement 58 et 62 % des enquêtés contre 45 % dans l'ensemble de la population enquêtée. La part de ceux qui se sont installés depuis 20 ans et plus est particulièrement élevée avec 41 % à La Bâtie et 45 % à Marolles contre 27 % dans l'ensemble de la population. A l'inverse, les « nouveaux arrivés » (installés depuis moins de 2 ans) sont peu présents : 6 % à La Bâtie et 8 % à Marolles contre 16 % dans la population enquêtée.

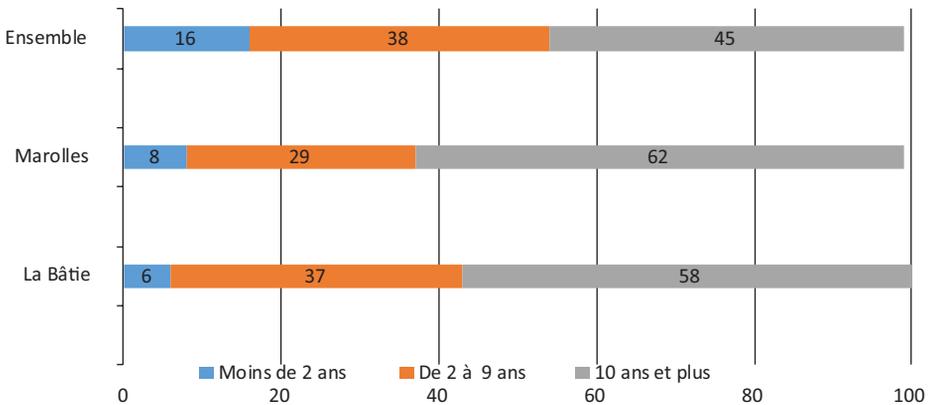


Figure 1. La distribution des trois groupes d'ancienneté

Champ : ensemble des enquêtés dont on connaît l'ancienneté dans le quartier (n = 2547) ; données pondérées.

Ces « anciens » présentent différents traits, caractéristiques d'une population bien installée dans la commune. Ils ont notamment comme particularité d'être très souvent propriétaires de leur logement, dans des contextes où, comme on l'a dit, la propriété est déjà plus fréquente qu'ailleurs. Ainsi, 95 % des « anciens » de La Bâtie sont propriétaires de leur logement pour une moyenne de 78 % (à Marolles, ces chiffres sont 89 % pour 81 %). Dans l'ensemble de la population enquêtée, les « anciens » sont également surreprésentés parmi les propriétaires, mais avec « seulement » 52 %.

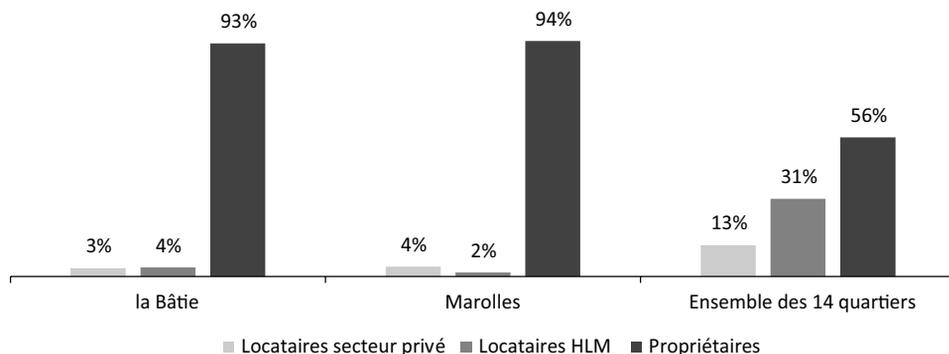


Figure 2. Le statut d'occupation du logement des « anciens »
Champ : ensemble des enquêtés (n = 2554) ; données pondérées.

Les « anciens » de La Bâtie et de Marolles ont aussi plus souvent déjà vécu dans la commune : alors que 27 % des enquêtés de La Bâtie ont déjà vécu dans la commune par le passé, 38 % des « anciens » sont dans ce cas (24 contre 30 % à Marolles). Leur logement précédant était également plus souvent situé dans la commune : 30 % des « anciens » de La Bâtie, 25 % des « anciens » de Marolles avaient leur logement précédant situé dans la commune contre respectivement 19 et 15 % dans l'ensemble des enquêtés de ces communes.

L'examen des projets résidentiels corrobore la représentation « d'anciens » bien installés dans la commune : ils ne sont, à La Bâtie et à Marolles, respectivement que 14 et 12 % à envisager de déménager dans les deux ans contre 25 et 19 % chez les enquêtés de leur commune. Ces taux sont faibles : dans l'ensemble des quartiers, 41 % des enquêtés déclarent envisager de déménager dans les deux ans.

Surtout, plus de la moitié des « anciens » considèrent leur logement actuel comme un aboutissement pour leur trajectoire résidentielle (57 % à La Bâtie et 53 % à Marolles contre respectivement 41 et 43 % en moyenne). Leur part est nettement plus élevée que dans l'ensemble des quartiers enquêtés (17 %). De même, alors que 19 % des habitants de La Bâtie et de Marolles considèrent leur logement actuel comme un point de passage, c'est le cas de seulement 2 % des « anciens » de La Bâtie et de 12 % des « anciens » de Marolles.

Pour résumer, les « anciens » de ces communes apparaissent comme « ancrés » dans leur position résidentielle : ils sont plus souvent propriétaires de leur logement que les autres, envisagent nettement moins fréquemment de quitter leur logement dans les deux ans, et surtout considèrent nettement plus fréquemment leur logement comme l'aboutissement de leur trajectoire

résidentielle, la maison en propriété pouvant s'apparenter à « un patrimoine durable et transmissible » (Bourdieu, 2000). En termes de position sociale, ces « anciens » appartiennent sensiblement plus fréquemment aux professions intermédiaires et petits indépendants que les autres enquêtés de leur commune (40 contre 36 % en moyenne à La Bâtie, 39 contre 27 % en moyenne à Marolles), la différence étant en revanche faible pour les employés et ouvriers qualifiés. Ils sont, sans surprise, plus âgés que la moyenne des enquêtés de leur commune : 45 contre 33 % en moyenne à La Bâtie ont 60 ans et plus (46 contre 34 % à Marolles). Les couples sans enfants sont enfin surreprésentés dans les deux communes. On peut supposer qu'au moment de leur installation, il s'agissait de ménages avec enfants. Ces derniers, bien que sous-représentés par rapport à la moyenne, représentent cependant une part non marginale des « anciens » : on compte 32 % de couples avec enfants chez les « anciens » de La Bâtie et 33 % chez les « anciens » de Marolles.

L'accession à la propriété d'une maison au cœur des trajectoires résidentielles

La notion de trajectoire résidentielle renvoie ici à l'idée que les parcours résidentiels peuvent être reconstruits comme une succession de positions résidentielles, elles-mêmes définies par différents critères, qui, sans nécessairement être le produit d'un projet, peut être intelligible (Grafmeyer, Authier, 2008). Les positions résidentielles étant socialement qualifiées, il est possible de décrire leur orientation. La représentation d'un parcours résidentiel « promotionnel » menant de la location d'un logement en habitat collectif à la propriété d'un pavillon s'est imposée dans les années 1980 (Bonvalet, Gotman, 1993). Les trajectoires résidentielles sont appréhendées ici à partir des trois indicateurs fournis par l'enquête (deux que l'on peut qualifier d'objectifs, le type d'habitation, et le statut d'occupation, et un autre plus « subjectif », le niveau de confort)⁸. La prise en compte de ces critères montre la nette surreprésentation des trajectoires résidentielles ascendantes.

Le premier critère d'une telle trajectoire est le passage de l'appartement à la maison. Selon ce critère, les déclassements sont rares puisque les deux communes comptent peu ou pas de maisons. Quoi qu'il soit, 41 % des enquêtés de La Bâtie et 53 % de ceux de Marolles qui résident en maison avaient comme logement précédant un appartement contre

8 Ces mêmes critères ont été utilisés pour caractériser les trajectoires des habitants de petites villes périurbaines.

7 % de la population totale tous quartiers confondus qui ont connu cette trajectoire. Les « anciens » connaissent nettement plus fréquemment ce type de trajectoire que les « nouveaux arrivés » : ils sont respectivement 61 et 5 % à La Bâtie, 66 et 7 % à Marolles contre 45 et 16 % dans l'ensemble des enquêtés.

L'autre critère « objectif » permettant de qualifier le sens des trajectoires résidentielles est le changement de statut. Là aussi, les deux communes rurales se distinguent des autres. Les propriétaires qui étaient locataires (HLM et privés) de leur ancien logement sont plus nombreux qu'ailleurs (35 % à La Bâtie, 48 % à Marolles contre 21 %, tous quartiers confondus). Une part non négligeable de propriétaires étaient également logés par des amis et de la famille (16 % à La Bâtie, 14 % à Marolles contre 6 % dans la population totale). Selon ce second critère, les trajectoires de déclassement résidentiel (des propriétaires de leur ancien logement qui sont locataires de leur logement actuel) sont quasi-absentes (1 % à La Bâtie, 2 % à Marolles).

L'orientation objective de la trajectoire résidentielle a des effets sur sa perception : 90 % des ascendants de La Bâtie considèrent que leurs conditions de logement se sont améliorées, contre 76 % en moyenne à La Bâtie (86 contre 77 % pour Marolles). La part de ceux qui considèrent qu'elles se sont dégradées est faible, elle représente 7 % à La Bâtie et 6 % à Marolles contre 15 % dans l'ensemble des enquêtés. Elle est évidemment plus forte chez les enquêtés résidant en appartements puisqu'une partie d'entre eux vivaient antérieurement en maison, ce qui confirmerait que la maison reste plus valorisée que l'appartement pour cette population.

L'ancienneté d'installation a peu d'effet sur la part des enquêtés ascendants qui répondent que leurs conditions de logement se sont améliorées à La Bâtie (écart à la moyenne d'un point) et à Marolles (écart de 2 points), rappelant que les jugements prennent en compte une pluralité de dimensions (Gateau, 2017).

Tableau 4. L'arrivée dans les communes rurales périurbaines : une amélioration des conditions de logement

| | La Bâtie | Marolles | La Bâtie (appartements) | Ensemble des quartiers |
|----------------------|----------|----------|----------------------------|---------------------------|
| Se sont améliorées | 76 | 77 | 49 | 60 |
| Se sont dégradées | 7 | 6 | 25 | 15 |
| Sont restées stables | 14 | 14 | 27 | 22 |
| Ne sait pas | 1 | 2 | 0 | 2 |

Champ : ensemble des enquêtés ayant répondu à la question (n = 2554) ; données pondérées.

Tableau 5. Les indicateurs de la mobilité résidentielle ascendante

| | La Bâtie | Marolles | Population totale |
|---|----------|----------|-------------------|
| Trajectoire appartement => maison | 41 | 53 | 7 |
| Amélioration des conditions de logement | 76 | 77 | 60 |
| Trajectoire locataire => propriétaire | 35 | 48 | 21 |

Champ : ensemble des individus résidant en appartement ayant répondu à toutes les questions sur les trajectoires résidentielles (n = 2147) ; données pondérées.

La progression au principe de la mobilité résidentielle apparaît dans ces communes à travers les raisons du déménagement : la plus fréquemment énoncée est l'accèsion à la propriété (36 % des enquêtés de La Bâtie et 37 % de ceux de Marolles). Viennent ensuite, la recherche d'un logement plus grand (34 % à La Bâtie, 22 % à Marolles), les raisons professionnelles (29 et 20 %). Dans l'ensemble de la population, l'accèsion à la propriété importe beaucoup moins, la raison la plus souvent citée est la recherche d'un logement plus grand (26 %), puis ce sont les raisons professionnelles (16 %) et l'accèsion à la propriété (14 %).

Dans ces communes rurales périurbaines, la maison a un statut particulier. Les enquêtés dont l'ancien logement était déjà une maison sont nettement surreprésentés : c'est le cas de 53 % des enquêtés de La Bâtie et 44 % de ceux de Marolles contre 18 % tout quartiers confondus, ce qui laisse penser que ces enquêtés provenaient probablement d'une commune périurbaine ou rurale (comme d'ailleurs pour les deux femmes dont les portraits sont en encadré).

De fortes relations de voisinage

L'habitat individuel rural et périurbain est souvent associé à l'absence de relations de voisinage (L'Heuillet, 2016). La Bâtie et Marolles démentent cette idée reçue. Certes, les pratiques peuvent être significatives sans que les relations soient fortement investies affectivement. Il n'empêche que les enquêtés qui déclarent avoir fait entrer ou être entré chez un voisin ou chez un habitant de la commune ou avoir rendu ou reçu un service au cours des douze derniers mois sont nettement plus nombreux qu'ailleurs. Les écarts sont particulièrement prononcés pour les visites et échanges de service avec les voisins des maisons alentours et des immeubles environnants ainsi que pour les visites avec des personnes habitant ailleurs dans la commune. L'écart est moindre pour les échanges de services hors

de la commune : dans ce cas, on peut supposer que les relations se sont nouées dans d'autres contextes que celui de la résidence, la proximité résidentielle jouant peu dans la genèse des relations. Quoi qu'il en soit, dans les deux communes, peu d'enquêtés restent à l'écart de toute relation puisque 8 % déclarent n'avoir aucune conversation avec des personnes des maisons alentours à La Bâtie et seulement 2 % à Marolles, contre 10 % tous quartiers confondus.

Tableau 6. Des relations de voisinage de forte intensité

| | La Bâtie | Marolles | Ensemble des 14 quartiers |
|--|----------|----------|---------------------------|
| Avec les voisins d'immeuble ou des maisons alentours | | | |
| Avoir fait entrer ou être entré chez un voisin | 76 | 85 | 70 |
| Avoir rendu ou reçu un service | 75 | 83 | 69 |
| Avec les autres habitants de la commune | | | |
| Avoir fait entrer ou être entré chez un habitant | 61 | 68 | 55 |
| Avoir rendu ou reçu un service | 46 | 45 | 42 |

Champ : ensemble des enquêtés (n = 2572) ; données pondérées.

Les invitations sont également nettement plus fréquentes qu'ailleurs ; 51 % des enquêtés de La Bâtie, 49 % de ceux de Marolles contre 31 % de l'ensemble des enquêtés ont reçu un voisin des maisons alentours pour un café au cours des 12 derniers mois. Le partage d'un repas avec un voisin des maisons alentours ou un habitant de la commune, pratique qui engage davantage, est aussi plus fréquent (34 et 37 % pour La Bâtie et Marolles contre 20 % dans l'ensemble). Les échanges de services sont également nettement plus intenses, qu'il s'agisse de services plus typiquement populaires comme « prêter des ingrédients », « réaliser des travaux de bricolage » ou « garder les clés ». Ainsi, 33 et 25 % des enquêtés de La Bâtie et Marolles (contre 12 % pour l'ensemble) ont effectué des travaux de bricolage, de jardinage ou des réparations chez des voisins proches.

La représentation, plus fréquente qu'ailleurs, du voisinage comme composé de personnes semblables à soi favorise sans doute ces relations plus intenses (elle concerne 31 % à La Bâtie et 30 % à Marolles contre 26 % dans l'ensemble). Certes, à Marolles, les habitants déclarent plus souvent qu'ailleurs (58 contre 50 % à La Bâtie et 51 % dans l'ensemble) que les habitants de leur commune sont différents d'eux. Mais cette perception ne se traduit pas par des évitements, qui sont nettement moins fréquents à Marolles qu'à La Bâtie (15 % des Marollais contre 23 % des Batiolans

et 20 % ailleurs). En tout cas, dans les deux communes, il n'y a pas plus de conflits qu'ailleurs et les enquêtés ne sentent pas plus jugés par les voisins. Ces résultats remettent en question une autre idée reçue, portant celle-là sur les petites communes rurales, à savoir que les relations de voisinage y seraient plus conflictuelles, car caractérisées par un plus fort contrôle social du voisinage.

Le fort ancrage des anciens

Les habitants, on l'a vu, connaissent de fortes relations de voisinage. Dans quelle mesure les « anciens », fortement représentés, contribuent-ils à cet état de fait ? Par ailleurs, les « anciens » de Marolles et La Bâtie ont-ils des relations voisinage qui les différencieraient des « anciens » des autres quartiers étudiés pour la recherche *Mon quartier, mes voisins* ?

Les « anciens » ont globalement plus fréquemment des relations de voisinage que les « nouveaux arrivés ». A La Bâtie, l'écart en faveur des « anciens », qui s'élève à 9 points pour les visites avec les voisins proches, passe à 60 points pour les visites avec des habitants résidant ailleurs dans la commune. Cet écart est également important pour les échanges de services particulièrement, avec 52 points, lorsqu'ils engagent des habitants situés ailleurs dans la commune. A Marolles, la situation est moins tranchée, l'ancienneté joue moins sur les relations. L'écart en faveur des « anciens » n'est que de 3 à 4 points pour les échanges de services. Et si l'écart est de 15 points en faveur des « anciens » pour les échanges de visites dans le quartier, dans le voisinage proche, l'écart est en faveur des « nouveaux arrivés » avec 8 points. On peut voir dans ces résultats le fait que les « nouveaux arrivés » établissent assez vite des relations avec leurs voisins immédiats mais que les relations sont plus lentes à s'établir au-delà.

La connaissance de la vie locale est manifestement plus forte dans ces communes chez les « anciens » : aucun « ancien » de Marolles et 3 % de ceux de La Bâtie disent ne pas savoir si une fête des voisins est organisée dans leur quartiers, contre respectivement 18 et 38 % des « nouveaux arrivés » peu représentés dans ces communes (6 % des enquêtés de La Bâtie et 8 % de ceux de Marolles se sont installés depuis moins de 2 ans). Comme c'est généralement le cas ailleurs les « anciens » déclarent également plus souvent que les « nouveaux arrivés » avoir des conflits de voisinage, ce qui témoigne en tout état de cause de l'existence de relations de voisinage : 29 % des « anciens » de La Bâtie et de Marolles ont des conflits avec un ou plusieurs voisins contre respectivement 7 % et aucun des « nouveaux arrivés ».

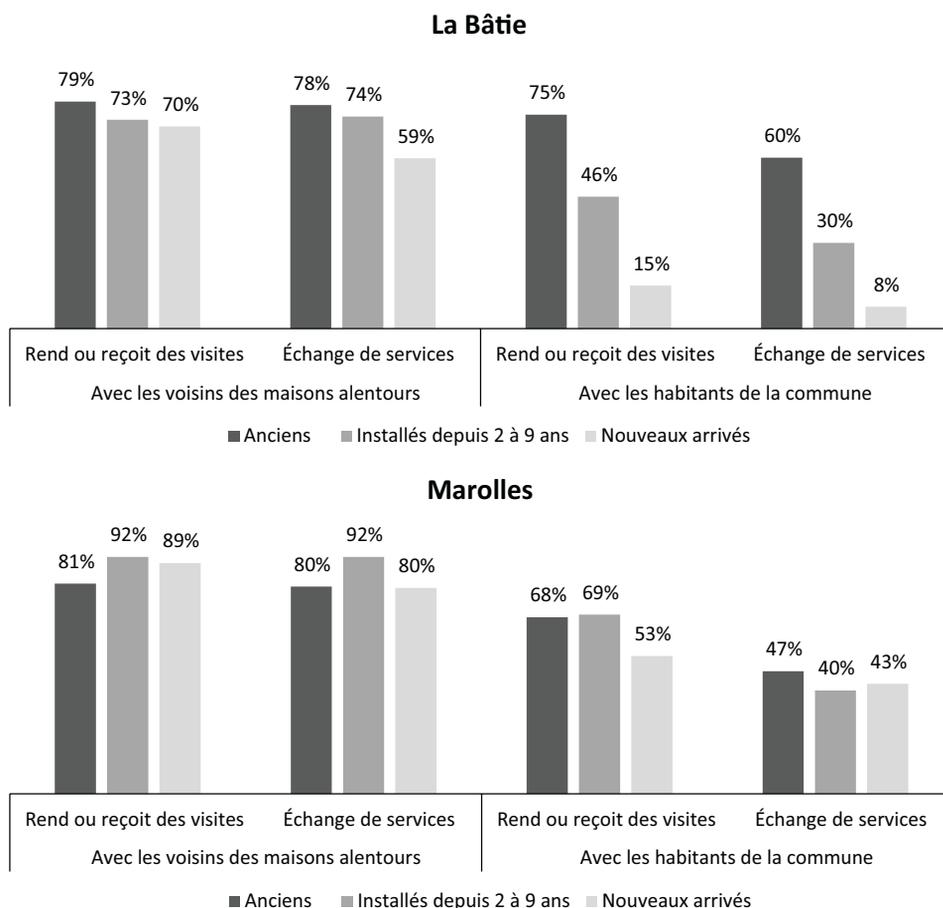


Figure 3. Ancienneté d'installation et relations de voisinage
Champ : ensemble des enquêtés (n = 309) ; données pondérées.

En outre, l'intensité des relations de voisinage des « anciens » (pour un cas manifeste voir le portrait de Catherine en encadré 2) distingue Marolles et La Bâtie des autres quartiers, ceci en dépit d'une composition sociale plutôt populaire et donc moins disposée à voisiner (Héran, 1987). Les écarts sont particulièrement prononcés à l'échelle du quartier, qui est ici celle de la commune. Les relations de voisinage sont ainsi nettement plus fréquentes avec les habitants résidant ailleurs dans la commune : 75 % des « anciens » de La Bâtie ont rendu ou reçu des visites à des habitants résidant ailleurs dans la commune et 60 % ont rendu ou reçu des services, contre respectivement 63 et 46 % et des « anciens » des villes-centres, où le peuplement est le plus aisé et les relations de voisinage sont les plus intenses. On retrouve là un effet de la densité observé par François Héran (1987), qui constatait que l'étendue spatiale du voisinage augmentait

à mesure que la densité diminuait. L'effet est sans doute redoublé par le fait qu'en s'étendant, le voisinage prend la forme d'une commune avec ses « cercles sociaux » (Bidart, 1997), comme des associations locales. Le portrait de Marlène, dont les relations avec le voisinage immédiat n'ont rien de remarquables, mais qui est très investie dans sa commune, montre bien l'importance de ces cercles (voir encadré 3).

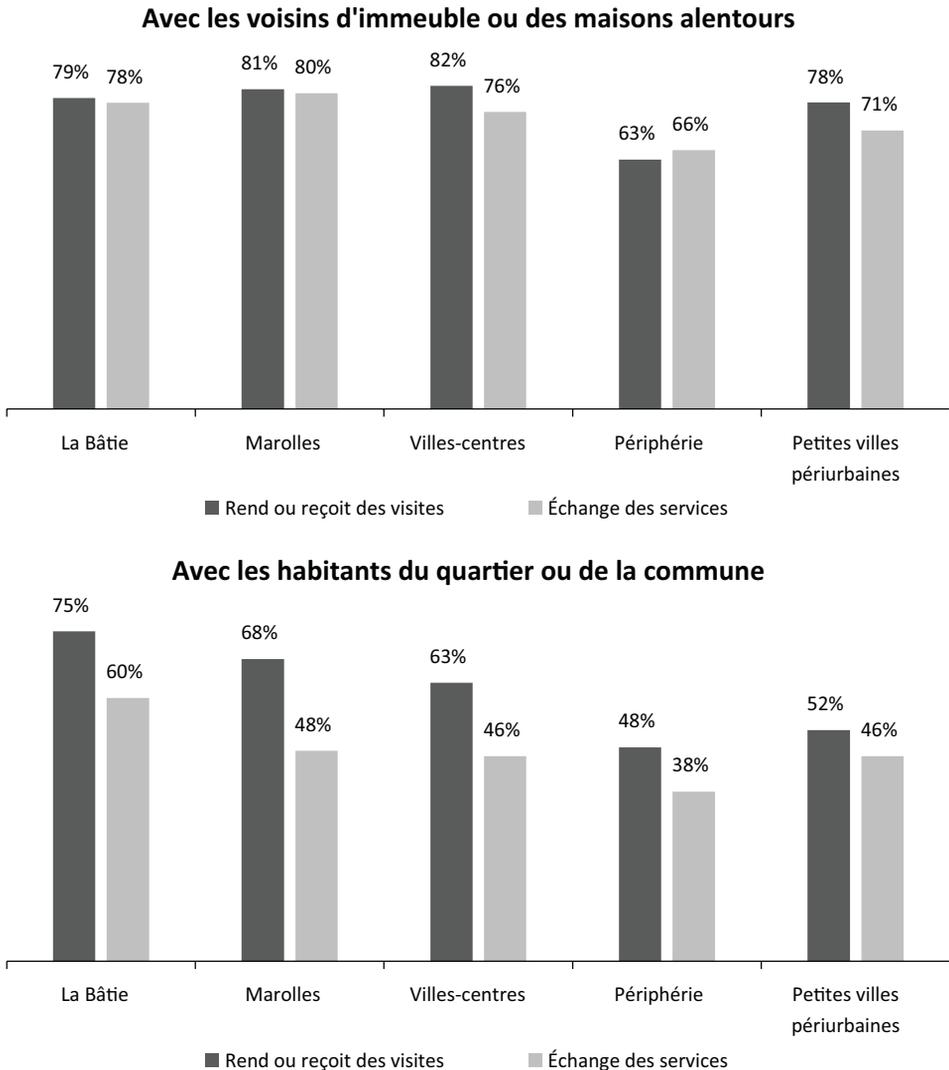


Figure 4. Des relations de voisinage des « anciens » plus fréquentes que dans les autres quartiers
Champ : ensemble des enquêtés (n = 2554) ; données pondérées.

Bien que fortement inscrits dans des relations de voisinage, les « anciens » de Marolles et La Bâtie connaissent plutôt moins fréquemment des conflits que ceux des autres quartiers (29 % déclarent avoir des conflits avec un ou plusieurs voisins). Ils déclarent également moins souvent éviter un voisin, en particulier à Marolles où 14 % des « anciens » sont dans ce cas alors qu'ils sont environ un quart ailleurs. Ils se sentent également un peu moins souvent jugés. Dans ce contexte, plus qu'ailleurs, les relations de voisinages sont jugées plus souvent « très bonnes », avec 36 % des « anciens » de La Bâtie et 43 % de ceux de Marolles (contre 29 à 35 % dans les autres contextes).

La stabilité résidentielle des « anciens » doit sans doute beaucoup à la forte sociabilité de voisinage qui elle-même contribue, à son tour, à cette stabilité résidentielle. En effet, l'isolement relationnel peut, par exemple, conduire les ménages installés depuis longtemps à changer de région au moment de la retraite (Christel, 2006). L'ancrage plus marqué des « anciens » résulte aussi en partie des attaches qu'ils avaient avec le lieu avant de s'y installer. Ils avaient, plus qu'ailleurs, des membres de leur famille y résidant avant de s'installer (24 % à La Bâtie, 18 % à Marolles contre 13 % dans l'ensemble). Les cas de Catherine et Marlène illustrent ces relations, même si, en l'espèce, les liens sont par alliance, avec la belle-famille.

**ENCADRÉ 2 : CATHERINE, UNE ANCIENNE AVEC DE FORTES RELATIONS
DE VOISINAGE**

Catherine a 58 ans, a deux enfants dont la benjamine a 29 ans, et son mari a un fils d'une ancienne union. Elle vit depuis environ 30 ans à La Bâtie dans une maison mitoyenne de celle de ses beaux-parents. Elle-même se présente comme venant de la « campagne », originaire d'une commune rurale de moyenne montagne (800 m), située en Isère à une cinquantaine de kilomètres en direction de Grenoble. Son parcours résidentiel est passé par Lyon suite à l'incendie de la ferme où elle vivait (elle avait alors 8 ans), d'abord dans un appartement avec ses parents, puis en pensionnat. Mais cette commune est celle où elle conserve ses meilleurs souvenirs d'enfance et elle souhaiterait y retourner si son mari ne s'y opposait pas. Elle est donc ancrée dans l'Isère plus qu'à La Bâtie.

Elle a fait quasiment toute sa carrière dans la grande distribution. Après avoir travaillé à Lyon (où elle a connu son mari, plus âgé qu'elle

et qui avait déjà un enfant), elle a occupé un poste de responsable d'un stand de boucherie/charcuterie au Pont-de-Beauvoisin avant de faire une pause professionnelle pour passer un brevet horticole et assouvir sa passion pour les « plantes ». Après avoir envisagé de travailler en jardinerie, elle a repris un emploi à La Tour-du-Pin, toujours comme cheffe d'un stand de charcuterie.

Elle a valorisé son brevet horticole en créant en 2008 une association de jardiniers amateurs, qui s'échangent des semis, des expériences, organisent des ateliers chez les membres etc. Elle a créé l'association avec une personne qu'elle a connue en échangeant sur des sites spécialisés et dont elle s'est aperçue qu'elle résidait dans une commune située à quelques kilomètres. Cette association a pris beaucoup de place dans sa vie sociale. Elle voit régulièrement une dizaine des membres (surtout des femmes) et « c'est avec elles que j'ai le plus de vie sociale ». Elle se réunissent chez les unes et chez les autres, organisent même des randonnées ensemble. Son activité lui procure une certaine reconnaissance, à tel point qu'elle est régulièrement « invitée » par des clients de la grande surface où elle travaille pour venir voir leur jardin. Elle refuse le plus souvent car cela lui prend trop de temps.

La ferme où elle garde ses meilleurs souvenirs était une ferme isolée. Elle n'y a donc pas acquis un habitus favorable aux relations de voisinage. Mieux, quand elle a un temps résidé à Lyon avec ses parents, après l'incendie de la ferme, les relations de voisinage ont été difficiles car ils étaient 6 enfants, peu habitués à la vie en appartement. En revanche, elle n'avait pas l'habitude d'être seule. En tout cas, les relations de voisinage occupent une place remarquable dans sa vie quotidienne : « ben c'est toujours bien de rencontrer des gens, de se saluer, c'est la vie sociale quoi, c'est sympa quoi, c'est quand même mieux que de s'enfermer dans son trou comme des cons, à mon avis quoi ». Elle connaît non seulement les noms, mais aussi les activités professionnelles et d'autres détails sur la vie de quasiment de tous ces voisins. L'une de ses voisines, qu'elle a connue au travers de l'école de ses enfants, est même devenue une amie. Les autres voisins sont des « bonnes connaissances ».

Elle a participé activement à la construction de ces relations de voisinage : « Et bien les voisins au départ, d'abord je les ai tous invités à l'apéro. Oui parce qu'il faut connaître un peu, il faut que les gens voilà quoi... alors je les ai tous invités le premier jour de l'an.

On est rentré, on a eu les clés en novembre. Alors pour le Premier de l'an, j'ai envoyé une invitation dans toutes les boîtes aux lettres des environs là dans le coin. Tout le monde est venu ».

Le voisinage est remarquablement stable. Par exemple le garage en face de chez elle a été repris par les fils du propriétaire. Les principales évolutions des relations de voisinage résultent des décès.

Cela ne veut pas dire pour autant que tout se passe bien. Au contraire. Lorsque le garage a été repris, il a été transformé en casse, avec des activités très bruyantes, y compris le week-end, à tel point qu'elle ne pouvait plus avoir de conversations dans son jardin. C'est un sujet de grande gêne sur lequel elle revient à plusieurs reprises. Elle n'est pourtant pas fâchée à proprement parler avec les propriétaires de la casse : quand elle leur demande d'arrêter de faire du bruit, ils le font, mais cela la fatigue de devoir y aller, notamment le week-end. Et de fait, elle y va peu. Elle supporte le bruit et ronchonne. Cela est en tout cas une de ses motivations pour retourner dans son village d'origine et y retrouver la « zénitude ». Elle est d'autant plus motivée que sa maison est en « bord de route », une départementale devenue très passante au fil des années, où les voitures roulent vite car la maison est située à l'extérieur du noyau villageois.

Concernant La Bâtie, elle apprécie le fait que ce soit « un petit village où il y a pas mal d'activités », ce qu'elle prouve en énumérant tout ce qu'on peut y faire pour les loisirs, les achats, les services à la personne, etc. Elle fréquente très rarement Lyon et dit n'avoir plus beaucoup d'attrait pour les grandes villes, même s'il y a « des chouettes endroits ».

Enfin, il n'est pas question des Gilets jaunes dans l'entretien, mais son discours renvoie beaucoup à celui tenu par les premiers mobilisés (nombreux dans le secteur) à l'automne 2018. Elle a une forte éthique du travail bien fait, se considère comme de la classe moyenne du type « vous savez ceux qui payent des impôts et qui ont droit à rien, vous voyez ? », et a un discours bien étoffé sur la dégradation du pouvoir d'achat, notamment depuis 2000 et le passage à l'euro.

Des trajectoires résidentielles ascendantes fréquentes

Dans ce qui suit, pour caractériser l'orientation ascendante des trajectoires, nous n'avons retenu que les deux critères objectifs, à savoir le statut d'occupation et le type de logement. Les trajectoires considérées comme ascendantes sont donc celles des propriétaires de leur logement actuel qui étaient locataires de leur logement précédant et des personnes qui aujourd'hui résident en maison et dont le logement antérieur était un appartement. Ces deux critères dessinent une population « ancrée ».

Sur ce plan, les « ascendants » de Marolles et La Bâtie se distinguent nettement des ménages « captifs » du périurbain lointain, étudiés par Lionel Rougé dans sa thèse (2005). Ils partagent certes le même type de trajectoire (accession à la propriété d'une maison dans le périurbain éloigné), mais il s'agit ici majoritairement « d'anciens » (72 % à La Bâtie et 69 % à Marolles) qui sont propriétaires de leur logement, ou sont en passe de l'être. On ne compte parmi eux aucun « nouvel arrivé » à La Bâtie et seulement 8 % à Marolles. On trouve dans ces deux communes une population qui ressemble plus à celle étudiée par Lionel Rougé (2009) lorsqu'il est revenu 10 ans plus tard sur les terrains de sa thèse, composée des accédants qui ont consolidé leur trajectoire ascendante et sont restés. Quoi qu'il en soit, la représentation de leur trajectoire par les « ascendants » est plus positive que celle de l'ensemble des habitants de leur commune (89 % des « ascendants » de La Bâtie et 86 % de ceux de Marolles estiment que leurs conditions de logement se sont améliorées par rapport au logement précédent contre respectivement 76 et 77 % pour l'ensemble des enquêtés de leur commune), et leur position résidentielle est perçue une fois sur deux comme un aboutissement (contre 42 et 43 % de l'ensemble des enquêtés de La Bâtie et Marolles).

Les enquêtés « ascendants résidentiels » ne s'inscrivent pas moins que les autres dans les sociabilités de proximité. Dans cette sous-population, qui se recoupe en partie avec celle des « anciens », les relations de voisinage sont plus intenses que dans l'ensemble des enquêtés de ces communes. L'écart est respectivement de 8 et 6 points avec la moyenne à La Bâtie et Marolles, pour les échanges de visites avec les voisins proches. Les relations de « sociabilité légère » dominent avec les invitations pour un café, ou une discussion, les échanges d'ingrédients ou d'objets, autrement dit des relations qui engagent peu (Bidart, 1988). Le fait de se sentir, plus

que pour les autres enquêtés, entourés de voisins qui leur ressemblent paraît favoriser ces relations de voisinage (44 % des « ascendants » de La Bâtie et 33 % de ceux de Marolles disent que leurs voisins sont plutôt des personnes qui leur ressemblent contre 30 % des enquêtés de leur commune).

Tableau 7. Les relations de voisinage des ascendants

| | La Bâtie | Marolles | La Bâtie (ensemble) | Marolles (ensemble) |
|--|----------|----------|------------------------|------------------------|
| Avec les voisins d'immeuble ou des maisons alentours | | | | |
| Avoir fait entrer ou être entré chez un voisin | 84 | 91 | 76 | 85 |
| Avoir rendu ou reçu un service | 74 | 94 | 75 | 83 |
| Avec les autres habitants de la commune | | | | |
| Avoir fait entrer ou être entré chez un habitant | 63 | 67 | 61 | 68 |
| Avoir rendu ou reçu un service | 45 | 39 | 46 | 45 |

Champ : ensemble des habitants « ascendants » à La Bâtie ou Marolles (n = 97); données pondérées.

Les « ascendants » présentent quoi qu'il en soit des propriétés sociales qui favorisent les relations de voisinage. Les « anciens » y sont fortement représentés (69 % à Marolles et 72 % à La Bâtie), mais leurs relations de voisinage ne s'expliquent pas seulement par cette caractéristique. De fait, l'écart entre les ascendants et les anciens est supérieur de 5 et 10 points à La Bâtie et Marolles pour les échanges de visites et de services avec les voisins proches. Ainsi, les « ascendants » sont plus jeunes (les tranches d'âge les plus représentées chez les « ascendants » sont les 45/59 ans et les 30/44 ans alors que ce sont les 45/59 ans et 60/75 ans chez les « anciens »), plus souvent en couples avec des enfants (42 et 44 % à La Bâtie et Marolles contre 32 et 33 % chez les « anciens »). On observe une forte représentation des ménages à dominante employée (39 et 37 % à La Bâtie et Marolles chez les « ascendants » contre 29 et 25 % chez les « anciens »), moins de ménages à dominante intermédiaire à La Bâtie (18 contre 23 % chez les « anciens ») et moins de ménages à dominante ouvrière et employée à Marolles (18 contre 24 % chez les « anciens »).

**ENCADRÉ 3 : MARLÈNE, UNE « ASCENDANTE » INVESTIE DANS SA
COMMUNE**

Marlène, 44 ans, a grandi à Saint-André-le-Gaz, commune limitrophe de La Bâtie. Son père, titulaire d'un CAP, est agent commercial et sa mère, sans diplôme, est « manipulatrice radio ». Ses parents étaient propriétaires de ce qu'elle présente comme « une maison avec un jardin à la campagne », où elle a vécu jusqu'à l'âge de 18 ans avant de partir à Grenoble pour suivre ses études.

Si, comme on va le voir, Marlène connaît une trajectoire résidentielle ascendante, elle a reproduit la position sociale de ses parents. Et si elle a connu une mobilité géographique au début de sa vie professionnelle et conjugale, elle n'a jamais vraiment quitté son environnement d'origine où elle revient s'installer à la trentaine.

Titulaire d'un « bac plus deux dans le tourisme », Marlène a travaillé à Grenoble pendant 10 ans, en tant qu'agent de voyage. Elle a suivi son mari, muté à la Réunion où ils sont restés 3 ans. Elle a pris un congé parental à son troisième enfant puis a connu une année de chômage. Avec son mari, ils ont eu envie de rentrer en métropole et se sont installés à La Bâtie avec leurs enfants en 2007, commune d'où est originaire son mari. Pour trouver un travail dans son domaine, Marlène dit qu'il aurait fallu « aller sur Lyon » et « avec 3 enfants c'est compliqué ». Elle a fait des « petits jobs » puis s'est réorientée, mais sans suivre de formation. Elle est secrétaire comptable dans l'entreprise de « taxi et ambulance » de son mari.

Dans un premier temps, Marlène et son mari louent un logement à La Bâtie pendant un an, leurs enfants fréquentent l'école de la commune. Ils cherchent un terrain à La Bâtie et font construire leur maison en 2010. Ils ont de nombreux amis dans la commune qu'ils connaissent, pour la plupart, depuis longtemps. Le fait de dire qu'ils étaient de la commune a facilité les relations. Marlène, malgré sa mobilité résidentielle, dit avoir « toujours vécu ici » : « Après moi j'ai toujours vécu ici, les relations sont depuis l'enfance ». Ils ont pu faire de nouvelles connaissances grâce à l'école. C'est d'ailleurs par le biais des échanges avec une maman qu'elle a trouvé un emploi : « moi déjà j'avais trouvé un travail en parlant avec une maman à l'école. Sa fille était copine avec mon fils ».

Marlène est impliquée dans la vie de la commune : elle est conseillère municipale, participe aux différentes manifestations, ce qui relève d'une habitude familiale : « mon papa faisait partie de beaucoup

d'associations dans les villages à côté. J'ai toujours été habituée à aller aux manifestations et à participer ». Marlène regrette le manque d'activités dans la commune. Elle espère un changement avec le renouvellement de l'équipe municipale : « il faut mettre une équipe jeune pour faire changer les choses, c'est impératif, le village est quand même vieillissant ». Elle fréquente les commerces et connaît « beaucoup de monde » notamment des connaissances d'enfance.

Marlène, qui a connu d'intenses relations de voisinage pendant son enfance (ses cousins et cousines étaient aussi ses voisins), a peu de relations avec ses voisins actuels, elle qualifie ces relations depuis leur arrivée de « normales » : « pas de conflit, pas d'amis. On n'est pas amis, on s'entraide s'il y a besoin de s'entraider mais ça s'arrête là ». Marlène a malgré tout eu un conflit à propos d'une haie. Elle décrit les habitants de la commune comme « vieillissants chauvins, après ils sont bons vivants. Voilà c'est, non mais c'est un petit village sympa ». Elle n'envisage pas de déménager.

Conclusion

Marolles et La Bâtie illustrent ce que sont devenus une large part des espaces ruraux au travers de la périurbanisation. Ces deux communes montrent toutefois une facette particulière des espaces ruraux périurbains. Elles appartiennent ainsi à la fraction du périurbain la plus populaire, celle où les logements sont les moins onéreux, et qui accueillent donc les ménages les plus modestes parmi ceux à la recherche d'un logement dans les aires urbaines de Paris et de Lyon. Les fractions du périurbain où l'enquête a été conduite sont aussi les moins métropolisées. Elles n'ont en effet intégré les couronnes périurbaines de Paris et de Lyon qu'avec le zonage établi par l'INSEE en 2010, alors que les premières manifestations de la périurbanisation sont apparues autour de ces métropoles à la fin des années 1960. La Bâtie en particulier conserve un profil démographique plus rural que périurbain. Elle est d'ailleurs sortie de la couronne périurbaine de Lyon avec le zonage en aires d'attraction des villes publiés par l'INSEE en 2020.

Quoi qu'il en soit, dans ces deux communes, on retrouve un trait marquant à la fois du périurbain et du rural : la prédominance de maisons individuelles occupées par leurs propriétaires. Or l'habitat individuel est généralement associé au repli sur la sphère domestique, au retrait dans

le confort émollient du foyer. L'enquête réalisée confirme ce que d'autres travaux ethnographiques sur les relations de voisinage dans l'habitat individuel avaient déjà montré : ces relations sont loin d'être inexistantes. L'enquête va toutefois plus loin et montre que, dans les contextes de Marolles et de La Bâtie, ces relations sont plutôt plus intenses qu'ailleurs. Les caractéristiques des trajectoires résidentielles éclairent le fort engagement dans la sociabilité locale : ceux qui sont connus une ascension en devenant notamment propriétaire d'une maison et les ménages installés depuis 10 ans et plus voisinent davantage que la moyenne.

Bibliographie

- Banos V., Candau J., Baud A.-C., 2009, « Anonymat en localité : enquête sur les relations de voisinage en milieu rural », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 127, p. 247–267.
- Baqué M.-H., Vermeersch S., 2013, « Les classes moyennes dans l'espace urbain: choix résidentiels et pratiques urbaines », *Sociologie et sociétés*, n° 2 (45), p. 63–85.
- Berroy S., Delage M., Fleury A., 2016, « Le commerce dans la fabrique périurbaine : centralités commerciales et pratique habitantes au nord de la métropole parisienne », *Géographie, économie, société*, n° 1 (18), p. 35–57.
- Bidart C., 1988, « Sociabilités : quelques variables », *Revue française de sociologie*, n°29, p. 621–648.
- Bidart C., 1997, *L'amitié, un lien social*, Paris : La Découverte.
- Bonvalet C., Gotman A. (dir.), 1993, *Le logement, une affaire de famille*, Paris : L'Harmattan.
- Bourdieu P., 2000, *Les structures sociales de l'économie*, Paris : Seuil.
- Cartier M., Coutant I., Masclet O., Siblot Y., 2008, *La France des « petits-moyens ». Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire*, Paris : La Découverte.
- Chalas Y., 2000, *L'invention de la ville*, Paris : Anthropos.
- Champagne P., 1975, « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 3 (1), p. 43–67.
- Charmes E., 2019, *La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine*, Paris : Seuil.
- Charmes E., 2021a, « Les nouveaux zonages du territoire français : harmonisation européenne, affirmation des métropoles et retour du rural », *Fonciers en débat*, <https://fonciers-en-debat.com/les-nouveaux-zonages-du-territoire-francais-harmonisation-europeenne-affirmation-des-metropoles-et-retour-du-rural/>

- Charmes E. (dir.), 2021b, *L'éloignement résidentiel. Vivre dans le périurbain lyonnais*, Paris : Autrement.
- Christel V., 2006, « Trajectoires résidentielles des personnes âgées », [in :] *Données sociales – La société française*, Paris : INSEE, p. 525–529.
- Debroux J., 2011, « Stratégies résidentielles et position sociale: l'exemple des localisations périurbaines », *Espaces et sociétés*, n° 144–145, p. 121–139.
- Donnat O., 2009, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique : enquête 2008*, Paris : La Découverte.
- Fortin A., Després C., 2017, « Le Rôle des habitus résidentiels dans la localisation périurbaine », [in :] A. Fortin, C. Després, G. Vachon (dir.), *La Banlieue s'étale*, Montréal : Nota Bene, p. 259–397.
- Gateau M., 2017. « Les trajectoires résidentielles des pavillonnaires », *SociologieS*, <http://journals.openedition.org/sociologies/5949>
- Grafmeyer Y., Authier J.-Y., 2008, *Sociologie urbaine*, Paris : Armand Colin.
- Héran F., 1987, « Comment les Français voisent », *Économie et Statistique*, n° 1 (195), p. 43–59.
- Jollivet M., Mendras H. (dir.), 1971, *Les collectivités rurales françaises*, t. 1 : *Étude comparative du changement social*, Paris : Armand Colin.
- Lefebvre H., 1949, « La communauté paysanne et ses problèmes historico-sociologiques », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 6, p. 78–100.
- L'Heuillet H., 2016, *Du voisinage : réflexions sur la coexistence humaine*, Paris : Albin Michel.
- Mendras H., 1976, *Sociétés paysannes, éléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris : Armand Colin, coll. « U ».
- Mischi J., Renahy N., Diallo A., 2016, « Les classes populaires en milieu rural », [in :] S. Blancard, C. Détang-Dessendre, N. Renahy (dir.), *Campagnes contemporaines. Enjeux économiques et sociaux des espaces ruraux français*, Versailles : Editions Quae, p. 23–34.
- Renahy N., Siblot Y., Cartier M., Coutant I., Masclat O., 2015, « De la sociologie de la classe ouvrière à la sociologie des classes populaires. Penser ensemble la condition des ouvriers et des employé-e-s », *Savoir/Agir*, n°34, p. 55–61.
- Rougé L., 2005, *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain. Les « captifs » du périurbain*, Thèse de doctorat, Université de Toulouse Le Mirail (consultable en ligne).
- Rougé L., 2009, « L'installation périurbaine entre risque de captivité et opportunités d'autonomisation », *Articulo – Journal of Urban Research*, n° 5, <http://journals.openedition.org/articulo/1440> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/articulo.1440>

Caractéristiques distinctives des institutions publiques rurales mettant en œuvre des innovations sociales locales. Rapports de la Pologne

Katarzyna Zajda

Introduction

Malgré le fait que le concept d'innovation sociale suscite un intérêt indéfectible de la part des chercheurs et des praticiens du monde entier, peu d'analyses sur le processus de mise en œuvre de l'innovation sociale, ses conditions et ses conséquences ont été menées dans les zones rurales (Bock, 2012, 2016 ; Neumeier, 2012, 2017 ; André *et al.*, 2013 ; Bosworth *et al.*, 2016 ; Franklin *et al.*, 2017 ; Noack, Federwisch, 2019). En outre, les questions rarement abordées comprennent l'activité de mise en œuvre des innovations sociales des institutions publiques (Bekkers *et al.*, 2013a ; Kim *et al.*, 2015 ; Franklin *et al.*, 2017 : 441–442). La littérature (pas seulement sur les zones rurales) accorde indéniablement plus d'attention à l'activité des ONG dans la mise en œuvre de différents types d'innovations (Osborne, 1998 ; Jaskyte, Kisieliene, 2006 ; Jaskyte, 2013 ; Martinelli, 2013 ; Anheier *et al.*, 2014). Les institutions publiques, tout comme les ONG, ne sont pas perçues comme étant disposées à introduire des pratiques alternatives aux pratiques dominantes dans le domaine de la résolution des problèmes sociaux locaux (voir Oosterlynck, Cools, 2020 : 68–69). On leur reproche d'être trop centralisés et de ne pas être capables de réagir avec souplesse au changement. Un obstacle à leur innovation est, entre autres, leur bureaucratisation, qui implique la répétition des procédures, leur reproduction plutôt que leur modification (MacCallum *et al.*, 2009). Un obstacle à la mise en œuvre des innovations sociales est également la nature à court terme de leurs activités causée par le mandat des autorités et la nécessité d'obtenir des succès rapides et visibles (Bekkers *et al.*, 2013b : 27). Parallèlement, la source de la mise en œuvre de l'innovation sociale est la critique de pratiques inefficaces ou dont l'efficacité est

insatisfaisante, le désir de les modifier afin d'accroître la qualité de vie au sens large, y compris l'élimination des problèmes sociaux locaux (Bock, 2016 : 561–562 ; Oosterlynck, Cools, 2020). Néanmoins, surtout dans les pays post-socialistes, comme la Pologne, caractérisés par un plus faible potentiel d'auto-organisation des habitants, y compris sous forme d'ONG formalisées (Chimiak, 2016 ; Karolewski, 2016 ; Zajda, Pasikowski, 2018), ce sont les institutions publiques qui peuvent jouer un rôle important dans la promotion de l'idée même d'innovation sociale, en mettant en œuvre ses différents types.

L'article examine la mise en œuvre de l'innovation sociale locale (ISL) par les institutions publiques (IP) des municipalités rurales polonaises. Depuis 1999, la Pologne a une division administrative à trois niveaux. Le territoire est divisé en voïvodies, en districts et en communes. Parmi les communes, il y a des communes urbaines, urbaines-rurales et rurales. Les municipalités rurales ne comprennent pas de ville sur leur territoire.

L'objectif de l'analyse est d'identifier les caractéristiques qui distinguent les institutions publiques ayant une expérience dans la mise en œuvre d'innovations sociales locales de celles qui n'en ont pas. Parmi les caractéristiques analysées, citons :

- la coopération avec les ONG locales ;
- la coopération et l'échange d'informations avec des organisations non gouvernementales situées en dehors de la zone d'une commune rurale donnée ;
- la participation des habitants de la commune aux activités visant à résoudre les problèmes sociaux qui les concernent.

Les résultats d'une recherche quantitative menée sur un échantillon aléatoire de communes rurales polonaises seront présentés. 330 institutions publiques d'une importance capitale pour la résolution des problèmes sociaux locaux, c'est-à-dire les bureaux des communes ou les centres d'action sociale, ont participé à cette enquête. Les innovations sociales locales ont été définies comme des pratiques alternatives à l'échelle des communes rurales pour résoudre les problèmes sociaux affectant leurs résidents. Les résultats obtenus ont été approfondis à partir d'exemples d'innovations sociales déjà mises en place.

Facteurs sélectionnés pour soutenir la mise en œuvre de l'innovation sociale locale dans les municipalités rurales polonaises

De nombreux facteurs peuvent influencer le processus de mise en œuvre des innovations sociales locales (voir Krasnopolskaya, Meijs, 2019). Dans cet article, je me concentre sur deux d'entre eux. Premièrement, je me penche sur la coopération des institutions publiques locales avec les organisations non gouvernementales, car on attribue à ces entités un intérêt particulier pour la mise en œuvre d'innovations sociales, étant donné leur activité visant à résoudre des problèmes sociaux et leur propension à entreprendre des activités non routinières (Oosterlynck, Cools, 2020). La coopération entre les institutions publiques et les ONG d'une même municipalité peut favoriser les *bottom-linked social innovations* (c'est-à-dire les innovations mises en œuvre par des acteurs locaux interconnectés). La coopération des institutions publiques avec des ONG extérieures à la municipalité peut quant à elle faciliter la mise en œuvre de *network-based social innovations* (c'est-à-dire des innovations fondées sur l'échange de ressources entre acteurs locaux et non locaux, mises en œuvre localement mais initiées par des acteurs non locaux). En revanche, le manque de coopération entre les institutions publiques et les ONG peut donner lieu à des *locally bounded social innovations*, c'est-à-dire des innovations qui disparaissent rapidement, ne se diffusent pas et ne contribuent pas beaucoup à la résolution des problèmes sociaux locaux (Kazepov *et al.*, 2020 : 101–104).

En Pologne, pays post-socialiste, on observe des problèmes de coopération entre les institutions publiques et les ONG. Souvent, les bureaux municipaux et les centres municipaux d'action sociale¹ (institutions clés dans chaque municipalité rurale en matière de résolution des problèmes sociaux locaux) ne considèrent pas ces dernières comme des partenaires de coopération pour la résolution des problèmes sociaux locaux. La raison de leur coopération peu fréquente est, entre autres, les déficits en ressources humaines et financières du secteur non gouvernemental rural, qui est dominé par des organisations opérant principalement au niveau local sur la base d'une activité non rémunérée, dont les plus petits budgets (par rapport aux organisations situées dans des unités administratives plus importantes) proviennent principalement de sources gouvernementales locales (c'est-à-dire des fonds du bureau

1 Le centre est créé sur la base d'une résolution du conseil municipal et fonctionne comme une unité organisationnelle municipale. Il n'a pas de personnalité juridique propre.

municipal) (Stowarzyszenie Klon/Jawor, 2019 : 62). Il convient d'ajouter que la coopération entre les institutions publiques locales et les ONG est parfois informelle et ne fait l'objet d'aucune documentation.

Ensuite, la mise en œuvre de tout type d'innovation sociale nécessite la définition d'un problème social en tenant compte de la perspective des personnes qui le vivent, il est même parfois nécessaire qu'elles fournissent des connaissances tacites liées à sa spécificité (Davies, Simon, 2012 : 5). En outre, la littérature souligne que les citoyens ne sont pas seulement des consommateurs d'innovations sociales, mais aussi des acteurs qui devraient être impliqués dans le processus de leur création. Leur implication augmente les chances de mettre en œuvre l'innovation en raison de son acceptation (Krasnopolskaya, Meijs, 2019). Dans les municipalités rurales polonaises, les consultations publiques sont un exemple d'inclusion des résidents dans le processus de résolution des problèmes sociaux qui les affectent. Elles consistent dans le fait que les chefs de municipalités (membres exécutifs des municipalités élus par vote populaire) présentent aux habitants une solution possible à un problème et vérifient leurs opinions sur celle-ci ou dans le fait qu'ils présentent différents scénarios pour résoudre un problème permettant aux habitants de faire leurs propres propositions. Selon la législation, elles sont effectuées de manière obligatoire dans certaines situations, par exemple en cas de changement de zone de la municipalité, et de manière facultative pour toutes les questions importantes pour la municipalité. Comme le rapportent les chercheurs (Zajda, 2018), les responsables des municipalités (qui gèrent également les bureaux municipaux) traitent le manque d'intérêt des habitants à participer aux consultations publiques comme un signal positif d'approbation de la manière dont la municipalité est gérée. Selon eux, moins il y a de personnes intéressées par les consultations, meilleure est la situation de la municipalité, car les habitants sont principalement incités à participer aux consultations en raison de conflits locaux. En outre, selon eux, le manque d'intérêt pour les consultations améliore et accélère le processus décisionnel. De nombreux chefs de village ne sont pas du tout en mesure d'identifier les sujets qui mériteraient d'être abordés lors des consultations sociales dites facultatives. Par ailleurs, ils sont sceptiques quant à la possibilité de faire participer les personnes directement concernées par les problèmes sociaux au processus de recherche et d'élaboration de solutions qui les aideraient à les résoudre ou à les minimiser. Il est significatif qu'ils attribuent à ces habitants une image assez standardisée de personnes passives, exigeantes, non intéressées à participer à ce processus, alors que les problèmes sociaux tels que le chômage sont également vécus par

les résidents ruraux éduqués, et que pour les personnes ayant un statut socio-économique plus élevé, la participation aux processus décisionnels concernant les questions locales peut être très importante (Zajda, 2018). Toutefois, lors de l'évaluation des actions des autorités locales, il convient de garder à l'esprit que les habitants des municipalités rurales sont enclins à considérer comme souhaitable un tel modèle de gestion municipale dans lequel le rôle de décideur est joué par les autorités locales et qu'ils montrent une volonté modérée d'influencer la prise de décisions importantes pour la municipalité (Marks-Krzyszowska, Michalska-Żyła, 2018).

Méthodologie de l'étude

Les méthodes et les techniques de recherche, ainsi que la méthode de traitement du matériel obtenu

L'article présente une sélection de résultats d'un projet de recherche consacré à la question de la mise en œuvre d'innovations sociales dans les zones rurales polonaises². Des recherches quantitatives (utilisant la méthode de l'enquête) et qualitatives (utilisant la méthode de l'étude de cas) ont été menées.

L'étude quantitative a utilisé la technique de l'enquête en ligne. Elle concernait l'activité des institutions publiques visant à résoudre les problèmes sociaux locaux, leur coopération dans ce domaine avec les organisations non gouvernementales et la participation des habitants des communes aux activités visant à résoudre ces problèmes.

Le questionnaire a été adressé aux bureaux des communes, en tant qu'institutions publiques les plus importantes en termes de façonnement du développement socio-économique au sens large de chaque commune rurale et, en même temps, comme une unité à laquelle d'autres institutions publiques, telles que les centres d'assistance sociale des communes, rendent compte. Ces deux institutions sont étroitement liées et, ensemble, elles sont chargées de résoudre les problèmes sociaux locaux. Si le chef de la commune ou le secrétaire communal n'était pas enclin à participer à l'enquête et n'indiquait aucun autre employé du bureau communal

² Le projet intitulé *Systèmes locaux d'innovation sociale dans les zones rurales* (projet n° 015/19/D/HS6/00690) a été financé (en 2016-2021) par le Centre scientifique national de Cracovie dans le cadre de l'UMO-2015/19/D/HS6/00690, décision DEC-2015/19/D/HS6/00690.

dont les fonctions professionnelles étaient directement liées à la question de la résolution des problèmes sociaux locaux et qui serait disposé à remplir le questionnaire, celui-ci était envoyé aux responsables des centres communaux d'action sociale. Ainsi, un répondant a rempli le questionnaire dans chaque commune rurale sélectionnée pour l'enquête.

L'enquête était composée de questions sur la base desquelles les éléments suivants ont été construits :

- indice de coopération entre les institutions publiques et les organisations non gouvernementales locales (ICIPONG) ;
- indice des relations entre les institutions publiques et les organisations non gouvernementales extérieures à la municipalité (IRIPONG) ;
- indice d'implication des résidents par les institutions publiques dans les activités visant à résoudre les problèmes sociaux les affectant (IIR).

Le questionnaire comprenait une question concernant la mise en œuvre d'innovations sociales locales par une institution publique : « Afin de résoudre les problèmes sociaux affectant les habitants de la municipalité, l'institution a-t-elle mis en œuvre des activités qui peuvent être décrites comme atypiques, non standard, s'écartant de la pratique courante dans la région de cette municipalité pour résoudre les problèmes sociaux ? » et les questions suivantes : « Dans la mise en œuvre de ces activités, l'institution a-t-elle coopéré (de manière formelle ou informelle) avec une organisation locale ? », « Lors de la mise en œuvre de ces activités, l'institution a-t-elle coopéré (de manière formelle ou informelle) avec une organisation extérieure à la municipalité ? ».

L'innovation sociale a été définie comme des pratiques sociales atypiques, alternatives à celles qui prévalent sur le territoire de la commune rurale, qui visent à provoquer un changement dans le domaine de la résolution des problèmes sociaux (voir Zajda, Kretek-Kamińska, 2018: 108).

La coopération a été réduite à des contacts formels et informels entre les institutions publiques et les organisations non gouvernementales dans la zone de la commune, allant au-delà de l'information mutuelle sur les actions entreprises. Compte tenu de la législation polonaise définissant, entre autres, les différents types de coopération possibles entre le secteur public et les organisations non gouvernementales (loi du 24 avril 2003 sur les activités d'intérêt public et le bénévolat), la coopération pourrait prendre trois dimensions :

- A. Création d'équipes conjointes à caractère consultatif et d'initiative.
- B. Prestation conjointe de services sociaux.
- C. Création conjointe et fourniture conjointe de services sociaux dans le cadre de projets mis en œuvre.

L'indice de coopération entre les institutions publiques et les ONG locales a été calculé à partir de trois variables :

A. Création (au cours des 3 dernières années) d'équipes conjointes de conseil et d'initiative par une institution publique et des ONG locales.

B. Fourniture conjointe (au cours des 3 dernières années) de services sociaux par une institution publique et des ONG locales dans le cadre de projets créés exclusivement par une institution publique.

C. Création et fourniture conjointes (au cours des 3 dernières années) de services sociaux par une institution publique et des organisations non gouvernementales locales dans le cadre de projets mis en œuvre.

Le pouvoir discriminatoire de tous les éléments était de 0,69–0,71. La fiabilité de l'indice a été confirmée, la valeur du coefficient *alpha* de Cronbach était de 0,84.

L'indice du réseau de relations des institutions publiques avec les organisations non gouvernementales extérieures à la municipalité (IRIPONG) a été construit sur la base de quatre éléments exprimant le nombre d'organisations non gouvernementales extérieures à la municipalité avec lesquelles les institutions publiques des municipalités rurales ont entretenu des relations au cours des 3 dernières années. Parmi ces relations se distinguaient :

Type A. Création (au cours des 3 dernières années) d'équipes conjointes à caractère consultatif et d'initiative par une institution publique et des ONG extérieures à la municipalité.

Type B. Fourniture conjointe (au cours des 3 dernières années) de services sociaux par une institution publique et des organisations non gouvernementales extérieures à la municipalité dans le cadre de projets créés exclusivement par une institution publique.

Type C. Création et fourniture conjointes (au cours des 3 dernières années) de services sociaux par une institution publique et des organisations non gouvernementales extérieures à la municipalité dans le cadre de projets réalisés.

Le maintien des relations est une catégorie plus large que la coopération, c'est-à-dire qu'elle inclut également l'échange d'informations entre les entités. Compte tenu du fait que les interactions entre les institutions publiques des communes rurales et les organisations non gouvernementales extérieures à la commune sont très rares, il a été jugé utile d'en analyser toutes les formes, notamment le type D, c'est-à-dire l'échange d'informations entre une institution publique et des ONG extérieures à la commune.

Le pouvoir discriminatoire de tous les éléments était de 0,55–0,68. La fiabilité de l'indice a été confirmée et la valeur du coefficient *alpha* de Cronbach était de 0,77.

L'indice d'implication des résidents dans les activités visant à résoudre les problèmes qui les affectent (IIR) a été calculé à partir de quatre variables. L'inclusion a été comprise comme toute activité réelle (formalisée et non formalisée) allant au-delà de l'information des résidents sur les actions à entreprendre pour minimiser les problèmes sociaux auxquels ils sont confrontés. Ces activités peuvent comprendre, par exemple, le diagnostic des problèmes sociaux avec la participation des habitants, y compris la collecte de leurs opinions, la réalisation de recherches quantitatives ou qualitatives sur les problèmes sociaux, la consultation (formelle ou informelle) des habitants sur des idées en vue de résoudre un problème, la participation des habitants de la commune (qui ne sont pas des fonctionnaires employés dans le bureau de la commune) à la mise en œuvre d'actions visant à minimiser les problèmes sociaux locaux et l'évaluation des actions entreprises, à laquelle participent les bénéficiaires directs du service social. Le pouvoir discriminatoire de tous les éléments était de 0,35–0,53. La fiabilité de l'indice a été confirmée, la valeur du coefficient *alpha* de Cronbach était de 0,67.

Les données recueillies ont été soumises à une analyse statistique dans le logiciel SPSS Statistics 24.0. Les valeurs du coefficient de fiabilité *alpha* de Cronbach supérieures à 0,50 ont été considérées comme acceptables et celles supérieures à 0,70 comme élevées. Le pouvoir discriminatoire des éléments supérieur à 0,20 a été considéré comme acceptable. Le seuil de pertinence statistique des résultats a été fixé à $\alpha = 0,05$. Le niveau de chaque indice calculé a été déterminé en convertissant le score brut sur une échelle de 0 à 100 selon la formule suivante :

$$RC = \frac{RB}{MAX} \times 100$$

où :

RC = résultat converti

RB = résultat brut

MAX = nombre maximum de points pouvant être obtenus

Le résultat converti a été classifié selon une échelle de déciles divisant les résultats en cinq parties égales. On a supposé que la fourchette 0–20 était un score très faible, la fourchette 21–40 était un score faible, la fourchette 41–60 était un score moyen, la fourchette 61–80 était un score élevé et la fourchette 81–100 était un score très élevé. La statistique du test de Shapiro-Wilk a montré que la distribution des variables de l'étude n'était pas conforme à une distribution normale.

Afin d'approfondir les résultats de l'étude, une étude qualitative a été menée en utilisant la technique de l'entretien libre. L'objectif était d'obtenir des informations sur le caractère atypique (dans le contexte local) de la solution appliquée, le type de coopération entre une institution publique et une organisation non gouvernementale et la manière d'inclure les habitants de la commune dans la mise en œuvre de l'innovation.

Pour élaborer le matériel collecté, des codes correspondant aux informations recherchées ont été utilisés, puis des catégories analytiques ont été créées, en tenant compte de la diversité des informations collectées et de la nécessité de les synthétiser. Les explications ont été formulées sur la base des interconnexions entre celles-ci.

Sélection et caractéristiques de l'échantillon

La recherche quantitative a été réalisée entre janvier et juin 2018 sur un échantillon de 330 municipalités rurales sélectionnées de manière aléatoire. L'unité d'échantillonnage était la municipalité rurale. À partir de l'ensemble des 1559 municipalités rurales, un échantillon représentatif de 311 municipalités a été constitué (en supposant un niveau de confiance $\alpha = 0,95$ et une erreur maximale $p = 0,05$). La sélection de l'échantillon a été soumise à une stratification. Le rôle des couches a été joué par les provinces. Afin de garantir que chaque commune ait une probabilité égale d'être incluse dans l'échantillon, une répartition proportionnelle a été effectuée, c'est-à-dire que les proportions de certaines couches par rapport à la population générale ont été reflétées dans l'échantillon.

L'enquête quantitative a impliqué 330 représentants de communes rurales (chefs de commune, secrétaires, gestionnaires de centres communaux d'action sociale). Les répondants comprenaient 76,5 % de femmes et 20,6 % d'hommes âgés de 23 à 72 ans ($M = 47,19$; $SD = 9,87$), la plupart âgés de 40 à 49 ans.

Des entretiens libres ont été menés (en octobre 2019) avec 13 femmes responsables de centres municipaux d'action sociale. Les institutions publiques dont les représentants dans la partie quantitative du projet ont déclaré la mise en œuvre de l'innovation sociale ont été sélectionnées pour l'étude. Une tentative a été faite pour contacter les représentants de toutes ces institutions (soit 57). Cependant, un pourcentage très élevé de refus n'a permis de mener des entretiens qu'avec 13 personnes seulement. La raison la plus courante du refus de participer était le manque de temps, mais il y avait aussi des cas où les personnes interrogées ne se souvenaient pas de leur participation à l'enquête décrite précédemment

et ne voulaient pas parler de leurs activités, ou bien elles soulignaient que celles-ci contenaient des éléments de leur savoir-faire initial difficilement acquis, qu'elles n'avaient pas l'intention de partager avec d'autres (surtout gratuitement). Tous les répondants avaient une formation universitaire et étaient âgés de plus de 40 ans.

Résultats de la recherche

Selon les recherches menées, un niveau élevé et très élevé de coopération entre les institutions publiques et les ONG locales caractérise 13,4 % des institutions publiques.

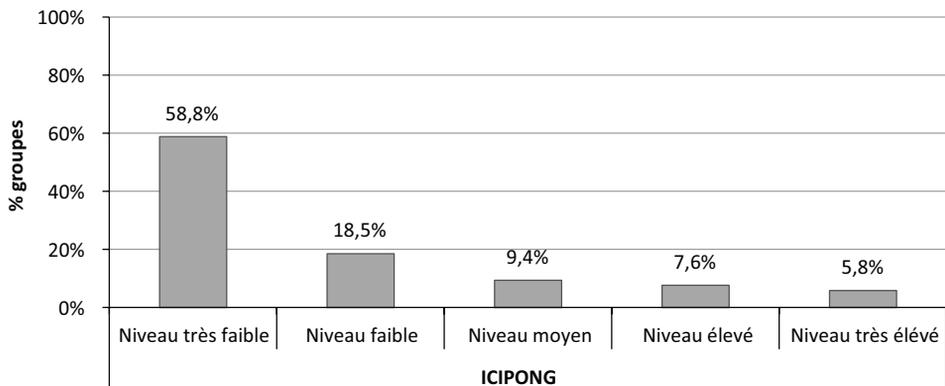


Figure 1. Niveau de coopération entre les institutions publiques et les ONG locales (ICIPONG)

Source : élaboration propre.

La coopération la plus fréquente s'est faite avec des ONG dans le cadre de la mise en œuvre de projets, dont les deux entités ont participé à la création et à la mise en œuvre. Par exemple, il s'agissait d'une coopération où une institution et une organisation non gouvernementale élaboraient conjointement (souvent de manière informelle) l'étendue d'une tâche publique à réaliser dans la commune, puis l'organisation non gouvernementale participait à un appel d'offres annoncé par le bureau de la commune pour la mise en œuvre de cette tâche.

Un peu moins fréquemment, les institutions publiques ont coopéré avec les organisations non gouvernementales en leur confiant la mise en œuvre de tâches publiques auxquelles les organisations ne participaient pas. Par exemple, les organisations participant à un concours annoncé par une institution publique se sont engagées à exécuter une tâche publique conformément aux hypothèses d'un projet à la création duquel elles n'ont pas participé.

La forme de coopération la plus rare a été la création d'équipes conjointes à caractère consultatif et d'initiative par des institutions publiques et des organisations non gouvernementales (Tableau 1).

Tableau 1. Statistiques descriptives du nombre d'organisations non gouvernementales de la commune avec lesquelles les institutions publiques ont coopéré au cours des 3 dernières années

| Type de coopération | <i>N</i> | <i>M</i> | <i>SD</i> | <i>Min</i> | <i>Max</i> |
|--|----------|----------|-----------|------------|------------|
| Institution publique et organisation non gouvernementale créant des équipes conjointes à caractère consultatif et d'initiative | 330 | 0,80 | 1,55 | 0,00 | 7,00 |
| Institution publique et organisation non gouvernementale réalisant conjointement des activités, des projets, mais sans participation de l'organisation à leur création | 330 | 0,91 | 1,68 | 0,00 | 10,00 |
| Institution publique et organisation coopérant tant au niveau de la mise en œuvre d'activités et de projets spécifiques que de leur création | 330 | 0,95 | 1,68 | 0,00 | 8,00 |

Source : élaboration propre ; *N* – nombre, *M* – moyenne, *SD* – écart-type, *Min/Max* – minimum/maximum ; autres ONG – autres organisations non gouvernementales.

88,5 % de toutes les institutions interrogées n'ont pas du tout établi de relations avec des ONG en dehors de la municipalité. Seulement 0,3 % de ces institutions étaient caractérisées par des niveaux élevés et très élevés de l'indice IRIPONG.

S'il y avait une interaction entre ces entités, elle était principalement basée sur l'échange d'informations concernant les actions entreprises. La mise en œuvre conjointe d'activités créées par une institution publique a été indiquée moins souvent. Les moins fréquentes étaient la création d'équipes conjointes à caractère consultatif et d'initiative ainsi que la création et la mise en œuvre de projets communs (Tableau 2).

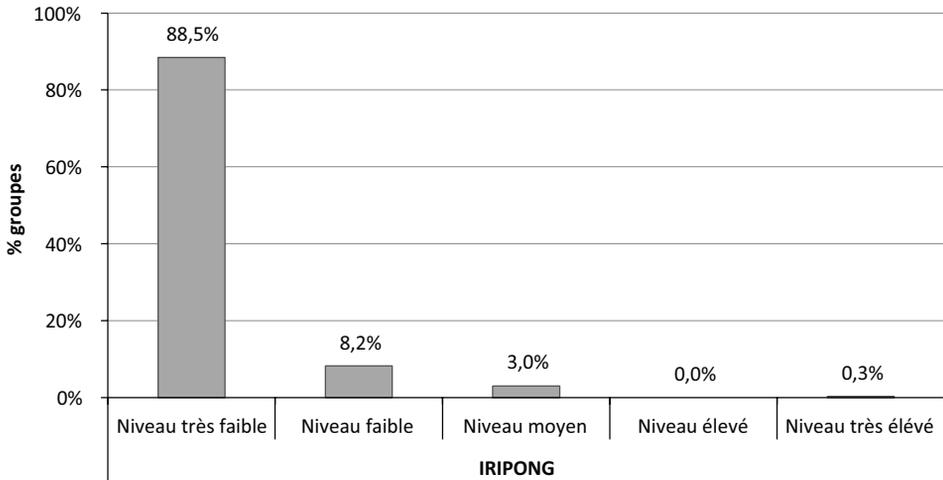


Figure 2. Structure de l'indice du réseau de relations entre les institutions publiques et les ONG extérieures à la municipalité (IRIPONG)

Source : élaboration propre.

Tableau 2. Statistiques descriptives du nombre d'organisations non gouvernementales extérieures à la commune avec lesquelles les institutions publiques des communes rurales ont coopéré et échangé des informations au cours des trois dernières années

| Type de relation | <i>N</i> | <i>M</i> | <i>SD</i> | <i>Min</i> | <i>Max</i> |
|---|----------|----------|-----------|------------|------------|
| Échange d'informations entre les institutions publiques et les ONG extérieures à la municipalité sur leurs activités | 330 | 0,27 | 0,67 | 0,00 | 3,00 |
| Création d'équipes de conseil et d'initiative conjointes par une institution publique et des ONG extérieures à la commune | 330 | 0,09 | 0,37 | 0,00 | 3,00 |
| Prestation commune de services sociaux par une institution publique et des ONG extérieures à la municipalité dans le cadre d'activités, de projets créés exclusivement par une institution publique | 330 | 0,19 | 0,52 | 0,00 | 3,00 |
| Création et prestation conjointes de services sociaux par l'institution publique et des ONG extérieures à la municipalité dans le cadre d'activités ou de projets réalisés | 329 | 0,10 | 0,36 | 0,00 | 3,00 |

Source : élaboration propre; *N* – nombre, *M* – moyenne, *SD* – écart-type, *Min/Max* – minimum/maximum.

D'autre part, près de la moitié des institutions interrogées, soit 48,5 %, se caractérisent par un niveau élevé et très élevé d'inclusion des résidents dans les activités visant à résoudre les problèmes sociaux qui les affectent.

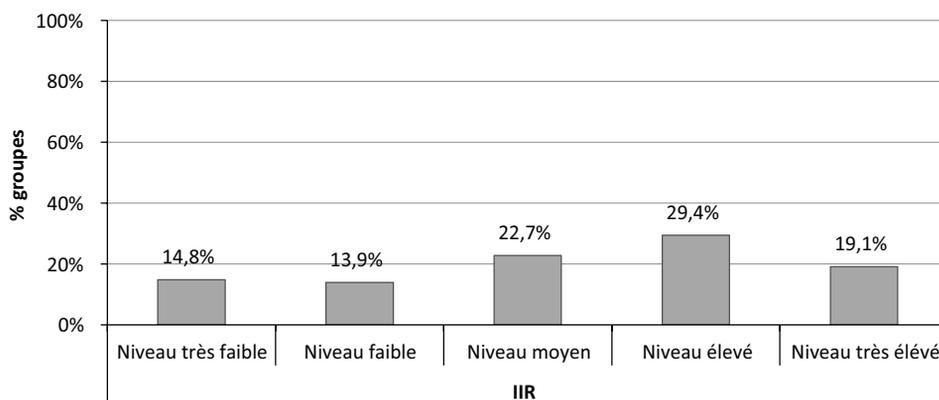


Figure 3. Structure de l'indice d'implication des résidents dans les activités visant à résoudre leurs problèmes (IIR)

Source : élaboration propre.

70,30 % des répondants ont déclaré que l'institution qu'ils représentent entreprend des activités visant à inclure les habitants de la commune dans le processus de planification des activités qu'elle entend mettre en œuvre pour résoudre les problèmes sociaux qui les affectent, et 74,85 % ont déclaré que l'institution qu'ils représentent inclut habituellement les habitants de la commune dans les activités qu'elle met en œuvre pour résoudre les problèmes sociaux qui les affectent (Tableau 3).

Tableau 3. Activité des institutions publiques pour impliquer les habitants de la municipalité dans la résolution des problèmes sociaux qui les affectent

| | | | |
|---|-----|-----|--------|
| Q1. L'institution a-t-elle déjà pris des mesures pour impliquer les habitants de la commune dans le processus de planification des activités qu'elle entend mettre en œuvre pour résoudre les problèmes sociaux qui les affectent ? | Non | 98 | 29,70% |
| | Oui | 232 | 70,30% |
| Q2. L'institution implique-t-elle habituellement les habitants de la commune dans les activités qu'elle met en œuvre pour résoudre les problèmes sociaux qui les affectent ? | Non | 83 | 25,15% |
| | Oui | 247 | 74,85% |
| Q3. L'institution évalue-t-elle, de manière continue, son activité dans le cadre de l'implication des habitants de la commune dans les activités de résolution des problèmes sociaux qui les affectent ? | Non | 169 | 51,21% |
| | Oui | 161 | 48,79% |
| Q4. L'institution a-t-elle l'intention d'entreprendre des activités supplémentaires dans un avenir proche pour impliquer les habitants de la commune dans des activités visant à résoudre les problèmes sociaux qui les affectent ? | Non | 231 | 70,00% |
| | Oui | 99 | 30,00% |

Source : élaboration propre.

Ces pourcentages élevés sont la conséquence d'une compréhension large du terme « inclusion des résidents ». Premièrement, cela inclut la participation des résidents locaux au diagnostic des problèmes sociaux, ce qui est souvent une condition pour obtenir des fonds pour des projets visant à réduire le chômage, provenant par exemple du Fonds social européen. Deuxièmement, cette inclusion peut être formelle et informelle. Troisièmement, seuls quelques groupes d'habitants, par exemple les dirigeants communautaires, peuvent être impliqués dans le processus de planification des actions. Néanmoins, la recherche a montré que jusqu'à 30 % des communes rurales, à la lumière des déclarations de leurs représentants, n'entreprennent aucune activité au-delà de l'information des habitants sur les actions à entreprendre afin de minimiser les problèmes sociaux auxquels ils sont confrontés.

L'implication des habitants dans des activités visant à résoudre les problèmes sociaux qui les affectent par une institution publique s'est avérée être un facteur de différenciation entre l'ensemble des institutions publiques qui ont mis en œuvre des innovations sociales locales et celles qui n'ont pas eu cette expérience (Tableau 4).

Tableau 4. Relation entre la mise en œuvre d'innovations sociales locales par les institutions publiques et les indices obtenus

| | Mise en œuvre d'activités atypiques | | | | Importance des différences | |
|--|-------------------------------------|-----------|----------------------|-----------|----------------------------|----------|
| | Non <i>N</i> = 273 | | Oui <i>N</i> = 57 | | <i>U</i> | <i>p</i> |
| | <i>M</i> | <i>SD</i> | <i>M</i> | <i>SD</i> | | |
| Coopération des institutions publiques avec les ONG (ICIPONG) | 1,83 | 2,62 | 2,26 | 2,64 | 6927,00 | 0,16 |
| Implication des résidents dans des activités visant à résoudre leurs problèmes (IIR) | 2,07 | 1,30 | 3,04 | 1,13 | 4459,50 | 0,001 |
| Réseau de relations avec des ONG extérieures à la municipalité (IRIPONG) | 0,59 | 1,46 | 0,95 | 1,82 | 7010,50 | 0,11 |

Source : élaboration propre ; *N* – nombre, *M* – moyenne, *SD* – écart-type, *U* – statistique du test *U* de Mann-Whitney, *p* – importance.

17,27 % des institutions publiques des communes rurales possédaient une expérience dans la mise en œuvre de ce type d'innovation (à la lumière des déclarations des répondants). Un peu plus de la moitié des innovations (52,63 %) ont été mises en œuvre en coopération avec une organisation non gouvernementale, locale ou non. Il ressort des déclarations des personnes interrogées dans le cadre de l'étude qualitative que les innovations

constituent une réponse principalement à deux problèmes sociaux, à savoir la dépendance des personnes âgées et le chômage.

Un exemple d'innovation répondant au premier des problèmes mentionnés est le bénévolat des personnes âgées mis en œuvre par le centre communal d'action sociale de Wryki. L'origine de cette situation réside dans le fait que les enfants adultes de ces personnes ont quitté le foyer familial, que leur conjoint est décédé, qu'elles ont mis fin à leur activité professionnelle, ce qui a réduit le cercle des personnes pouvant les aider, et qu'elles souffrent d'une maladie (généralement sur le long terme). Selon le degré et le type de dépendance, les besoins des résidents du centre diffèrent sensiblement. Il s'agit d'activités telles que l'aide aux tâches ménagères, le paiement des factures, les courses, mais aussi le besoin de passer du temps avec une autre personne. Parmi les pratiques routinières visant à minimiser le problème, citons la création d'une offre culturelle destinée aux personnes âgées par le centre culturel communautaire, le soutien aux activités des organisations villageoises traditionnelles, notamment les associations de femmes au foyer dont font partie les villageoises particulièrement âgées, et surtout la fourniture de services de soins par les travailleurs sociaux. Dans le cadre de leurs fonctions professionnelles, ils rendent visite aux personnes âgées, dépendant du centre d'action sociale, et tentent de satisfaire leurs besoins les plus urgents, le plus souvent liés à la gestion du foyer. Cependant, le temps qu'ils pouvaient consacrer à rester avec une seule personne était court et insuffisant. Le soutien fourni n'était pas individualisé. Les tâches excessives des travailleurs sociaux (c'est-à-dire l'aide apportée à un grand nombre de personnes) les ont amenés à s'acquitter de leurs fonctions de manière plutôt schématique, en veillant principalement à l'ordre au domicile de ces personnes et en s'occupant des questions les plus urgentes liées à la gestion du ménage, comme le paiement des factures. L'innovation consistait dans le fait que des volontaires, habitants de la commune (personnes d'âge et d'éducation différents), avaient également la possibilité d'effectuer des services de soins pour ces personnes. Il s'agissait d'étudiants, de chômeurs désireux d'acquérir une nouvelle expérience professionnelle, mais aussi de seniors suffisamment aptes physiquement et intellectuellement pour aider d'autres seniors. Les volontaires n'étaient pas rémunérés pour leur travail. Ils aidaient les personnes âgées à effectuer les tâches ménagères simples, à faire les courses et à se déplacer, mais satisfaisaient également leur besoin de proximité humaine, leur lisaient des livres et écoutaient leurs souvenirs de jeunesse. Après 3 mois de volontariat, le volontaire, s'il était prêt, était dirigé vers un autre service.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'innovation, le centre communal d'action sociale a formellement coopéré avec une branche de la Croix-Rouge polonaise³ située dans une ville voisine, qui est spécialisée, entre autres, dans les formations sur les soins aux personnes âgées, et dans la distribution de nourriture (aux personnes âgées) avec des ONG locales. Ces organisations ont déjà coopéré auparavant, en utilisant leur savoir-faire et leurs ressources matérielles.

Les bénéficiaires directs de l'aide étaient des personnes âgées dépendantes. Celles-ci ont pris part au diagnostic du problème social en participant à des discussions avec les travailleurs sociaux dont elles dépendaient. Elles ont également été consultées sur l'idée d'une coopération avec des volontaires. Elles ont aussi eu un réel impact sur le déroulement de la mise en œuvre de l'innovation, en pouvant exprimer leurs besoins, leurs opinions sur la personne qui les aide, évaluer son aide, en participant ainsi au suivi et à l'évaluation de l'innovation elle-même. Ce qui est intéressant, c'est que malgré le fait que les activités de promotion du projet étaient très limitées car elles ne concernaient que des informations adressées aux autorités locales des communes voisines et étaient plutôt fournies de manière informelle lors de réunions sociales que lors de visites officielles de quartier, certaines de ces communes ont été inspirées par l'expérience du centre communal d'action sociale et avaient l'intention de mettre en œuvre des activités similaires dans leur région.

Une innovation visant à réduire le niveau de chômage dans une municipalité rurale a été mise en œuvre à Łambinowice. Dans cette commune, les pratiques courantes pour réduire ce problème consistaient à encourager les chômeurs par l'intermédiaire de l'agence pour l'emploi du district, en leur offrant une formation professionnelle leur permettant d'occuper un emploi de soudeur, de fleuriste, de conducteur de chariot élévateur, de chauffeur, de vendeur, etc. Les chômeurs inscrits à l'agence étaient orientés vers des cours de formation leur permettant d'acquérir des qualifications professionnelles de manière prédéterminée. L'innovation consistait à préparer les habitants sans emploi de la municipalité, principalement ceux ayant une formation pédagogique supérieure, au rôle d'animateur culturel et à améliorer leurs compétences non techniques pour pouvoir remplir ce rôle. Les chômeurs ont participé à des cours de formation en animation et en communication interpersonnelle. Ils ont également été

3 Il s'agit de la plus ancienne organisation humanitaire polonaise, membre du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle se consacre, entre autres, à l'assistance sociale, aux activités dans le domaine de l'aide sociale, à l'action en faveur des personnes handicapées.

formés aux bases du travail avec des jeunes en difficulté, à l'organisation d'ateliers de cuisine et d'activités d'animation pour leurs communautés. Ils ont trouvé un emploi dans l'un des centres communautaires du village sélectionnés par le bureau communal et se sont vu confier la tâche de les « animer », c'est-à-dire d'y proposer différentes activités telles que des ateliers de théâtre, de cuisine, d'artisanat ou de loisirs. L'innovation a été mise en œuvre grâce à la coopération entre la mairie de la commune, le Fonds européen agricole pour le développement rural et l'agence pour l'emploi du district. Le fonds susmentionné a été le principal initiateur de l'innovation⁴. La deuxième institution précitée a financé l'emploi. Dans ce cas, c'est le Fonds européen agricole pour le développement rural qui s'est adressé à la commune, comme à de nombreuses autres communes voisines, avec son propre projet dans lequel les problèmes des habitants de la commune rurale ont été diagnostiqués avec la participation de représentants des centres d'action sociale. L'agence pour l'emploi disposait d'informations sur les chômeurs et a pu sélectionner ceux qui pourraient être (au moins en fonction de leur profil en matière de formation) intéressés par un travail d'animateur culturel local. Ces personnes ont été consultées sur la proposition d'innovation et un programme de formation tenant compte de leurs compétences et aptitudes a été mis en place. Ces personnes ont également été impliquées dans le suivi et l'évaluation de l'innovation sur une base continue.

Conclusions

L'article aborde le problème de l'activité des institutions publiques rurales pour la mise en œuvre d'innovations sociales locales. La spécificité de chaque type d'innovation sociale est qu'il s'agit d'activités alternatives par rapport à celles pratiquées jusqu'à présent, et que leur mise en œuvre est assujettie à des risques plus ou moins importants. Il ne fallait donc pas s'attendre à ce qu'elles fassent souvent l'objet de l'intérêt des institutions publiques. Pour les mettre en œuvre, ces institutions doivent souvent faire preuve de plus de souplesse et de créativité que les ONG, car elles opèrent dans des régimes juridiques et financiers spécifiques.

4 Il fonctionne depuis 30 ans et apporte son soutien aux zones rurales polonaises. Ses activités sont axées sur le soutien des investissements dans les infrastructures techniques, le développement des entreprises locales et la mise en œuvre d'initiatives et de projets éducatifs et sociaux destinés aux personnes vivant dans les zones rurales.

Dans le cadre des activités des institutions publiques rurales, on peut trouver des exemples d'innovations sociales locales et même si l'on suppose que les déclarations des personnes interrogées étaient trop optimistes à cet égard, on peut dire que des pratiques alternatives de travail pour résoudre les problèmes sociaux locaux apparaissent dans les campagnes polonaises. Le problème peut résider dans le fait qu'environ la moitié de ces innovations ont été mises en œuvre individuellement, ce qui peut signifier que beaucoup d'entre elles représentent des *locally bounded social innovations*, c'est-à-dire des innovations qui apparaissent et disparaissent, et que leur diffusion est fondamentalement impossible. Elles peuvent être traitées comme des activités ponctuelles et à court terme qui ne créent pas la possibilité d'un changement permanent dans le système de résolution des problèmes sociaux locaux.

Parmi les innovations sociales locales mises en œuvre, on peut trouver des exemples de *bottom linked social innovations* et de *network-based social innovations*. Elles s'adressaient principalement aux personnes rencontrant des problèmes sociaux, motivées pour améliorer leur situation de vie et prêtes à coopérer avec les institutions publiques. Elles se sont dites prêtes à participer au diagnostic du problème, à la consultation des mesures possibles à mettre en œuvre, à leur suivi et à leur évaluation, bien qu'elles puissent difficilement être considérées comme des co-créateurs d'innovations.

Une condition nécessaire mais non suffisante pour que le processus de mise en œuvre des innovations sociales locales démarre était d'inclure dans leur réalisation les habitants des villages connaissant des problèmes sociaux. Cela a permis de minimiser le risque d'échec de l'innovation, ne serait-ce qu'en raison d'une identification et d'un diagnostic incorrects du problème social. Comme l'a montré la recherche, une telle condition n'était pas la coopération avec les organisations non gouvernementales, qu'elles soient locales ou situées en dehors de la commune. Cela montre que les institutions publiques n'ont pas décidé de mettre en œuvre des innovations sociales en s'inspirant de l'expérience des organisations non gouvernementales. Le fait d'avoir entrepris une telle coopération ne les a pas rendues plus aptes à mettre en œuvre des innovations sociales que les institutions qui n'ont pas eu cette expérience. La raison de cet état de fait est la faiblesse du secteur des ONG rurales. Les institutions publiques considèrent que ces dernières ne disposent pas de ressources dont l'acquisition pourrait être propice à leur mise en œuvre d'innovations sociales. Il s'agit d'organisations opérant principalement au niveau local, rassemblant un petit nombre de personnes constamment actives dans l'organisation, avec de petits budgets. Très souvent, elles ne fonctionnent pas de manière continue, c'est-à-dire que leur activité est limitée à la

période durant laquelle elles disposent de fonds pour mettre en œuvre une certaine activité. Cependant, il est difficile de résoudre les problèmes sociaux, notamment le chômage ou la dépendance des personnes âgées, sans une activité continue. Les institutions publiques disposent des ressources nécessaires pour entreprendre une telle tâche. Cependant, le prix à payer pour la mise en œuvre d'innovations sociales est de limiter la portée de leur impact et de les réduire à l'un des nombreux projets mis en œuvre sur le territoire de la municipalité afin de minimiser le chômage ou le problème de la dépendance des personnes âgées, qui prend fin et ne fait l'objet d'aucune diffusion.

Bibliographie

- André I., Abreu A., Carmo A., 2013, « Social innovation through the arts in rural areas: the case of Montemor-o-Novo », [in :] F. Moulaert, D. MacCallum, Ab. Mehmood, A. Hamdouch (dir.), *The international handbook on social innovation. Collective action, social learning and transdisciplinary research*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing, p. 242–258.
- Anheier H. K., Krlev G., Preuss S., Mildenerberger G., Bekkers R., Mensink W., Bauer A., Knapp M., Wistow G., Hernandez A., Adelaja B., 2014, *Social Innovation as Impact of the Third Sector. Deliverable 1.1 of the project: "Impact of the Third Sector as Social Innovation" (ITSSOIN)*, European Commission – 7th Framework Programme, Brussels : European Commission, DG Research.
- Bekkers V., Tummers L. G., Voorberg W., 2013a, *From public innovation to social innovation in the public sector: A literature review of relevant drivers and barriers*, Rotterdam : Erasmus University.
- Bekkers V., Tummers L. G., Stuijzand B. G.; Voorberg W., 2013b, *Social innovation in the public sector: An integrative framework*, Série "LIPSE Working Papers", Rotterdam : Erasmus University.
- Bock B. B., 2012, « Social innovation and sustainability; how to disentangle the buzzword and its application in the field of agriculture and rural development », *Studies in Agricultural Economics*, n° 2 (114), p. 57–63.
- Bock B. B., 2016, « Rural marginalisation and the role of social innovation. A turn towards nexogenous development and rural reconnection », *Sociologia Ruralis*, n° 4 (56), p. 552–573.
- Bosworth G., Rizzo F., Marquardt D., 2016, « Identifying social innovations in European local rural development initiatives », *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, n° 4 (29), p. 442–461.

- Chimiak G., 2016, *The growth of non-governmental development organizations in Poland and their cooperation with Polish aid*, Warszawa : Instytut Filozofii i Socjologii PAN.
- Davies A., Simon J., 2012, *The value and role of citizen engagement in social innovation. A deliverable of the project: "The theoretical, empirical and policy foundations for building social innovation in Europe" (TEPSIE)*, European Commission – 7th Framework Programme, Brussels : European Commission, DG Research.
- Franklin A., Kovách I., Csurgó B., 2017, « Governing social innovation: Exploring the role of "discretionary practice" in the negotiation of shared spaces of community food growing », *Sociologia Ruralis*, n° 4 (57), p. 339–458.
- Furmankiewicz M., Macken-Walsh Á., Stefańska J., 2014, « Territorial governance, networks and power: cross-sectoral partnerships in rural Poland », *Geografiska Annaler, Series B: Human Geography*, n° 4 (96), p. 345–361.
- Jaskyte K., 2013, « Does size really matter? Organizational size and innovations in non-profit organizations », *Non-profit Management & Leadership*, n° 2 (24), p. 229–247.
- Jaskyte K., Kisieliene A., 2006, « Organizational factors, leadership practices, and adoption of technological and administrative innovations: an exploratory study of Lithuanian non-profit social service organizations », *European Journal of Social Work*, n° 1 (9), p. 21–37.
- Karolewski I., 2016, « Protest and participation in post-transformation Poland: The case of the Committee for the Defense of Democracy (KOD) », *Communist and Post-communist Studies*, n° 3 (49), p. 255–267.
- Kazepov Y., Colombo F., Sarius T., 2020, « The multi-scalar puzzle of social innovation », [in:] S. Oosterlynck, A. Novy, Y. Kazepov (dir.), *Local social innovation to combat poverty and exclusion. A critical appraisal*, Bristol : Policy Press, p. 91–112.
- Kim J., Rim S., Han S., Park A., 2015, « Seoul City's social innovation strategy: New models of communication to strengthen citizen engagement », [in :] A. Nicholls, J. Simon, M. Gabriel (dir.), *New frontiers in social innovation research*, London : Palgrave MacMillan, p. 170–191.
- Krasnopolskaya I., Meijs L., 2019, « The effect of enabling factors on social innovation in Russian non-profit organisations », *International Journal of Sociology and Social Policy*, n° 5/6 (39), p. 447–463.
- MacCallum D., Moulaert F., Hillier J., Vicari-Haddock S., 2009, *Social innovation and territorial development*, Farnham : Ashgate Publishing.
- Marks-Krzyszowska M., Michalska-Żyła A., 2018, « Determinants of inhabitants' willingness to involve in co-governing rural commune », *Studia Obszarów Wiejskich*, n° 5 (51), p. 99–117.

- Martinelli F., 2013, « Learning from case studies of social innovation in the field of social services: creatively balancing top-down universalism with bottom-up democracy », [in:] F. Moolaert, D. MacCallum, Ab. Mehmood, A. Hamdouch (dir.), *The international handbook on social innovation. Collective action, social learning and transdisciplinary research*, Cheltenham : Edward Elgar Publishing, p. 346–360.
- Neumeier S., 2012, « Why do social innovations in rural development matter and should they be considered more seriously in rural development research? Proposal for a stronger focus on social innovations in rural development research », *Sociologia Ruralis*, n° 1 (52), p. 48–69.
- Neumeier S., 2017, « Social innovation in rural development: Identifying the key factors of success », *Geographical Journal*, n° 1 (183), p. 34–46.
- Noack A., Federwisch T., 2019, « Social innovation in rural regions: Urban impulses and cross-border constellations of actors », *Sociologia Ruralis*, n° 1 (59), p. 92–112.
- Oosterlynck S., Cools P., 2020, « Modalities of governing the welfare mix », [in :] S. Oosterlynck, A. Novy, Y. Kazepov (dir.), *Local social innovation to combat poverty and exclusion. A critical appraisal*, Bristol : Policy Press, p. 63–90.
- Osborne S., 1998, « The innovative capacity of voluntary organisations: Managerial challenges for local government », *Local Government Studies*, n° 1 (24), p. 19–40.
- Stowarzyszenie Klon/Jawor, 2019, *Kondycja organizacji pozarządowych*, Warszawa, <https://api.ngo.pl/media/get/108227>
- Ustawa z dnia 24 kwietnia 2003 r. o działalności pożytku publicznego i o wolontariacie, Dz. U. 2003, n° 96, poz. 873.
- Zajda K., 2018, « Konsultacje społeczne a proces wdrażania innowacji społecznej », *Samorząd Terytorialny*, n° 7–8 (331–332), p. 98–108.
- Zajda K., Pasikowski S., 2018, « Traits of leaders of rural non-governmental organisations as predictors of collaboration between NGOs and rural gmina offices: Voices from Central Poland », *Voluntas International Journal of Voluntary and Non-profit Organizations*, <https://doi.org/10.1007/s11266-018-9999-5>

Le village et la culture folklorique en Pologne centrale (étude empirique)

Anna Matuchniak-Mystkowska

Cadres théoriques et méthodologique de la recherche

Les concepts de la sociologie de la culture de Antonina Kłosowska forment les cadres théorique de cette recherche concernant la culture folklorique, d'où des références à ses livres, comme *La culture nationale aux racines*, *Les systèmes sociaux de la culture*. Le terme « racines » pourrait être remplacé par « cœurs » parce qu'il signifie l'attachement et l'internalisation de la culture locale, ses pratiques, normes, valeurs, ce qui était présent dans des narrations biographiques des habitants des villages de la région de Lodz. Le terme clé – racine/enraciné – apparaît aussi dans un ouvrage autobiographique d'un sociologue polonais célèbre, Jan Szczepański. Dans le cas de la culture folklorique, le premier système qui assure cette transmission étant la famille, la recherche portait sur plusieurs générations d'une même famille. Des institutions culturelles formant le deuxième système de la culture comme les musées régionaux, les centres culturels locaux, les groupes artistiques locaux, renforcent l'existence de la culture folklorique, en lui assurant le support, étaient aussi objet d'étude. Il faut souligner que le fonctionnement de la culture folklorique dépend moins du quatrième système – les institutions supra-locales, nationales, ainsi que du troisième système celui des mass media. Ces dernières assurent plutôt le fonctionnement de la culture nationale et de la culture populaire, dite « de masse ». La recherche empirique prouve, que la thèse de « la mort de la culture folklorique » est fautive, que celle là existe et se développe, qu'il s'agisse des objets culturels historiques, des créations contemporaines et des artistes, des animateurs et des médiateurs de la culture. Le lien habituel et le patriotisme local (termes de Stanisław Ossowski) renforce cette existence. Les recherches qui s'intéressent à ce qui seraient les

racines de la culture locale en désignent trois sources: des créations originales locales, des emprunts aux classes supérieures, des emprunts aux autres cultures locales/ethniques, comme le propose Wojciech Burszta. La diffusion culturelle, quant à elle, était et est toujours liée aux migrations, comme le montrent l'art, l'architecture, les costumes, les arts décoratifs, les traditions et mœurs. La genèse des éléments de la culture, comme objets et pratiques en soi, n'était pas le sujet de la recherche, elle portait uniquement sur leur transmission pendant cent ans, ce qui rendait visible le fonctionnement des modèles post-figuratifs, co-figuratifs, pré-figuratifs de Margaret Mead.

Des études théoriques sociologiques, ethnographiques, historiques et des recherches empiriques concernant la culture folklorique, locale et régionale (de Wojciech Burszta, Oskar Kolberg, Jan Szczepański, Izabela Bukraba-Rylska) étaient utiles dans ces démarches, elles ne seront cependant pas présentées dans ce texte.

* * *

Les recherches de terrain ont été réalisées en 2010 en Pologne centrale, dans les régions de Sieradz et de Piotrków Trybunalski, ayant une culture locale spécifique et une tradition vive. Le projet prévoyait la réalisation de 20 entretiens, avec les membres de 6 familles. Les femmes sont très représentées dans la population enquêtée (n = 14) et l'on trouve des enquêtés de toutes les générations : les plus âgés sont nés au début du XX^e siècle (n = 7), 6 ont entre 50 et 60 ans, 3 ont entre 30 et 40 ans et 4 sont de jeunes adultes et adolescents. Des informations sur leur vie et travaux, ainsi que sur la culture folklorique, étaient récoltées par la technique d'entretien biographique et de l'entretien libre, ce qui a donné 150 pages de récits. Notre population enquêtée compte des artistes locaux et des campagnards ordinaires ; les récits du premier groupe sont plus longs et plus riches. Notre matériau est aussi constitué de photos (des personnes, des bâtiments, des outils, des documents), des enregistrements de musique et de chansons, qui se prêtent aussi bien à une analyse scientifique qu'artistique (spectacle, exposition, album). Les récits de nos interlocuteurs portent sur le XX^e siècle, mais concernent également le XIX^e siècle qui correspond au « temps de fleurissement » de la culture folklorique en Pologne.

Les chercheurs ont participé, en été, à deux événements artistiques présentant des éléments de la culture folklorique (costumes, les découpages de papier, broderies, chansons, coutumes, plats), l'un se déroulant à Sieradz, l'autre à Będków. Nous disposons de la documentation photographique et filmique des événements, autrement dit, des cadres

sociaux typiques de la culture folklorique actuelle. Il faut souligner, que la culture folklorique serait en péril dans son environnement naturel de la famille et du village, sans l'activité des institutions culturelles comme les musées et les centres locaux de la culture, qui assurent le support aux artistes, collectionnant des objets de création, organisaient des concours et des festivals. On a également réalisé 2 entretiens avec des animateurs travaillant dans ces institutions (nous avons 22 entretiens au total). Ce matériau est riche et se prête à plusieurs formes d'usage, aussi bien scientifiques qu'artistiques (expositions, albums, photo-essays). La première partie de ce texte était monographique – elle présente des régions et « des portraits » de campagnards, c'est-à-dire des présentations synthétiques de leur vie, leurs activités, autrement dit il s'agit d'étude de cas (*case studies*). Pour assurer l'anonymat des personnes interrogées, nous ne mentionnons pas leur nom sauf lorsqu'il s'agit de personnes « officielles », « publiques » – des artistes et des animateurs. La deuxième partie du texte traite des problèmes de recherche (travail, relations sociales, culture, jeux, art, musique, photo), alors la culture matérielle dite de l'existence, la culture sociale et la culture symbolique (concepts de A. Kłosowska), et par quatre générations; des citations des entretiens suivent un commentaire. Dans la version française, nous avons fait le choix de limiter les citations parce qu'elles sont longues et argotiques. Dans cet article, les approches syntagmatique et paradigmatique sont aussi présentes.

Caractéristiques des régions choisies

La région de Sieradz, le plus grand des 23 départements de la Voïvodie de Lodz, est située dans la Plaine Sud de Wielkopolska autour de la rivière Warta. L'importance de l'activité agricole avec ses exploitations individuelles favorise le maintien d'une culture folklorique, surtout dans des villages. Le tissage, la broderie, utilisés dans des costumes – vêtements locaux, ainsi que des découpages, des dentelles, des « araignes » en papier et paille, la sculpture, la céramique, les produits métalliques réalisés par des forgerons, aussi bien décoratifs que pratiques y sont bien développés, concernant aussi bien le secteur « art féminin » qu'« art masculin ». Des artistes jeunes et âgés diffusent les compétences des ancêtres en famille, à l'école, dans les centres culturels, les plus connus étant Janina Kędzierska, Mieczysław Urbaniak, Waław Zabłocki, Anna Zabłocka, Łukasz Zabłocki, Stanisław Korpa, Jadwiga Świniarska, Zdzisław Ligner,

Bogusława Bednarek, Wojciech Bogusławski. Le rôle des animateurs et médiateurs, surtout des ethnographes du Musée Regional à Sieradz y est très important.

La région de Piotrków Trybunalski, l'une des plus anciennes ville en Pologne (siège de parlement et des tribunaux royaux), située au sud de Lodz, était représentait par le village Prażki à la commune Będków. A Prażki, habitait dans des années 1880–1900 Władysław Stanisław Reymont, l'écrivain qui a reçu le prix Nobel de littérature pour l'ouvrage *Chłopi* [Les Paysans]. Des descendants des familles Socha et Balcerek – héros de cet ouvrage, y habitent toujours et étaient nos interlocuteurs. L'une des plus jeunes villageoises a déclaré: « J'aime bien Prażki, dans ce petit village vivait toute ma famille, des grands-parents, des parents et maintenant vivent mes enfants ». Dans cette commune, on trouve deux groupes artistiques, « Nanas Chouettes » [*Fajne Babki*] et « Des Populaires de Będków » [*Ludowiaczy od Będkowa*], qui sont vraiment populaires et gagnent des prix aux festivals folkloriques. La culture locale est maintenue et diffusée par le groupe des femmes organisées en Cercle des Femmes [*Koło Gospodyń Wiejskich*] lié aux pompiers bénévoles [*Ochotnicza Straż Pożarna*]; les organisations des femmes et des hommes se soutiennent. Des concours villageois organisés aussi au niveau départemental présentent une grande diversité, Journée de Pommes de Terre, Journée de Miel, Compétition de Beurre, des Décorations, des Œufs de Pâques [*Pisanki*], des compétitions de Plumes [*Pierzawka*], ce qui témoigne de l'activité du secteur institutionnel locale (deuxième système de la culture).

Transmission en un système de la culture (famille, amis)

L'analyse ci-dessous est soumise au critère des domaines de la culture mentionnés par A. Kłosowska (cultures matérielle, sociale, symbolique), et concerne alors le travail, les relations familiales et de voisinage, ainsi que la culture et l'art folkloriques.

Travail à la campagne

Les familles pluri-générationnelles qui habitent à la campagne et dont les membres sont des paysans-agriculteurs sont très présentes, même si tous

ne travaillent pas la terre. En Pologne, le travail d'agriculteur était toujours lié au le travail d'artisan (dans la génération des anciens), puis au travail d'ouvrier ou de commerçant (dans les générations suivantes), ce que confirme notre interlocutrice de la deuxième génération: « J'avais 17 ans et j'ai déjà travaillé à l'hôpital, comme "travailleur jeune" ». Et je savais tout faire à la maison et au champ ». La mécanisation des travaux agricoles, qui progresse après la Seconde Guerre mondiale, a changé le travail des deux générations les plus jeunes (troisième et quatrième). Mais cela exigeait des compétences nouvelles, acquises par l'éducation formelle et certifiée par les diplômes (ex. permis de conduire pour la voiture, pour le tracteur, pour des poids lourds). Des transformations suivantes des années 1990, plutôt bureaucratiques, étaient imposées par l'économie du marché et des exigences de l'Union Européenne. A cause de ces défauts, malgré certaines qualités, d'une manière juste elles étaient perçues comme peu favorables pour le paysan-agriculteur polonais.

Dans toutes les générations, on trouve des individus qui travaillaient hors du village natal, souvent par contrainte comme les déportations pour des travaux forcés en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, le changement obligatoire de lieu d'habitation après la guerre en PRL – la migration économique de la campagne en ville, du champ à l'usine durant cette période. La transformation politique, économique et sociale des années 1990 a provoquait l'énorme chômage au pays, a lors des migrations économique plutôt à l'étranger. La vie de toutes les familles était marquée par l'histoire du pays et des moments importants de tout le XX^e siècle. Des déplacements et des voyages étaient favorables aux contacts avec « les autres », la transmission des biens et des modèles culturels, concerne surtout des relations internes au pays et l'influence de ville sur les villages. Les relations avec l'étranger n'apparaissent pas dans les narrations. L'industrialisation et l'urbanisation qui se traduisaient par le développement du travail en ville, fait que les habitants des villages – les paysans traditionnels, deviennent non seulement des ouvriers-producteurs (cela concerne une partie de la population), mais surtout des consommateurs de produits fabriqués, ensuite vendus et achetés aux magasins. Le fonctionnement autarcique des fermes campagnards est limité, comme en attestent le métier, le lieu de travail, la construction des maisons et leur équipement ainsi que la décoration. Le changement structurel a eu lieu après la Seconde Guerre mondiale et concernait la deuxième génération.

Du point de vue économique, la campagne était et reste toujours différenciée, la catégorie des paysans-ouvriers n'est pas homogène. Nos interlocuteurs dans la plupart des cas n'étaient pas riches, ils vivaient

de leur propre travail sur des terrains dont ils avaient hérités. Tous les membres de la famille habitaient à proximité, ce qui facilitait les contacts et l'aide réciproque.

La division sexuée du travail restait traditionnelle, il y a des travaux masculins et des travaux féminins. Les hommes réalisaient des tâches lourdes au champ et dans la ferme. Il arrivait, qu'à cause des accidents ou maladies des hommes, le remplacement par les femmes était nécessaire pour assurer la continuité du travail de la ferme. Normalement les femmes aidaient aux champs, surtout lors les périodes de pointe, comme la récolte des blés et des pommes de terre. Si le travail était pénible, long, le travail des femmes n'était cependant, pas considéré comme « lourd ». Les tâches féminins sont réalisées à domicile, il s'agit de la cuisine de tous les jours et pour des fêtes, le lavage, le nettoyage de la maison, la décoration, des soins aux enfants, aux vieux, aux malades. Toutes réalisaient des activités manuelles artistiques féminines [*robotki kobiece*], comme le filage (du lin et de la laine), le tissage (des vêtements, des tapis), la couture et broderie. Des années encore après la Seconde Guerre mondiale, tout ou presque tout était réalisé/produit à la maison et à la ferme par des membres de la famille : l'élevage des oies (pour la viande et pour les plumes), des plumes préparées pour des oreillers, le linge de lit cousus et brodé, des tapis, des couvertures, des tissus, des décorations en papier (découpages, dentelles, rideaux, fleurs artificielles). Toutes ces compétences et tâches des femmes étaient transmises par la lignée maternelle (mère et grand-mère). Comme le dit une interlocutrice de la troisième génération : « toute la famille ensemble, et c'est la grand-mère et la mère montraient comment il faut faire ». La fabrication d'objets d'art folklorique qui avaient aussi des fonctions pratiques et décoratives, dans le monde rural relevait des activités de loisir et non du travail. Cette situation est décrite aussi dans des réflexions théoriques, notamment par Aleksander Kamiński – loisir [*wczasy*]. Ces activités s'accompagnaient de visites des voisins et des amis, en particulier le soir en hiver, au moment où il y avait moins de travail au champ. Tout en travaillant, les femmes chantaient et bavardaient.

Dans des familles nombreuses, selon le proverbe polonais il y a « plus des mains pour le travail », mais aussi « plus de bouche à nourrir ». Des enfants étaient socialisés pour le travail à la maison et à la ferme dès la petite enfance (6–7 ans), comme berger des oies, ensuite des vaches, ils aidaient aux champs et dans le travail artisanal mais gardaient également leurs frères et sœurs plus jeunes. L'une des interlocutrices de la deuxième génération confirme : « En général, des gosses avaient des choses à faire, à la campagne toujours il y a quoi faire. Chacun savait ce qu'il devrait faire ». Si les enfants voulaient apprendre à l'école, ils ne pouvaient pas

le faire : trop pauvres, ils étaient obligés de travailler et plus tard ils furent empêchés à cause de la guerre. Les moyens de production comme la terre, la ferme, la maison, les outils, les animaux domestiques, se transmettaient entre les générations au sein de la famille. Pour les anciennes générations (des arrières grands-parents et des grands-parents) l'héritage signifiait la possession de la terre mais aussi l'appartenance des gens à la terre ainsi que la reproduction sociale du métier d'agriculteur et le rôle social de paysan. Des jeunes familles habitaient et travaillaient selon les règles patrilocales : c'est le fils qui était l'héritier de la terre et restait sur place, tandis que la fille recevait la dote et « suivait » son mari. Pour les plus vieux cette organisation sociale et familiale est normale, le destin est évident et acceptable : « Ma mère voulait assurer l'éducation à ma sœur, pour qu'elle soit quelqu'un. Je devais rester à la maison. Et c'était comme ça. Ensuite je me suis mariée » (femme de la première génération, alors plus que 60). « Le travail typique à la campagne – cela ne m'intéressait pas du tout. C'était le devoir, on travaillait par la responsabilité. La récolte des blés et les parents sont au champ. Je rêvais que ma vie soit différente, sans obligation de s'occuper de la ferme » (femme de la troisième génération).

Les artistes des villages, étant des paysans et/ou ouvriers, sont différents par rapport aux villageois ordinaires : ils ont le talent qui ne peuvent pas apprendre ni à l'école ordinaire ni à l'école artistique, à cause des décisions des parents et de la situation générale. Ils ont tous la conscience de leur trajectoire biographique. L'un des anciens nous a dit : « Ici à la campagne on n'a pas de chance, il faut travailler avec et comme des chevaux ». Il rêvait toujours d'aller à l'école et d'avoir une autre vie, mais il habite au village, travaille la terre. Il est cependant parvenu à devenir maçon. Il a pu cependant réaliser un de ces rêves, celui de faire de la musique, posséder et jouer plusieurs instruments. Des vieux artistes apprécient leur activité au sein de bandes folkloriques et la transmission de l'héritage culturel aux jeunes. Les plus jeunes générations des arrières petits-enfants et des petits-enfants – élèves et étudiants – veulent et peuvent étudier ayant l'autorisation et l'aide de leurs parents : « Je voudrais faire des études de construction à l'Ecole Polytechnique, dans le système extra mural de préférence. Actuellement je suis étudiant de l'école technique secondaire et j'aime bien ça. J'aime beaucoup dessiner. Là-bas nous dessinons des maisons et des projets – plans des bâtiments. J'aimerais bien faire des études et exercer le métier de constructeur ».

Le métier d'agriculteur-paysan, en version masculine et féminine, était transmis en famille, il passait des pères aux fils et des mères aux filles. « Ma mère c'était une femme bonne et sage. Elle m'instruisait pour que je sache tout faire » (femme de la deuxième génération). Les techniques éducatives

peuvent être nommées actives, « participantes » : on montrait, on regardait, on aidait, on exerçait des tâches soi-même. Dans nos entretiens il n'y a pas d'explication précise concernant l'instruction familiale et professionnelle pour les enfants et petits-enfants. La transmission se fait sans dire, de manière évidente que c'est évident, « tout le monde le sait », « c'est obligatoire ». La représentante de la deuxième génération, Janina K., une artiste, améliorait ses compétences lors des rencontres avec d'autres créateurs, en les regardant attentivement et en mémorisant chaque détail. Elle voulait que ces œuvres soient originales, différentes, intéressantes, plus belles – « Je le sais, parce que j'aime ça et je savais regarder autour ».

La continuation des tâches et des devoirs traditionnels est acceptée et maintenue par les jeunes, malgré l'ouverture des possibles et les changements dans les modes de vie (l'accès à l'éducation, aux voyages, aux loisirs), dont témoignent plusieurs interlocuteurs. Le passé existe et il est valorisé. « J'ai toujours eu des plans liés avec la ferme et la commerce. Je ne veux pas abandonner le patrimoine, ça sera dommage. On peut développer ça. Mais il n'y a pas de temps pour le loisir, hobby. Mes fils m'aident beaucoup à la ferme. Ma femme fait la comptabilité et c'est très important » (homme, région Sieradz). « Le métier d'agriculteur doit être exercé avec l'amour et passion, il y faut trouver une symbolique profonde. Cela donne beaucoup de joie et de fierté, spirituelle, non seulement matérielle. C'est une responsabilité pour des animaux, qu'il faut nourrir pour qu'ils ne soient pas morts de la faim » (femme, région de Piotrków). L'habitus primaire reste présent malgré l'apparition du secondaire, comme le prouvent les plus jeunes adolescents : « Pendant des vacances, à la campagne, il y a la récolte de blé, alors je travaille avec toute la famille. J'aime bien conduire le tracteur. Le soir il faut faire le ménage. On arrive à la maison, on se lave, on mange quelque chose et on sort pour voir des copains. On va ensemble pour une pizza, jouer le billard au bar » (homme, région de Sieradz). « Pendant des week-ends nous nettoyons toute la maison. Je m'occupe de mon petit frère et maman travaille, ou le contraire. Dimanche nous allons à l'église et ensuite pour le déjeuner chez la grand-mère. Nous passons le temps libre tous ensemble, en famille » (adolescente de la région de Sieradz).

La division de travail, rationnelle et stable, le respect des mœurs, étaient important pour le fonctionnement harmonieux de toute la communauté locale. Tous les habitants des villages sont liés à leur héritage et patrimoine, leur « petite patrie » (terme de S. Ossowski), à la terre, au paysage, au style de vie paysan. Ils s'adaptent aux changements sociaux, mais en même temps ils se rappellent le passé avec nostalgie et prennent soin de transmettre les traditions aux jeunes générations.

Relations sociales – de famille et de voisinage

La spécificité de la vie et du travail à la campagne, la dépendance à la nature et aux autres gens, la distance aux autres lieux, surtout à la ville, influençaient la création de liens sociaux forts, au sein de la famille et avec des voisins. Les habitants des villages sont conscients de cette situation, indépendamment du sexe et l'âge. Tous sont favorables à la perpétuation des traditions, leur transmission par les vieilles générations et leur acquisition par les jeunes. Les anciens apprécient la vie à la campagne de leur jeunesse du fait des bonnes relations humaines et malgré les difficultés matérielles. De vieux couples fêtaient déjà leurs noces d'or, les plus jeunes leurs noces d'argent, tous ont l'air heureux et amoureux. Leurs narrations sont des bons témoignages de la vie aux villages : « nous vivions on paix, respect mutuel, entraide, c'était des temps humains, on vivait ensemble, c'était mieux, maintenant c'est différent, c'était la vie belle et bonne, quoi faire, c'est passé ». Le travail actuel plus facile grâce aux machines ne remplace pas l'ambiance du village ancien. Ils critiquent les mauvaises mœurs et habitudes des jeunes, c'est une attitude classique des anciens, qui lamentaient toujours; mais ils ont souvent raison. La plus jeune génération profite de la jeunesse, de l'école, des loisirs, de la musique, des ordinateurs, mais ne rejette pas les habitudes du passé. Cette critique de la nouvelle époque est fondée sur des raisonnements historiques et politiques et est liée à l'expérience biographique. Les vieux n'ont pas oublié les années tragiques de la Seconde Guerre mondiale, l'occupation allemande en Pologne, le travail forcé au pays et les migrations obligatoires pour servir en Allemagne en travaillant dans les champs ou dans les usines, ou la vie des résistants en cachette. Les autres n'ont pas oublié le temps du communisme de PRL, avec ses bons et mauvaises côtés. Tous critiquent les mauvais aspects de la transformation de la fin du XX^e siècle.

Des mères et des grand-mères aidaient leurs filles et grand filles (y compris belles-filles) à s'occuper des enfants. Maintenant, devenues âgées c'est à leur tour de bénéficier des soins de la part de leurs proches. Elles vivent avec leurs enfants âgés, entourées par des petits-enfants adultes. Des familles pluri-générationnelles comptent alors quelques dizaines des membres alignés (p. ex. Józefa a 5 enfants, 21 petits-enfants et 17 arrières petits-enfants). La connaissance de plusieurs générations d'ancêtres est remarquable – on arrive à mentionner sept générations, les premières se situant au début du XIX^e siècle, tandis qu'en ville, dans la plupart des cas le lignage se limite à troisième générations. Des coutumes prouvent des liens familiales et de voisinage à la campagne : pour des réunions familiales, surtout des fêtes de noce, ont invité souvent 100 personnes, de temps

en temps plus (300 personnes). Si on utilise des concepts de socialisation de G. H. Mead, on peut montrer des différents « autrui significatif » dans des domaines spécifiques : ce rôle jouent surtout des grand mères dans la transmission des traditions ; dans le travail – des parents, dans le loisir et distractions – des copains de même âge. Notre interlocutrice Janina K. connaît bien la campagne et les habitants du village, la culture locale et l'art de la région. Elle raconte avec plaisir et compétences comment les gens travaillaient, s'amusaient, s'occupaient de leurs proches et de leur village. Elle souligne, à juste titre, que les villages étaient des petites enclaves, autarciques du point de vue matériel et émotionnel. Chacun habitant du village était un « proche » tandis que les habitants de l'autre village – étaient considérés comme des « étrangers ». Cette attitude facilitait des mariages endogames au détriment des mariages exogames : il était difficile d'accepter une fille ou un jeune homme originaire d'une autre communauté. Des coutumes et des habitudes locales gouvernaient les affaires ordinaires, et celles les fêtes. Chaque activité avait son temps, chacun savait quoi faire. Tout le village vivait en rythme commun marqué par les saisons : « Tout devait être comme il faut et quand il fait. Si c'était le temps de semer, tout le village le faisait, si c'était la récolte des blé, des pommes de terre, tous le faisaient et travaillaient en groupe dans tous les champs ».

La plus jeune interlocutrice, élève de l'école primaire, souligne l'importance du lien familial au sein de la famille nucléaire (plusieurs explications commencent par le mot « maman ») mais aussi de la famille pluri-générationnelle (grand-mère, arrière grand-mère), et de la famille élargie (oncles, tantes, cousins, cousines). Elle mentionne des prénoms et noms de tous, leurs métiers, compétences, relations de parenté, ce qui pourrait être apprécié par Claude Lévi-Strauss. Elle apprécie aussi des bonnes relations de voisinage, ce qui conforte les résultats d'autres études sociologiques montrant la force des relations de voisinage à la campagne, surtout dans les villages traditionnels par rapport à la ville. En racontant sa vie, elle raconte en même temps la vie de sa famille, ses succès, l'aide réciproque, les fêtes religieuses et personnelles (« Cette année j'ai été invitée aux trois mariages »). Elle se rappelle aussi des récits des vieux leur histoire, s'inscrivant dans l'histoire de la Pologne et surtout celle des événements tragiques de la Seconde Guerre mondiale. Dans cette narration, on trouve non seulement des faits relatés mais également des émotions, tout est mémorisé et soumis à la réflexion. « Dans cette maison habitait ma grand-mère étant jeune et toute sa famille. Elle racontait comment ils vivaient, et quand des Allemands attaquaient ici à la région de Sieradz ».

La culture folklorique

1. Des maisons

Tous nos interlocuteurs racontent leurs maisons (au sens architectural) avec des émotions. Les plus vieux habitaient dans des maisons en bois avec des toits en paille, comptant le plus souvent une pièce, ce qui témoigne de leur pauvreté. La maison traditionnelle d'un paysan riche avait au moins une entrée [*sień*], une pièce [*komora*], une « chambre noir » [cuisine et chambre ensemble où on vivait – *czarna izba*], une « chambre blanche » [pièce de fête, propre, sans chauffage – *biała izba*]. Aujourd'hui, les gens à la campagne possèdent des maisons en brique, des villas grandes et belles. Malgré le passé pauvre, la vie aujourd'hui est bien meilleure, Janina K. représentante de la deuxième génération se rappelle, avec nostalgie, sa pauvre maison en bois et paille et explique que la vie d'autrefois était meilleure. La mode contemporaine a changé l'aménagement de l'intérieur. Des meubles anciens en bois simple (lits, coffres, bancs) ont été remplacés par des meubles modernes, ensembles vernis [*meblościanka na wysoki połysk*], achetés au magasin. Certains campagnards détruisaient les vieux meubles, les vieux objets, parce qu'ils n'étaient plus à la mode et personnes n'en voulait. Il fallait détruire l'objet et ses souvenirs pour changer/moderniser la vie. L'une de nos interlocutrices a raconté comment elle a jeté des anciens tapis et des couvertures produits dans un atelier domestique – « au musée » remplacé par des nouveaux achetés en magasin. C'est un exemple de « mémoire culturelle ». Certains essayaient de garder quelque chose de la vie ancienne, un meuble, un four pour cuire le pain, un objet décoratif, en tant que souvenir, tout en aménageant différemment leur maison pour des raisons pratiques et pour suivre la mode. Certains racontaient des histoires du passé qui restent dans la mémoire des petits-enfants, ce qui témoigne de l'existence d'une « mémoire communicative ». Il faut souligner, que les anciennes maisons à la campagne n'avaient ni canalisation ni eau courante à l'intérieure. Pour autant, les femmes étaient tenues de garder la maison et la cour propres). « Toujours c'était propre, le plancher, les fenêtres, les lits faits, les objets bien rangés, des fleurs en papier et des découpages... » (Józefa, région de Sieradz).

Les femmes devaient savoir comment filer, tisser, coudre, décorer la maison avec des sapsins, fleurs, des découpages, des fleurs en papiers, des « araignées » en paille et papier, des dentelles. Les femmes qui n'étaient pas douées dans ces activités, surtout les jeunes qui voulaient trouver un mari, demandaient de l'aide à des amies plus compétentes, car c'était l'indice de leurs talents et diligence. En échange, elles

exerçaient des travaux durs au champ. Pas très clair, on ne sait pas si c'est en échange des aides ou si c'est faute d'avoir ces compétences elles travaillaient aux champs.

2. Des vêtements folkloriques

Les vêtements folklorique sont présents dans toutes les expositions ethnographiques, tous les livres scientifiques et les albums, ainsi que dans les récits des paysans. Le changement de vêtements, de ceux de paysans à ceux de citadins a suivi un long processus. Il concerne d'abord les hommes puis les femmes, le changement étant lié au travail, les hommes quittant la ferme pour devenir ouvriers en ville. Ils changeaient a lors des tenues paysannes de fêtes [*stroje odświętne*] et des vêtements de travail quotidiens [*ubrania*], pour des raisons pratiques et prestigieuses. Ils commencèrent à porter des vêtements de ville ou seulement certains éléments de cette garde-robe. Des femmes restaient au village et étaient vêtues de manière traditionnelle. Le changement des vêtements féminins est également lié à l'accès des femmes au travail en ville et en particulier à l'usine. Janina K. de la deuxième génération affirme : « Je me rappelle tout ça – ce changement. C'est quand des usines apparaissent, et des femmes commencent à travailler là-bas et abandonnent les vêtements traditionnels. Avant, tout était réglé et c'était en ordre, une robe pour la fête à l'église, une autre, ordinaire pour le travail de tous les jours. On ne portait pas les mêmes habits le dimanche et les jours de la semaine. Des chaussures – pareilles division. C'était la vie magnifique ! »

Maintenant, pendant des fêtes religieuses et locales, on voit plus de femmes en costumes folkloriques que d'hommes. Les seuls vêtements que l'on retrouve ce sont des châles, portés avec des manteaux ou anoraks modernes, comme autrefois avec des jupes et tabliers. Actuellement, on peut observer le processus de disparition des châles au profit des bonnets et des bérets. La conscience de cette modernisation apparaît dans les entretiens : c'est par exemple le cas, d'une vieille femme qui, après la visite chez sa fille en ville, explique à la voisine qu'il faut s'habiller autrement, et montre son nouveau bonnet en laine. On peut relever ici que c'est une paysanne âgée qui promeut le « progrès ». Les systèmes pré-figuratifs, co-figuratifs et post-figuratifs, décrits par Margaret Mead, sont utiles pour décrire la situation de la campagne polonaise contemporaine. Les vieux anciens racontent des histoires concernants les costumes folkloriques qui étaient, pour eux, des vêtements « normaux »; les femmes gardent des costumes complets ou seulement certains éléments, comme les châles, les tabliers. Pour la jeune génération, ce sont des costumes de fête portés lors des cérémonies locales, des spectacles de danses folkloriques à l'école ou au centre culturel, lors d'événements régionaux et religieux.

3. Coutumes et mœurs

L'attachement à la religion et à l'Église Catholique est fort en Pologne surtout chez les femmes, les personnes âgées, ainsi que chez les habitants de la campagne. La participation aux cérémonies religieuses comme les messes de dimanches et d'autres coutumes (comme les devoirs religieux), les processions et les pèlerinages sont des formes typiques de la vie religieuse polonaise. Les recherches présentées ici en attestent. Toutes les interlocutrices, âgées et jeunes soulignaient l'importance des pratiques religieuses du dimanche et des fêtes. « Nous savons que c'est dimanche parce que la grand-mère nous oblige d'aller à l'église ». « Nous allons à l'église pour la messe à 8 h », « J'aime bien la messe de Noël à 24 h », « Nous participons toujours à la procession de Corps de Dieu », « Je prépare toujours avec ma mère le panier pour les bénédictions de nourriture pour Pâques ». Néanmoins, seules les femmes âgées se rencontrent pour la prière de chapelet, ce qui témoigne des liens entre pratiques religieuses et la vie dont la séparation est difficile à établir. Les fêtes et cérémonies sont les meilleures occasions pour porter les tenues folkloriques.

Les coutumes liés aux grandes fêtes comme Noël et Pâques sont toujours présents, même chez les personnes les moins attachées à la religion, justement à cause de la tradition : « La participation des pompiers, des femmes du villages, des chorales, des aides de l'Église aux processions de Corps de Dieu et aux kermesse témoigne de la force des convictions religieuses et de l'attachement à la tradition ». Les fêtes impliquent aussi une décoration convenable de la maison. Ici on voit des différences entre des générations. Tous préparent Noël avec le sapins de Noël décoré, les œufs colorés et les paniers de Pâques. Cette tradition se transmet. Mais seulement des vieux plus âgés (deux générations) savent comment décorer la maison pour Pentecôte, les jeunes ne le font plus, comme le déclarent nos interlocutrices : « Les décorations de Pentecôte disparaissent, c'était le coutume de mettre des branches vertes et des fleurs à la maison, comme le spécifie le terme en polonais – des Fêtes Vertes. On faisait ça dans notre ancienne maison, située près des prairies et de la rivière. Maintenant les prairies ont disparu, tout est devenu champ cultivé. Mais on apportait toujours quelques branches, quelques fleurs. A la campagne c'est plus facile qu'en ville » (femme, deuxième génération, région de Sieradz).

Pour les fêtes, on prépare des plats traditionnels, connus par tous – vieux et jeunes. La nourriture campagnarde quotidienne était simple, pauvre, monotone : « une soupe de blé, de pois, de chou, des légumes. Pour les fêtes, les plats étaient plus riches et on préparait des gâteaux, comme le gâteau au fromage, aux graines de pavot, la pâte à levure » (la plus vieille génération, la région de Piotrków). La cuisine était

la tâche des femmes. L'une des interlocutrices âgées se rappelle bien des raffinements gastronomiques lors des fêtes: « Cela n'existe plus, mais je me rappelle comment c'était, comment on faisait le pain ou les gâteaux, comment on vivait » (femme, la région de Sieradz). Malgré une centaine de kilomètres qui sépare les deux régions de Piotrkow et Sieradz situées dans la voïvodie de Lodz, on retrouve les mêmes pratiques. Cela prouve, que les grandes fêtes dépassent les coutumes locales et appartiennent à la culture nationale (sans différences générationnelles et spatiales). Mais cela n'exclut pas l'existence de recettes locales et familiales pour de meilleures soupes, viandes, nouilles, champignons, poissons, desserts. Une jeune fille affirme : « Je sais tout faire comme il faut, c'est ma grand mère qui m'appris ».

La plus âgée de nos interlocutrices raconte des fêtes difficiles notamment quand des Polonais envoyés aux travaux forcés en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, essayaient de préparer Noël avec des plats traditionnels plus simples (harengs, pommes de terre, soupe, compote), allaient à la messe à l'église et participaient aux sacrements religieux comme la sainte communion ; le passé difficile reste dans la mémoire individuelle et collective. La plus jeune nous raconte des fêtes joyeuses à la maison avec toute la famille. Tous les jeunes connaissent bien les traditions de Noël et de Pâques – la décoration de la maison, la préparation de la nourriture, les mœurs, tâches et partage des rôles entre les hommes, femmes et enfants. Les enfants portent des paniers de Pâques préparés par les mères, décorent les sapins de Noël et construisent des berceaux pour l'Enfant Jésus avec leur père. Les hommes font des prières et accompagnent les enfants à l'Eglise, les femmes restent à la maison pour faire des plats traditionnels (longs à préparer), ce qui prouve une bonne organisation et le maintien des liens familiaux. Les décorations de papiers, fleurs, noix, pour le sapin de Noël étaient réalisés par la grande-mère, artiste. La petite fille se rappelle bien que des fêtes de Noël étaient l'occasion de la prière (la lecture de la Bible, les chants religieux) et de jeux (traîneaux, boules de neige). Cela montre le phénomène connu des réflexions théoriques et des recherches empiriques – la liaison entre des fêtes religieuses (le temps *sacrum*) avec des obligations et liens familiaux et le temps libre (le temps *profanum*). Actuellement, les fêtes dans les familles nucléaires, vivant dans de appartements petits sont un peu différentes de celles se déroulant dans les maisons campagnardes des grands-parents pour des grandes familles. Mais les plats traditionnels et le sapin de Noël sont toujours présents. « Le temps de fêtes passé chez ma grande mère était fascinant pour moi, vu la présence des parents et des grands-parents.

Avec ma grande mère, je décorais le sapin et nous préparions des plats convenables. C'est la grande mère qui faisait des décorations en papier, des noix, des branches vertes, spéciales pour Noël et spéciales pour Pâques. Nous chantions des chants de Noël et mon oncle lisait la Bible. Ensuite nous sortions pour s'amuser : jeter des boules de neige, faire le bonhomme de neige ».

En dehors des fêtes religieuses qui concernent tout le monde, on trouve des fêtes liées à la vie des individus qui concernent la vie et la mort, les rites de passage, comme le baptême, la première communion, le mariage, les funérailles. Toutes ces cérémonies sont importantes, actuellement célébrées, mais avec des différences selon les générations.

A cause des sanctions sociales, plus ou moins fortes, les changements concernent plus les habitudes (la sphère de liberté individuelle) que les coutumes et les mœurs (sphère des obligations sociales). Alors que dans le passé, les femmes passaient des soirées ensemble pour chanter et bavarder tout en réalisant des travaux manuels individuellement (filage, tricotage, couture). Ces pratiques ont disparu chez les jeunes générations (troisième et quatrième).

Les jeunes ne connaissent pas certaines coutumes, actions magiques, superstitions, divinations, ou, s'ils les connaissent, ne les pratiquent pas. Selon une superstition ancienne il faut tout de suite donner la place pour s'asseoir à une femme qui entre dans notre maison la veille de Noël, pour assurer que les poules vont bien pondre. C'est évidemment l'indice d'une magie sympathique utilisant la similarité : l'hospitalité exige qu'on offre un siège pour l'invitée, et la production des œufs et ensuite des poussins exige qu'on « pose » (terme argotique) la poule. Certains récits concernent la protection magique de l'orage qui est encore pratiquée dans les situations difficiles : il faut brûler des fleurs bénies à l'église pendant les fêtes de Pentecôte et de l'Assomption. Après Noël, il y a toujours de cortèges de jeunes déguisés en ange, diable, monstre [*kolędnicy, Wilioryzy, Wigiliorzy*], qui se promènent dans les villages et entrent dans les maisons en chantant et souhaitant du bonheur ; pour ce don, ils reçoivent, en contre-don des cadeaux, de la nourriture, de l'argent. Les cortèges de filles qui se promènent avec des fleurs avant Pâques [*chodzenie z gaikiem/maikiem*] ou de garçons avec un coq ont quasiment disparu. Les plus jeunes, non seulement ne les pratiquent pas, mais n'ont jamais vu. La région de Sieradz cultive encore ces traditions, comme le confirme une de nos interlocutrices : « A Monice, on maintient la tradition, elle n'a pas disparu complètement. Par exemple, pour Pâques, ce sont des pompiers qui se promènent avec le coq d'une maison à l'autre. Des cortèges, pour

Noël, étaient pratiques il y a quelques années, mais récemment, il n'existe plus. Pour la Fête de Corps Dieu en juin, des femmes s'habillent en vêtements folkloriques pour aller à l'Eglise et en procession dans des rues de village. Des filles jettent des fleurs à cette occasion ».

4. La transmission au niveau du deuxième système de la culture

a. L'école

L'école était et reste toujours le premier et le principal centre éducatif et culturel d'une commune rurale aussi bien en Pologne qu'en France. La description du système éducatif polonais au XIX^e et XX^e siècle est compliqué notamment à cause du partage de la Pologne entre 1795–1918 entre les Etats voisins, La Russie, La Prusse et l'Autriche. Dans ce texte, nous nous concentrons sur les narrations des interlocuteurs villageois et leurs souvenirs d'école. Malgré le progrès social, civilisationnel et la construction de l'Education nationale égalitaire, des différences éducatives entre les villages et les villes, sont toujours présentes : on peut citer par exemple, le nombre et types d'écoles qui pèsent sur les chances éducatives des jeunes habitants des petites communes et des grandes villes. En ville, il y a plus d'écoles, de tous les types et niveaux, les barrière spatiales sont moins importantes, l'école étant située à proximité de l'habitat, les transports en commun urbains la rendant accessible. Nos interlocuteurs campagnards, pour aller à l'école éloignée de plusieurs kilomètres de leur maison, se déplaçaient à pieds, en bicyclette, seuls ou en charriot, traîneau à cheval guidés par leur père. Il y faut souligner, que tous nos interlocuteurs, même les plus âgés fréquentaient l'école, ils savent lire et écrire. Etant enfants, tous voulaient aller à l'école et obtenir le diplôme d'école primaire. Malheureusement, celui-ci n'était pas accessible à tous. La marginalisation éducative résultait de causes sociales, elle était liée à la pauvreté et au mécanisme de la reproduction sociale (l'obligation de rester à la campagne et travailler la terre), et politiques (la Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande). Dans les biographies de nos interlocuteurs apparaît un conflit entre deux principaux rôles des enfants de paysans : celui de berger (jeune travailleur) et celui d'élève, conflit décrit par Józef Chałasiński dans son ouvrage remarquable *Młode pokolenie chłopów* [La jeune génération des paysans]. Le rôle de travailleur était le rôle principal, la fréquentation de l'école, faire les devoirs ne devaient empêcher de réaliser les « obligations » campagnardes : soins aux animaux, aide à la ferme et à la maison. Les mêmes descriptions et les mêmes conclusions apparaissent dans le livre autobiographique, *Korzeniami wrośłem w ziemię* [Mes racines sont en terre], d'un autre sociologue – Jan

Szczepański. La situation a changé pour les jeunes générations. Les plus anciens (les plus de 80 ans) ont suivi les 4 premières classes de l'école primaire, rares sont ceux qui ont réalisé l'ensemble de la scolarité primaire (7 classes), obtenant le le diplôme de l'école primaire. Ceux qui ont entre 50 et 60 ans, ont suivi l'ensemble du cursus primaire voire ont intégré une école professionnelle. La troisième génération, ceux qui ont entre 30 et 40 ans, ont fréquenté l'école secondaire et ont obtenu le bac. Les plus jeunes poursuivent des études supérieures, soutenus et encouragés par leurs parents et des grands-parents. L'école est aujourd'hui plus importante que le travail à la ferme pour les jeunes et pour leur famille, tandis que dans le passé c'était à l'envers. Le changement des opinions est plus visible que des pratiques. Des mères et des grands-mères donnent des cours d'arts plastiques pour réaliser des découpages, des décoration en papier, des tissages, des cours de chants et de la culture folklorique à l'école, créant ainsi un lien entre la vie réelle et l'éducation, entre les premier et deuxième systèmes de la culture.

Il y faut souligner que même les gens les moins éduqués aiment et apprécient les livres. Leurs parents, sans éducation formelle, leur ont transmis leur rêve d'ascension sociale qu'ils n'ont pu eux-mêmes réalisés. Les plus anciens sont fiers que leur grand-père savait lire et écrire, et que leur père achetait des livres et les encourageait à la lecture. Les musiciens villageois sont autodidactes. Ils ont appris à jouer des instrument « à l'oreille » sans connaître le solfège qu'ils se sont efforcés à apprendre par la suite. Ils achetaient des instruments de musique au détriment des investissements pratiques mais sans dépasser certaines limites. Les jeunes fréquentent non seulement les écoles « ordinaires » mais également des écoles de musique et les parents leur achètent les instruments, les livres et les accessoires nécessaires. La reproduction sociale et la promotion sociale coexistent.

Dans les souvenirs des anciens, apparaissent des punitions physiques pour leurs « fautes » exercées par les parents et les instituteurs comme frapper avec la ceinture, avec des accessoires scolaires (une règle en bois utilisée en géométrie, une trousse), rester longuement agenouillé. Ces punitions étaient perçues comme « normales » et « justes ». L'instituteur avait une autorité, il était comme une personne de l'autre monde, comme un saint. Les arrières grandes-mères, artiste, se rappelle bien des chansons d'école, qu'elles soient patriotiques, éducatives, romantiques ou frivoles. Elle décrit son expérience éducative courte et le programme d'école en langage argotique dont seulement le contenu qu'elle arrive à présenter au détriment de la forme. « L'école à Monice, c'était 3 classes, dans une maison campagnard. L'institutrice à l'école était tellement bonne et sympathique.

Et j'avais des bonnes notes parce que j'étais douée et assidue. Personne ne s'occupait de moi. Quand je suis arrivée à la 4^e classe c'était la guerre, et cela a stoppé mon éducation. J'appréciais l'école grâce à mon grand-père qui savait lire et écrire et déjà avant la Première Guerre mondiale apprenait à lire et à écrire. Il était sage et ses deux frères aussi, parce qu'ils sont devenus prêtres. Je me rappelle des matières: le polonais, le calcul, la nature, la religion, je me rappelle de ça ».

La grande-mère Janina a réussi à faire seulement l'école primaire et certains cours professionnels, mais elle parle de l'éducation de ses enfants. « J'ai eu cinq enfants, tous ont suivi des études. Je leurs ai transmis le respect pour l'instituteur, je n'ai pas dit un seul mot mauvais. L'instituteur c'est comme le saint ». Sa fille le confirme : « Ma mère m'aidait dans mes devoirs, elle les considérait comme une chose importante. L'éducation, je la dois à ma mère. Elle nous obligeait à lire des livres et ensuite elle contrôlait la lecture, parce qu'elle lisait des livres, beaucoup de livres. Alors on ne pouvait pas tricher. Elle a écrit des règles orthographiques sur le papier et les a placées au-dessus de mon lit. Je les voyais toujours. Et elle surveillait l'éducation. Maintenant c'est moi qui aide ma fille à l'école ».

Une autre jeune femme participe aussi à la transmission de la culture locale au sein de la famille et à l'école : « Dans ma famille d'origine, la tradition folklorique était toujours vivante. Je sais faire des décorations en papier, des dentelles, des "araignés", des découpages de toutes sortes. C'est ma grande-mère Josefa qui m'a appris, et elle a reçu ça de sa mère Rosalie (mon arrière grande-mère), évidemment ma mère sait le faire, elle le fait bien. Alors je suis la quatrième femme et quatrième génération de ma famille qui connaît ces travaux artistiques folkloriques. Je participe aussi aux activités du Musée Régional à Sieradz, et je dois dire que j'ai reçu la première place en catégorie "décoration des intérieurs". J'ai suivi ma mère qui avait eu ce prix avant moi. Il faut dire que j'ai dépassé le niveau de compétence de ma mère, et alors j'ai gagné il y a quatre ans. Je participe aussi au programme "Krzesiwo" [Silex] comme institutrice invitée dans les écoles où j'enseigne aux enfants. Dans notre région, je travaillais déjà dans plusieurs écoles et j'instruisais beaucoup d'enfants. C'est certain "j'étais vaccinée" à l'amour et à la sensibilité à la culture folklorique. C'est intéressant pour les enfants mais il faut leur montrer ça. Je fais ça pour ma fille ayant l'espoir que la cinquième génération va prendre le relais ».

Cette arrière petite-fille est élève d'une école primaire catholique à Sieradz et elle va continuer à l'école secondaire catholique la-bas. Elle aime bien l'informatique, les langues (polonais, anglais, allemand) et les matières artistiques comme la musique et les arts plastiques. Elle connaît bien le polonais littéraire, malgré le fait que l'arrière grande-mère utilise

le langage argotique. Elle confirme l'activité éducative de sa mère. « Ma mère venait dans ma classe et nous montrait comment réaliser des découpages, des araignées, des poupées en papier. J'allais avec elle au musée et à des événements culturels locaux. Ma grande-mère me montrait comment faire des décorations pour Noël et pour Pâques ».

Ainsi, l'éducation à l'école accompagne et renforce la transmission de la culture folklorique au sein de la famille, les premier et deuxième systèmes de la culture vont de pair. Des artistes locaux enseignent à leurs propres enfants et à ceux des autres aussi, elles aident à préparer des jeux, des concours et des cérémonies à l'école, au centre culturel, au musée, en faisant des décorations, des costumes. La promotion sociale et éducative des jeunes générations est visible, si on compare le niveau d'éducation et les aspirations et des projets biographiques.

b. *Les animateurs culturels*

La vie culturelle dans les villages et les petites villes ainsi que dans les grandes villes et métropoles est réalisée dans des institutions culturelles spatiales stables (comme les musées, les centres culturels, les associations), et temporaire (comme les événements culturels, festivals, les jeux et fêtes locales comme par exemple, « les journées de Będków », « le Festival de Sieradz »). Des leaders de groupes folkloriques, des troupes musicales, des chorales de l'église, y jouent un rôle important. Leur influence sur l'intérêt et les pratiques culturelles est évoquée par une des femmes âgée de la deuxième génération : « Je me rappelle bien ma grande-mère qui m'avait transmis beaucoup de compétences. Elle savait aussi chanter. Et quand elle chantait, j'écoutais avec plaisir. J'aimais toujours la musique, le chant, mais j'ai eu très peu de temps pour ce genre des choses. Maintenant, depuis six ans, j'appartiens à la chorale de l'église et j'aime bien le chant et les rencontres avec des amis de la chorale aussi bien pour des cérémonies, spectacles que des répétitions. Dans notre commune, il existe encore un autre groupe musical qui compte 14 personnes qui présentent des chants folkloriques et non religieux; il dépend du centre culturel local. La directrice de ce centre et aussi le chef de ce groupe de chant, il faut dire que c'est une personne magnifique, un ange. On se soutient mutuellement ».

Tous les artistes de la région de Sieradz collaborent avec le Musée Régional à Sieradz et le Centre Régional de la Culture. Depuis des années, ils participent aux concours et gagnent des prix pour leur musique, chants, créations plastiques. Des organisateurs et des animateurs des institutions culturelles du deuxième système de la culture de la région de Sieradz travaillent pour des artistes locaux et s'amuse avec eux pendant des

fêtes. Ces informations évoquées dans les entretiens, sont vérifiées par l'observation réalisée par des chercheurs pratiquant l'observation participante des fêtes régionales. L'observation et les entretiens réalisés à Będków – commune de la région de Piotrków Trybunalski, nous donnent des impressions différentes et des exemples « de mauvaises pratiques ». Le mémoire de Władysław Reymont, l'écrivain célèbre, est cultivé par les autorités locales, mais par des employés et pour des employés, les communautés locales étant exclues. Des habitants ne sont même pas informés des événements culturels et commémoratifs. Cela prouve que le deuxième système de la culture, le système institutionnel, et le premier, le système social, fonctionnent séparément. Les habitants de la région ont conscience de cette situation, ils font l'objet de l'exclusion malgré leur attachement à la culture et à la vie locale. « Ce dimanche a eu lieu le concours "Des Traces de Reymont", c'est un événement ouvert pour tous, tours en cabriolets, présentation des groupes folkloriques de villages différents comme Będków, Kobile Wielkie, Lipce Reymontowskie. Malheureusement des habitants de village Prażki n'étaient ni invités ni informés, même par le maire. Seulement deux femmes représentaient le "Cercle de Femme de Prażki". J'étais présente et je voyais tout ça. Pour la commune de cinq milles habitants, seulement 150 personnes participaient dont la moitié étaient des déléguées des communes voisines. C'était vraiment incorrect, incompréhensible, une négligence, un faux-pas de la part des autorités de Będków. Cela devait être notre fête pour maintenir la tradition. C'est avant tout notre fête, des habitants de Prażki, parce que Reymont habitait dans notre village. La fête au lieu de créer des liens sociaux les détruisait ».

Conclusion

La liaison entre la culture folklorique et la culture nationale, due aux raisons sociogénétiques, existe au niveau fonctionnel, dans l'activité des artistes locaux. Madame Janina sait tout faire: des dentelles, des découpages, des araignes, des nappes, des rideaux, des fleurs en papier. Chaque pièce est différente, elle ne répète pas le patron, même s'il y a des centaines et des milliers d'œuvres réalisées. Elle aime ça et c'est sa spécialisation. Ces œuvres sont exposées dans des musées polonais, étrangers (notamment au Canada) et dans le siège de président de la Pologne. L'amour pour la culture folklorique accompagne le respect

pour la culture nationale, et son patriotisme concerne « la petite patrie locale » et « la grande patrie nationale ». Cette artiste montre que la création et la transmission de la culture nationale, c'est notre devoir et honneur, qui assure l'identification nationale et la valence culturelle (concept de A. Kłoskowska). « J'aime la Pologne et ce village et je trouve que les gens qui connaissent quelque chose doivent le transmettre d'une génération à l'autre, pour ne pas perdre nos valeurs et notre identité. L'enfant doit connaître et la culture locale et la culture de son pays et les protéger. En Pologne, nous avons beaucoup de jolies régions et traditions, c'est pas la peine chercher ailleurs dans le monde entier. Il faut respecter ses racines pour gagner le respect des autres pour soi-même et pour son pays ».

Le rôle des musées régionaux, des centres culturels, des ethnographes, des médiateurs y est très important. Ils incitent des artistes à créer et participer aux concours, expositions, fêtes, ils préparent des événements, des informations et des catalogues pour le public. Des institutions culturelles du deuxième système de la culture assurent le fonctionnement de la culture folklorique, lient sa vie authentique en familles et communautés locales avec la présentation à l'extérieur pour le public des villes. Le circuit institutionnel assure alors la liaison entre le passé et le présent, créant des perspectives pour le futur. Pour terminer, voici le souhait de deux de nos interlocutrices – la plus âgée dit : « J'apprenais chez mon arrière grand-mère, alors ça dure depuis plusieurs générations, et les jeunes y sont entrés avec beaucoup de cœur ». La plus jeune : « J'aimerais bien continuer ces traditions qui sont présentes depuis des générations, pour que cela ne disparaisse pas ».

Bibliographie

- Bukraba-Rylska I., 2010, *Socjologia wsi polskiej*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe PWN.
- Burszta W., 1999, « Kultura ludowa », [in :] *Encyklopedia socjologii*, Warszawa : Oficyna Naukowa, p. 116–118.
- Chałasiński J., 1984, *Młode pokolenie chłopów*, Warszawa: LSW.
- Kłoskowska A., 1972, *Společne ramy kultury*, Warszawa : PWN.
- Kłoskowska A., 1983, *Socjologia kultury*, Warszawa : PWN.
- Kłoskowska A., 1996, *Kultura narodowa u korzeni*, Warszawa : PWN.
- Ossowski S., 1984, *O ojczyźnie i narodzie*, Warszawa : PWN.
- Szczepański J., 2009, *Korzeniami wrośłem w ziemię*, Ustroń : Galeria „Na Gojach”.

La participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France

Paweł Starosta

Introduction

Le processus de transformation mondiale entraîne diverses conséquences. L'une d'entre elles, fondamentale pour les mondialistes, suppose que les possibilités de participation des citoyens à l'élaboration des structures politiques et sociales augmentent également. En d'autres termes, un plus grand espace de liberté et une pression réduite des structures étatiques libèrent le potentiel individuel en matière d'activités en faveur de la création de l'intérêt commun et de la démocratie dans le monde moderne (Huntington, 2004).

Les opposants à la mondialisation, en revanche, soulignent que les processus de mondialisation, notamment la diminution du rôle de l'État et le rôle croissant de la liberté individuelle, conduisent à des effets diamétralement opposés. Le système normatif fait l'objet d'une différenciation et d'une relativisation croissantes. La vie sociale est de plus en plus privatisée et individualisée, ce qui entraîne une réduction systématique de la sphère publique et de la participation des citoyens à des activités d'intérêt commun. De nombreux chercheurs fournissent des exemples empiriques confirmant le déclin de l'intérêt pour la sphère publique et l'implication des représentants de certaines autorités élues démocratiquement dans le soutien de régimes quasi-autoritaires (Tam, 1998). Alors que les partisans de la première orientation attirent l'attention sur les avantages de l'action collective des individus pour l'intérêt commun, les partisans de la seconde mettent l'accent sur le retrait des citoyens de la vie publique. La sphère publique est généralement comprise ici comme un domaine d'activité qui se situe en dehors du cercle et des intérêts de la famille et des amis proches. Ce retrait de la vie publique est

dû, comme le souligne Sennett (1992 : 220), à deux facteurs. Le premier est le phénomène croissant du narcissisme et le second est la communauté destructrice. Le narcissisme se caractérise par une forte orientation vers son propre ego, tandis que la communauté destructrice se résume au partage de certaines perceptions et fantasmes conscients par certains cercles sociaux plutôt qu'à une réelle action en faveur de l'intérêt commun. La condition structurelle des deux phénomènes ci-dessus est, comme le soulignent Beck et Beck-Gernsheim (2003), le processus progressif de différenciation de la structure sociale.

Parallèlement aux deux positions d'engagement personnel et de retrait individuel de la sphère publique mentionnées ci-dessus, le phénomène du populisme, en tant que manifestation d'attitudes ne résultant pas de l'activité personnelle des individus, mais subissant l'influence de la mobilisation sociotechnique des individus par des leaders spécifiques et des idéologies qu'ils promeuvent dans les médias de masse, a gagné en popularité au début du XXI^e siècle (Moffitt, 2020). L'essence du populisme est de susciter à la fois l'intérêt des grandes masses de la société justifié par une idéologie particulière et l'intolérance à l'égard du pluralisme socio-politique (Galston, 2020). Le populisme prend donc en compte l'activisme des citoyens dans la sphère publique, mais ce n'est pas tant une conséquence de la subjectivité des individus que de succomber à des manipulations de la conscience collective au moyen de techniques sociales.

Indépendamment du type d'idéologies et de concepts politiques, la participation socio-politique des citoyens est un phénomène fortement souhaitable dans différents ordres sociaux, que ce soit pour la légitimation ou la délégitimation des autorités locales et nationales, pour les processus de création de groupes de leadership, pour le renforcement des processus de développement à différents niveaux de l'organisation sociale, ainsi que pour l'efficacité du contrôle social et la satisfaction des besoins des différents groupes sociaux. Dans ce contexte, l'attention est portée sur le niveau généralement plus faible de l'engagement citoyen dans les pays d'Europe centrale et orientale et sur son niveau légèrement plus élevé dans les pays d'Europe occidentale. En général, ces différences s'expliquent par les traditions démocratiques plus longues des sociétés d'Europe occidentale par rapport à celles d'Europe centrale et orientale. Le niveau d'engagement citoyen légèrement plus élevé des résidents urbains par rapport à celui des résidents ruraux s'explique de la même façon. Dans ce cas, il convient d'attirer l'attention sur l'internalisation plus prononcée de l'idée de citoyenneté au-delà des cercles familiaux ou de voisinage dans la ville et sur l'influence plus forte des liens au sein de petits groupes informels dans les environnements ruraux.

Fondements théoriques de la participation citoyenne

La participation citoyenne, autrement appelée engagement citoyen (Pattie *et al.*, 2003), est une sous-catégorie du concept plus vaste de participation sociale (Misztal, 1977) et elle constitue un des principes fondamentaux utilisés dans les sciences sociales en ce qui concerne la société civile. Elle est généralement définie comme toute activité individuelle ou de groupe/ communauté menée par le biais de processus politiques ou non politiques pour résoudre ou traiter des problèmes publics. Elle comprend le service public, le bénévolat, l'activisme politique, etc. Dans la tradition des sciences sociales et politiques, la compréhension différenciée de la participation citoyenne est conditionnée par des perceptions différentes des processus de développement social (Hickey, Mohan, 2004) et de la citoyenneté (Delanty, 2000). Comme le soulignent Hickey et Mohan (2004 : 10), « La convergence entre le développement participatif et la gouvernance est visible dans le contexte d'un intérêt croissant pour la synergie et la division du travail entre les sphères publique et civile ».

Ce processus a été initié dès les années 1950 dans le cadre des stratégies coloniales et post-coloniales de « développement communautaire », en passant par les concepts de « développement alternatif » des années 1970, de « développement populiste » apparu dans les années 1980 jusqu'aux concepts contemporains de « gestion participative et de participation citoyenne » (Hickey, Mohan, 2004 : 6-11).

Dans cet article, le terme de participation citoyenne, plutôt que d'engagement citoyen, sera utilisé car il se caractérise par la prédominance de la composante comportementale (Scholzman *et al.*, 1999 ; Putnam, 2008 ; Starosta, 2010). La participation fait référence à l'activité des citoyens dans les différentes sphères de la vie publique. La citoyenneté peut donc être considérée comme l'expression de l'action humaine dans la vie politique et publique. Aux fins du présent article, la participation citoyenne sera comprise comme une notion englobant toutes les formes d'activité civique dans la sphère publique. En d'autres termes, elle ne se limite pas uniquement à l'engagement au sein des institutions politiques, mais englobe les activités qui y sont directement ou indirectement liées, que ce soit par une mobilisation collective ou un effort individuel (cf. Scholzman *et al.*, 1999 ; Putnam 2008).

La participation citoyenne est comprise dans un sens large dans cet article, car la frontière entre les activités politiques et non politiques n'est pas claire (Verba *et al.*, 1995 : 400). En outre, l'action sociale, qu'elle

soit individuelle ou collective, peut satisfaire des objectifs politiques aux niveaux local et national. La sphère civique est étroitement liée à la sphère publique et englobe ce qui appartient aux sphères politique, associative et des activités de groupe allant au-delà des cercles familiaux et de voisinage (Edwards, 2009), à condition qu'en pratique, ces trois concepts puissent partiellement se chevaucher. Ainsi, la participation citoyenne est principalement comprise dans le cadre de l'approche comportementale comme une activité, réalisée par les actions des citoyens dans les sphères publiques, politiques et associatives (Pattie *et al.*, 2003).

Les chercheurs ont consacré beaucoup d'attention à l'étude de la participation citoyenne (Verba *et al.*, 1995 ; Skocpol, Fiorina, 1999 ; Pattie *et al.*, 2003 ; Hickey, Mohan, 2004). Quatre perspectives théoriques peuvent être distinguées en ce qui concerne les projets de recherche sur ce thème : le lieu et le niveau d'implication, la conception idéologique/politique du projet civique et la théorie du développement (Hickey, Mohan, 2004 : 9). Comme le soulignent plusieurs auteurs (Verba, Nie, 1972 ; Verba *et al.*, 1978, 1995), les activités comprises dans la catégorie de la participation citoyenne varient en fonction d'un certain nombre de critères. En particulier, les formes de participation sont liées aux ressources et aux compétences des personnes qui y sont associées, aux partenaires de l'interaction et aux domaines de la vie sociale impliqués dans chaque activité. Cinq grands types de participation citoyenne sont généralement distingués dans la littérature.

Le premier concerne le vote aux élections. Ce comportement lié au vote est la forme la plus simple de participation citoyenne, qui ne nécessite pas de ressources ou de compétences particulières de la part de l'individu (Pattie *et al.*, 2004 ; Gendźwiłł *et al.*, 2022).

Le deuxième type correspond aux diverses activités relatives aux campagnes électorales qui, avec le vote, constituent l'un des deux principaux types de comportements électoraux et non électoraux (Verba, Nie, 1972 ; Verba *et al.*, 1978). Il exige de l'individu qu'il utilise beaucoup plus de ressources et de compétences, mais n'a pas d'impact direct sur la légitimité du pouvoir, que ce soit aux niveaux local ou national.

Le troisième type concerne le travail dans le cadre des réseaux sociaux. Il englobe les activités individuelles qui conduisent à la création de liens dans la sphère publique entre les individus et les groupes, permettant ainsi d'accroître le capital social et de stimuler la vie communautaire (cf. Steinberger, 1981).

Le quatrième type est associatif. L'expression de la citoyenneté active consiste en l'adhésion à des associations bénévoles, en travaillant pour

ces dernières ou en effectuant un travail non rémunéré d'utilité sociale (Grabb, Curtis, 1992).

Le cinquième modèle porte sur l'implication dans les partis. Il inclut l'adhésion et l'engagement actif auprès de partis politiques spécifiques en dehors des périodes de campagne électorale. C'est un exemple d'engagement politique associé à la conception classique de la démocratie (Zukin *et al.*, 2006). Dans cet article, nous tentons d'analyser si les formes de participation mentionnées ci-dessus peuvent être observées dans l'environnement rural de la Pologne et de la France, et si oui dans quelle mesure.

Dans le cadre de plusieurs théories, les sociologues tentent d'expliquer la variabilité de la participation citoyenne dans des contextes nationaux, régionaux ou locaux sous la forme de modèles simplifiés. En ce qui concerne les schémas explicatifs, les approches basées sur les théories du choix rationnel, du statut socio-économique, du volontarisme civique, du capital social, de l'attachement et de la socialisation sont les plus couramment utilisées. Dans chacun d'eux, des combinaisons d'indicateurs sont utilisées pour fournir une explication solide quant à l'activisme des citoyens.

Le concept de statut socio-économique découle directement du fonctionnalisme structurel. La thèse centrale de ce dernier est l'hypothèse selon laquelle toute structure sociale (système) est composée de différents statuts sociaux, distingués par des critères de ressources tels que l'éducation, le pouvoir, la richesse, l'âge et le sexe. Les statuts sont des attributs individuels. Dans ce contexte, le système social récompense les individus qui possèdent des compétences rares répondant aux exigences fonctionnelles du système et qui entreprennent des actions contribuant à sa survie et à son développement (Davies, Moore, 1975). La participation citoyenne contribue à l'efficacité du système social et permet aux individus d'atteindre des statuts sociaux plus élevés, ce qui les conduit à des positions sociales plus élevées. Elle n'est pas tant le résultat du libre arbitre des individus que celui de la pression que la société exerce sur eux à travers les processus de socialisation et d'éducation.

La théorie du choix rationnel part du principe que les acteurs économiquement rationnels maximisent les avantages de toute activité tout en minimisant leurs coûts. Une hypothèse importante ici est que « l'action est entreprise pour atteindre des objectifs qui sont cohérents avec la hiérarchie des biens préférés par l'acteur » (Ritzer, Stepnisky, 2018 : 396). L'activisme citoyen apparaît, d'une part, comme une action par laquelle l'acteur souhaite modifier sa position dans la structure sociale et, d'autre part, comme une sorte de rémunération que le groupe verse à l'individu en échange de sa contribution à la création du bien commun (Hechter, 1988). Cependant, certains sociologues soulignent que « la perspective

du choix rationnel prédit que l'autonomie personnelle ne permettra pas de réaliser les valeurs démocratiques de participation, de délibération et de justice, car elle définit de manière erronée les motivations et les actions des individus » (Fung, 2004 : 102).

Le concept de capital social fait désormais partie des approches théoriques très souvent utilisées par les sociologues. Popularisé par Bourdieu (1986), Coleman (1994), Lin (2001), Putnam (2001) et Halpern (2005), ce concept est employé pour expliquer de nombreux phénomènes sociaux, notamment le développement économique, le développement de la démocratie dans différents pays et communautés locales, la sécurité publique, la qualité de vie et la transformation des liens sociaux. Étant donné que les indicateurs les plus fréquemment retenus pour identifier le capital social sont la confiance et le réseau de contacts sociaux dont dispose un individu, les normes de coopération communes sont moins fréquentes. L'activisme citoyen est ici traité comme une coopération résultant de l'existence d'un certain niveau de confiance des individus les uns envers les autres et de l'interconnexion des structures institutionnelles, résultant de leur appartenance à un réseau de contacts sociaux. En d'autres termes, les processus de participation, comme la subjectivité, requièrent « des réseaux denses de contacts entre les associations et les différents groupes et normes sociaux » (Fung, 2004 : 100).

Le concept d'« attachement » a été développé par des psychologues (Bowlby, 1997) et des sociologues (Kasarda, Janowitz, 1974 ; Goudy, 1990) comme une théorie de la dépendance d'un individu envers un autre individu ou un groupe social, sur le plan émotionnel et sur le plan psychologique. Autrement dit, l'activité d'un individu, y compris son activité citoyenne, est interprétée comme le résultat de ses liens affectifs avec un groupe social donné et des liens fonctionnels qui existent entre lui et le groupe au sein duquel l'activité publique se déroule.

Problème de recherche et base de données

L'objectif de cet article est de tenter de répondre à trois questions principales :

1. Quel est le niveau général de participation citoyenne de la population habitant dans les zones rurales en Pologne et en France à la fin de la deuxième décennie du XXI^e siècle et quelle est l'ampleur des variations de participation entre ces deux pays ?

2. Quels modèles de participation citoyenne dominent dans les populations des zones rurales en Pologne et en France ?

3. Lequel des modèles suivants visant à expliquer la variation de la participation citoyenne (le modèle du statut socio-économique, le modèle du capital social ou le modèle de l'attachement) convient le mieux pour expliquer la variation de la participation de la population européenne ?

La variable dépendante dans l'analyse présentée est la participation citoyenne. Elle sera décrite par les indicateurs suivants : 1) le travail pour un parti politique ou un groupe d'action sociale au cours des 12 derniers mois ; 2) l'intérêt pour la politique ; 3) la participation à une manifestation publique au cours des 12 derniers mois ; 4) le port d'insignes politiques ; 5) la publication ou le partage de contenu sur des questions politiques au cours des 12 derniers mois ; 6) le contact avec un politicien au cours des 12 derniers mois ; 7) le travail pour une association au cours des 12 derniers mois ; 8) le boycott de certains produits au cours des 12 derniers mois ; 9) l'appartenance syndicale ; 10) la signature de pétitions au cours des 12 derniers mois ; 11) le sentiment d'identification à un parti politique ou à un groupe d'action ; 12) la participation aux dernières élections parlementaires. L'ensemble des sous-variables caractérisant la participation citoyenne adoptées dans cette étude est très similaire aux facteurs considérés dans les analyses précédentes pour l'année 2008 (Starosta, 2010). Toutefois, les différences se résument au fait que 12 facteurs constitutifs sont inclus dans l'analyse actuelle, et non 11 comme en 2008. En outre, en 2008, l'analyse précédente incluait l'élément « le travail non rémunéré consacré à l'environnement local », qui n'est pas inclus dans le texte actuel. D'autre part, cette étude prend en compte les critères portant sur « l'intérêt pour la politique » et « le partage d'opinions sur des questions politiques », qui n'ont pas été analysés dans l'étude précédente. Dans l'ensemble, il convient toutefois de préciser que les sous-indicateurs adoptés pour cette analyse concernent davantage l'activité politique des personnes interrogées que l'activité publique non politique. Cela représente une certaine limitation au sens large du phénomène de participation citoyenne.

Dans le présent article, seuls les modèles du statut socio-économique, du capital social et de l'attachement seront utilisés pour analyser plus en détail la variation de la participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France. Cette limitation est due au manque d'indicateurs nécessaires à la modélisation du choix rationnel, du volontarisme civique et de la théorie de la socialisation. Le modèle du statut socio-économique (SSE) est basé sur les variables suivantes : le sexe, l'âge et l'éducation, calculée à partir du nombre d'années de scolarité achevées, et le revenu,

mesuré par le revenu annuel net de toutes les ressources du ménage. Les variables de notre modèle sont donc des variables de SSE typiques souvent utilisées dans d'autres études. Le modèle du capital social comprend des variables telles que la confiance généralisée, la confiance dans les institutions, la fréquence d'utilisation d'Internet, la fréquence des rencontres avec des amis ou des collègues et la taille du réseau social, et le modèle de l'attachement est construit sur des variables comme le sentiment de sécurité dans le lieu de résidence, ainsi que le sentiment d'appartenance à la ville, le nombre d'années pendant lesquelles une personne a vécu dans la ville, etc.

Trois hypothèses ont été formulées en fonction des questions soulevées par le problème.

H1. La première hypothèse suppose que le niveau de participation citoyenne dans les pays étudiés sera proche de la position médiane sur l'échelle proposée. Des niveaux de participation plus élevés devraient être enregistrés dans les zones rurales de France. Cela peut se justifier par les traditions démocratiques qui sont plus longues en France qu'en Pologne. En outre, comme l'indiquent les résultats des recherches sur la participation citoyenne dans l'Europe rurale du début de la première décennie du XXI^e siècle, le niveau de participation citoyenne dans les campagnes françaises était plus élevé que dans les campagnes polonaises (Starosta, 2010).

H2. Conformément aux résultats d'études antérieures (Verba *et al.*, 1995 ; Pattie *et al.*, 2003 ; Starosta, 2010), nous pensons que le vote et la participation à des campagnes seront les modèles de participation dominants.

H3. Nous pensons que des trois modèles considérés (modèles SSE, CS et AT), le modèle du statut socio-économique est le mieux adapté d'un point de vue statistique pour expliquer la variation de la participation citoyenne des résidents européens interrogés.

La vérification des hypothèses s'est appuyée sur une base de données contenant des informations issues de la neuvième édition de l'Enquête sociale européenne menée dans 29 pays européens en 2018, auprès de 49 519 participants. Seules les données concernant 1352 personnes vivant dans des zones rurales en Pologne (664 individus) et en France (688 individus) ont été utilisées dans le cadre de notre analyse. Les personnes interrogées en milieu rural lors de la présente étude sont des personnes vivant dans des unités de peuplement possédant le statut de village à la campagne ou des personnes qui possèdent une ferme. Les enquêtes ont été réalisées sur des échantillons représentatifs dans chacun des pays.

Résultats de l'analyse empirique

Tableau 1. Critères de la participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France

| Pays | Pologne - zones rurales | | France - zones rurales | | Ensemble des zones rurales en Europe | |
|---|-------------------------------|------|------------------------------|------|--|------|
| | N | % | N | % | N | % |
| Intérêt pour la politique | 209 | 31,5 | 282 | 41,0 | 7377 | 39,9 |
| Participation aux dernières élections parlementaires | 422 | 63,6 | 446 | 64,8 | 13468 | 72,8 |
| Contact avec un politicien | 56 | 8,4 | 91 | 13,2 | 3062 | 16,5 |
| Travail pour un parti politique | 20 | 3,0 | 18 | 2,6 | 752 | 4,1 |
| Port d'insignes politiques | 43 | 6,5 | 96 | 14,0 | 1305 | 7,1 |
| Travail pour une association | 45 | 6,8 | 103 | 15,0 | 2936 | 15,9 |
| Signature de pétitions | 84 | 12,7 | 219 | 31,8 | 3797 | 20,5 |
| Participation à des manifestations publiques | 25 | 3,8 | 96 | 14,0 | 946 | 5,1 |
| Boycott d'un produit | 25 | 3,8 | 247 | 35,9 | 2798 | 15,1 |
| Identification à un parti politique ou un groupe d'action | 219 | 33,0 | 285 | 41,4 | 8490 | 45,9 |
| Appartenance syndicale | 36 | 5,4 | 47 | 6,8 | 2620 | 14,2 |
| Diffusion d'informations politiques | 33 | 5,0 | 142 | 20,6 | 2287 | 12,4 |

Coefficient *alpha* de Cronbach 0,712.

Les réponses aux 12 questions (points) sélectionnées comme indicateurs ont été codées sur un système de 0 et de 1, où zéro signifie aucune participation et 1 indique la participation à l'activité donnée.

Les formes de participation les plus populaires dans les deux pays étudiés sont : la participation aux dernières élections parlementaires, l'intérêt général pour la politique et l'identification à un parti politique ou à un groupe d'action. En revanche, les moins populaires sont le travail pour un parti politique et un groupe d'action et l'appartenance syndicale. En analysant les données du Tableau 1, il est facile de voir que les habitants des zones rurales de France sont nettement plus actifs socialement et politiquement que ceux de Pologne. Les Français sont plus impliqués dans 11 des 12 formes d'activité analysées. Les habitants des zones rurales en Pologne sont légèrement plus impliqués que les Français uniquement en ce qui concerne le travail pour les partis politiques. En outre, les Polonais sont nettement moins actifs que l'ensemble de la population rurale européenne. Les résidents français, en revanche, sont plus actifs que l'ensemble des résidents ruraux européens interrogés pour ce qui est

de la diffusion d'informations politiques, du niveau de participation au boycott d'un produit, du port d'insignes politiques, de la participation à des manifestations publiques, de la signature de pétitions et de l'intérêt pour la politique. Il convient de noter le niveau relativement élevé d'identification des résidents ruraux à des partis politiques spécifiques, le pourcentage de ceux qui travaillent pour ces organisations étant relativement faible.

Afin de construire une seule échelle synthétique décrivant le niveau d'activité citoyenne dans les pays étudiés par rapport à l'ensemble de la population européenne, il a été décidé de faire la somme des réponses positives aux 12 questions précédentes. De cette manière, une échelle de résultats cumulatifs à 13 points a été élaborée, avec un minimum de 0 point en cas de non-participation à un acte quelconque et un maximum de 12 points en cas de participation à tous les actes mentionnés. La valeur du coefficient de fiabilité *alpha* de Cronbach pour les facteurs pris en compte est de 0,712 (Tableau 1), ce qui prouve la légitimité de traiter les critères individuels comme les composantes d'un phénomène unique tel que la participation citoyenne.

Les données du Tableau 2 révèlent des différences significatives entre le niveau global de participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France. En Pologne, près de 26 % des personnes interrogées n'ont déclaré aucun des actes de participation étudiés, tandis qu'en France, le pourcentage de personnes totalement inactives était légèrement supérieur à 9 %, contre 17 % pour l'ensemble de l'Europe rurale. Seuls 14 % des répondants polonais ont participé à 4 actes de participation ou plus, alors qu'en France, ce chiffre atteignait 34 %. La mesure moyenne pour la France était de 3,01 actes de participation, contre 1,83 pour la Pologne. La moyenne pour l'ensemble de l'Europe rurale était de 2,43 actes de participation. Les villageois polonais représentaient donc un ensemble plus homogène de citoyens peu actifs, tandis que les villageois français constituaient une population plus diversifiée en termes d'implication, avec des niveaux d'implication significativement plus élevés. Les répondants polonais appartenaient à une catégorie socio-politique plus homogène, avec une orientation conservatrice et traditionnelle plus nette. Cela se manifeste par le soutien systématique et dominant apporté par les membres de cette catégorie au parti conservateur Droit et Justice. Les répondants des campagnes françaises, en revanche, sont plus hétérogènes en termes d'orientation idéologique et politique.

Tableau 2. Échelle de la participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France

| Nombre d'actes de participation | Pays | | |
|---------------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| | Pologne - zones rurales | France - zones rurales | zones rurales en Europe |
| 0 | 25,6 | 9,2 | 17,2 |
| 1 | 26,1 | 18,5 | 22,2 |
| 2 | 21,7 | 22,1 | 21,9 |
| 3 | 13,3 | 16,3 | 14,8 |
| 4 | 5,0 | 11,2 | 8,1 |
| 5 | 3,8 | 9,2 | 6,5 |
| 6 | 1,5 | 5,1 | 3,3 |
| 7 | 1,4 | 3,2 | 2,3 |
| 8 | 0,8 | 2,8 | 1,8 |
| 9 | 0,5 | 2,2 | 1,3 |
| 10 | 0,2 | 0,3 | 0,2 |
| 11 | 0,2 | 0,1 | 0,1 |
| 12 | 0,3 | 0,0 | 0,1 |
| % | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| N | 664 | 688 | 1352 |

L'analyse factorielle (Tableau 3) a permis d'identifier quatre principaux types de participation citoyenne pour les résidents ruraux polonais. Il s'agit de la participation aux campagnes, de la participation à des mouvements et à des actions de masse, de la participation électorale liée principalement à la participation aux élections parlementaires et de la participation syndicale qui se manifeste par une appartenance syndicale. Sur les quatre types identifiés, trois (participation à des mouvements de masse, participation électorale et participation syndicale) sont des catégories cohérentes sur le fond. En revanche, l'un des types (participation à des campagnes) contient un critère (travail pour une association) qui n'est habituellement pas inclus dans cette catégorie dans la littérature. La situation décrite a également été identifiée chez les villageois français (Tableau 4). En revanche, on ne peut exclure un lien entre l'activité des répondants dans les associations rurales et la sphère politique dans les deux pays étudiés. Les quatre types de participation mis en évidence expliquent au total 58 % de la variance de la participation citoyenne dans les campagnes polonaises.

Tableau 3. Types dominants de participation citoyenne pour les zones rurales en Pologne – analyse factorielle

| Critères de participation citoyenne | Participation à des campagnes | Participation à des actions de masse | Participation électorale | Participation syndicale |
|--|-------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Travail pour une association | 0,763 | | | |
| Port d'insignes politiques | 0,760 | | | |
| Travail pour un parti politique | 0,720 | | | |
| Contact avec un politicien | 0,608 | | | |
| Transmission d'informations politiques | | 0,815 | | |
| Boycott d'un produit | | 0,633 | | |
| Participation à des manifestations publiques | | 0,518 | | |
| Signature de pétitions | | 0,480 | | |
| Vote aux élections parlementaires | | | 0,769 | |
| Identification à un parti politique | | | 0,741 | |
| Intérêt pour la politique | | | 0,652 | |
| Appartenance syndicale | | | | 0,895 |
| % de variance | 19,376 | 14,568 | 14,221 | 10,302 |

Méthode de distinction des composantes principales ; N = 664.

Tableau 4. Types dominants de participation citoyenne pour les zones rurales en France – analyse factorielle

| Critères de participation citoyenne | Participation à des actions de masse | Participation électorale | Participation à des partis | Participation en matière de diffusion d'informations |
|-------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|----------------------------|--|
| Participation à des manifestations | 0,670 | | | |
| Signature de pétitions | 0,652 | | | |
| Travail pour une association | 0,601 | | | |
| Port d'insignes politiques | 0,545 | | | |
| Boycott d'un produit | 0,464 | | | |
| Vote aux élections parlementaires | | 0,695 | | |
| Identification à un parti politique | | 0,542 | | |
| Intérêt pour la politique | | 0,481 | | |

| | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|
| Travail pour un parti politique | | | 0,612 | |
| Contact avec un politicien | | | 0,581 | |
| Appartenance syndicale | | | | -0,709 |
| Transmission d'informations politiques | | | | 0,509 |
| % de variance | 17,567 | 13,135 | 11,845 | 9,494 |

Méthode de distinction des composantes principales ; N = 688.

Parmi les répondants représentant les villageois français, outre la participation à des campagnes et la participation électorale, on distingue aussi la simple participation à des partis et la participation en matière de diffusion d'informations. La participation à des partis comprend des facteurs tels que le travail pour un parti politique et le contact avec un politicien. Il est intéressant de noter que dans cette catégorie, il n'y a pas d'identification à un parti politique, un facteur qui est davantage associé à l'activité électorale dans les campagnes françaises. Cela implique une séparation claire entre les déclarations de sympathies socio-politiques et l'activité pour des structures spécifiques représentant des programmes socio-politiques spécifiques. Le résultat décrivant les variables des éléments pour le type de participation en matière de diffusion d'informations est quelque peu surprenant, car il s'avère que l'appartenance syndicale n'est pas positivement associée à la participation à la transmission d'informations politiques. Cela peut indiquer une distinction significative entre l'activité syndicale et l'activité politique parmi les répondants français. Les types identifiés expliquent au total 52 % de la variation du niveau de l'engagement citoyen des répondants ruraux français.

Si l'on confronte les résultats de la comparaison des types dominants de participation citoyenne dans les zones rurales de Pologne et de France à ceux de la population rurale européenne totale, il convient de noter certaines différences et similitudes (Tableau 5).

Tableau 5. Types dominants de participation citoyenne pour les zones rurales en Europe
– analyse factorielle

| Critères de participation citoyenne | Participation à des actions de masse et à des syndicats | Participation à des campagnes et à des partis | Participation électorale |
|--|---|---|--------------------------|
| Signature de pétitions | 0,683 | | |
| Boycott d'un produit | 0,654 | | |
| Transmission d'informations politiques | 0,668 | | |
| Participation à des manifestations | 0,527 | | |

Tableau 5 (suite)

| Critères de participation citoyenne | Participation à des actions de masse et à des syndicats | Participation à des campagnes et à des partis | Participation électorale |
|-------------------------------------|---|---|--------------------------|
| Appartenance syndicale | 0,332 | | |
| Travail pour un parti politique | | 0,807 | |
| Contact avec un politicien | | 0,624 | |
| Travail pour une association | | 0,526 | |
| Port d'insignes politiques | | 0,501 | |
| Vote aux élections parlementaires | | | 0,739 |
| Identification à un parti politique | | | 0,697 |
| Intérêt pour la politique | | | 0,608 |
| % de variance | 16,024 | 14,354 | 13,668 |

Méthode de distinction des composantes principales ; N = 18 504.

Tout d'abord, dans les deux pays étudiés (Pologne, France) et dans l'ensemble de l'Europe, la participation électorale a été identifiée comme étant liée aux dernières élections parlementaires, à l'intérêt pour la politique et à l'identification à un parti politique particulier. Dans les pays que nous avons observés, ainsi qu'en Europe, il existe également une forme de participation à des actions de masse telles que la signature de pétitions, le boycott d'un produit donné ou la participation à des actions de protestation. Cependant, outre ces composantes en Pologne, en France et dans l'ensemble de l'Europe, chacune des populations interrogées présente également des composantes différentes, telles que l'appartenance syndicale en Europe, le travail pour une association en France ou la transmission d'informations politiques en Pologne et en Europe. Par ailleurs, des types distincts de participation à des partis en France et en Europe et de participation syndicale en Pologne ont été constatés. Dans l'ensemble, on peut conclure que les différents types de participation présentent des caractéristiques propres à chaque population, en plus des caractéristiques communes dominantes. Cependant, les types communs aux trois populations l'emportent sur les types particuliers à chacune d'entre elles. Les trois types de participation citoyenne identifiés expliquent 44 % de la variation de la variable à prendre en compte pour les personnes interrogées à l'échelle européenne.

Tableau 6. Régression des moindres carrés ordinaires (MCO) du modèle du statut socio-économique

| Pays | Pologne - zones rurales | | France - zones rurales | | Europe - zones rurales | |
|--|----------------------------|-------|---------------------------|-------|---------------------------|-------|
| | Bêta | p. | Bêta | p. | Bêta | p. |
| Indicateurs ; | | | | | | |
| Sexe | -0,131 | 0,005 | -0,111 | 0,005 | -0,116 | 0,001 |
| Âge | 0,305 | 0,001 | 0,095 | 0,019 | 0,194 | 0,001 |
| Niveau d'éducation | 0,373 | 0,001 | 0,246 | 0,001 | 0,314 | 0,001 |
| Montant total des revenus mensuels du ménage | 0,115 | 0,033 | 0,039 | 0,362 | 0,048 | 0,146 |
| R ² 0,136 | 0,172 | | 0,072 | | 0,122 | |
| Anova : F : | 29,429 | | 12,858 | | 34,949 | |
| Anova p. : | 0,001 | | 0,001 | | 0,001 | |
| Variable dépendante : échelle de participation citoyenne | | | | | | |

Les variables du modèle du statut socio-économique adoptées dans cette analyse expliquent environ 12 % de la variation du niveau de participation citoyenne pour tous les Européens ruraux, environ 7 % pour la population rurale française et 17 % pour la population rurale polonaise (Tableau 6). Comme l'indiquent les données ci-dessus, le modèle SSE explique le mieux la variation de la participation citoyenne en Pologne et le moins bien celle de la France. Néanmoins, le niveau d'éducation est la variable qui joue un rôle clé pour expliquer le niveau d'engagement citoyen dans les trois échantillons étudiés. Cela signifie que plus le niveau d'éducation des résidents ruraux est élevé, plus le niveau d'engagement citoyen est élevé, quel que soit le pays de résidence. La tendance ci-dessus a été observée dans des études précédentes portant sur les zones rurales en Europe (Starosta, 2010). Un niveau d'éducation plus élevé implique généralement un niveau plus élevé de compétences cognitives et de plus grandes possibilités pour l'individu d'exploiter positivement la participation à la sphère civique. Ce qui est notable, cependant, c'est l'absence d'un effet statistiquement significatif de la variable « montant total des revenus du ménage » sur le niveau d'implication, tant en France que dans l'échantillon rural européen dans son ensemble. Le genre a un effet statistiquement important, bien que pas très élevé, sur la variation de l'engagement dans les trois groupes étudiés. La direction de cette incidence suggère une implication légèrement plus forte des hommes que des femmes. L'activité légèrement supérieure des hommes est due au fait que l'objet de l'analyse est l'activité citoyenne, dans laquelle les composantes de l'engagement politique au niveau national dominant, alors que, selon d'autres études (Michalska, 2020 ; Drağ, Gorlach, 2021), les femmes vivant en milieu rural sont

légèrement plus actives dans la sphère de la coopération sociale et avec le gouvernement au niveau local. En outre, leur activité augmente de plus en plus au fil du temps (Charatsari, Černič Istenič, 2016 ; Michalska, 2020). Une caractéristique spécifique à l'échantillon polonais de résidents ruraux, par ailleurs, est l'importance très significative de l'âge avec la tendance générale de la relation type ; plus un individu est âgé, plus son niveau de participation citoyenne est élevé. Le coefficient bêta dans ce cas est de 0,305. Une signification statistiquement importante de l'âge, bien que beaucoup moins forte que dans le cas de la Pologne, a été identifiée à l'échelle de toute l'Europe.

Tableau 7. Régression MCO – modèle du capital social

| Pays | Pologne – zones rurales | | France – zones rurales | | Europe – zones rurales | |
|--|----------------------------|-------|---------------------------|-------|---------------------------|-------|
| | Bêta | p. | Bêta | p. | Bêta | p. |
| Indicateurs ; | | | | | | |
| Confiance générale | 0,122 | 0,022 | 0,112 | 0,066 | -0,012 | 262 |
| Confiance dans les institutions politiques | 0,069 | 0,185 | 0,084 | 0,159 | 0,065 | 0,001 |
| Fréquence d'utilisation d'Internet en min/jour | 0,042 | 0,356 | 0,031 | 0,588 | 0,061 | 0,001 |
| Fréquence des contacts avec les amis lors de rencontres sociales | 0,095 | 0,046 | 0,017 | 0,767 | 0,118 | 0,001 |
| Nombre de personnes à qui la personne interrogée parle de sujets d'ordre personnel | 0,098 | 0,042 | 0,166 | 0,006 | 0,083 | 0,001 |
| R ² | 0,065 | | 0,065 | | 0,035 | |
| Anova F ; | 0,6329 | | 3,960 | | 78,020 | |
| Anova p. | 0,001 | | 0,002 | | 0,001 | |
| Variable dépendante : échelle de participation citoyenne | | | | | | |

Les variables représentant le modèle du capital social sont moins bien adaptées pour expliquer la variation de la participation citoyenne à la fois chez les résidents ruraux polonais, français et de l'ensemble de l'échantillon européen (Tableau 7). Le pourcentage d'explication de la variable dépendante était le même pour la Pologne et la France, soit environ 6,5 %. La seule sous-variable qui différencie significativement le niveau d'implication dans les deux pays est la confiance générale et la taille du cercle d'amis avec lequel les personnes interrogées sont en mesure de discuter de questions personnelles. Le sens de la corrélation était positif dans les deux cas, ce qui signifie que des niveaux plus élevés de confiance générale et des cercles d'amis plus larges étaient propices à des niveaux plus élevés d'engagement citoyen. Il convient toutefois

d'ajouter que la force des rapports n'était pas élevée. Le coefficient bêta de la confiance générale était de 0,122 pour la Pologne et de 0,112 pour la France, tandis que la taille des cercles d'amis était de 0,098 pour la Pologne et de 0,166 pour la France, respectivement. Il est quelque peu surprenant de constater que l'intensité de l'utilisation d'Internet par les répondants et la confiance qu'ils ont dans les institutions politiques n'ont pas d'incidence sur la différenciation de l'engagement citoyen. La société rurale en Europe présente donc un niveau élevé de distanciation par rapport aux institutions politiques nationales. Dans l'ensemble, il convient de conclure que, tant dans les zones rurales de Pologne que dans celles de France, l'impact des variables du capital social adoptées sur la modification de l'engagement citoyen était moins significatif sur le plan statistique et plus faible que celui des variables du statut socio-économique. Nos résultats analytiques confirment l'importance statistiquement significative de la confiance générale notée dans d'autres études (Starosta, 2010 ; Mierina, 2013), cependant, ils n'attribuent pas une importance décisive aux variables du capital social dans la différenciation du niveau d'engagement citoyen. En outre, à l'échelle de l'Europe rurale, la taille des cercles d'amis a joué un rôle plus important dans l'activité des résidents ruraux que la confiance générale.

Tableau 8. Régression MCO – modèle de l'attachement

| Pays | Pologne – zones rurales | | France – zones rurales | | Europe – zones rurales | |
|--|----------------------------|-------|---------------------------|-------|---------------------------|-------|
| | Bêta | p. | Bêta | p. | Bêta | p. |
| Indicateurs | | | | | | |
| Appartenance à une religion donnée | -0,013 | 0,747 | 0,034 | 0,385 | -0,016 | 0,024 |
| Sentiment de sécurité relatif au lieu de résidence | -0,033 | 0,408 | -0,080 | 0,044 | -0,086 | 0,001 |
| Appartenance à un groupe discriminé | -0,047 | 0,232 | -0,040 | 0,305 | -0,074 | 0,001 |
| Nationalité du pays de résidence | -0,041 | 0,226 | -0,095 | 0,047 | -0,084 | 0,001 |
| Naissance dans le pays de résidence | -0,003 | 0,935 | 0,021 | 0,661 | 0,012 | 0,144 |
| R ² | 0,004 | | 0,015 | | 0,018 | |
| Anova F ; | 0,570 | | 1,998 | | 69,359 | |
| Anova p. | 0,685 | | 0,077 | | 0,001 | |
| Variable dépendante : participation citoyenne | | | | | | |

Les variables incluses dans le modèle de l'attachement se sont avérées statistiquement non significatives pour expliquer la variation du niveau de participation citoyenne tant en Pologne qu'en France (Tableau 8). Cela signifie que, du point de vue des caractéristiques étudiées, les répondants constituent des groupes significativement homogènes, ce qui ne produit pas

d'effet de diversité. La seule exception est la variable « nationalité du pays de résidence » qui est statistiquement significative pour l'échantillon des résidents ruraux français. Son importance est probablement liée à l'augmentation du nombre de résidents vivant dans les zones rurales en France mais ne possédant pas encore le statut de nationalité. Dans une large mesure, cela est dû à l'ampleur plus importante des processus migratoires vers la France que vers la Pologne. A l'échelle de l'ensemble de l'échantillon européen, les variables de l'attachement adoptées se sont révélées statistiquement significatives d'une part, mais d'autre part, la force de leur impact sur la variation du niveau de participation est très faible et, de plus, la direction du rapport est négative. En revanche, le fait d'être né dans le pays de résidence est statistiquement non significatif. Il apparaît donc que les composantes psychosociales de l'attachement, retenues pour l'analyse, ont beaucoup moins d'impact sur la participation citoyenne que les variables relatives au statut socio-économique ou au capital social.

Conclusion

L'objectif principal de cet article était de montrer certaines similitudes et différences entre le niveau, les modèles et certains facteurs déterminants de la participation citoyenne des résidents ruraux en Pologne et en France dans le contexte européen. La participation citoyenne était principalement comprise dans le sens socio-politique et non en termes d'activité publique au sens large ou de participation non liée à la politique. Nous sommes conscients qu'une telle conception limite l'éventail des activités entreprises, notamment dans les communautés rurales. Cependant, la notion de citoyenneté est principalement associée à l'institution de l'État, ce qui, dans une certaine mesure, fournit un argument en faveur de ce choix. Sur la base d'analyses empiriques fondées sur les informations recueillies dans l'Enquête sociale européenne de 2018, on peut supposer que le niveau global de participation des résidents ruraux en Pologne était nettement inférieur à celui de la France. Néanmoins, les Européens ruraux les plus engagés civiquement se sont avérés être les résidents des pays scandinaves et les résidents ruraux les moins engagés civiquement ceux des anciens pays socialistes. Il existe également quelques différences entre les habitants ruraux de Pologne et ceux de France en termes de formes dominantes de participation citoyenne. Dans ces deux pays, la forme dominante de participation a été la participation aux

élections parlementaires. Ajoutons qu'il s'agit d'un type de participation qui est également dominant dans d'autres pays et dans différents environnements résidentiels. Toutefois, les différences entre les pays interrogés sur cet aspect ne sont pas significatives, même si le niveau d'implication des répondants français s'est avéré légèrement supérieur à celui des répondants polonais. La principale différence en termes de types de participation est la participation syndicale et la participation à des campagnes en Pologne et la participation en matière de diffusion d'informations et la participation à des partis en France. Dans chacun de ces deux pays, cependant, la participation était liée au fonctionnement des actions de protestation et aux mouvements de masse. L'ampleur de ce phénomène de mobilisation périodique des citoyens non directement liée aux élections politiques devient aujourd'hui l'une des principales formes de participation sociale à l'ère de la mondialisation (Marchetti, 2015). Parmi les trois modèles proposés pour l'analyse et visant à expliquer la variation des niveaux de participation citoyenne dans les campagnes polonaises et françaises, dans les deux cas, le modèle contenant des variables caractéristiques du statut socio-économique des répondants s'est avéré le mieux adapté. Ainsi, il s'est avéré que dans les environnements ruraux étudiés, les variables de la position socio-économique constituent un élément important des processus d'inactivité ou d'activité sociale. Cela confirme la persistance de l'importance des éléments de la structure sociale dans le système d'organisation de la société rurale en Pologne (Halamska, 2020), en France et dans l'ensemble de l'Europe (Van der Ploeg, 2021).

Bibliographie

- Beck U., Beck-Gernsheim E., 2003, *Individualization*, London : Sage Publishing.
- Bourdieu P., 1986, « Forms of capital », [in :] J. G. Richardson (dir.), *Handbook of theory and research for the sociology of education*, Westport : Greenwood Press, p. 241–258.
- Bowlby J., 1997, *Attachment*, London : Pimlico.
- Charatsari Ch., Černič Istenič M., 2016, « Gender, farming and rural social research », [in :] M. Shucksmith, D. L. Brown (dir.), *Routledge international handbook of rural studies*, London : Routledge, p. 389–399.
- Coleman J. S., 1994, *Foundations of social theory*, Cambridge : The Belknap Press.

- Davies K., Moore W., 1975, « O niektórych zasadach uwarstwienia », [in :] W. Derczyński, A. Jasińska-Kania, J. Szacki (dir.), *Elementy teorii socjologicznych*, Warszawa : PWN, p. 464–476.
- Delanty G., 2000, *Citizenship in a global age*, Buckingham : Open University Press.
- Drag Z., Gorlach K., 2021, « Farm women as participants in social life », [in :] K. Gorlach, Z. Drag (dir.), *Think locally, act globally. Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 355–372.
- Edwards M., 2009, *Civil society*, Cambridge : Polity Press.
- Fung A., 2004, « Empowered participation: Reinventing urban democracy », Princeton : Princeton University Press.
- Galston W. A., 2020, *Anti-pluralism. The populist threat to liberal democracy*, New Haven : Yale University Press.
- Gendźwiłł A., Kjaer U., Steyvers K. (dir.), 2022, *The Routledge handbook of local elections and voting in Europe*, London, New York : Routledge.
- Goudy W. J., 1990, « Community attachment in a rural region », *Rural Sociology*, n° 55 (2), p. 178–198.
- Grabb E. G., Curtis J. E., 1992, « Voluntary association activity in English Canada, French Canada and United States : A multivariate analysis », *The Canadian Journal of Sociology*, n° 4 (17), p. 371–388.
- Halamska M., 2020, *Ciągłość i zmiana. Wieś polska 1918–2018. W poszukiwaniu źródeł teraźniejszości*, Warszawa : Instytut Rozwoju Wsi i Rolnictwa PAN, Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Halpern D., 2005, *Social capital*, Cambridge : Polity Press.
- Hechter M., 1988, « Principles of group solidarity », Berkeley : University of California Press.
- Hickey S., Mohan G., 2004, « Towards participation as transformation : critical themes and challenges », [in :] S. Hickey, G. Mohan (dir.), *Participation. From tyranny to transformation?*, London : Zed Books, p. 3–25.
- Huntington S. P., 2004, « The clash of civilizations? », [in :] F. J. Lechner, J. Boli (dir.), *The globalization reader*, Oxford : Blackwell Publishing, p. 36–43.
- Kasarda J. D., Janovitz M., 1974, « Community attachment in mass society », *American Sociological Review*, n° 3 (39), p. 328–339.
- Lin N., 2001, *Social capital. A theory of social structure and action*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Marchetti R., 2015, « The conditions for civil society participation in international decision making », [in :] D. Della Porta, M. Diani (dir.), *The Oxford handbook of social movements*, Oxford : Oxford University Press, p. 753–768.

- Michalska S., 2020, *Studia nad strukturą społeczną wiejskiej Polski*, t. 4: *Struktura społeczna a zmiany ról społecznych kobiet wiejskich*, Warszawa : Wydawnictwo Naukowe Scholar.
- Mierina I., 2013, « Understanding low levels of political participation in post-soviet countries », [in :] L. Nicolaou-Smokoviti, H. Sunker, J. Rozanova, V. Pekka Economu (dir.), *Citizenship and social development*, Frankfurt am Main : Peter Lang, p. 237–265.
- Misztal B., 1977, *Zagadnienia społecznego uczestnictwa i współdziałania*, Wrocław : Ossolineum.
- Moffitt B., 2020, *Populism*, Cambridge : Polity Press.
- Pattie Ch., Sayed P., Whitley P., 2003, « Citizenship and civic engagement. Attitudes and behaviour in Britain », *Political Studies*, n° 3 (51), p. 443–468.
- Pattie Ch., Sayed P., Whitley P., 2004, *Citizenship in Britain. Values, participation and democracy*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Putnam R. D., 2001, *Bowling alone: The collapse and revival of American community*, New York: Touchstone Book, Simon & Schuster.
- Putnam R. D., 2008, *Samotna gra w kręgle. Upadek i odrodzenie wspólnot lokalnych w Stanach Zjednoczonych*, Warszawa : Wydawnictwa Akademickie i Profesjonalne.
- Ritzer G., Stepnisky J., 2018, *Sociological theory*, Los Angeles : Sage Publishing.
- Scholzman K. L., Verba S., Brady H. E., 1999, « Civic participation and the equality problem », [in :] T. Skocpol, M. P. Fiorina (dir.), *Civic engagement in American democracy*, Washington, D.C., New York : Brookings Institution Press, Russell Sage Foundation, p. 427–459.
- Sennett R., 1992, *The fall of public man*, New York : W. W. Norton.
- Skocpol T., Fiorina M. P. (dir.), 1999, *Civic engagement in American democracy*, Washington, D.C., New York : Brookings Institution Press, Russell Sage Foundation.
- Starosta P., 2010, « Civic participation in rural Europe », *Przegląd Socjologiczny*, n° 2 (59), p. 77–108.
- Steinberger P. J., 1981, « Political participation and communality. A cultural/interpersonal approach », *Rural Sociology*, n° 1 (48), p. 7–19.
- Tam H., 1998, *Communitarianism. A new agenda for politics and citizenship*, London : Macmillan Press.
- Van der Ploeg, 2021, « Family farming. A foreword », [in :] K. Gorlach, Z. Drag (dir.), *Think locally, act globally. Polish farmers in the global era of sustainability and resilience*, Kraków : Jagiellonian University Press, p. 9–21.
- Verba S., Nie N. H., 1972, *Participation in America. Political democracy and social equality*, New York : Harper and Row.

Verba S., Nie N. H., Kim J. O., 1978, *Participation and political equality*, Cambridge : Cambridge University Press.

Verba S., Scholzman K. L., Brady H. E., 1995, *Voice and equality. Civic voluntarism in American politics*, Cambridge : Harvard University Press.

Zukin C., Keeter S., Andolina M., Jenkins K., Delli Carpini M. X., 2006, *A new engagement? Political participation, civic life, and the changing American citizen*, Oxford : Oxford University Press.

Remarques de l'auteur

Eric Charmes – directeur de recherche à l'ENTPE (Vaulx-en-Velin, France). Il est spécialisé dans les études urbaines, l'urbanisme et l'aménagement. Il est membre du laboratoire « Recherches Interdisciplinaires Ville Espace Société » (RIVES, Université de Lyon, UMR CNRS EVS). Il a notamment publié *Métropole et éloignement résidentiel* (Autrement, 2021) ; *La Revanche des villages* (Seuil, 2019) ; *Quitter Paris ? Les classes moyennes entre centres et périphéries* (avec Stéphanie Vermeersch, Lydie Launay et Marie-Hélène Bacqué, Créaphis, 2019) ; *The Middle Classes and the City. A Study of Paris and London* (avec Marie-Hélène Bacqué, Gary Bridge et al., Palgrave, 2015) et *La Ville émietlée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine* (Presses Universitaires de France, 2011).

ORCID: 0000-0002-4171-1701

Josette Debroux – sociologue, maîtresse de conférences à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheure au Centre Max Weber UMR 5283 (dans l'équipe « Modes, espaces et processus de socialisation »). Ses travaux portent en particulier sur les usages sociaux de l'espace rural, les mobilités sociales et résidentielles, le choix modal. Elle a notamment publié, « Pratiques modales et socialisation : analyse du cas d'un conducteur régulier utilisateur d'une plateforme de covoiturage » (*Espaces et sociétés*, 2022, n° 184–185, p. 67–82, 2022) ; « Les ressorts de l'engagement dans une pratique de consommation collaborative : le cas des conducteurs d'une plateforme de covoiturage » (*L'homme et la société*, 2018, n° 207, p. 187–217) ; « Stratégies résidentielles et position sociale : l'exemple des localisations périurbaines » (*Espaces et sociétés*, 2011, n° 144–145, p. 121–139) ; « Migration d'actifs vers l'espace rural "isolé" : éléments d'analyse sur les liens à l'espace d'arrivée » (*Norois*, 2006, n° 200, p. 79–89).

Zbigniew Drąg – docteur en sociologie, associé à l'Institut de sociologie de l'Université Jagellonne de Cracovie. Ses intérêts scientifiques portent sur les questions de macrosociologie, en particulier la sociologie rurale,

la théorie des élites, la sociologie de la démocratie et la propagande politique. Il traite également de la méthodologie de la recherche sociale. Il a participé à la mise en place de nombreux projets de recherche. Il est auteur et co-auteur de plusieurs livres et de dizaines d'articles scientifiques. Il a publié, entre autres dans *Studia Socjologiczne, Kultura i Społeczeństwo, Polish Sociological Review*.

ORCID: 0000-0002-9106-7758

Maria Halamska – professeure de sciences humaines, sociologue rurale, directrice du Laboratoire de Sociologie rurale à l'Institut du Développement de la Campagne et de l'Agriculture de l'Académie polonaise des sciences. Ses recherches ont porté sur l'agriculture familiale en Pologne et dans le monde, la transformation post-communiste de la campagne centre-européenne et le développement rural. Actuellement elle travaille principalement sur l'analyse des changements de la structure sociale. Autrice d'environ 300 publications. Membre de la Société sociologique de Pologne, membre associé de l'Académie d'Agriculture de France.

ORCID: 0000-0003-4133-9935

Andrzej Kaleta – professeur de sociologie à l'Institut de sociologie de l'Université Nicolas Copernic de Toruń. Il est spécialisé dans les questions de développement rural et d'agriculture. Coordinateur de nombreux programmes internationaux de recherche et développement consacrés aux nouveaux modèles de développement rural. Auteur d'environ 300 publications (dont 15 livres) et initiateur et premier rédacteur en chef de la revue scientifique internationale *Eastern European Countryside*.

ORCID: 0000-0002-1507-2555

Anna Matuchniak-Mystkowska – professeure de sociologie, ancienne dirigeante de la Chaire de Sociologie de l'Art à l'Université de Lodz en Pologne. Champs d'intérêt : sociologie de la culture et de l'art, sociologie française, mouvements sociaux, institutions de la culture et publics. L'auteur des nombreux articles, chapitres dans des monographies et quelques livres: *Gust i kompetencja. Społeczne zróżnicowanie recepcji malarstwa* (UŁ, Łódź 1988) ; *Publiczność wobec metafory plastycznej. O recepcji groteski Jerzego Dudy-Gracza* (WUŁ, Łódź 1999) ; *Zarys socjologii sztuki Pierre'a Bourdieu* (Oficyna Naukowa, Warszawa 2010) ; *Za drutami oflagów. Studium socjologiczne* (Centralne Muzeum Jeńców Wojennych, Opole 2014) ; *Za drutami oflagów. Jeniec wojenny 613/X A (CMJW, Opole 2016) ; Sport jeniecki w Oflagach II B Arnswalde, II C Woldenberg, II D Gross Born. Analiza socjologiczna* (WUŁ, Łódź, 2021) ; *L'Avortement en Pologne. La croix et la bannière* (avec Jacqueline Heinen, L'Harmattan, Paris 1992) ; *Aborcja w Polsce. Kwadratura koła* (avec

Jacqueline Heinen, *Polskie Towarzystwo Religioznawcze*, Warszawa 1995) ; *Pratiques culturelles et logique des institutions. Cultural Practices and the Logic of Institutions* (Lyon – Łódź) (avec Norbert Bandier et Bogusław Sułkowski, WUŁ, Łódź 2004) ; *Lokalne pola produkcji kulturalnej w Polsce i we Francji* (avec Norbert Bandier, Abdelhafid Hammouche et Bogusław Sułkowski, WUŁ, Łódź 2010) ; *Niewola i nadzieja. Korespondencja wojenna Andrzeja i Krystyny Mystkowskich* (avec Jan Mystkowski et Piotr Stanek, CMJW, Opole, 2018).

ORCID: 0000-0001-5172-3637

Paweł Starosta – professeur au Département de sociologie rurale et urbaine de l'Institut de sociologie de l'Université de Lodz. Ses intérêts scientifiques portent sur l'étude des communautés locales, la sociologie urbaine et rurale, la participation sociale, le capital social et la mondialisation. Il est l'auteur de trois livres et de 220 articles en polonais, anglais et russe. Il a effectué un stage de recherche à l'Université populaire de Chine (1991) et à l'Université du Québec à Rimouski, Canada (1992). Actuellement membre du conseil scientifique du comité de recherche de la 10^e Congrès de Association Internationale de Sociologie (AFS).

ORCID: 0000-0002-6231-4510

Katarzyna Zajda – professeur associé, sociologue rurale, chercheuse au Département de sociologie rurale et urbaine de l'Université de Lodz. Ses intérêts portent sur le thème des communautés locales, du gouvernement local, des nouvelles méthodes et instruments de son développement, de l'innovation sociale. Participant à de nombreux projets de recherche, dont plusieurs internationaux. Lauréat de la bourse pour jeunes scientifiques exceptionnels du ministère de la Science et de l'Enseignement supérieur, boursier de la Fondation H. Boell.

ORCID: 0000-0001-5568-3644

La publication présentée au lecteur est le résultat d'une collaboration entre des sociologues de l'Université de Lyon II et de l'Université de Lodz. Toutefois, des sociologues ruraux reconnus représentant les centres universitaires de Varsovie, Cracovie et Torun ont été invités à travailler conjointement. L'analyse du milieu rural dans la société polonaise et française contemporaines découle à la fois de l'importance de cet élément structurel pour les deux pays et de la volonté de poursuivre la longue tradition de coopération.

Le volume s'ouvre sur deux textes portant sur la sociologie rurale, son institutionnalisation, et sa situation actuelle d'abord en Pologne, puis en France. Ils sont suivis d'une présentation synthétique de la dynamique de la structure sociale dans les zones rurales de Pologne entre 1991 et 2015. Les textes suivants éclairent, chacun à leur manière, différents aspects actuels des mondes ruraux en France et en Pologne. Sont successivement abordés : la question de la qualité de vie des agriculteurs polonais à l'ère de la mondialisation, le phénomène de la périurbanisation en France analysé à partir des trajectoires sociales des populations qui s'installent dans le périurbain, la transformation des relations de voisinage dans les communes rurales périurbaines françaises situées en zone périurbaine, les activités innovantes des ONG au sein des structures socio-spatiales locales, les transformations de la culture folklorique au centre de la Pologne. Le volume se termine par un texte consacré à l'analyse de la participation civique des habitants des zones rurales en Pologne et en France sur la base des données issues de l'Enquête sociale européenne.

 **WYDAWNICTWO
UNIwersytetu
ŁÓDZKIEGO**

 wydawnictwo.uni.lodz.pl

 ksiegarnia@uni.lodz.pl

 (42) 665 58 63

Également disponible
sous forme d'e-book

ISBN 978-83-8331-165-4



9 788383 311654